

Rosa Meyer-Leviné

Vie et mort

d'un révolutionnaire

Eugen Leviné et les conseils ouvriers de Bavière



Actes et mémoires du peuple / François Maspéro

Rosa Meyer-Leviné

Vie et mort
d'un révolutionnaire

Eugen Leviné
et les conseils ouvriers de Bavière

Traduit de l'allemand
par Jean-Jacques Pollet et Claude Sebisch
Introduction, notes, chronologie et bibliographie
de Lionel Richard

FRANÇOIS MASPERO
PARIS
1980

Ces mémoires de Rosa Meyer-Leviné ont d'abord été publiés en anglais. Puis ils ont été traduits en allemand par Klaus Budzinski pour les éditions Carl Hanser (Munich, 1972). C'est cette édition allemande, parue également depuis en livre de poche (Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt/Main, 1974), qui a servi de base à la traduction française. Celle-ci a été assurée par Jean-Jacques Pollet et Claude Sebisch. L'ensemble a été ensuite revu, remanié et annoté par Lionel Richard.

La phrase d'Aragon portée au dos de la couverture est extraite de sa conférence sur « John Heartfield et la beauté révolutionnaire », conférence publiée dans la revue *Commune* en 1935 et reprise dans *Les Collages*, Hermann, Paris, 1965.

Titre original : *Leben und Tod eines Revolutionärs*

© Carl Hanser Verlag, Munich, 1972

© Librairie François Maspero, Paris, 1980, pour l'édition française

ISBN 2-7071-1164-3

Table

<i>Introduction de Lionel Richard</i>	7
---	---

Vie et mort d'un révolutionnaire

I	33	XVI	141
II	39	XVII	158
III	44	XVIII	169
IV	53	XIX	178
V	59	XX	189
VI	63	XXI	198
VII	70	XXII	211
VIII	79	XXIII	221
IX	83	XXIV	230
X	88	XXV	238
XI	95	XXVI	251
XII	99	XXVII	258
XIII	110	XXVIII	262
XIV	122	XXIX	267
XV	130		

Annexes

I. Rapport sur le I ^{er} Congrès national des conseils	285
II. Projet d'organisation du parti communiste allemand ..	299
III. Extraits des actes du procès Leviné-Niessen	301



IV. Discours de Leviné devant le tribunal	307
V. Procès-verbal de la séance de la cour martiale de Munich	319
VI. Attestation de l'exécution du jugement rendu par la cour martiale	323
<i>Repères chronologiques</i>	325
<i>Aperçu bibliographique</i>	329



ACHEVÉ D'IMPRIMER EN MAI 1980
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LABALLERY ET C^{ie} A CLAMECY
DÉPÔT LÉGAL : 2^e TRIMESTRE 1980
NUMÉRO D'IMPRIMEUR : 19544
PREMIER TIRAGE : 3 300 EXEMPLAIRES
ISBN 2-7071-1164-3

Introduction

I

Le 11 septembre 1918, dans un discours devant les employés, ouvriers et ouvrières des usines Krupp à Essen, l'empereur d'Allemagne Guillaume II, après avoir répété sa parole historique du 4 août 1914 : « Je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands », lance à son auditoire un appel à s'opposer à l'ennemi dans la plus complète unité jusqu'à la victoire finale : « Soyez forts comme l'acier, dit-il, et le peuple allemand, soudé en un bloc d'acier, ce peuple saura montrer à l'ennemi quelle est sa force¹ ! »

En ce lieu si symbolique où les travailleurs allemands sont incités à communier autour d'un fabricant de canons, Guillaume II n'a pas lésiné sur les métaphores. Mais, le dérisoire, c'est que leur grotesque ne réside pas simplement dans des formules de style. L'image de l'union sacrée pouvait convenir encore à peu près à la réalité du début de la guerre. A deux mois de l'armistice, elle n'a plus de point d'appui et sonne terriblement creux. Elle n'exprime plus qu'une obstination, qui, si aveugle soit-elle, devra s'écrouler face aux circonstances. Dès l'été 1918, le haut

1. Discours reproduit dans *Reden Kaiser Wilhelms II*, zusammengestellt von Axel MATTHES, Nachwort von Helmut ARNTZEN, Rogner und Bernhard Verlag, München, 1976.

commandement militaire et la majorité du peuple allemand sont conscients que la défaite est inévitable.

L'unanimité presque totale dans le soutien à Guillaume II pour le prétendu salut de l'Allemagne s'est brisée ostensiblement au début de 1917. Après un hiver rigoureux, la misère et la faim poussent les masses à la révolte. Des manifestations éclatent en mars à Kiel, Hambourg et Nuremberg. En avril, des milliers d'ouvriers se mettent en grève à Berlin. La vieille social-démocratie, elle aussi, craque : contre sa collusion avec l'impérialisme, son aile gauche forme un nouveau parti, celui des socialistes-indépendants. Le 1^{er} mai, des mouvements de protestation contre la guerre sont déclenchés un peu partout. Fondé un peu plus d'un an auparavant par des opposants d'extrême gauche, dont Karl Liebknecht, arrêté le 1^{er} mai 1916 pour avoir déjà crié sur la place de Potsdam à Berlin A bas la guerre !, le groupe spartakiste anime les luttes contre la politique wilhelminienne.

L'année 1918 s'ouvre sur une accentuation de la pression populaire : entre le 28 janvier et le 1^{er} février, Berlin connaît une grève qui finit par toucher près d'un million de personnes. A l'origine de celle-ci, un groupe de militants syndicalistes relativement autonome par rapport aux partis, et qui ont créé, autour notamment de Richard Müller, un organisme plus ou moins clandestin : le Comité d'action des Délégués révolutionnaires d'usines. On réclame une paix immédiate, le rétablissement des libertés publiques, la libération des prisonniers politiques. Le mouvement est étouffé. Des mesures de répression s'ensuivent. Mais rien n'arrête le mécontentement. Quelques mois de passivité ou de résignation apparentes débouchent soudain, à la surprise de presque tout le monde, sur l'ébranlement définitif de la monarchie.

Le 17 octobre 1918, les socialistes-indépendants organisent des manifestations à Berlin. L'un de leurs dirigeants, Hugo Haase, précède en automobile un millier de personnes qui défilent jusqu'à la Chambre des députés. Au passage devant l'ambassade russe, l'ambassadeur lui-même, Joffé, se présente au balcon pour saluer les manifestants. La police charge. Mais ce n'est qu'un épisode. L'inquiétude et l'agitation se propagent dans l'armée. A la fin d'octobre, des émeutes éclatent à bord des vaisseaux

de la marine impériale. Quelques jours plus tard, le port de Kiel est aux mains des matelots insurgés. Le frère de l'empereur, Henri de Prusse, ne parvient à s'échapper que grâce à un subterfuge : sa voiture arbore un drapeau rouge.

Avec les événements de Kiel, nés spontanément de rumeurs selon lesquelles les officiers s'apprêteraient à s'opposer aux négociations de paix, la révolution s'est mise en route². Une révolution qu'enflamme, bien qu'encore très mal connu, l'exemple victorieux de la Russie, mais également les bouleversements qui ont lieu en Autriche et en Hongrie. Et, tandis que les sociaux-démocrates sont encore occupés à composer avec le régime impérial, demandent aux prolétaires de rester calmes dans leurs usines et de ne pas descendre dans la rue comme le leur conseillent des irresponsables, le mouvement insurrectionnel fait tache d'huile. A Hambourg, Brême, Hanovre, Cologne, Brunswick, Munich, des conseils d'ouvriers et soldats se forment.

Berlin tarde à prendre la suite. Et finalement le gouvernement impérial tombe comme un fruit mûr. Le 9 novembre, dans la capitale paralysée par la grève et sillonnée de cortèges, le chancelier Max de Bade annonce l'abdication de l'empereur. Il a lui-même un successeur : le social-démocrate Friedrich Ebert, qui accepte cette transmission des pouvoirs à contrecœur, désireux que la rupture avec la monarchie s'effectue par une transition lente vers la démocratie. Mais au balcon de la Chambre des députés son vieux compagnon de parti Scheidemann, ancien ministre de l'ancien gouvernement et nouveau ministre du nouveau, proclame déjà la république. La république allemande, oui, mais socialiste, demande de son côté Karl Liebknecht à un autre balcon, celui du Palais impérial abandonné par les Hohenzollern.

De combats de rue en répressions, de barricades en exécutions, le résultat de cette double éventualité devant le changement à entreprendre en Allemagne est aujourd'hui connu : dirigeants révolutionnaires assassinés, alliance des sociaux-démocrates et des corps francs sous prétexte de garantir l'ordre public, institutions où les forces réactionnaires conservent tout leur pouvoir.

2. Pour le détail des événements, je renvoie au livre de Gilbert BADIA, *Les Spartakistes*, coll. Archives, Julliard/Gallimard (première édition en 1966, Julliard, Paris).

Mais, ce que voient à l'époque les socialistes européens, c'est qu'enfin d'Allemagne même l'impérialisme allemand est mis à bas. Comme l'écrit avec enthousiasme Marcel Cachin dans L'Humanité, aux premiers jours de novembre et avant le départ de Guillaume II : « On nous a volontiers bafoués jusqu'à présent lorsque, avec obstination, nous proclamions notre confiance dans le réveil du peuple allemand. Que l'on entende les voix qui viennent de Kiel et de Bavière ! Partout la fin de la guerre va susciter, comme l'annoncèrent nos congrès, des mouvements de masse redoutables. Et déjà l'orient de l'Europe semble, à l'heure présente, de plus en plus envahie de la contagion révolutionnaire ³. »

II

Mais analysons plus précisément ce qui se passe en Bavière. Dans le conglomérat des vingt-cinq Etats que comprenait, outre l'Alsace-Lorraine, l'Empire allemand jusqu'alors régi par la Constitution de 1871, elle était un royaume, de même que la Prusse, la Saxe et le Wurtemberg. Ce royaume était gouverné par la dynastie des Wittelsbach, l'une des familles qui régnaient depuis le plus longtemps sur le sol allemand. Le premier duc de Bavière appartenant aux Wittelsbach remontait au XI^e siècle. Napoléon I^{er}, en dissolvant en 1806 le Saint-Empire romain germanique, avait transformé ce duché-électorat en un royaume. A sa tête depuis 1913, Louis III, qui avait remplacé son cousin Otto, inapte à régner car atteint de folie ⁴.

Comme les autres royaumes de l'Empire allemand, ainsi que les grands-duchés de Bade et de Hesse, la Bavière comptait, au lieu du système à Chambre unique généralement adopté, une Chambre haute et une Chambre basse. La première, d'une centaine de membres, était composée de tous les princes majeurs de la maison royale, des dignitaires de la couronne, des deux archevêques, des représentants des familles seigneuriales, du

3. Marcel CACHIN, dans *L'Humanité* du 8 novembre 1918.

4. Voir notamment l'ouvrage de Siegfried OBERMEIER, *Münchens goldene Jahre, 1871 bis 1914*, Wilhelm Goldmann Verlag, München, 1979.

président du haut consistoire de l'Eglise réformée, d'un évêque et de personnalités nommées directement et à vie par le roi. L'autre Chambre résultait d'élections, et les dernières qui avaient eu lieu avant la guerre, en 1912, avaient été très favorables aux forces conservatrices traditionnelles : le Centre catholique, avec 87 députés, disposait de la majorité absolue.

Curieusement⁵, c'est donc cette Bavière antidémocratique qui se retrouve aux avant-postes du mouvement révolutionnaire allemand. A Munich, les usines Krupp avaient été paralysées par la grève en janvier 1918, et l'un des dirigeants du parti socialiste-indépendant qui avait appelé à cette grève, Kurt Eisner, avait été emprisonné. Or voici que, devant les troubles qui se répandent, sa libération est décidée par le gouvernement bavarois le 15 octobre 1918. Presque aussitôt, il entre en campagne : il présente sa candidature à l'élection partielle organisée pour le remplacement à la Diète bavaroise du député social-démocrate Georg von Vollmar, qui avait renoncé en août à son mandat pour des raisons de santé⁶.

Dans la situation de lassitude et d'effervescence d'une partie de la population devant une guerre qui semble s'éterniser, les événements se précipitent⁷. A l'occasion d'un discours, le 30 octobre, Kurt Eisner se prononce pour la signature d'un traité de paix avec les pays de l'Entente dans le cadre d'une République allemande. Le 3 novembre, il prend la tête d'une manifestation pacifique devant la prison de Stadelheim pour obtenir

5. La raison de ce phénomène étonnant est dans la haine des Bavarois contre le pouvoir prussien, d'une part, qui se manifestait par l'approbation de toute tentative d'autonomie à l'égard de Berlin. D'autre part, dans la présence de milliers de non-Bavarois à Munich, et notamment d'ouvriers dans les usines d'armement. C'est justement dans ces usines Krupp que démarrent les mouvements de grève.

6. Georg von Vollmar appartenait à l'aile dite « révisionniste » du parti social-démocrate. Il voulait transformer le parti « ouvrier » en un parti « du peuple ». Eisner luttait précisément contre de telles conceptions.

7. La situation du Parti social-démocrate à Munich est assez différente de celle qui existait à Berlin. Une aile de ce parti se trouva également sur des positions révolutionnaires. Le XIV^e Congrès de la social-démocratie bavaroise, qui se tient à Munich les 12 et 13 octobre 1918, le met en évidence. *L'Humanité* du 31 octobre 1918, reproduisant la motion votée au Congrès, souligne qu'il a été fait preuve d'« un esprit de hardiesse dont les majoritaires d'outre-Rhin nous avaient depuis longtemps déshabitués ».

la libération des détenus politiques⁸, et il lance l'idée d'un Etat bavarois indépendant qui signerait une paix séparée avec les Alliés. Trois jours plus tard, suite à une immense manifestation au son de La Marseillaise jusqu'au palais des Wittelsbach, il préside dans la soirée une séance à la Chambre des députés au cours de laquelle la république est proclamée à l'unanimité.

Non sans combats parfois violents dans les rues de Munich dès que la nouvelle est connue, la Bavière est ainsi projetée dans l'aventure d'une rébellion contre l'autorité centrale. Les murs de la ville affichent le 8 novembre au matin les premières mesures qui portent, au nom d'un Conseil d'ouvriers et de soldats, la signature de son président Kurt Eisner : l'Etat libre de Bavière est une République démocratique et sociale, le maintien de l'ordre incombe à un Conseil d'ouvriers et de soldats provisoire qui s'est institué comme autorité suprême jusqu'à de prochaines élections parlementaires, la sécurité des personnes et des propriétés est garantie.

Décidément, la Bavière est en avance. Au soir du 7 novembre, Louis III et sa famille s'étaient enfuis de Munich en automobile. Et, tandis qu'un scénario presque semblable se répète à Berlin avec le départ de Guillaume II le 10 novembre, le gouvernement Kurt Eisner a déjà dépêché en Suisse un envoyé officiel pour convaincre de sa représentativité l'opinion internationale. Bientôt la Suisse, alors qu'un nouveau pouvoir se met encore en place avec peine à Berlin, dispose même à Berne d'un ambassadeur bavarois : Kurt Eisner a élevé à ce rang le professeur Friedrich Wilhelm Foerster, pacifiste émigré à Zurich.

III

Qui était Kurt Eisner ? Davantage un homme de lettres qu'un théoricien politique. Chroniqueur de théâtre, écrivain, il était

8. Il s'agit des membres du parti socialiste-indépendant Schröder, Winkler et Kämpfer, qui avaient été emprisonnés pour faits de grève. Les deux autres, Unterleitner et Albert Winter, avaient été libérés, de même que Kurt Eisner.

notamment l'auteur d'une biographie du dirigeant social-démocrate Wilhelm Liebknecht, le père de Karl Liebknecht. Il avait approuvé la politique impériale de défense nationale, mais il était très vite devenu un opposant à la guerre et il avait rejoint, dès leur scission avec le parti social-démocrate, le camp des socialistes-indépendants. Il considérait la révolution comme une exigence non d'abord politique mais morale, estimant d'ailleurs que les ancêtres de Marx étaient Kant et Fichte. Pour lui, le travail politique se résumait essentiellement à une tâche pédagogique : en libérant les individus, il les voyait nécessairement élargir leurs possibilités intellectuelles et prendre alors en main leur destin.

L'orientation de la social-démocratie allemande lui paraissait comme une trahison à l'égard du mouvement ouvrier. A ce point de vue, son discours du 30 octobre à Munich ne s'embarrasse pas de formules prudentes : évoquant les propos de Jaurès devant le Congrès d'Amsterdam de 1904, il dénonce le parti social-démocrate comme dépourvu de toute tradition révolutionnaire et vitupère sa bureaucratie qui, dit-il, le fait ressembler à une caricature de caserne prussienne. Or, paradoxalement, c'est le même Kurt Eisner qui choisit dans son gouvernement deux de ses adversaires sociaux-démocrates : Auer et Timm. Deux hommes pour lesquels il n'est rien d'autre qu'un illuminé.

Sa préoccupation consiste, en effet, à rassembler une coalition de forces qui défende des objectifs démocratiques. S'il rejette le jeu parlementaire auquel s'est livrée jusqu'alors la social-démocratie, allant de compromis en compromissions dans la collaboration de classes, il tient compte de la situation qui existe en Bavière, et notamment d'un courant d'opposition social-démocrate à la politique de tergiversation et de temporisation des dirigeants berlinois. Oubliant tout ce qui s'est passé auparavant, il est partisan, au nom de l'efficacité, non seulement de l'unité mais de la fusion entre les deux partis socialistes.

Il est d'autant plus conduit à cette position qu'il est d'une opinion fort mitigée devant les conseils. Il n'est pas plus disposé à leur accorder tous les pouvoirs qu'à ne leur donner aucun pouvoir. Cette alternative, sur laquelle se cristallisent les luttes de l'époque, n'est pas la sienne. Il est à la recherche d'un équilibre entre le parlementarisme et les conseils. Il est à la fois

*pour le Parlement et pour les conseils. Dans ces derniers, du reste, il semble qu'il ait vu plutôt des organes de contrôle que des organes de décision. Comme il l'indique dans un discours du 5 décembre 1918, il pense qu'ils doivent être différents des soviets dont ils s'inspirent : leur rôle est de vivifier la réflexion et l'activité politique dans les masses, de servir de remparts contre le danger de s'en remettre exclusivement à un Parlement, ce qui conduirait à un engourdissement de la vie politique. Ce que les conseils d'ouvriers doivent être, dit-il, c'est une sorte de presse vivante, se livrant à la critique de l'ensemble de la vie publique*⁹.

Ces tentatives de louvoisement entre deux fronts aboutissent peu à peu au résultat qu'il s'aliène les sympathies à sa gauche, et que les courants de droite, bientôt relayés par les représentants locaux de la social-démocratie, se sentent autorisés à décupler leurs attaques contre sa politique. Le compte rendu des discussions à la réunion du cabinet ministériel du 5 décembre 1918, à cet égard, met fort bien en lumière son isolement. Il s'oppose avec courage aux accusations les plus grossières contre lui, mais l'unité d'action entre les deux partis socialistes finit par éclater. Timm considère qu'un gouvernement ne peut pas gouverner à côté d'un Conseil d'ouvriers qui a des armes à sa disposition, sinon c'est l'anarchie.

Dès lors, la pression exercée par la social-démocratie en vue d'élections rapides pour la formation d'un Parlement représentatif pousse Kurt Eisner dans une impasse. En démocrate attaché à la souveraineté parlementaire, il accepte non seulement ces élections, mais il soutient le principe du suffrage universel selon une représentation égalitaire à la proportionnelle. Ce qu'il voudrait simplement, c'est retarder le plus possible ces élections, gagner du temps afin de s'assurer par sa politique de démocratisation un appui populaire qui permettrait au parti socialiste-indépendant de consolider son implantation en Bavière. Malheureusement, l'opposition déclenchée contre lui est telle qu'il se voit contraint de fixer la date du scrutin au 12 janvier 1919.

Or l'extrême gauche, et notamment les communistes récemment organisés à Munich dans un parti dont le dirigeant s'appelle

9. Ce discours est reproduit dans Kurt EISNER, *Sozialismus als Aktion* (Ausgewählte Aufsätze und Reden), édition Suhrkamp 773, Frankfurt/Main, 1975.

Max Levien, refuse de participer à ces élections. Kurt Eisner perd ainsi une partie du soutien qu'il espérait dans les usines¹⁰. Etant donné, d'autre part, le nombre très peu élevé de militants dont dispose le parti socialiste-indépendant (400 membres à Munich¹¹ en octobre 1918), les conséquences sont logiques : Kurt Eisner est largement désavoué par le suffrage universel. A Munich même, où il était candidat, il obtient 17 302 voix, tandis que le social-démocrate Auer l'emporte avec 40 269. Sur un total de 3 409 543 électeurs, seulement 86 254 votèrent pour le parti socialiste-indépendant sur l'ensemble de la Bavière, ce qui lui valait 3 sièges au Parlement et 2,5 % des voix. La victoire revenait aux populistes bavarois, avec 35 % des voix et 66 sièges, et aux sociaux-démocrates, avec 33 % des voix et 61 sièges.

Suite à ces résultats désastreux pour les Indépendants, le départ de Kurt Eisner est réclamé avec force par les sociaux-démocrates et la bourgeoisie. Et, dans ce climat où des menaces de mort sont lancées contre lui, s'il n'abandonne pas le gouvernement, trois de ses choix politiques polarisent encore un peu plus le mouvement d'hostilité sur sa personne. Il participe, tout d'abord, au début de février 1919, à la Conférence socialiste de Berne et, chargé avec le Français Pierre Renaudel de la résolution sur les prisonniers de guerre, il insiste sur les responsabilités de l'Allemagne dans le conflit et dans les atrocités commises¹². Ensuite il prend la tête, le dimanche 16 février à Munich, en s'illusionnant d'ailleurs sur ses répercussions, d'une manifestation

10. Selon Gerhard SCHMOLZE, dans *Revolution und Räterepublik in München 1918-1919 in Augenzeugenberichten*, D. T. V., München, 1978, p. 184-185, le processus de radicalisation de la gauche fut défavorable à Kurt Eisner au cours de ces élections, de nombreux ouvriers votant pour les partis bourgeois par peur du bolchevisme et du désordre. De plus, Kurt Eisner accorda généreusement le droit de vote aux femmes — qui, à peu d'exceptions près, votèrent contre lui.

11. Indication donnée par Willy ALBRECHT, *Landtag und Regierung in Bayern am Vorabend der Revolution von 1918*, Duncker und Humblot, Berlin, 1968, p. 367.

12. A Jean Longuet, qui le félicitait de son discours, Eisner aurait répondu : « Vous ne connaissez pas l'état d'esprit de l'Allemagne d'aujourd'hui. En prononçant ce discours, je viens de signer ma condamnation à mort » (cité dans *L'Humanité* du 24 février 1919). Signalons que Jean Longuet, en 1919, a publié en français, et préfacé, une brochure réunissant des textes de Kurt Eisner, sous le titre *La Révolution en Bavière. Discours et Proclamations*.

qui exige la démission des sociaux-démocrates, une véritable révolution et l'instauration du socialisme : manifestation dont les conseils étaient les initiateurs et grâce à laquelle il s'imaginait, en s'y montrant publiquement comme un dirigeant révolutionnaire de toute confiance pour les masses, gagner une popularité qui ne s'était pas affirmée par le biais des élections. Enfin, il assiste au Congrès des conseils bavarois d'ouvriers, soldats et paysans qui se déroule à Munich et, ayant été élu à la présidence du Conseil central, il y tient le discours de clôture le 20 février 1919. L'espoir qu'il exprime dans le rôle que doivent jouer les conseils est perçu par la bourgeoisie et les sociaux-démocrates comme une menace contre le résultat des élections.

Cette activité de Kurt Eisner lui vaut d'être présenté par une partie de la presse munichoise comme un fomenteur de troubles, un dangereux bolchevik qui s'accroche au pouvoir. Pour beaucoup de Bavarois qui vivent dans la peur du bolchevisme et de la guerre civile, Kurt Eisner c'est désormais l'incarnation du diable. Toutes sortes de bruits sont colportés sur son compte : d'origine juive, il serait venu de Galicie et son nom aurait été Kuszinski ou Kamonowski¹³ ; il aurait entretenu une liaison avec l'actrice Tilla Durieux ; ses mœurs auraient été si douteuses qu'il aurait transformé les locaux du ministère des Affaires étrangères, dont il avait la charge, en bordel.

Oui, Kurt Eisner est un homme à abattre. Il mérite le sort de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Et le 21 février 1919, alors qu'il se rend au Parlement afin de présenter la démission de son gouvernement, des coups de feu sont tirés sur lui. Touché à la tête, il meurt presque immédiatement. Le justicier ? Un lieutenant de vingt et un ans, le comte Arco-Valley¹⁴. Pensant qu'il ne survivrait pas lui-même à son exploit, il a rédigé pour la postérité les raisons de son crime qui n'en est évidemment

13. *L'Humanité* du 23 février 1919 se fait l'écho de cette fable antisémite en rapportant les propos du *National Zeitung*. Cette prétendue véritable identité se trouve répandue d'ailleurs dans de nombreux ouvrages.

14. Le comte Arco-Valley fut condamné à mort pour cet assassinat le 20 janvier 1920. Mais sa peine a été ensuite commuée en détention à perpétuité. Le 13 avril 1924, un sursis lui était accordé par décret ministériel et il retrouvait la liberté. Il dirigea une compagnie aérienne financée sur les fonds publics de la République de Weimar, la *Süddeutsche Lufthansa*.

pas un : « Je hais le bolchevisme, j'aime mon peuple de Bavière, je suis un fidèle monarchiste, un bon catholique. Ce que je respecte par-dessus tout, c'est l'honneur de la Bavière. [...] Lui n'est qu'un bolchevik. Il est juif. Ce n'est pas un Allemand. C'est, par conséquent, un traître à la patrie¹⁵. »

Mais le bilan de ce 21 février ne s'arrête pas à la mort de Kurt Eisner. Un ouvrier membre de l'un des conseils, Aloïs Lindner, estimant le social-démocrate Auer responsable de l'assassinat du dirigeant socialiste-indépendant par ses campagnes haineuses contre lui, pénètre aussitôt dans la salle du Parlement et décharge son revolver : Auer tombe, gravement blessé. Un autre homme vient en aide à Lindner et tire : cette fois, c'est le député Heinrich Osel, l'un des fondateurs du Parti populiste bavarois, qui s'écroule mortellement touché.

Ainsi prend fin la première révolution de Bavière.

IV

Deux courants se réclamant d'idées révolutionnaires existaient alors en Bavière. L'un était apparu autour de l'écrivain Erich Mühsam, qui avait fondé le Conseil révolutionnaire des ouvriers, puis à la fin novembre 1918 l'Association des internationalistes révolutionnaires. Anarchiste, ou plus exactement anarcho-communiste, Erich Mühsam faisait équipe avec un autre intellectuel anarchiste, Gustav Landauer, pour lutter contre le réformisme de la social-démocratie, impulser partout la formation de conseils provenant réellement de la base et non de la bureaucratie syndicale, hâter la réalisation d'un socialisme non autoritaire hors de tout cadre institutionnel centralisé¹⁶. L'autre courant était

15. Dans Hans von FRANCKH, *Der Prozeß gegen der Grafen Arco-Valley*, München, 1920, p. 13 ; cité dans Gerhard SCHMOLZE, *Revolution und Räterepublik in München 1918-1919 in Augenzeugenberichten*, D. T. V., München, 1978, p. 228.

16. Néanmoins, Erich Mühsam avait accepté, suite aux opinions émises par ses compagnons militants de l'Association des internationalistes révolutionnaires, de confédérer cette organisation au groupe des communistes internationaux de Brême, qui revendiquait pour l'Allemagne des insti-

constitué par une aile du parti socialiste-indépendant qui, au début de décembre, forma un groupe local de la Ligue spartakiste autour de Max Levien, puis une section du parti communiste à partir de janvier.

Dans le feu des événements, une fusion entre les deux courants intervient alors, Erich Mühsam pratiquant l'unité d'action avec les communistes. Au jour même de l'assassinat de Kurt Eisner, un nouvel organisme est créé : le Conseil central de la République bavaroise. Onze membres le composent, dont Max Levien pour le parti communiste, mais aussi des représentants du parti social-démocrate et de la Ligue des paysans. A sa présidence, Ernst Niekisch¹⁷, membre du parti social-démocrate. Union vite problématique. Une semaine plus tard, Erich Mühsam propose devant

tutions socialistes autonomes dans le cadre d'un système de fédérations. Erich Mühsam était opposé au centralisme imposé par le prussianisme. Il était également contre le programme spartakiste, où il voyait, a-t-il dit, la revendication d'une « République des conseils unifiée, centralisée, pour l'ensemble de l'Allemagne ». Voir son ouvrage *Von Eisner bis Leviné*, Berlin, 1929, p. 15 et s.

17. Étonnante carrière que celle d'Ernst Niekisch. Né en 1889, instituteur à Augsburg, il adhère au parti social-démocrate en 1917. Subissant l'influence de la révolution russe, il se fait partisan de mesures révolutionnaires en Bavière. En novembre 1918, il est membre du Conseil des ouvriers et soldats d'Augsbourg, organisme qu'il préside après la mort de Kurt Eisner. Il désapprouve la proclamation de la première République des conseils. Après l'échec de la révolution bavaroise, il est néanmoins condamné à deux ans de prison. Membre alors du parti socialiste-indépendant, il réintègre le parti social-démocrate par suite de la réunification des deux partis socialistes en 1923. Au moment de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, en cette même année 1923, il évolue vers un certain type de nationalisme : d'abord un nationalisme « prolétarien », puis un néo-nationalisme ou « national-bolchevisme » à partir de 1928, dans l'orbite des frères Jünger. Très actif auprès des milieux intellectuels et paysans antirationalistes, néo-romantiques, fanatiques de la « germanité ». Pour lui, le bolchevisme russe n'était guère autre chose qu'un « nationalisme », et quand il se réclame d'un « national-bolchevisme » il faut entendre par là qu'il prône une forme d'Etat soumettant l'ensemble de la vie sociale à ses instances, un « collectif militarisé », non dans un sens de classe mais pour la régénération de l'homme allemand. Sous le III^e Reich, il fut enfermé dans un camp de concentration. Après la guerre, il devint professeur à l'Université Humboldt à Berlin-Est, puis s'établit à Berlin-Ouest, où il est mort. Il n'a jamais été marxiste et sa collaboration avec les communistes a été de brève durée sur l'ensemble de sa vie. Selon le témoignage que j'ai recueilli auprès d'une personnalité qui le connaissait bien, il aurait fréquemment tenu, même après l'expérience du camp de concentration, des propos anti-sémites.

le Congrès des conseils, à Munich, la formation d'une République socialiste des conseils. Par 234 voix contre 70, ce projet est repoussé. Des discussions s'engagent. Il est décidé qu'un gouvernement sera formé sous la présidence du social-démocrate Martin Segitz. Sur ces entrefaites, les parlementaires sociaux-démocrates et socialistes-indépendants, réunis à Nuremberg, parviennent à un accord : le Congrès des conseils transmettra complètement ses pouvoirs au Parlement, qui proposera un nouveau gouvernement. Ce qui a lieu le 17 mars 1919. Après expédition des affaires courantes pendant à peine trois semaines par l'équipe réunie autour de Martin Segitz, la Bavière dispose d'un nouveau gouvernement : Johannes Hoffmann, membre du parti social-démocrate et ancien ministre des Cultes du gouvernement Eisner, en assure la présidence et la légitimité.

En fait, rien n'est réglé¹⁸. Au contraire, la situation est encore plus compliquée. Car, si le gouvernement Hoffmann récuse toute autorité aux conseils, un Conseil central révolutionnaire se donne pour l'unique représentant du prolétariat et ne reconnaît pas le gouvernement Hoffmann. Quand celui-ci, aux premiers jours d'avril 1919, s'apprête à siéger à Munich, une manifestation l'en empêche. Et dans la nuit du 6 au 7 avril, contre l'opinion des communistes mais ils s'y trouvent minoritaires, le Conseil central révolutionnaire proclame une République des conseils. La Bavière entre dans une deuxième révolution.

Désormais, deux pouvoirs se font face : le gouvernement Hoffmann, qui s'est établi à Bamberg, et qui dispose des troupes régulières ainsi que de l'aide des corps francs ; un groupe assez hétéroclite d'hommes qui, autour d'Erich Mühsam, Gustav Landauer et Ernst Toller, tentent de mettre sur pied, installés à Munich, une Bavière socialiste et une armée rouge. Les illusions de ces derniers durent une semaine à peine. Ernst Toller constate : « La République des conseils ne peut se maintenir, les insuffisances de ses chefs, la résistance du parti communiste, la défection des socialistes de droite, la désorganisation de l'administration, la rareté croissante des vivres, le trouble chez les soldats, tout cela ne peut que conduire à sa chute et donner

18. Au début de décembre 1918, Munich comprenait quelques milliers de chômeurs. En février-avril 1919, il y en a environ 30 000.

force et élan à la contre-révolution qui s'organise¹⁹. » Le 13 avril, les troupes du gouvernement Hoffmann lancent l'assaut contre la gare centrale de Munich. Elles sont obligées de se replier, suite à la défense qu'entreprennent spontanément des groupes d'ouvriers et soldats révolutionnaires. Mais c'est aussi la fin de la première République des conseils en Bavière. La première, car une autre est presque aussitôt proclamée, dominée cette fois par les communistes. Une troisième révolution commence à Munich.

V

Durant les combats, en effet, les délégués des conseils se sont réunis. Erich Mühsam et quelques autres ont disparu, enlevés ou emprisonnés par les troupes contre-révolutionnaires. Tous les pouvoirs sont transmis à un Conseil exécutif de quatre membres : Towia Axelrod, Max Levien, Eugen Leviné, Ernst Toller. Les communistes, auxquels les ouvriers demandent de prendre la situation en main, acceptent de tenter l'expérience d'une véritable République des conseils telle qu'ils la conçoivent, jugeant la précédente comme une pseudo et dérisoire République des conseils. Le seul rescapé de l'aventure antérieure est Toller, qu'on avait cru arrêté. Une responsabilité militaire lui est confiée : reprendre Dachau, près de Munich, aux troupes de Hoffmann, afin de les empêcher d'entrer dans la ville.

Tandis qu'Ernst Niekisch essaie de négocier avec les uns et les autres pour qu'une paix soit signée entre le gouvernement Hoffmann et les révolutionnaires, la résistance de Munich s'organise. La grève générale est décrétée. Le commandement d'une garde rouge est assuré par un ancien matelot, Rudolf Egelhofer. Des mesures sont prises pour garantir le ravitaillement. Diverses commissions sont mises en place pour régler les problèmes qui surgissent. Tous les espoirs sont tournés vers l'Autriche, vers la

19. Ernst TOLLER, *Eine Jugend in Deutschland*, trad. franç. de Pierre Gallissaire, sous le titre *Une jeunesse en Allemagne*, L'Age d'homme, Lausanne, 1974, p. 131.

Hongrie surtout, dans l'attente que ce pays voisin consolide définitivement et victorieusement sa révolution en cours.

Mais les divergences entre les communistes et les Indépendants ne tardent pas. Devant les difficultés, les solutions adoptées résultent de moins en moins de propositions unanimes. Le 27 avril, l'assemblée des conseils d'entreprises est l'occasion d'un affrontement entre les deux tendances. Le lendemain, cette assemblée (dont les communistes contestent la représentativité) procède à un vote : le comité d'action nouvellement élu comprend quinze ouvriers et cinq soldats. Aucun des dirigeants connus des deux groupes opposés n'a été choisi.

Cependant, les corps francs se sont rassemblés en Bavière du Nord. Du Wurtemberg et de Thuringe, les troupes de l'armée nationale se sont mises en route, Noske étant décidé à écraser la révolution bavaroise. Des forces d'une centaine de milliers d'hommes marchent sur Munich. Dans la ville, Rudolf Egelhofer dispose tout au plus, à la tête de l'armée rouge, de vingt mille hommes. Il ne reste plus, si les révolutionnaires optent pour la résistance jusqu'au bout, que la ressource du combat de rue. Lequel commence, les communistes refusant de céder aux exigences de capitulation de Hoffmann, le 1^{er} mai. Investi par les troupes blanches du général de division prussien Ernst von Oven, Munich est alors nettoyé de ses rouges de fond en comble, maison par maison²⁰. Le 2 mai, l'anarchiste Gustav Landauer, ancien commissaire du peuple à l'Instruction publique dans la première République des conseils, tombe entre les mains des troupes gouvernementales ; il est sauvagement assassiné. Le 3, c'est le tour de Rudolf Egelhofer, fusillé sans procès. Quelques-uns se cachent, pour être découverts ultérieurement, le plus souvent sur dénonciation : c'est le cas de Leviné, de Toller. Rares ceux qui, tels Max Levien et le futur Traven du Trésor de la Sierra Madre, Ret Marut²¹, parviennent à prendre la fuite.

20. Dans l'ouvrage collectif dirigé par Karl Bosl, *Bayern in Umbruch*, R. Oldenbourg, München/Wien, 1969, Heinrich Hillmayr donne p. 492, dans sa contribution intitulée « München und die Revolution von 1918-1919 », le chiffre d'environ 1 000 morts.

21. A ce sujet je renvoie à l'article que j'ai consacré aux travaux de Rolf Recknagel dans *Les Lettres françaises* du 27 avril 1967 sous le titre : « Traven est-il Traven ? ». Depuis, Rolf Recknagel a fourni les preuves de ce qu'il avançait : Traven, le romancier de tant de livres à

VI

Le dirigeant de cette seconde République des conseils fut Eugen Leviné, envoyé par le Parti communiste allemand à Munich en mars 1919. A trente-cinq ans, il avait déjà un passé révolutionnaire : né à Pétersbourg, il avait participé à la révolution de 1905 en Russie ; il avait été condamné à la prison ; il avait exercé des responsabilités dans les luttes récentes organisées par les spartakistes dans la Ruhr et en Haute-Silésie. Il était devenu un agitateur politique, un révolutionnaire professionnel. Cette fois, il avait reçu pour mission de clarifier la situation confuse dans laquelle se trouvaient la révolution et les communistes de Munich après l'assassinat de Kurt Eisner.

C'est son portrait, avec tous les épisodes auxquels il a été mêlé de près, que s'est efforcée de tracer Rosa Meyer-Leviné, sa femme d'alors. Comme lui, elle était née sur un territoire appartenant à l'ancienne Russie tsariste, dans le ghetto de Grodek, près de Bialystok. Comme lui, elle était de parents juifs, et son père était même rabbin. Elle l'a connu alors qu'il n'était encore qu'étudiant, puis elle est entrée, partageant sa vie, dans l'intimité de ses convictions révolutionnaires, elle a été amenée à s'intégrer elle-même à une part de son itinéraire. Autant de points communs et d'expériences communes qui font d'elle une biographe sans pareille de Leviné, mais aussi l'auteur d'une chronique documentée des années au cours desquelles il a joué, en Allemagne, un rôle de premier plan²².

succès, et le révolutionnaire Ret Marut qui, à Munich, s'occupa notamment d'élaborer un projet de nationalisation de la presse, ne font qu'un seul et même homme. Ret Marut parvint à s'enfuir d'Allemagne grâce au passeport d'un ami, le peintre Franz Wilhelm Seiwert.

22. Après l'exécution de son mari, Rosa Meyer-Leviné vécut à Heidelberg, puis à Berlin. Elle travailla comme interprète pour le parti communiste allemand. Elle rencontra Ernst Meyer et l'épousa en 1922. Celui-ci était l'un des anciens dirigeants du mouvement spartakiste. Membre du bureau politique du parti communiste allemand de 1926 à 1928, il appartenait à ce qui fut appelé le groupe des « conciliateurs ». Il est mort en 1930, peu de temps après avoir été exclu de ce parti. Sur toute cette période, Rosa Meyer-Leviné a écrit un autre livre, *Inside German*

Elle ne procède pas en historienne. Elle raconte avec la passion d'un témoin qui défend l'un des acteurs les plus vilipendés de la révolution allemande : son mari. A l'image si colportée du cruel et sanguinaire Leviné, elle substitue la figure inquiète d'un jeune intellectuel qui, sans expérience approfondie de la lutte révolutionnaire, plongé dans une Bavière qu'il connaissait mal, essaya fidèlement et honnêtement d'obéir à l'idéal de liberté qui était le sien depuis son adolescence.

Les faits mis en lumière par elle tendent donc à rehausser le mérite si disputé de Leviné. Elle ne se contente pas d'expliquer sa conduite, elle la justifie. Parfois, du reste, au détriment de personnalités qu'elle s'applique un peu trop à charger, ou en gardant sur d'autres un silence qu'il serait pourtant bien nécessaire de lever pour donner à comprendre la situation bavaroise. Kurt Eisner, ainsi, est malheureusement à peine évoqué. Avec cette absence, rien n'apparaît ou presque des tendances séparatistes en Bavière, tendances dont il s'est servi et qui ont imprimé au processus révolutionnaire des traits tout à fait spécifiques²³. Quant à Toller, il ne nous est pas présenté simplement comme un idéaliste tourmenté, pas simplement comme un stratège d'occasion, mais comme un faux frère, presque un traître. Il aurait toujours eu plus ou moins une attitude fuyante, préoccupé de ne pas céder d'un pouce aux communistes, manœuvrier cherchant davantage à se mettre en avant qu'à servir vraiment les intérêts du peuple, et finalement prêt à négocier avec les sociaux-démocrates dans le dos des forces révolutionnaires²⁴.

C'est dire combien, pour Rosa Meyer-Leviné, les conflits de

Communism, Pluto Press, Londres, 1977, traduction en allemand par Barbara Bortfeldt sous le titre *Im inneren Kreis, Erinnerungen einer Kommunistin in Deutschland*, herausgegeben und eingeleitet von Hermann Weber, Kiepenheuer und Witsch Verlag, Köln, 1979.

23. En politique extérieure, Kurt Eisner se tourna directement vers les pays de l'Entente. Il pensait obtenir des conditions de paix plus avantageuses, c'est-à-dire que les gouvernements de ces pays préféreraient négocier avec une Bavière démocratique plutôt qu'avec le régime impérial. A la fin de novembre 1918, il fit publier des documents qui montraient que le régime impérial était seul responsable de la guerre. Ce qui ne servit à rien du côté des pays de l'Entente, mais renforça les sentiments séparatistes des Bavarois à l'égard de Berlin.

24. Rosa Meyer-Leviné oublie complètement les pages remarquables de TOLLER sur Leviné dans *Justiz-Erlebnisse*, réédition chez Carl Hanser, München, 1978, et LitPol Verlag, Berlin, 1979.

l'époque sont encore extrêmement vifs cinquante ans après et demeurent des problèmes de principe. Son ambition, en effet, ne se limite pas à la réhabilitation publique d'un homme qu'elle estime avoir été la victime de la bourgeoisie allemande²⁵. Elle défend ses positions théoriques. Elle pense qu'il s'est conduit en héritier conséquent des idées de Marx et de Lénine. Elle développe même des analogies entre son action et celle de Lénine. Si Leviné est allé jusqu'au bout en Bavière, invitant le prolétariat munichois à se battre tout en sachant qu'il serait battu, c'est qu'il croyait, nous explique-t-elle, à la force contagieuse de l'exemple, à la nécessité d'un entraînement pratique des prolétaires à la lutte, et qu'il en sortirait un mouvement ouvrier plus affermi, plus aguerri. C'était là, selon elle, la seule position marxiste devant les événements de Bavière.

Il est dommage qu'elle affirme plus qu'elle ne démontre. Autant elle est persuasive quand elle parle de l'abnégation, de la générosité de Leviné, de ses qualités de dirigeant, autant elle reste peu convaincante dans les comparaisons et l'usage de citations à quoi elle se livre pour tenter de mettre en valeur la haute lucidité de son mari devant la confusion stratégique et l'imbroglie théorique auxquels il est confronté lors de son arrivée à Munich.

La faiblesse de son argumentation est accentuée par le point de vue sur lequel, dans son récit, elle a choisi de se placer : faire revivre Leviné dans son intimité, avec toutes ses contradictions. Elle montre qu'il pouvait être à la fois révolutionnaire et prisonnier d'habitudes anciennes, aimer l'humanité entière et sacrifier sa propre famille, connaître le doute et être en même temps sûr de lui. Ainsi disparaît le mythe du héros révolutionnaire en soi, le lecteur assiste au combat personnel qui doit être mené pour accéder à ce qu'on devient. Mais elle atteint aussi un résultat qu'elle ne visait pas : les travers et les côtés mesquins

25. Rares les ouvrages qui analysent l'activité de Leviné autrement que pour la charger. De même, rares ceux qui citent jusqu'à son nom. Ainsi un livre de travaux collectifs, par ailleurs fort intéressants, publié sous la direction de Karl BOSL, *Bayern in Umbruch*, R. Oldenbourg, München/Wien, 1969, cite une seule fois Leviné en 600 pages ! La seule étude sérieuse sur la question, même si elle est discutable, est constituée par le livre d'Allan MITCHELL, *Revolution in Bavaria 1918-1919*, Princeton University Press, Princeton/New Jersey, 1965.

de toute vie familiale finissent par prendre çà et là un poids exagéré.

Ce qui ressort néanmoins de ses pages, en dehors de leur intérêt documentaire, c'est la figure typique de Leviné dans l'environnement culturel du siècle. Il incarne un personnage qui, au moins sous trois de ses formes, est représentatif de beaucoup d'autres individualités. C'est le jeune bourgeois qui, face à l'injustice autour de lui, se révolte par idéalisme, n'hésite pas à rejeter l'aisance matérielle qui lui était promise, rejoint les opprimés pour leur proposer ses services. Il est aussi le jeune Juif qui, sensible à l'antisémitisme de la Russie tsariste, ne sépare pas le combat pour l'émancipation des Juifs d'une révolution du prolétariat mondial. Il est enfin le révolutionnaire professionnel qui, mettant constamment sa propre vie en jeu pour être en accord avec les idées qu'il défend, assume la responsabilité des actes dans lesquels il engage les masses auxquelles il s'adresse. Triple identité symbolique où se retrouvent, depuis que le prolétariat s'est organisé, des milliers d'exemples.

VII

Un autre dirigeant révolutionnaire des années 1918-1920 en Allemagne, Richard Müller déjà évoqué, laisse entendre clairement dans l'un de ses livres sur la révolution allemande que la tentative de Leviné qui consistait à fonder une véritable République des conseils n'était qu'une aventure vouée d'avance à l'échec²⁶. Avec raison, indique-t-il, les communistes bavarois s'étaient opposés à la création de la première République des conseils, et c'est au moment où, battant le rappel, ils n'avaient réussi à rassembler autour d'eux que quelques centaines d'ouvriers

26. Dans Richard MÜLLER, *Geschichte der Deutschen Revolution*, ouvrage écrit en 1925, réédité par Olle et Wolter, Berlin, 1974, t. III, p. 197. Rosa Meyer-Leviné semble avoir eu connaissance de ce livre, comme certains rapprochements le laissent supposer. Néanmoins, elle ne le cite pas une seule fois dans ses sources.

et de soldats, qu'ils se disposèrent à donner, quatre jours plus tard, dans la même comédie. En prétendant construire cette véritable République des conseils, ajoute Richard Müller, les communistes bavarois lançaient un mot d'ordre qui, au milieu de la confusion insurmontable dans les usines, ne pouvait avoir dans la pratique aucune signification. En revanche, ils accentuaient les mesures répressives et les expéditions punitives qu'organisaient contre eux les dirigeants sociaux-démocrates avec l'appui des troupes contre-révolutionnaires ²⁷.

Ces considérations d'après coup méritent réflexion. Car la répression ce ne fut pas simplement l'assassinat barbare de Rudolf Egelhofer et de Gustav Landauer. Pas seulement la condamnation à mort de Leviné le 5 juin 1919, alors que depuis 1848 aucune n'avait été prononcée en Allemagne contre un adversaire politique. Ce furent les massacres commis par les contre-révolutionnaires : près de 600 morts. Les 4 000 dossiers pour procès devant les tribunaux. Ce furent 616 années de bagne, prison ou forteresse totalisées par 184 inculpés. Ce fut un déchaînement d'antisémitisme, ceux qui s'étaient trouvés à la tête des conseils n'étant pas simplement des bolcheviks, mais des Juifs, et pire encore : des Juifs russes. Ce fut aussi toute la suite : une Bavière si réactionnaire qu'elle fut la seule région où réussit le putsch de Kapp en 1920, une pépinière de nazis, un lieu d'ancrage de la vengeance des nazis contre les fameux traîtres à l'Allemagne.

Aujourd'hui, le malheur est que nous savons ce qui est venu après. Si la révolution avait vaincu en Allemagne, le nazisme

27. Dès le début, Richard Müller, né en 1880 et syndicaliste dans la métallurgie, organisa la lutte contre la guerre. Ensuite, élu à Berlin comme membre des Délégués révolutionnaires. Incorporé dans l'armée par représailles contre son activité. Libéré en octobre 1918. Alors l'un des dirigeants de l'organisation des Délégués révolutionnaires. De novembre 1918 au mois d'août 1919, président du Conseil exécutif de Berlin. Partisan des conseils et adversaire de la convocation d'une Assemblée nationale, il fut délégué au Congrès du parti socialiste-indépendant, puis au Congrès des syndicats, où il exigea, en 1919, des mesures de socialisation. Il soutint l'adhésion du parti socialiste-indépendant à l'Internationale communiste, puis la fusion de ce parti avec le parti communiste. Ultérieurement, hostile aux activités « putschistes » du parti communiste allemand. Il est exclu de ce parti en 1922. Retour à une activité syndicale et, un peu plus tard, collaboration dans des maisons d'édition proches des communistes. La date de sa mort est inconnue.

eût été évité. Peut-être aussi beaucoup d'autres choses en Europe. Mais c'est la défaite des révolutionnaires qui s'est produite. Alors certaines questions viennent à l'esprit qui dépassent le cas tragique et l'issue désespérée de la révolution bavaroise. N'eût-il pas mieux valu, dans un pays sans démocratie comme l'Allemagne, jouer d'abord la carte d'une démocratie parlementaire bourgeoise au lieu de croire à tout moment, jusqu'au-delà même de 1933, hélas, qu'une révolution prolétarienne était possible par la violence et l'insurrection²⁸ ? Ne fut-ce pas une erreur d'engager une partie du prolétariat dans des combats armés, à la fin de 1918, alors que l'influence de la social-démocratie sur les masses était restée si forte ? L'erreur ne fut-elle pas plus grande encore pour la Bavière, quand partout ailleurs en Allemagne la révolution était déjà écrasée ? Au lieu d'avoir la tête bloquée sur l'exemple de ce qui s'était passé en Russie, n'aurait-il pas été plus utile d'analyser correctement la situation allemande²⁹ ?

Evidemment, avec le recul historique qui est le nôtre il est facile de trancher de haut et de loin. Trop facile³⁰. Aussi la

28. Dans son autobiographie, *Eine Jugend in Deutschland*, Ernst TOLER déclare qu'il faut savoir reconnaître ses erreurs et que la proclamation de la première République des conseils fut une erreur. Voir la traduction française aux éditions L'Age d'homme, Lausanne, 1974, par Pierre Gallissaire, p. 132.

29. A ce point de vue, les ouvrages publiés en République démocratique allemande dont j'ai pu avoir connaissance me semblent continuer à éviter tous ces problèmes. Ainsi l'ouvrage collectif *Gewalten und Gestalten*, Urania-Verlag, Berlin/Iéna/Leipzig, 1978, suit en gros (p. 240-250) le récit de Rosa Meyer-Leviné, sans d'ailleurs citer une seule fois son livre, et se contente d'une relation des événements. Les circonstances dans lesquelles Leviné accepte d'être à la tête de la seconde République des conseils ayant été rappelées, ces pages indiquent simplement que, dès l'instant de sa naissance, le nouveau pouvoir était menacé de mort, et qu'avant même l'application de toute mesure il se trouvait engagé dans un combat décisif (p. 248).

30. Un ouvrage de Walter NIMTZ, *Die Novemberrevolution 1918 in Deutschland*, Dietz Verlag, Berlin, 1965, me paraît assez caractéristique de la façon dont l'histoire de la révolution en Allemagne en 1918-1920 est envisagée dans les sphères officielles de la République démocratique allemande. Il s'agit d'ailleurs initialement de cours donnés à l'École supérieure Karl-Marx du Comité central du Parti socialiste unifié (S. E. D.). Sans envisager du tout ce qui s'est passé en Bavière, Walter Nitz écrit (p. 182-183) qu'est apparue nettement la collusion entre l'impérialisme et l'opportunisme des sociaux-démocrates, ce qui était déjà perceptible pen-

condescendance deviendrait-elle impudeur. Mais impossible d'oublier que la rupture à l'intérieur de la social-démocratie, différence notable avec la France, se concrétise en Allemagne par une guerre civile. Et par l'assassinat en série de dirigeants révolutionnaires. N'est-ce pas avant tout à ses résultats que se mesure une stratégie politique? Témoin engagé dans les événements, Rosa Meyer-Leviné nous fait part de quelques-uns de ses doutes. Mais elle conserve, pour l'essentiel, l'assurance que la tactique de Leviné était la seule juste.

A gauche comme à droite, en ces années, un fantôme hantait les esprits : la Révolution Mondiale. Les uns pour la souhaiter, les autres pour la craindre. C'est à elle que les derniers mots de Leviné en appellent encore. Et, qu'on soit pour ou contre, qu'on s'en réjouisse, qu'on s'y résigne ou qu'on s'en désespère, il faut bien admettre que sur ce point il n'a pas eu complètement tort et qu'il ne s'est pas battu en vain : si le monde n'a pas été

dant la Première Guerre mondiale à travers le social-chauvinisme des socialistes européens, et que, cette fois, cette collusion a fait aboutir les sociaux-démocrates dans le camp de la contre-révolution. Marx et Engels, ajoute-t-il, avaient déjà prévu en 1879, au début des lois pour réprimer les tendances socialistes, que l'opportunisme des dirigeants du mouvement ouvrier allemand, en les plaçant sur les mêmes positions que celles de la bourgeoisie, les ferait parvenir du côté de la contre-révolution.

Malheureusement, Walter Nimitz ne fait que porter là des jugements sur la social-démocratie qui sont fort habituels chez les communistes. Si les « classiques » du marxisme avaient prévu tout cela depuis longtemps, comment se fait-il que les dirigeants spartakistes et communistes n'en aient pas tenu compte? Comment se fait-il que se soient imposées des conceptions « putschistes » ou « insurrectionnelles » à la direction du parti communiste allemand de même que chez les stratèges de l'Internationale communiste? A cela il est trop aisé de répondre (*op. cit.*, p. 186) qu'il manquait à la classe ouvrière allemande un parti communiste dont l'orientation fût fondée sur le marxisme-léninisme. Auquel cas cette observation est loin d'être limitée à la période 1918-1919. Il n'est pas suffisant de reconnaître et dénoncer l'orientation réactionnaire de la social-démocratie allemande pour justifier le « révolutionnarisme » du parti communiste allemand jusqu'en 1933, de même que l'aberrante vision du rôle de l'Allemagne dans la stratégie d'ensemble de l'Internationale communiste jusqu'en 1935, qui consistait à faire croire au mouvement ouvrier européen que les prolétaires allemands allaient faire la révolution.

*conquis par la révolution des prolétaires unis de tous les pays, du moins a-t-il été singulièrement transformé par quelques-uns de ses éclats*³¹.

Lionel RICHARD

31. Les notes appelées par des numéros sont de Rosa Meyer-Leviné elle-même. Les miennes sont appelées par des astérisques. D'autre part, tous les termes allemands, y compris les titres de journaux, ont été traduits en français, comme c'était d'ailleurs l'usage dans la presse française des années vingt, du moins le plus souvent. A l'intention des lecteurs familiers avec l'allemand, les références et l'appareil de notes rétablissent toutefois normalement l'ensemble de ces termes dans leur langue originale.

A l'intérieur des citations que Rosa Meyer-Leviné a pu faire, les points de suspension tels qu'ils existent dans les éditions anglaise et allemande ont été conservés. Il est vraisemblable, néanmoins, que beaucoup d'entre eux correspondent à des suppressions de mots, donc à des citations incomplètes, et qu'ils auraient dû être remplacés par le signe conventionnel utilisé d'ordinaire, c'est-à-dire [...]. Etant donné qu'il ne m'a pas été possible de vérifier ces citations sur les documents originaux, la prudence s'impose à qui voudrait en faire usage.

Vie et mort d'un révolutionnaire

I

J'ai rencontré pour la première fois Eugen Leviné au printemps 1910, à Heidelberg. Cette ville regorgeait de révolutionnaires russes. Parmi eux il y avait ainsi les Steinberg, deux frères distingués, dont l'aîné, Alexandre, deviendra un peu plus tard ministre de la Justice dans le premier gouvernement de coalition que forma Lénine avec des bolcheviks et des sociaux-révolutionnaires de gauche. Un membre éminent du Parti social-révolutionnaire appartenait également à ce cercle d'émigrés : Kamkov *, qui avait l'air d'un Héros de la Révolution sorti tout droit d'une carte postale russe. Mais la figure légendaire, c'était lui : Eugen Leviné. Dès que je l'aperçus, à l'occasion d'une soirée littéraire chez l'écrivain Olguine, par ailleurs révolutionnaire notoire, ce fut le coup de foudre.

J'étais venue à Heidelberg pour apprendre l'allemand. Avec une seconde langue, j'espérais parvenir ensuite, en Russie, à me sortir d'affaire, soit comme gouvernante, soit en donnant des leçons particulières. Je n'avais pas quinze ans quand mon père, rabbin dans la petite ville de Grodek, près de Bialystok, était mort. Ma sœur, installée à Wilna **, m'avait prise chez elle. Me

* *Boris Kamkov* est notamment l'auteur d'une brochure présentant les socialistes-révolutionnaires de gauche (Moscou, 1918). Il a également publié, avec Alexandre Schneider, un petit livre sur la République des soviets (Skythen Verlag, Berlin, 1920).

** Wilna est généralement considérée, avec Minsk, comme une ville qui fut le berceau du mouvement ouvrier juif en Russie. On l'appelait la « Jérusalem de Lituanie ». Jacob Finkelstein, étudiant à l'Université rabbinique, y organisa dès 1872 une bibliothèque révolutionnaire clan-

procurant les livres nécessaires, j'avais préparé, comme candidate libre, l'examen de premier degré qu'il était possible de passer dans tous les lycées de Russie. Mais ce diplôme, dans une grande ville, ne permettait pas de voler de ses propres ailes. A cette époque, il était pratiquement impensable pour une femme, surtout dans une province russe, de prétendre à une profession. Et la vie menée chez ma sœur n'était pas très facile. Le nom de Heidelberg m'était connu par la littérature russe. Qu'on appelât cette ville « Vieil Heidelberg » m'avait attirée tout particulièrement. J'y voyais la possibilité de m'évader dans le monde romantique d'un ancien temps.

Après l'échec de la révolution de 1905, l'atmosphère de la Russie n'était plus de mon goût. Subitement, chacun y voulait être quelqu'un d'original, de singulier, un « surhomme ». Même le ghetto juif ne fut pas épargné par cette fureur à vouloir être davantage que ce qu'on était. Le cas d'une jeune fille m'est resté en mémoire : elle s'est suicidée uniquement parce qu'elle se trouvait trop ordinaire. « Si l'oiseau ne peut voler haut, tue-le aussitôt », disait alors une chanson célèbre. Sur ces mots, elle s'était tuée.

Il était aussi beaucoup question de « l'amour libre ». Voici qu'on osait, tout à fait ouvertement, parler des problèmes sexuels. Une jeune fille aux idées avancées ne pouvait plus se permettre de repousser des tentatives d'approche masculines sans donner ses raisons. Les provinciaux se contentaient de simples baisers, mais les étudiants des grandes villes qui venaient passer leurs vacances dans notre région, beaucoup moins modestes, ne se laissaient pas éconduire facilement : « Seriez-vous donc encore aussi vieux jeu, Mademoiselle ? »

Olguine, dont j'avais fait la connaissance à Wilna, n'était pas non plus pour rien dans mon choix de Heidelberg. Ecrivain juif,

destine et établit des contacts avec les cercles révolutionnaires de Moscou. Poursuivi, il fut obligé de fuir. Mais le mouvement révolutionnaire continua à Wilna, autour de Iochelson et Liberman. Ils étaient influencés par les idées des « populistes » des années soixante-dix. L'un des révolutionnaires juifs les plus actifs s'appelait Aaron Sundéliévitch, né à Wilna en 1852 et mort en exil à Londres en 1923. Il prit part à des actes de terrorisme. Ensuite, ce mouvement révolutionnaire juif de Wilna fut influencé par les idées social-démocrates. A travers Plékhanov, les conceptions de Marx et d'Engels y pénétrèrent.

il possédait une culture universelle. Socialiste, il était membre d'une organisation d'orientation menchevique, avec une teinte de nationalisme juif, le *Bund**. En 1920, il rejoignit le camp des communistes. Il avait vingt-deux ans de plus que moi et j'attendais qu'il me guide dans la recherche du sens de l'existence, qu'il m'aide à élargir ma maigre culture.

Etant donné qu'à Heidelberg j'étais l'une des rares jeunes filles de la très importante colonie russe, ma compagnie était assez recherchée. Olguine me taquinait : « Ne vous montez pas trop la tête avec vos nombreux admirateurs ! Il n'y a qu'un seul homme, ici, qui vaille la peine que vous en fassiez la conquête... Mais il n'est pas pour vous ! » Et il me montra la grande villa où Leviné vivait avec sa mère, il me raconta comment il avait renoncé à la richesse, à une carrière, pour servir la révolution russe. Révolutionnaire, je ne l'étais pas moi-même. Mais je fus subjuguée par ce portrait. C'était comme si un héros de roman se présentait à moi.

Ma deuxième rencontre avec Leviné eut lieu dans la rue, par hasard. Il me proposa une promenade. Sur un banc, devant le spectacle romantique du château de Heidelberg, il se mit à me couvrir les bras, les mains et le front de baisers furtifs. Mais, manifestement, il ne tenait pas à provoquer de ma part un emportement hors de toute mesure. Il voulait d'abord savoir quelles pouvaient être les limites de mes intentions. Il me raconta l'histoire d'un arbrisseau et d'un voyageur qui était fatigué. Pour un bref moment, le voyageur voulait bien s'arrêter à l'ombre

* Le *Bund*, terme allemand qui signifie « Alliance », « Ligue », fut la première organisation du mouvement ouvrier juif en Russie, en Pologne et en Lituanie. Fondé en octobre 1897 à Wilna, il comprenait alors, selon des sources contradictoires, 13 ou 15 délégués qui représentaient des groupes sociaux-démocrates de Wilna, Minsk, Varsovie, Vitebsk et Bialystok. L'organe clandestin du mouvement était l'*Arbeiter Stimme* (*La Voix ouvrière*), rédigé en yiddish. En trois ans, cette organisation devint un parti autonome à l'intérieur du parti social-démocrate russe. Le dirigeant du Bund le plus influent était Arcadi Kremer.

Au début, les partisans du Bund et les sionistes se livrèrent à des polémiques et des combats idéologiques. Mais l'influence conduisit le Bund à préciser le sens de son action. Lors de son IV^e Congrès en mai 1900 à Bialystok, il mit à l'ordre du jour le problème national juif, déclarant que la notion de « nationalité » était applicable au peuple juif : « La classe ouvrière juive ne souffre pas seulement en tant que classe, mais en tant que groupe national persécuté et opprimé. »

du feuillage. Mais s'attarder plus longtemps lui était impossible, il avait à continuer sa route.

La comparaison me parut inspirée par l'égoïsme. Je trouvai frigorifiant et assez piteux le rôle qui m'était réservé. Je n'avais pas encore vingt ans, et pas même question d'amour !... Encore moins de l'amour éternel que le voyageur emporterait avec lui !... Non, ce jeu-là n'était pas pour moi. Leviné était persuadé qu'il ne pouvait m'offrir davantage. Il était déloyal, pensait-il, de se marier, ou même simplement de se lier sérieusement avec quelqu'un, pour l'exposer ensuite au destin peu sûr d'un révolutionnaire.

Il décida de m'éviter. Mais il était encore très jeune. Il avait à peine vingt-sept ans. Lors des réunions organisées par la colonie russe, nous avions l'occasion de nous rencontrer. Il me saluait toujours avec courtoisie, en me disant : « M'autoriserez-vous à vous entretenir un moment tout à l'heure ? » Ce qu'ensuite il ne faisait jamais.

Il est vrai, néanmoins, que nous avons eu, à plusieurs reprises, des conversations un peu plus longues. Mais sans qu'il en sorte des relations plus intimes. Un jour, par exemple, il se mit à me parler de la situation lamentable des femmes dans la société russe. Aucune possibilité ne leur était offerte de mettre en pratique leur énergie et leurs talents. A quoi je lui proposai aussitôt une solution qui avait fait ses preuves : « Mais elles n'ont qu'à partir pour l'Allemagne ou ailleurs... » Et lui de se lancer alors dans des remontrances vigoureuses, d'entreprendre un véritable cours sur la barrière de l'argent, sur tous les autres obstacles insurmontables. Arguments sans aucun effet sur moi. D'ailleurs, j'aurais pu facilement lui rétorquer que j'étais venue pourtant moi-même en Allemagne, et que, si je l'avais fait, c'était avec le peu d'argent que j'avais économisé en donnant des leçons particulières dans ma ville natale. Mais cela aurait paru vantard !... Et je préférerai me taire.

Mon pécule diminuait, et Heidelberg n'était pas l'endroit où j'aurais pu trouver du travail. Ce fut Leviné qui, lors d'une autre rencontre, me conseilla de partir pour Berlin. Il me procura d'innombrables lettres de recommandation. Ce qui m'aida à me procurer rapidement un emploi à mi-temps, comme gouvernante dans une famille germano-russe.

Je lui fis part de ma reconnaissance en lui adressant une carte postale et en lui promettant de lui écrire très bientôt une longue lettre. Malheureusement, toutes les lettres que je commençai à son intention tournaient à la lettre d'amour. Et comme je ne voulais pas me résoudre à lui dévoiler mes sentiments, nous n'entendîmes plus parler l'un de l'autre.

A la différence de son fameux voyageur, moi j'étais repartie en emportant dans mes bagages « l'amour éternel ». Et quand je quittai l'Allemagne, au printemps 1911, j'avais la ferme intention de revoir un jour Leviné.

A Wilna, je pus me débrouiller grâce à mes fraîches connaissances d'allemand. Mais je ne savais que faire de moi, je me sentais seule et délaissée.

En 1912, toujours à Wilna, je rencontrai soudain Olguine. Il venait de se séparer de sa maîtresse. Bientôt, c'est moi qui la remplaçai. Je n'aimais pas Olguine, mais il m'introduisait dans un monde qui avait toujours été l'objet de mon admiration. Il me présenta, dans la ville, à l'élite des intellectuels socialistes. Grâce à lui, je disposais, même s'il n'était que d'ordre spirituel, d'un soutien.

Il n'est pas vrai qu'on se vend uniquement pour de l'argent. Ce qui m'était offert par Olguine me suffisait largement pour être sa bonne amie. Mais le bonheur, c'était autre chose que cette liaison.

Recherché par la police, Olguine fut bientôt obligé de quitter la Russie. Il s'enfuit à Vienne, et je refusai de le suivre. Je devais néanmoins rejoindre Vienne moi aussi, comme membre de la troupe de théâtre hébraïque Habimah, devenue célèbre depuis. C'est à Vienne que devait avoir lieu sa première représentation, en l'honneur du Congrès sioniste mondial. De nouveau, Olguine était donc là. Entre-temps, il avait « découvert » mon talent : il fallait absolument, disait-il, que je devienne actrice, le succès de mes débuts à Vienne ne faisait que confirmer son jugement !...

Et, de nouveau, il m'introduisit dans un monde où je fis la connaissance de révolutionnaires célèbres, comme le menchevik Abramovitch, et où j'entrevis Boukharine et même Trotsky. Mais Olguine, cette fois, était en mesure de faire beaucoup plus pour moi. Ses amis viennois entretenaient de bonnes relations

avec le monde du théâtre. Je fus présentée au directeur de deux salles (la Scène populaire et, je crois, la Nouvelle Scène viennoise *), un certain docteur Rundt, qui me prédit un brillant avenir. Pour vaincre l'obstacle de la langue, il me procura un professeur et me permit d'assister tous les jours aux répétitions. Mon rêve d'être actrice prenait véritablement forme pour la première fois. Aurais-je pu ne montrer aucune reconnaissance envers Olguine ?... Je redevins donc sa maîtresse.

Peu avant que n'éclate la Première Guerre mondiale, je passais des vacances avec Olguine dans un village près de Bad Reichenhall. Du jour au lendemain nous fûmes, aux yeux des gens accueillants de l'endroit, des individus suspects, des espions virtuels. Un industriel bienveillant qui habitait la région vint alors nous trouver pour nous conseiller de partir pour Reichenhall même. Il avait entendu dire que des ouvriers se préparaient à assaillir notre petite maison. Nous serions davantage en sécurité au milieu de nos nombreux compatriotes russes.

Je me mis soudain à penser, sur le court chemin qui conduisait à Bad Reichenhall : qu'il y ait la guerre ou non, n'était-ce pas une bonne occasion pour essayer de revoir Leviné ?... Je dis à Olguine : « Qu'irions-nous faire à Bad Reichenhall, où la vie est si chère ? Allons plutôt à Heidelberg, où j'ai au moins quelqu'un sur qui je peux compter, mon ancienne logeuse, et où, toi, tu as beaucoup d'amis... »

Cela semblait raisonnable, et Olguine me félicita de cette excellente idée. Il nous restait tout juste assez d'argent pour prendre nos billets de chemin de fer. Nous arrivâmes à Heidelberg le jour de la déclaration de guerre, avec le dernier train réservé aux civils. Moi, je n'avais qu'une idée en tête : revoir Leviné.

* *Volksbühne et Neue Wiener Bühne.*

II

C'est le 10 mai 1883, à Saint-Pétersbourg, que naquit Eugen Leviné, dans une très riche famille juive. Julius Leviné, son père, était pour ainsi dire parti de rien. Sans disposer d'aucun capital, il avait bâti sa fortune sur sa seule énergie et ses capacités intellectuelles. L'éducation qu'il avait reçue était bonne, il parlait couramment l'allemand, il possédait d'excellentes manières — autant de qualités assez rares dans son entourage. Comme il était, en outre, d'un caractère franc, honnête, il savait se faire apprécier partout, ce qui contribua beaucoup à sa réussite financière.

Rosalia, la mère d'Eugen Leviné, frappait par sa beauté, son grand charme. Montrant de l'intelligence et de la fermeté, elle apparaissait comme l'hôtesse parfaite d'une maison où régnaient l'élégance et la culture. Elle avait suivi, à Königsberg, les cours d'une école supérieure de jeunes filles, et tout ce qui touchait à l'Allemagne la passionnait. A Saint-Pétersbourg, elle évoluait presque exclusivement dans les milieux allemands. Chez elle, l'allemand était la langue utilisée couramment.

Cette atmosphère de brillant et d'opulence engendra dans la famille le sentiment d'une position exceptionnelle, d'une supériorité. Ce sentiment se renforça encore quand le père, pour des raisons commerciales, acquit la nationalité italienne et s'appela dorénavant Leviné, au lieu de Levin. C'était un nom à consonance étrangère, exotique, comme on les appréciait beaucoup en Russie, notamment dans les cercles que fréquentait la famille.

Julius Leviné mourut de la petite vérole, alors qu'il était parvenu au sommet de la réussite et du bonheur. Eugen n'avait que

trois ans, l'âge qu'aura également son fils à lui quand, à son tour, il connaîtra une mort prématurée.

Sa mère n'avait que vingt-sept ans. La vie commençait à peine pour elle. Mais sa morale sévère, inspirée de Kant, exigeait de l'épouse aimante qu'elle restât « fidèle jusqu'à la mort ». Et elle obéit à ce dur commandement.

Son sacrifice ne fit qu'accroître sa superbe. Elle prétendait « se vouer entièrement à l'éducation de ses enfants », de son fils Eugen, ou Guénia, qui avait donc trois ans, et de sa fille Sonia, qui en avait quatre. Il va de soi que le côté pratique de cette tâche fut laissé au soin de gouvernantes, professeurs, domestiques. Son propre rôle se réduisit à « veiller à ce que tout marche bien », et à exercer une justice faite de punitions et de récompenses.

En ce domaine également, la tradition germanique d'éducation stricte et de justice rigoureuse la guidait. Mère affectueuse à sa manière, elle tenait pour son devoir de remplacer le père — sévère lui aussi, tout à fait en conformité, là encore, avec la tradition germanique.

Ses méthodes d'éducation furent très simples. Elle envoya ses enfants dans une école allemande privée. Pour les cours de musique, elle engagea les meilleurs professeurs de Saint-Pétersbourg, et pour les cours de danse un maître de ballet du célèbre théâtre Marinski. Le plus cher ne pouvait être que le mieux, et le mieux convenait tout juste à ses enfants.

La situation financière de la famille était cependant loin de correspondre à ce genre de perspectives. Dans les premières années de son veuvage, les frères de son mari dépensèrent une bonne partie de la fortune. Quand elle s'en aperçut et qu'elle voulut reprendre elle-même les choses en main, elle découvrit qu'il ne lui restait plus, pour tout bien, que des créances difficiles à recouvrer. Elles suffisaient toutefois à lui assurer ce qu'elle avait coutume d'appeler « une existence sans souci ». Elle put conserver sa luxueuse demeure de Saint-Pétersbourg, s'offrir plus tard une villa à Heidelberg, entreprendre des voyages, fréquenter les stations thermales, etc. Elle dut, néanmoins, renoncer à son équipage et à quelques autres avantages onéreux. Et quand ses enfants dépensaient, parfois, de modiques sommes pour des choses

qui lui semblaient superflues, elle se plaignait de ne pas avoir d'argent.

L'atmosphère malsaine entretenue par cette femme qui, tout en étant pleine d'énergie et de vitalité, s'était elle-même condamnée à vivre une existence à la fois de loisir et d'ascèse, et qui se conformait à des conventions dépourvues de sens, pesait sur son entourage, en particulier sur cet enfant sensible qu'était Guénia. Dans sa soif d'amour et de chaleur humaine, il découvrit qu'il fallait plutôt attendre ces sentiments de gens qui ne pénétraient dans l'élégante maison que par l'escalier de service, et qu'on appelait « le peuple ». Très tôt, ce mot « peuple » voulut dire pour lui exactement le contraire de tout ce qui, dans son entourage, lui paraissait injuste et hypocrite. A douze ans, il déclara qu'il deviendrait plus tard instituteur — ce qui amusa beaucoup sa famille.

Où qu'il soit, où qu'il aille, à la maison, en promenade, au milieu de ses camarades de jeu ou lors de ses fréquents voyages, il établissait des comparaisons entre ses propres amis et « le peuple ». Comparaisons qui n'étaient jamais à l'avantage de ses amis.

Cette idéalisation du peuple détermina en lui le désir d'essayer de défendre celui-ci et de lui venir en aide. C'est à lui qu'il dédia son premier poème révolutionnaire, à quatorze ans :

O peuple, ne souffre plus le joug davantage !
Déchire ces garrots d'esclave
Dont nobles et parvenus t'ont ligoté
Avec l'insolente audace dont ils font étalage !
 Brise avec cet esclavage,
 Libère-toi enfin !
 Ne souffre plus davantage
 Ce destin !

Un an plus tard, à quinze ans, il écrivait dans le journal qu'il tenait en allemand¹ :

Je veux être un bienfaiteur du peuple, même si je comprends aujourd'hui cette tâche dans un sens dif-

1. A la date du 24 mai 1898. Dans Paul WERNER, *Eugen Leviné*, Berlin, 1922, p. 8.

fèrent d'autrefois. Je veux être un véritable bienfaiteur, et pas simplement faire semblant, comme les consuls romains qui distribuaient des aumônes pour gagner la faveur des masses ; je veux, au contraire, exercer une activité qui serve véritablement les intérêts du peuple. Je veux, du haut de la chaire de l'avocat, fustiger les ennemis du peuple, secourir l'opprimé et l'aider à obtenir justice. Et si les succès, les ovations enthousiastes me sont interdits, du moins aurai-je la satisfaction d'avoir accompli mon devoir et véritablement servi la cause du peuple. Tel est mon but, je le jure !

L'excès de luxe dans lequel il vivait, en même temps que la nécessité de renoncer à certaines choses qui étaient accessibles aux autres jeunes gens de son âge et de sa classe sociale, produisirent obligatoirement un certain trouble en lui. Ce sentiment se renforça lorsqu'il fut envoyé poursuivre ses études à Wiesbaden, dans un pensionnat réservé aux fils de bonne famille. Il se trouva là en compagnie d'enfants de millionnaires, de fils de hauts fonctionnaires, avec lesquels il ne pouvait être socialement au même niveau. D'autre part, la pauvreté intellectuelle, le manque de curiosité, d'idéalisme, qui caractérisaient les jeunes Allemands appartenant à ces couches sociales devaient rebuter un garçon aussi cultivé que Guénia, qui, comme beaucoup d'enfants russes, se préoccupait déjà des grandes « questions universelles ». L'abîme qui le séparait de son milieu social se creusa donc de plus en plus. Il se sentait triste et solitaire. Il aspirait à se lier avec des amis comme, il le savait, il aurait pu en trouver à Saint-Pétersbourg, et qui l'auraient aidé à répondre à ses interrogations. Il écrivit à sa mère des lettres nostalgiques, où il la suppliait de venir le chercher. Croyant que c'était elle qu'il avait envie de revoir, celle-ci lui rendit visite à Wiesbaden. Il l'implora pour qu'elle l'emmène. Mais, comme toujours, elle fit passer ses principes d'éducation avant la spontanéité de ses sentiments maternels. Et il dut rester dans cette école qu'il détestait, dans cet univers fastueux de ville d'eau allemande.

A ce stade de son évolution, sa situation était fort compromise. En l'absence d'exutoire à ses principes idéalistes, sans parler de

son impuissance à satisfaire à leurs exigences, il aurait pu tomber dans une rêverie et une résignation stériles. Mais la vigueur de son tempérament l'en préserva. Il décida de s'adapter, de jouir des petits plaisirs que cette vie lui offrait. Il jouerait le rôle du Monsieur distingué, avec un peu plus d'originalité et d'élégance que les autres, pour compenser les privilèges qui lui étaient interdits.

La réalisation de ce projet l'occupa avec un zèle qui eût été digne d'une plus noble cause. Il porta le col plus haut, ses mains furent plus soignées. Il prit un regard lourd de mystère. Et pour parfaire ce portrait, élaboré artificiellement de toutes pièces, il cultiva l'un des dons qu'il possédait : l'éloquence. Il poussa le jeu jusqu'à se battre en duel, ce qui était considéré, à l'époque, comme la preuve insigne qu'on était digne de fréquenter les salons mondains. Il provoqua quelque butor qui s'était permis une remarque antisémite. En souvenir de cette singulière période de sa vie, il garda une cicatrice au-dessus du sourcil droit.

III

C'est en 1903, à Heidelberg, que Leviné (il avait alors vingt ans) entre pour la première fois en contact avec les intellectuels russes et les idées révolutionnaires. Elles suscitèrent, dans son âme inquiète, un enthousiasme que ni les réprobations ni les tentatives de conciliation exercées par son milieu social ne purent jamais réfréner.

Les premières idées révolutionnaires lui furent inspirées par les sociaux-révolutionnaires, parti dont le programme mettait au premier plan la question agraire et qui prévoyait également, comme moyen d'action, le terrorisme individuel. Ils croyaient, en assassinant les hauts dignitaires du régime, en particulier les tsars, pouvoir ébranler les bases du système en place et instaurer le socialisme. Un tel programme exigeait, de la part des membres du parti, courage et abnégation. Il était naturel que Leviné, dans sa jeunesse et son inexpérience, se laissât fasciner par ces aspects héroïques. Combattre l'injustice, risquer sa vie pour défendre les opprimés : n'était-ce pas le rêve de son enfance ? C'est avec ardeur qu'il donna son adhésion à ce parti.

Il n'était pas difficile d'adhérer à Heidelberg à un parti révolutionnaire. Mais de durs combats l'attendaient. Il dut partir pour la Russie, ce qui signifiait une rupture avec la vie qu'il avait menée jusqu'alors, avec ses amis, sa famille, sa mère — sa mère qui fit jouer l'égoïsme forcené et la cruauté inconsciente d'une femme solitaire et de santé fragile, elle qui avait sacrifié son bonheur personnel pour ses enfants, pour son fils en particulier. La pitié qu'il éprouvait pour elle, le chagrin de la voir souffrir

se mêlaient chez lui à un sentiment d'exaspération devant ce sacrifice inutile qu'elle s'était elle-même imposé et dont il devait maintenant faire les frais.

La guerre russo-japonaise et la situation révolutionnaire en Russie lui firent oublier ses sentiments personnels. Il rompit avec sa mère qui, pour essayer une dernière fois de le retenir, lui coupa les vivres. Leviné partit pour la Russie sans un sou, avec seulement la vague promesse du journal de Francfort *La Voix du peuple* * de l'utiliser comme correspondant à la pige. Il avait vingt-deux ans.

Cette décision lui coûta beaucoup. Il était partagé entre sa mère et son idéal politique. Et c'était quelqu'un qui éprouvait une répugnance naturelle à faire de la peine.

Lorsqu'à la fin de l'année 1906, après plusieurs mois de prison à Saint-Pétersbourg, il entrevit la possibilité d'aller voir sa mère en Allemagne, il lui envoya la lettre suivante :

Si tu devais essayer de me retenir plus longtemps ou si tu devais même, une nouvelle fois, tenter de me détourner de mon chemin, mon voyage n'aurait aucun sens. Nous n'en retirerions qu'amertume et incompréhension réciproque. Mais si tu acceptes vraiment la voie que j'ai choisie, si tu renonces à l'espoir de me faire changer, alors j'irai te voir...

Très chère mère, je sais très bien que tu es malade, que tu trouverais le repos si je restais auprès de toi. Malheureusement, je n'en ai ni le droit ni la possibilité. Je ne m'y sens pas plus autorisé qu'en état de le faire. Si tu essayais enfin de voir en moi non ton enfant, mais un homme, tu comprendrais que je ne puis agir autrement et qu'il en va beaucoup mieux ainsi.

Ce conflit avec sa mère le tourmentait si fort qu'au milieu de ses souffrances — suite aux tortures et blessures sauvagement infligées par ses geôliers tsaristes —, il écrivit ces lignes à son intention :

* *Die Volksstimme.*

Si la prison et tout ce que j'ai enduré ici devaient t'aider à me comprendre, le sacrifice n'aurait pas été inutile.

Sans doute agit-il ainsi, poussé par un sentiment spontané de gratitude lorsqu'il apprit que sa mère voulait lui rendre visite. Mais il n'envoya jamais la lettre.

Leviné n'aimait guère parler de son activité révolutionnaire, et, de 1905 à 1908, le parti social-révolutionnaire (groupe de réflexion et d'action plutôt qu'organisation de masse) était constitué de telle sorte qu'il est impossible de recueillir des renseignements concrets sur le travail de ses membres. Pour cerner son activité, il faut se contenter de sa correspondance et de ce que ses amis en ont relaté.

Il est établi qu'il gagna très vite la confiance du groupe de Saint-Pétersbourg, qui lui confia des tâches délicates, par exemple les livraisons d'armes.

Il dissimulait très habilement ces armes dans la doublure de son grand manteau de fourrure, vestige de son aisance passée, pour les remettre à leur destinataire. Entre deux rendez-vous, il rencontrait, pour passer le temps, d'anciens amis qui vivaient dans des hôtels de luxe. Il a raconté avec beaucoup d'humour comment il devait affronter les serviteurs zélés qui, ignorant le dangereux colis qu'il transportait, voulaient absolument aider « Monsieur » à ôter son manteau.

L'originalité de Leviné fut que, à la différence de son parti, très vite il comprit la nécessité de trouver une base parmi les ouvriers. Il entra en contact avec le syndicat des boulangers de Saint-Pétersbourg, malgré les railleries de ses camarades, qui jugeaient puéril ce comportement.

On remarqua rapidement son talent d'orateur, et le parti, alors, l'expédia de réunion en réunion. Il fut arrêté à Saint-Pétersbourg au début de l'année 1906. Il se défendit fort habilement et fut libéré six mois plus tard, faute de preuves. Il ne pouvait, cependant, rester à Saint-Pétersbourg, sous peine de mettre en danger ses amis. On l'envoya donc en province. Il exerça ses talents d'orateur et de propagandiste dans la majeure partie de la Russie occidentale, dans les provinces de Vitebsk, Smolensk, Briansk et Minsk. Sa tâche réclamait beaucoup de courage, de ténacité,

dans la mesure où il lui fallait toujours être par monts et par vaux, toujours sur ses gardes.

Il écrivit à sa sœur :

Je me trouve aujourd'hui à Briansk, dans le district d'Orlov, l'un des centres économiques les plus importants. Le parti possède ici une organisation puissante, mais je suis le seul « intellectuel ». Et comme les usines sont dispersées dans un périmètre de plusieurs centaines de verstes, entre les forêts et les marais de Briansk, je suis toujours en route ¹.

Il lui disait encore :

J'ai passé, pour ce qui m'occupe, un mois et demi dans les environs de Briansk, voyageant sans cesse dans des conditions extrêmement pénibles. J'ai attrapé, en outre, le paludisme (la malaria). Mais je n'ai pu rester au lit plus de deux jours, ne disposant d'aucun endroit où me reposer. C'est avec de la fièvre que j'ai poursuivi mes pérégrinations et j'ai vaincu ainsi la maladie ².

Dans le district de Vitebsk, il contracta une infection des yeux. Longtemps, il ne put distinguer aucune couleur. Il était exclu qu'il se fit soigner. Il lui fallait continuer sa tâche. Il inventa sa propre méthode pour combattre ce mal. Il se répétait en lui-même : « Je sais bien que les feuilles sont vertes, et non roses ou bleues. Pourquoi devrais-je m'en remettre à des organes aussi imparfaits que mes yeux ? » Il avait décidé, tout simplement, d'ignorer sa maladie. C'était tout ce qui était en son pouvoir.

Sans s'arrêter aux difficultés, à la fatigue, à la maladie, Leviné, ce jeune homme si délicat et distingué, se rendait de village en village, de ville en ville, parfois à pied, souvent sans manger, afin de secouer l'apathie des gens, les éclairer, semer le germe du socialisme. Il éprouvait pour la première fois de sa vie une véritable satisfaction, et même du bonheur. Dans une lettre écrite de prison à une amie, il dépeint en ces termes cette période :

1. Cité dans P. WERNER, p. 12.

2. *Ibid.*, p. 12.

Je ne sais si vous recevrez un jour ce bout de papier, chère Mademoiselle R. ; trouvera-t-il le chemin qui mène là où d'épaisses grilles ne barrent pas la vue, le chemin qui conduit à l'extérieur de cette cage entourée de hautes murailles ? Je l'espère.

... Vous marchez à mes côtés, vous me parlez de Venise. Me parlez du repos, des plaisirs de la vie qu'on peut y trouver. Mais je crois que, pour moi, il est encore trop tôt pour songer au repos, et je pressens qu'une année de durs combats m'attend. Constamment pourchassé par la police, risquant constamment ma vie et ma liberté... heureux, néanmoins.

On vient de cent lieues à la ronde nous demander un orateur. Et les gens accourent par centaines des villages voisins, ils restent assis là, sous la pluie battante, dans la nuit glaciale, à l'écouter, à chercher la vérité, pour apprendre à combattre au nom de la vérité. Qu'est-ce que la vérité ?...

Nulle part ailleurs cette question n'est chargée d'un sérieux si profond. Car nulle part ailleurs la réponse n'engage, comme ici, la vie...

Vous souvenez-vous, Mademoiselle R., des histoires sanglantes que je vous racontais autrefois ? Elles étaient si terrifiantes... et pourtant beaucoup moins sanglantes et terrifiantes que la vie elle-même.

Tandis que j'écris ces lignes, on fusille nos camarades à Kronstadt... Il y a parmi eux des jeunes filles, des jeunes gens pour qui la vie venait à peine de commencer et qui meurent aujourd'hui parce qu'ils ont pensé davantage à la vie des autres qu'à la leur.

A la fin de 1907, il fut dénoncé par un indicateur. Arrêté, il fut sauvagement malmené par la police. Le correspondant de la libérale *Gazette de Francfort* * publia le compte rendu suivant :

On me transmet aujourd'hui une requête adressée à l'ambassade d'Italie qui prouve qu'un certain Eugen Leviné, correspondant du journal de Francfort *La Voix*

* *Die Frankfurter Zeitung.*

du peuple, a été arrêté à Minsk et a subi de très graves sévices. Enfermé à trois heures du matin dans un trou sombre du commissariat de police qui sert à héberger les vagabonds et les ivrognes, il avait aperçu, le premier jour des fêtes de Noël, date à laquelle eut lieu l'incident, au fond de la cour où les détenus effectuent leur promenade quotidienne, une porte ouverte. L'empruntant, il avait gagné le jardin voisin, puis la rue. Arrivé dans cette rue, il avait pris le premier fiacre qui s'était trouvé là et s'était enfui. Mais trois policiers, se précipitant dans un autre fiacre, l'ont vite rattrapé. Sans opposer aucune résistance, Leviné se rendit immédiatement aux policiers. Mais ceux-ci le jetèrent au sol et se mirent à le malmener sauvagement. Ils lui donnèrent des coups de pied, des coups de poing, le frappèrent au visage avec la crosse de leur revolver, tout cela sous les yeux de la foule, qui protestait vainement contre leurs brutalités. Lorsqu'on eut ramené le prisonnier au commissariat, les officiers reprochèrent à leurs hommes de ne pas avoir tiré sur Leviné. Alors, ceux-ci se ruèrent de nouveau sur lui.

Quand ils furent épuisés, les officiers s'y mirent à leur tour, à coups de poing sur le visage et en frappant du plat de leur sabre. Outre qu'ils ont pris le caractère d'une vengeance, écrit Leviné dans sa requête, ces sévices relevaient de la torture pour la torture. En prison, Leviné fut encore une fois roué de coups jusqu'à ce que, parmi les prisonniers, une femme qui assistait par hasard à la scène éclatât en sanglots, dans une crise de nerfs. Leviné émit le vœu de s'entretenir avec le procureur général, mais celui-ci ne le convoqua devant le juge et ses adjoints que cinq jours plus tard. Ces derniers procédèrent à l'interrogatoire sans prendre note des mauvais traitements dont se plaignait Leviné. Jusqu'à ce jour, 26 février, la situation de Leviné est demeurée inchangée, comme il ressort des lettres qui sont parvenues ici à ses amis. Son état de santé est des plus alarmant. Malgré cela, pendant toute une semaine les deux carreaux qui manquaient à la fenêtre de sa

cellule n'ont pas été remplacés. Le médecin a ordonné son transfert à l'hôpital, mais l'hôpital pénitentiaire est si encombré que les détenus couchent à même le sol³.

Trois mois plus tard, Leviné écrivait à sa sœur⁴ :

Il est vrai que l'on m'a porté un rude coup, mais je suis déjà moralement rétabli et je me sens de nouveau très bien. Pour ce qui est des suites de cet incident sur ma santé, un médecin va se mettre (!) à me soigner d'ici quelques jours, et j'espère être bientôt complètement guéri.

La mère de Leviné, apprenant par les journaux ce qui était arrivé à son fils, partit en toute hâte pour la Russie. Décidée à le faire libérer sous caution, elle s'attela à cette tâche avec un dévouement et une énergie incomparables. Elle ne cessa de faire parvenir quantité de vivres à la prison, car elle connaissait son fils et savait qu'il lui fallait en même temps subvenir aux besoins de ses nombreux camarades si elle voulait qu'il acceptât lui-même ce qu'elle envoyait. Elle fit des cadeaux princiers aux gardiens, elle soudoya les employés, même les hauts fonctionnaires, en variant l'importance des pots-de-vin selon le service que chacun pouvait lui rendre.

Son charme personnel contribua certainement à la réussite de ses efforts. Toutes les portes s'ouvrirent devant elle et elle put rendre visite à son fils, avoir accès aux différents bureaux autant de fois qu'elle le voulut.

Elle ne négligea rien ni personne, ménagea encore moins sa propre peine. La prison fourmillait de vermines, de rats, de cancrelats. Les détenus avaient le corps dévoré par les puces et les poux. Mais rien ne pouvait l'empêcher d'aller voir son fils. De retour à son hôtel, il lui fallait passer tous ses vêtements au peigne fin. Ce qu'elle trouvait était souvent effrayant. Elle ne pouvait encore réprimer son dégoût lorsque, plusieurs années après, elle me racontait ces scènes.

Après de nombreuses hésitations, les autorités locales se déclara-

3. Dans *Die Frankfurter Zeitung*, n° 61, 1^{er} mars 1908. Voir P. WERNER, *op. cit.*, p. 13 et s.

4. *Ibid.*, p. 14.

rèrent incompétentes pour libérer Leviné. Il en aurait résulté trop de bruit dans la petite ville de Minsk. Des détails concernant la corruption des fonctionnaires avaient d'ailleurs déjà transpiré. Les autorités conseillèrent à la mère de Leviné de faire transférer son fils à Saint-Pétersbourg. Elles lui prêtèrent généreusement assistance pour réaliser cette opération. Autres pots-de-vin, autres négociations. Elle dépensa une petite fortune pour atteindre son but. Elle réussit à faire libérer son fils contre une caution de cinq mille roubles, et le ramena avec elle en Allemagne.

L'homme qui sortait de prison était gravement malade, à moitié sourd d'une oreille. Il fallut longtemps à sa mère pour le remettre sur pied, à force de dévouement et de sacrifice. Pendant des années, il fut diminué de moitié dans ses capacités.

Il ne restait pas tout à fait inactif, pourtant. Se sentant plus que jamais attaché à la cause qu'il avait embrassée, il se préparait à de nouveaux combats.

Il passa du droit à la politique et à l'économie, et consacra une grande partie de son temps à étudier l'histoire du mouvement ouvrier allemand.

Il rédigea également quelques notes relatant ce qu'il avait vécu dans les prisons du tsar. Il décrivit par exemple en ces termes l'enterrement de l'un de ses camarades :

Quelques hommes, aussi indifférents et insensibles qu'à l'ordinaire, emportent le cercueil. Les quatre détenus restent debout, tête nue dans le vent froid, glacial. La lourde porte noire grince sur ses gonds. Sort un détachement de soldats conduit par un lieutenant.

Ils se mettent en position, le visage tourné vers les prisonniers. A une fenêtre quelqu'un chante d'une voix étouffée la marche funèbre des révolutionnaires russes : « Victime, tu es tombé »... Le cercueil oscille doucement tandis qu'on le porte sous le porche sombre. Les quatre détenus restent encore dans la cour, tête nue. Le lieutenant hurle : « Reculez-vous des fenêtres, ou je tire ! Feu ! » Les coups partent. Nous nous retirons au fond de notre cellule. Dehors, le soir tombe derrière les grilles. Nous entendons au loin, très loin, le bruit du

corbillard qui cahote sur la chaussée. « Repose en paix, camarade, tu es libre, maintenant. »

Une autre de ses pages (« Camarade, je ne peux saisir la lettre ») devint très célèbre parmi les ouvriers allemands. Il s'agit d'un révolutionnaire condamné à mort qui arrive à la prison la veille de son exécution. Les autres détenus essaient de lui faire parvenir en cachette une lettre d'adieu. De la cellule de l'étage supérieur, ils font descendre une corde au bout de laquelle ils ont attaché leur lettre. Mais le condamné ne peut l'atteindre. Il murmure dans un souffle :

Camarades, je ne peux... prendre... la lettre. Ils m'ont... cassé les deux bras... pendant l'interrogatoire. Adieu, camarades.

IV

Leviné participa activement à la vie de la colonie russe de Heidelberg, qui comptait parmi ses membres de nombreux révolutionnaires aux moyens très modestes. Il organisait des réunions, des discussions littéraires, tenait souvent lui-même des conférences sur l'art et la littérature.

Dès qu'il eut repris des forces, il se prépara à adhérer au parti social-démocrate. Quelques années après, il parlait encore souvent de la suffisance des dirigeants « ouvriers ». On ne prêta aucune attention aux diverses recommandations qui émanaient de sympathisants russes très connus et de camarades allemands. Il eut alors l'idée de demander l'aide de ses professeurs et, de fait, les lettres du conseiller privé Eberhard Gotheim¹ et du professeur Alfred Weber² lui ouvrirent les portes du sanctuaire du parti.

Comme auparavant en Russie, Leviné fut chargé avant tout des discours de propagande. Sous le nom de Goldberg, nom de jeune fille de sa mère, il tenait des discours sur la révolution russe et les enseignements qu'il convenait d'en tirer. Parallèlement à cette activité, il consacra beaucoup de temps à apprendre à connaître les ouvriers eux-mêmes. Il croyait qu'il pourrait leur être d'une grande utilité lorsqu'il connaîtrait bien leur mentalité, leurs forces et leurs faiblesses. Il faut remarquer, à ce propos,

1. Eberhard GOTHEIM (1853-1923), spécialiste d'histoire économique et culturelle, élève de Dilthey, enseigna à Heidelberg à partir de 1904.

2. Alfred WEBER (1868-1958), spécialiste d'économie politique et sociologue, enseigna à Heidelberg à partir de 1907.

qu'il se servait des méthodes employées par les meilleurs dirigeants bolcheviques, qui, comme Lénine, commencèrent leur activité révolutionnaire en apprenant à connaître, dans tous ses détails, la vie des ouvriers.

La ville de Mannheim, située à proximité de Heidelberg, offrait un terrain privilégié, avec son important prolétariat industriel. Avec l'appui de ses amis et d'organisations socialistes, Leviné fit distribuer parmi les ouvriers environ quinze cents questionnaires soigneusement établis. Il reçut un grand nombre de réponses, plus de cinq cents³. Il eut ainsi la possibilité de nouer de nombreuses relations personnelles, d'entrer dans des foyers d'ouvriers et d'avoir un aperçu de leur mode de vie. Il prit également part à de nombreux voyages en groupe, pour s'informer sur la situation des mineurs. Afin d'élargir ses connaissances, il travailla même comme simple manœuvre dans une petite usine de Mannheim, et plus tard dans une grande entreprise de trois mille ouvriers.

Il était rentré en Allemagne très affaibli physiquement, mais avec une personnalité très affirmée, pleinement formée. Il s'était désormais fixé un but et voulait forger l'instrument qui lui permettrait de le réaliser. Bien qu'il fût, au fond, un rêveur romantique et sensible, tourné vers la vie intérieure, il était parfaitement conscient des difficultés qu'il lui faudrait affronter. Le professeur Fiodor Stépoun⁴ écrit à son propos :

S'il se réclamait, par sa philosophie, d'un humanisme athée, Leviné rappelait, par son allure extérieure, un Juif tout à fait traditionnel : visage ovale presque aristocratique, beaux yeux mélancoliques, et, quand il marchait, il avait une épaule toujours projetée en avant, comme sur les bas-reliefs égyptiens...

A l'époque où nous étions amis, Leviné était un jeune homme sentimental au cœur tendre qui composait des vers sur la pluie d'automne martelant le toit des corons... Sa conception du socialisme n'était nourrie

3. Il exploita le matériel rassemblé dans sa thèse de doctorat, *Caractéristiques et Etapes de l'évolution des travailleurs organisés en syndicats*.

4. Fjodor STEPUN, *Vergangenes und Unvergängliches (Aus meinem Leben 1884 bis 1924)*, München, 1947 (*Souvenirs passés et éternels, Biographie*).

d'aucune expérience personnelle. Etrangère à tout fanatisme, à tout dogmatisme, elle portait manifestement l'empreinte d'un moralisme didactique. Leviné fut, un moment, proche de la société allemande Ethos, sous l'égide de laquelle il tint des conférences dans différentes villes d'Allemagne. Nous fîmes un jour une tournée de conférences ensemble : il parlait de Maxime Gorki, tandis que je lisais des extraits de l'œuvre du poète. Notre impresario n'avait aucune expérience. Un dimanche matin, à Nuremberg, nous dûmes nous produire devant à peine trente spectateurs dans une salle de variétés contenant près de mille places. Derrière le rideau qui séparait la scène en deux parties, on faisait un exercice de dressage avec de jeunes éléphants. Il y avait un vacarme épouvantable. Notre jeunesse et notre bonne humeur nous firent prendre la chose du bon côté : nous n'allions pas nous fâcher parce que l'action politique que nous menions au nom du socialisme se déroulait dans un cadre si peu respectable.

Un autre contemporain de Leviné, le peintre Karl Jakob Hirsch, constate en 1945, relatant le souvenir qu'il a gardé de lui :

Jamais de ma vie je n'ai rencontré plus parfait exemple d'homme entièrement désintéressé⁵.

Leviné délaissa volontairement tout ce qui aurait pu le détourner de sa tâche essentielle : servir la révolution. Il négligea son réel talent littéraire, tout le côté artiste de sa personnalité. « Pas maintenant, plus tard, c'est sans importance », avait-il coutume de répondre à ceux qui le pressaient d'entreprendre une carrière littéraire ou scientifique.

Il n'idéalisait plus le « Peuple ». Il voyait désormais en lui la force puissante destinée à renverser un ordre social haï, sans pour autant méconnaître ses faiblesses, ses conceptions petites-bourgeoises, son apathie. Il était particulièrement critique envers ce qu'on appelait l'aristocratie ouvrière, avec sa suffisance et son mépris pour les ouvriers ayant moins bien réussi, les « pauvres

5. Karl Jakob HIRSCH, *Heimkehr zu Gott (Briefe an meinen Sohn)*, Wuppertal, 1967 (*Retour à Dieu. Lettres à mon fils*).

types » qui ne sont pas parvenus à monter dans l'échelle sociale.

Au sein du mouvement ouvrier allemand, Leviné travaillait aux côtés de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Franz Mehring, qui représentaient l'aile gauche du parti. Mais le fait d'être étranger limitait considérablement son activité.

Il était exclu qu'il revînt en Russie pour affronter un procès. Leviné était surtout conscient qu'il avait maintenant, après sa convalescence, une bien meilleure connaissance du mouvement ouvrier allemand qu'il n'en avait jamais eu du mouvement ouvrier russe. Il se décida donc à demander la nationalité allemande et à rester en Allemagne.

Sa position sociale favorisa son projet. Les autorités ignoraient tout de l'activité qu'il exerçait, sous un nom d'emprunt, au sein du parti social-démocrate. Il avait la réputation d'un fils de famille riche entretenant de bonnes relations avec les milieux scientifiques.

Bien qu'il fût indépendant, l'Etat de Bade jugea opportun de transmettre à Berlin la demande de Leviné. Ce n'était un secret pour personne que la Prusse collaborait avec la police du tsar qui, par les renseignements qu'elle possédait, ne pouvait assurément pas favoriser la cause de Leviné. Son sens de l'humour, sa connaissance des faiblesses humaines lui furent alors d'un grand secours. Que pouvait-il faire de mieux que de jouer sur le patriotisme des autorités de Bade ? Lors d'un entretien avec les représentants de l'administration, il laissa entendre que transmettre le problème à Berlin n'était à vrai dire qu'une preuve de soumission, un manque d'indépendance. Cette affirmation eut un effet miraculeux : « Non, lui répliquèrent-ils, l'Etat de Bade ne se laisse dicter sa conduite par personne. » Et il reçut séance tenante ses papiers de naturalisation.

Il put alors enfin se débarrasser de toutes les entraves résultant de sa situation antérieure et travailler sans aucune restriction. Les lettres qu'il envoya à différentes organisations pour leur proposer sa collaboration sont la preuve de l'étendue de son savoir et de sa profonde confiance en l'avenir.

Cela se passait à l'automne 1913. La Grande Guerre vint ruiner brutalement tous ses plans soigneusement élaborés. Elle le surprit à Heidelberg. La petite ville universitaire fut submergée par une vague de patriotisme délirant. Dans la ville industrielle de Mann-

heim, où très vite Leviné était venu pour chercher à rencontrer des gens partageant ses opinions, la situation n'était pas meilleure.

Les portes où il frappait se fermaient devant lui. Le parti social-démocrate, son aile gauche comprise, s'était laissé griser par le slogan : « Guerre au tsarisme ! »

« Et vous, après tout ce que vous avez dû subir en Russie, vous n'êtes pas des nôtres ? » lui demandaient, perplexes, ses amis. Le chef des sociaux-démocrates de Mannheim, Ludwig Frank, un homme très doué et de tempérament fougueux, donna lui-même le signal. Il se porta volontaire et fut tué peu de temps après. Mort indigne, au service de sa patrie capitaliste.

L'attitude du parti social-démocrate allemand, qui constituait, avec un million d'adhérents, le parti le plus important du monde, fut une sévère épreuve pour tous ceux qui croyaient à la solidarité ouvrière internationale. Rosa Luxemburg versa des larmes d'amertume quand elle apprit que tous les élus sociaux-démocrates du Parlement avaient voté les crédits de guerre.

Leviné ne fut pas moins bouleversé. Il prévoyait qu'il faudrait combattre une nouvelle vague de chauvinisme, de préjugés nationalistes, autant de sentiments que, dans son entourage, il croyait dépassés depuis longtemps. Il pensait également que la guerre serait longue. « Au moins un an et demi ou deux ans », déclarait-il à sa mère et à moi-même. Nous fûmes toutes les deux très fâchées contre lui : comment pouvait-on être si cruel et cynique alors que chacun savait que la guerre serait finie à Noël ?

Leviné avait prévu que la guerre entraînerait une grave crise mondiale, de profonds bouleversements. Il me livrait parfois son opinion sur ce sujet. Mais, crise mondiale ou bouleversements révolutionnaires, il s'agissait de mots qui, pour moi, étaient vides de sens, et ses prophéties me laissaient froide.

C'est le jour de mon arrivée à Heidelberg, le premier jour de la guerre, que je l'avais revu. Il était venu à mon hôtel pour m'inviter à dîner chez sa mère. Je l'avais à peine reconnu. Rien ne rappelait en lui le martyr de la révolution qu'il avait été auparavant. Son allure était bourgeoise et conventionnelle. Ma déception, ce fut de constater aussi que, manifestement, je lui plaisais. Mes relations avec Olguine me pesaient et je n'étais pas satisfaite de moi. Mais, pour lui, mes sentiments n'avaient pas

changé. Je ne me posais même pas la question de savoir si je l'aimais : je lui appartenais.

Après le repas, il m'invita à monter dans sa chambre pour me montrer quelque chose. C'était une carte postale datée d'avril 1911. Il avait essayé, par les services de déclaration de résidence, de connaître mon adresse, et il avait appris que j'étais partie en Russie. Il me dit qu'il avait conservé la carte parce qu'elle portait mon nom.

Il apparut néanmoins qu'il n'envisageait avec moi qu'une liaison passagère. Une fois encore, je refusai. Il entra dans mes sentiments ce qu'il faut bien appeler un antagonisme de classe. Il vivait dans une villa somptueuse, avec sa mère qui se comportait en princesse, dans un décor comme je n'en avais vu qu'au cinéma. Bien sûr, il était resté fidèle à ses idées révolutionnaires, mais être membre du parti social-démocrate allemand n'était une activité ni héroïque ni romantique. « Je ne deviendrai pas la maîtresse d'un riche petit monsieur », pensais-je avec dépit.

Je n'étais plus la jeune fille d'autrefois, et il ne pouvait comprendre mon attitude. Je lui parlai d'Olguine, je lui dis que je l'avais quitté. Rien ne nous séparait donc plus. Il me reprocha de faire la coquette et fut très fâché contre moi.

Nous nous disputions, mais nous partions chaque jour, main dans la main, nous promener dans la montagne, éprouvant souvent l'un et l'autre combien nous unissait une affinité irrésistible.

Sur ces entrefaites, il passa le conseil de révision, pouvant être incorporé d'un moment à l'autre. Moi, je me préparai à partir pour Berlin, afin de reprendre mes études. On sentait dans l'atmosphère le désir impérieux de profiter le plus possible de la vie. C'était l'époque des mariages précipités, des aventures éphémères. Je finis par céder. Je lui annonçai que j'étais prête à passer trois semaines avec lui à Berlin.

Nous ne parlâmes pas de l'avenir. Il ne me fit aucune promesse. Mais j'eus droit à ma déclaration d'amour. Par une nuit pluvieuse d'octobre, la veille de nous quitter, il me dit : « Dois-je donc me résoudre à prononcer la formule rituelle?... » Jamais auparavant les mots attendus n'avaient franchi ses lèvres, et ce n'est pas sans une étrange difficulté qu'ils lui venaient enfin.

V

A Berlin, il trouva rapidement dans le groupe Spartakus, à l'extrême gauche du parti social-démocrate, des camarades partageant ses idées. Il se lia d'amitié avec des ouvriers, des employés.

Il était l'un des rares intellectuels socialistes allemands à entretenir des relations amicales en dehors du cercle des intellectuels du parti. Entrée moi-même en contact avec les militants de base, je trouvais ces gens tout à fait insignifiants, ignorants. Je ne pouvais comprendre pourquoi il leur accordait tant d'attention. Une employée de bureau nous raconta, par exemple, en long et en large, comment elle s'y prenait pour faire des économies. Elle était si préoccupée par ce problème domestique que je ne parvenais pas à saisir le rapport avec le socialisme. « Une jeune socialiste à ce point obsédée par ses économies !... », dis-je avec dédain lorsqu'elle fut partie.

Leviné me fit alors un long exposé sur la situation des salariés qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail. Or, ce travail, ils pouvaient le perdre ; il leur fallait alors mettre en gage tout ce qu'ils possédaient, jusqu'à leur dernier vêtement convenable, et ils n'étaient même pas sûrs d'obtenir un autre emploi. Ils pouvaient être conduits à s'enfoncer de plus en plus, pour devenir finalement des vagabonds. Dans ces conditions, faire des économies était un symbole de dignité, d'indépendance, qui n'avait rien à voir avec une avarice sordide. Il m'expliqua que la force révolutionnaire de ces gens c'était de répandre les idées révolutionnaires autour d'eux, préparant le terrain pour des

combats futurs. « Il est plus facile de convertir des milliers d'ouvriers qu'un seul intellectuel bien-pensant... »

Grâce à sa grande expérience en matière de propagande illégale, il fut bientôt en mesure de diffuser sur une grande échelle des idées antimilitaristes. Dans ses conférences abordant « la poésie sur le thème de la guerre des origines à nos jours », il expliquait comment le peuple avait toujours détesté la guerre, en appuyant sa démonstration sur un choix magistral de textes tirés d'épopées, drames, ballades, chants et proverbes en langue latine, hindoue, chinoise et russe. Il démontra — ce qui présentait un réel intérêt scientifique — que, dans l'*Illiade*, Thersite, ce personnage communément dénigré, n'avait été rien d'autre, d'après les faits que cite Homère lui-même, qu'un défenseur courageux de la paix à laquelle aspirait le peuple grec.

Leviné, à ce propos, remet également en question la description que fait Homère de la laideur de Thersite, cet homme qui « lou-chait », qui était « boiteux », « bossu » et « chauve ». Selon Leviné, c'était toute la haine d'une classe dominante qui transparaisait dans cette description.

Si, d'après un proverbe anglais, la beauté de quelqu'un réside dans les yeux de celui qui le contemple, pourquoi pas aussi la laideur ? Pendant la guerre, la presse bourgeoise n'a pas décrit Karl Liebknecht lui-même de manière particulièrement flatteuse.

Leviné expliquait à qui profitait la guerre. Il détruisait la légende selon laquelle c'est l'Allemagne qui aurait été attaquée. Il essayait de réveiller le sentiment de solidarité internationale que les gens avaient étouffé en eux. Sous leur titre apparemment innocent, ces conférences échappèrent à la vigilance non seulement de la censure impériale, mais également de la censure des grands manitous de la social-démocratie, qui n'auraient pas toléré ce genre de propos hérétiques s'ils n'eussent été habilement voilés.

Ces conférences constituèrent le point de départ d'un ouvrage intitulé : *Les Peuples et la Guerre*, qui devait servir à la propagande parmi les prisonniers russes. Mais il ne parut pas avant 1918 en Russie, et 1925 en Allemagne.

Jusqu'à son incorporation, en avril 1915, Leviné resta à Berlin. Nous oubliâmes tacitement notre « accord de trois semaines », mais rien ne sembla changer dans ses relations avec moi. Je

n'étais jamais associée à ses projets d'avenir. Il persistait à éviter de nouer des liens définitifs.

C'était une situation qui me causait de l'inquiétude, sans être un sujet de préoccupation très important. Peut-être ne devrait-on pas mesurer « l'amour vrai » en mois et en années, mais d'après les rares moments de plénitude, selon l'apprentissage que l'on fait l'un de l'autre, selon les heures bénies où l'on reste assis côte à côte, et où chacun dévoile à l'autre ses sentiments profonds et ses pensées secrètes.

Il ne servait à rien de parler avec lui de nos relations. Je compris vite qu'il était presque physiquement incapable de dire quelque chose qui ne puisse être immédiatement vérifié par l'expérience. Son honnêteté touchait parfois au grotesque et nous riions souvent tous les deux de son « je ne sais pas », alors qu'il aurait pu facilement, par quelques mots, dissiper mes doutes et mon inquiétude.

Malgré cette situation véritablement comique, son attitude révélait un caractère profondément tendre, infiniment émouvant, bien que difficile à comprendre. Et même les pénibles circonstances de la fin de sa vie, oui, même les journées tourmentées de Munich, n'ont pu effacer ces traits !

« J'irai demain me promener en ville et je pourrai t'accompagner chez ton médecin », m'avait-il dit un soir.

Après l'une des interminables séances du Conseil exécutif, il avait passé le reste de la nuit au palais des Wittelsbach, sur un de ces sofas comme on en trouve en ces lieux et qui sont tellement inconfortables qu'on se demande inévitablement pourquoi les rois s'entouraient de ce genre de meubles. Lorsque je vins le chercher, il pouvait à peine garder les yeux ouverts.

Nous étions assis l'un à côté de l'autre, sans un mot, dans la voiture. Il regardait d'un air fatigué par la fenêtre et semblait être complètement absent. Poussée par le besoin de le sentir plus proche de moi, je lui dis, comme seules les femmes savent le faire :

— Tu ne m'aimes plus, n'est-ce pas ?

— Comment le saurais-je ? répondit-il.

Comment aurait-il pu, d'ailleurs, le savoir !... Comment aurait-

il pu dire quelque chose qui aurait pu, ensuite, se révéler faux, ne serait-ce que l'espace d'un instant?... Dans un transport de joie, je pressai son bras en éclatant de rire. A ce moment, il sembla enfin « savoir », car il se mit à rire avec moi.

Il comprit la nature profonde de nos relations lorsqu'un jour je perdis mon passeport et que je fus placée en détention préventive — pratique très répandue en Allemagne pendant la guerre. Il mit tout en œuvre pour obtenir ma libération, si bien que ma détention ne dura que douze jours, du 2 au 14 décembre 1914. Il « savait », à présent. Dès que je me fus procuré les papiers nécessaires, nous nous mariâmes. C'était le 16 mai 1915.

Durant un certain temps, notre bonheur fut si complet que l'on aurait pu croire que le grand révolutionnaire qu'il était n'avait jamais eu, dans la vie, d'autre but que son épanouissement personnel.

Il s'exprime en ces termes dans une lettre datant de cette époque :

Ma chérie,

... Tout prend maintenant un sens pour moi. Je m'éveille avec toi, je reste avec toi tout le jour, je me couche, mes bras t'attendent avec tendresse et affection. Dès que j'aurai le temps, je descendrai sur les bords du Neckar. Je t'écirai auparavant pour t'indiquer la date de mon arrivée et tu seras à mes côtés. Je te remercierai de m'avoir rendu ma jeunesse, de m'avoir appris à aimer du fond du cœur, avec ardeur et passion, de m'avoir accordé ton affection, la douceur, la tendresse et la chaleur de ton amour.

Je t'embrasse, mon enfant, ma femme, mon trésor, toi qui es tout pour moi.

Je t'appartiens tout entier. Je t'embrasse, moi qui suis ton mari, je t'embrasse de toute mon âme.

Comme nous fêtions ensemble la Saint-Sylvestre de l'année 1915, nous sortîmes sur le balcon pour écouter sonner les cloches et la foule crier de joie. « Nous devrions mourir en cet instant, dit-il, car nous avons atteint un degré de bonheur que nous ne pourrons jamais dépasser. »

VI

Leviné fut incorporé au printemps et employé comme interprète dans la région de Heidelberg, dans un camp réservé aux prisonniers alliés de haut rang.

Son travail était facile. Ayant le droit d'habiter en dehors du camp, il n'avait qu'à s'y rendre chaque jour comme un simple civil. Mais ce travail lui répugna vite. Au nombre de ses obligations, il y avait la surveillance du courrier que les prisonniers envoyaient et recevaient, ce qui faisait de lui le témoin involontaire de la vie privée de ces derniers. Il se figurait être un intrus, et lorsqu'il lui fallait remettre des lettres de caractère intime ou annonçant des nouvelles tristes il ne pouvait souvent regarder le destinataire dans les yeux. C'étaient des ennemis de classe, des militaires qui, en d'autres circonstances, auraient tiré sur lui, ou sur lesquels lui-même aurait tiré. Mais il sut toujours séparer nécessité révolutionnaire et sentiment humanitaire, sans jamais refuser à qui que ce soit son aide ou sa pitié.

Leviné a décrit son expérience des camps de prisonniers dans un long récit intitulé *Lettres que j'ai dû lire*. Mais les censeurs empêchèrent sa publication. Leviné m'expliqua que cette mesure était l'expression d'une solidarité de classe (c'était tout de même un camp d'officiers !) qui persistait entre ennemis, même en état de guerre. Peu de temps après parut dans un journal une série de lettres de soldats, signées sous le vrai nom de leurs auteurs. Leviné avait donc, peut-être, eu raison.

Il ne resta pas longtemps à travailler dans ce camp. Une camarade trop zélée le dénonça : il aurait pu se servir de sa

situation pour espionner au profit de son ancienne patrie ! On le fit surveiller, et c'est moins son dévouement à « sa » patrie que ses idées révolutionnaires qui, au grand désarroi de ses supérieurs, ressortirent de ces recherches. On le congédia.

Ne pouvant résister, comme toujours, au plaisir de goûter une plaisanterie, Leviné demanda une explication.

— Voyez-vous, lui dit le colonel, un vieil homme aimable, nous avons eu connaissance de votre passé révolutionnaire et il nous est impossible de vous maintenir au poste que vous occupez.

— Je ne comprends pas, répliqua Leviné, nous sommes dans une période de trêve politique. C'est l'empereur lui-même qui a déclaré qu'il n'y avait plus pour lui de partis, mais uniquement des Allemands.

— Je sais, mais il y a socialistes et socialistes. Certains sont attachés au bonheur de leur patrie et soutiennent totalement notre effort de guerre. Mais vous rêvez, vous, au bonheur universel. Vous pensez à l'humanité entière — voilà ce qui est très dangereux.

C'est ainsi qu'on résout un difficile problème politique en un tournemain. Leviné avait satisfait son goût de l'humour.

Celle qui l'avait dénoncé était une vieille amie de la famille. C'était Leviné qui l'avait convertie au socialisme, et elle ne connaissait que trop bien ses rapports avec sa « patrie » tsariste. Mais elle éprouvait une fierté manifeste de sa « vigilance », et il est caractéristique, pour l'état d'esprit qui régnait alors en Allemagne, qu'il ne se trouva, dans le cercle de ses connaissances, qu'une seule personne pour se scandaliser de la trahison d'un vieil ami.

Ce fut pour nous un coup terrible. Son service au camp de prisonniers laissait à Leviné beaucoup de liberté, de loisir pour se consacrer à ses activités d'écrivain et subvenir à nos besoins. C'est sur cette sécurité précaire que nous avons construit notre mariage.

A nos difficultés s'ajoutait le fait que la mère de Leviné me marquait une opposition systématique. Elle avait essayé d'empêcher notre mariage avec une fermeté égale à l'énergie qu'elle avait déployée pour obtenir la libération de son fils. Elle déclara

en fin de compte : « Je te mets en garde. Si tu ramènes ta femme à Heidelberg, tout est fini entre nous. »

Elle me rejetait soi-disant pour des « raisons morales ». Elle connaissait mes relations avec Olguine, relations qui, à son avis, faisaient de moi une « dépravée », bien qu'elle estimât Olguine plus que son propre fils. Contrairement à la morale établie, notre mariage ne suffisait pas, à ses yeux, pour me rendre mon honneur. Elle interdit à tous ses amis et parents de me recevoir, ce qui fit de moi, dans cette ville relativement petite, une sorte d'étrangère exclue de la société.

Lorsqu'elle apprit que notre mariage était imminent, elle réagit en vraie mère. Elle se contenta de mettre son fils en garde devant les difficultés qui l'attendaient. Leviné m'envoya le télégramme suivant :

Heidelberg, le 3-4-1915. Mère m'apprend hier que tout pourrait encore s'arranger... Dors bien, ma chérie.

Mais elle fit ensuite une découverte pénible : son fils pouvait m'écrire des lettres, tous les jours s'il le voulait. Elle n'avait droit, elle, qu'à des coups de téléphone ou des télégrammes. Aucune prière (pas même, plus tard, les miennes), aucun reproche ne purent y changer quelque chose. « Je n'arrive pas à écrire une lettre », lui avait-il toujours dit. S'il pouvait néanmoins en écrire, il ne l'aimait pas assez pour se forcer. C'est cette pensée qu'elle ne pouvait supporter.

L'attitude de sa mère réveilla en lui le triste souvenir d'une lutte interminable ponctuée d'incessantes disputes.

L'opposition entre la mère et le fils avait commencé très tôt. Le caractère autoritaire de la mère décontenançait l'enfant délicat qui réagissait à sa manière. Lorsqu'elle le chassait d'une voix impérative de la pièce où elle se trouvait, il s'éloignait en faisant exprès de traîner jusqu'à ce qu'elle perdit patience et le poursuivit pour le corriger. Elle l'entendit une fois murmurer entre ses dents : « Si j'étais la mère et si elle était ma fille, je l'aurais jetée par la fenêtre. » Elle n'en avait pas été troublée. Il n'était pas répréhensible à ses yeux d'exprimer ses intentions en respectant les règles de la bienséance.

Un jour, alors que le jeune garçon avait sept ans, la coupe déborda : il décida de s'enfuir. Ils habitaient leur résidence d'été.

Il alla trouver le cocher de sa mère et lui demanda de le conduire à Saint-Pétersbourg, chez Sacha, la cuisinière. La mère ne fit rien pour rassurer l'enfant. Elle ordonna au cocher de faire comme s'il accédait à la prière de Guénia, de l'emmener pour un petit tour, et de le ramener ensuite à la maison. L'enfant, désespéré, se retrouva soudain face à sa mère qui n'hésita pas à le corriger sévèrement.

C'est elle-même qui me parla de cet incident et de la punition qu'elle avait infligée à son fils — persuadée de n'avoir fait que son devoir et de n'avoir rien à se reprocher.

En refusant de se lever le lendemain, l'enfant voulait peut-être se rebeller à nouveau. C'est la gouvernante qui dut le tirer du sommeil, l'habiller et l'envoyer à l'école. Mais sa mère n'en fut guère préoccupée, dans la mesure où elle n'était pas elle-même directement concernée.

Sa sœur et lui avaient le droit de prendre une voiture pour aller à l'école. Mais il était parfois si long à se préparer que sa sœur ne pouvait l'attendre. Il devait alors puiser dans son argent de poche pour prendre une autre voiture. Sa mère trouvait très amusant d'apprendre qu'il doublait ainsi parfois sa sœur sur le chemin de l'école.

Elle recourut aux châtiments corporels jusqu'à ce que son fils eût atteint l'âge de dix-sept ans et se décidât à ne plus supporter ces brimades. Il prit un jour ses mains entre les siennes et lui dit : « Je ne te lâcherai pas avant que tu ne m'aies promis de renoncer à cela. »

Son beau visage se déforma sous la colère et elle cria : « Tu en es donc arrivé au point de frapper ta propre mère ? »

Leviné me raconta que cette scène pénible avait duré presque une demi-heure et que chaque seconde lui avait semblé une éternité. Sa mère finit par s'effondrer et éclater en sanglots. Il sut alors qu'elle avait cédé et n'insista plus pour obtenir sa promesse. Cet incident le marqua profondément. Longtemps après, le récit qu'il en faisait avait encore des accents tragiques.

Elle essayait de le modeler à l'image de son père, mais, plus elle lui reprochait de ne pas soigner ses vêtements avec autant de minutie que son père, plus Leviné les négligeait de manière presque puérile. Lorsqu'il était encore enfant, elle lui mettait souvent des vêtements de soie blanche et l'éternelle mise en garde

« Guénia, fais donc attention ! » lui fit détester autant la couleur que l'étoffe. « Si tu habillais un jour nos enfants en blanc, me disait-il pour plaisanter, ce serait pour moi un cas de divorce. »

Dans l'élégante maison régnait toujours une atmosphère orangeuse. Sa mère ne perdait jamais une occasion de le blâmer pour le désordre qu'il laissait volontairement s'installer dans les pièces qu'il occupait.

Lorsque j'étais invitée à manger chez eux, j'assistais souvent au dialogue suivant :

— As-tu besoin de quelque chose, Guénia ? lui demandait très aimablement sa mère.

— Non merci, mère, lui répondait-il sur un ton glacial et affecté.

Le dialogue était chaque fois si conventionnel que j'avais peine à cacher mon étonnement. Un jour, après avoir prononcé une formule de politesse du genre : « Je sais bien que je ne devrais pas m'immiscer dans vos affaires de famille », je demandai :

— Pourriez-vous m'expliquer comment une question formulée si gentiment entraîne une réponse aussi agressive ?

— Vous avez raison, Rosa Nissanovna, répliqua-t-elle, vous n'avez aucun droit qui vous autorise à vous mêler des affaires des autres.

Plus tard, lorsque j'eus conquis ce droit, Leviné m'expliqua : « Elle m'offrait des choses dont, de toute façon, je disposais déjà ; mais elle faisait un esclandre lorsque je cueillais par exemple quelques fleurs de "son" jardin... »

Dans cette dure et longue lutte qui l'opposa à sa mère, il perdit même toute mesure, jusqu'au sens le plus élémentaire de la dignité.

Il me dit un jour : « Suppose que je sois en train de manger une pomme et qu'elle menace de se jeter par la fenêtre si je ne cesse pas immédiatement : que ferais-tu à ma place ? »

C'était, certes, une bonne illustration du caractère autoritaire de sa mère, mais il fut surpris lorsque je répondis :

— Je jetterais immédiatement cette pomme ridicule.

— Tu penses donc que je n'ai même pas le droit de manger une pomme ?

— Si ça l'agace... c'est un bien petit sacrifice...

Nous reprenions toujours cet exemple. C'est seulement lorsqu'il fut séparé depuis des années de sa mère qu'il me donna raison.

Bien qu'elle ait livré un combat héroïque pour obtenir sa libération, il était persuadé qu'elle ne l'aimait pas vraiment, et il désirait ardemment connaître la chaleur d'un amour maternel sincère. Il était caractéristique qu'il ne se lassât point de souligner la tendresse et l'affection de mes lettres, sentiments dont pourtant sont empreintes, par définition, toutes les lettres d'amour.

Mais il serait plus juste de dire que c'est elle qui ne pouvait le souffrir. Il n'avait aucune qualité qui lui plût. Elle attendait de lui qu'il relevât la fortune de la famille et ressentait ses idées révolutionnaires comme une offense personnelle : « Les moujiks te sont plus chers que ta propre mère », se plaignait-elle avec amertume.

Quant à lui, il était convaincu qu'il n'aimait pas sa mère. « Je n'ai pas besoin de ta pitié, m'assura-t-il après sa rupture avec elle, je ne l'aime pas et je ne souffre pas. » Il lui était cependant plus attaché qu'il ne voulait se l'avouer et ne parvenait pas à se libérer de l'influence qu'elle avait toujours exercée sur lui.

Un épisode anodin de sa prime enfance permettra peut-être d'éclairer ces sentiments ambigus.

Il était comme fasciné par la beauté de sa mère. Très imaginaire, un jour qu'il la vit vêtue d'une robe de velours noir avec une longue traîne, il s'écria : « Comme tu es belle, maman ! Tu es une vraie princesse !... » Et, sans doute pour se rapprocher d'elle, il poursuivit : « Est-ce que je peux jouer à la diligence sur ta traîne ? »

Qui sait ce que Freud aurait pu conclure de cet épisode ?

Pour un homme qui n'attachait aucune importance à la propriété, il était étrange qu'il insistât pour que je mette tout sous clé et qu'il formulât des exigences peu compatibles avec les conditions matérielles dans lesquelles nous vivions. Il avait également fait son profit d'une « technique » de la dispute qui consistait à prononcer des paroles injustes et blessantes et à poursuivre la querelle, même lorsque le prétexte de celle-ci était depuis longtemps oublié.

Son esprit chevaleresque lui interdisait de me laisser préparer son linge sale pour la blanchisserie : il insistait pour le faire lui-même. Mais il ne m'épargnait pas la corvée de nettoyer ses vêtements négligés.

Il eût été dangereux de lui faire des remontrances, elles lui auraient rappelé sa mère. Si on lui affirmait qu'en cette période de guerre un brossage trop énergique pour faire disparaître une tache rebelle nuirait considérablement au bon état de son dernier costume, on recueillait le plus entendu, le plus charmant et le plus gêné des sourires — sans autre réponse.

J'avais mes propres idées sur le mariage. Elles excluaient semblables escarmouches. Elles n'étaient pas non plus compatibles avec sa propre conception de ce qu'il appelait « les marques de respect et de sympathie » dans les relations conjugales. Elles étaient tout à fait inconciliables avec cette délicatesse et cette sensibilité que j'admiraient tant chez lui et qui, me semblait-il souvent, soulignaient ma gaucherie et mon infériorité.

Mais il ne m'a jamais non plus tenu rigueur ou « fait payer » mes sautes d'humeur.

Un jour que nous visitâmes une vieille église, avec ses peintures, ses objets sacrés, ses chasubles... il me prit soudain la main et m'entraîna au-dehors. C'était la musique d'orgue qui l'avait fait fuir. « Je ne peux pas supporter cela, me dit-il, leur dieu est un dieu de menaces, de châtements ! » Toute forme de vengeance ou de punition lui répugnait.

VII

Leviné fut muté à Karlsruhe pour suivre un stage de formation. Il n'appartenait plus désormais à la réserve de l'armée territoriale. Il n'était pas exclu qu'il partît bientôt au front. Tous mes projets pour subvenir aux besoins du ménage furent réduits à néant. J'étais enceinte, ce qui entraînait chez moi des malaises extrêmement difficiles à supporter.

Incapable de travailler, sans foyer, je ne voyais d'autre solution que de me faire avorter. Mais Leviné n'était absolument pas de cet avis.

Son origine sociale jouait certainement un grand rôle dans son attitude insouciante face aux problèmes pratiques. Il avait toujours disposé, dans les situations difficiles, de l'argent dont il avait besoin, et, même s'il n'avait jamais pensé à réclamer sa part de la fortune familiale, il n'avait non plus jamais pensé à y renoncer. Il va de soi qu'il n'envisageait ou n'évoquait aucune issue de ce genre, mais il n'avait aucune autre solution à proposer. Nous nous disputions âprement.

Les diverses lois répondant au mot d'ordre « L'empereur a besoin de soldats » rendaient impossible un avortement dans une petite ville comme celle où nous vivions. Je décidai de tenter ma chance à Berlin.

Mais Leviné n'avait pas renoncé à garder cet enfant et il m'écrivit le 14 décembre 1915 :

Il faut que je te prie une fois encore de repousser cet acte affreux que tu projettes. La nuit dernière et

la journée d'aujourd'hui nous ont montré à tous les deux que malgré tous les malentendus, malgré toutes ces choses pénibles qui n'auraient pas dû se produire, nous sommes, malgré tout cela, si proches l'un de l'autre et unis par un sentiment si profond et si fort que nous avons encore beaucoup de bonheur à partager.

Plus tôt tu abandonneras ton projet et plus tôt ces sentiments reprendront le dessus, et ton voyage à Berlin te permettra de te reposer de toutes tes épreuves. Je t'embrasse de tout mon cœur, ma chérie, et j'espère te revoir dans dix jours de nouveau gaie et joyeuse, dans l'attente de notre nouveau bonheur.

Il m'écrivit dans une autre lettre :

... J'étais heureux, ma chérie. Je pense, avec encore des larmes dans les yeux, au moment où je t'attendais à la gare, à ces heures que nous avons ensuite passées l'un à côté de l'autre, dans « notre » fauteuil.

Je revois tout comme si cela s'était passé hier : notre réveil le matin, nos soirées, nos journées et nos nuits ensemble.

S'il y eut certes des moments difficiles, nous avons aussi connu de nombreux moments de bonheur. Je sais bien que les jours et les heures qui ont précédé ton départ n'étaient pas de bon augure, et cependant nous étions heureux.

Je t'ai télégraphié aujourd'hui que j'arriverai la semaine prochaine. Je ne sais pas encore combien de jours (deux ou peut-être trois ou quatre, ce qui serait merveilleux) je pourrai soutirer au commandant.

Il me suivit à Berlin.

Il obtint une assez longue permission, conclut des arrangements avec des agences de presse et des journaux pour la publication d'articles et de récits. Notre situation s'améliora... Finalement, je cédaï.

La routine de la vie militaire n'était pas particulièrement favorable à l'activité littéraire. Leviné travaillait, en outre, comme

interprète dans les procès des prisonniers de guerre. Les délits jugés allaient du simple chapardage, ou refus d'obéissance, jusqu'au viol. Les délinquants, qui étaient en majorité analphabètes, ne pouvaient même pas expliquer leur cas, et il fallait chaque fois beaucoup d'habileté pour établir la vérité des faits.

On lui avait, à l'origine, confié ce travail pour couper ses relations avec son régiment et le dissuader de faire de la propagande révolutionnaire. Mais il fut bientôt très apprécié dans les tribunaux et sans cesse envoyé d'un endroit à un autre. Ce surmenage devait à ce point ruiner sa santé que les autorités se virent contraintes, dès 1916, de le libérer de ses obligations militaires.

Il passait ses rares moments de loisir dans les bureaux de l'armée pour obtenir des laissez-passer et venir me voir quelques heures, après d'interminables voyages dans les trains militaires. Il n'arrivait parfois que très tard le soir et devait déjà repartir en pleine nuit pour attraper le premier train et rejoindre son poste. Il n'avait pratiquement pas le temps de travailler sérieusement, surtout lorsque se précisa la menace d'être envoyé au front. A la fin du mois de mai 1916, trois mois avant mon accouchement, il écrivit à une nièce :

... Je pars après-demain pour la Belgique. J'ai encore le faible espoir de pouvoir (sur la requête de l'université) rentrer dans une ou deux semaines... Si cela n'est pas possible... je serai à plus ou moins brève échéance envoyé au front.

C'était une lettre pathétique, dans laquelle il priait la jeune fille (qui habitait Wiesbaden et qui était complètement sous la domination de sa grand-mère et de ses deux tantes) de m'aider comme « une sœur et amie ». Il n'envoya jamais cette lettre. Leviné était trop réaliste pour se bercer d'illusions. Il savait parfaitement ce qu'il pouvait attendre de chacun.

Cette lettre ne fait que refléter son désespoir, tandis qu'il m'écrivait à moi : ... « je n'ai cessé tous ces jours derniers de penser à toi et j'ai beaucoup de peine de devoir te laisser ainsi souffrir toute seule »...

Il lui fut par bonheur épargné d'être envoyé au front : il fut considéré comme faisant partie du « personnel en surnombre ».

A la suite d'une demande émanant de l'université, il fut transféré à Heidelberg, en tant que chargé de cours de russe. Mais il n'était pas encore libéré de ses obligations militaires et les conférences qu'il donnait ne rapportaient pas assez pour nous permettre de vivre.

C'est de manière tout à fait inattendue que nous reçûmes enfin quelque argent : un émissaire envoyé par la mère de Leviné vint nous trouver pour nous dire combien elle souffrait à la pensée que son fils était dans une situation difficile. Elle offrait de lui verser une rente mensuelle ou, s'il le désirait, une somme globale pour toute la durée de la guerre. Réflexion faite, elle préféra en fin de compte lui donner une rente mensuelle, mais ses relations avec son fils ne devinrent pas meilleures du jour où il lui rendit visite chaque mois. Leurs rapports devinrent, au contraire, tendus et réservés.

C'est également de manière tout à fait détachée qu'il annonça à sa mère la naissance de notre enfant :

Clinique de l'université, le 21 juin 1916.

Chère mère,

Ma femme vient de me donner un petit garçon, je te l'annonce car j'ai pensé que cela t'intéresserait peut-être de connaître la nouvelle.

Bien à toi,

Guénia.

Il essaya néanmoins de se réconcilier avec elle, en allant la voir.

— Mère, ma femme vient de me donner un enfant.

Silence.

— Tu ne me félicites pas ?

— Il y a donc eu une naissance ?

Ce qui pouvait signifier, au fond, que l'enfant n'était peut-être pas le sien.

L'appartement que nous avions trouvé était infesté de puces. Nous ne pouvions y rester. L'une des rares femmes serviables que je connaissais alors eut pitié de moi et nous offrit asile momentanément. Nous dûmes nous contenter, tout le temps de notre

mariage, de ce genre de solution provisoire. Notre enfant avait quatre semaines que nous avions déjà déménagé deux fois.

La recherche d'un logement devint pour nous le problème principal. Nous sûmes bientôt ce que représente le fait de partager une cuisine avec d'autres locataires en temps de guerre, lorsque le gaz, le charbon et autres produits sont rationnés. Nous devions déménager en moyenne tous les deux mois ; nous avons fini par ne même plus déballer les lourdes caisses contenant les livres, les manuscrits, les coupures de journaux, bref, tout ce dont a besoin un homme politique, un écrivain ou, plus généralement, un homme cultivé.

C'est l'incapacité de Leviné à vaincre la routine quotidienne qui soulevait le plus de problèmes. Les habitudes prises par fierté avait laissé des traces. Il lui était particulièrement difficile de se lever tôt le matin, et il était de toute façon incapable de s'adapter aux circonstances. Il n'avait également jamais appris à respecter des horaires de travail. Mais il pouvait toujours, d'une certaine manière, se le permettre. Ses collègues de l'université racontaient avec un certain étonnement que lui étaient épargnés ces trépi gnements des pieds avec lesquels les étudiants avaient l'habitude de protester contre les autres retardataires.

Plus étonnante encore était la mansuétude des autorités du camp militaire. Leviné avait le droit d'habiter en dehors de l'enceinte du camp et n'avait qu'à se présenter à l'appel le matin juste avant l'arrivée de son supérieur direct. Mais il ne parvenait même pas à satisfaire à cette modeste obligation. Il arrivait au contraire toujours le dernier et tombait parfois sur le commandant de la place, un vieux colonel qui n'était astreint à aucun horaire fixe.

Mais personne ne songeait à le punir ou même seulement à lui retirer ses privilèges. Le soldat libéré de ses obligations jouissait d'un statut d'exception. Le colonel était lui-même surpris de l'indulgence incroyable dont il faisait preuve. « Je ne voudrais rien faire qui soit susceptible de causer du souci à votre pauvre femme... », donnait-il comme raison pour justifier son attitude.

Lorsqu'il commença à diriger son séminaire de russe, ses étudiants, qui étaient pour la plupart des gens d'âge moyen et dont certains étaient des personnes de qualité, connurent ce même genre de problèmes avec lui. Mais ils firent preuve, à son égard,

de la même mansuétude patiente. Il lui arrivait parfois, surtout peu de temps avant mon accouchement, de ne même pas les prévenir de son absence et de les laisser attendre vainement.

Je trouvais présomptueux d'imaginer qu'ils continueraient à suivre ses conférences, mais tous revinrent, en plus grand nombre encore. Certains lui écrivirent personnellement pour le remercier du plaisir de pouvoir écouter ses cours. Il riait lorsque j'improvisais devant lui des lettres que, moi, je lui aurais écrites. Mais, si l'on fait la queue pour assister à une bonne pièce de théâtre, pourquoi ne la ferait-on pas pour écouter une conférence de qualité ?

Après qu'il eut été libéré de l'armée en raison de son état de santé, il travailla à l'office de surveillance des prix. Fidèle à lui-même, il ne respecta jamais les heures de bureau, bien que chacun se plaignît des désagréments qu'occasionnait parfois son absence.

« On ne peut pas le traiter comme les autres », soupiraient ses victimes.

« On n'a pas le *droit* de le traiter comme les autres », entendis-je un jour dire avec désespoir un jeune ouvrier. Cela se passait à Munich, à l'occasion de l'une des dernières assemblées des conseils d'entreprise, au moment où la politique de Leviné était violemment attaquée. (Le jeune ouvrier ne savait pas qui j'étais — je n'avais pas accès à ce genre d'assemblée, mais je m'y introduisais toujours clandestinement pour apercevoir mon mari. Je me cachais toujours dans le coin le plus reculé de la salle, car il n'aurait pas toléré ce genre d'initiative.)

Il était « autrement » que les autres. Les gens le sentaient, surtout les humbles et les purs.

Leviné s'habitua à ces traitements de faveur et ne voyait aucune raison pour changer son mode de vie. Les conséquences en avaient toujours été insignifiantes. Il ne commença à en ressentir les effets néfastes que lorsqu'il eut trente-deux ans. Toutes mes exhortations ne servirent à rien. Je n'avais pas le droit d'être méchante avec lui, ni même de mauvaise humeur. « Cela paralyse mon énergie et réduit ma capacité de travail », répétait-il constamment. Ce qui revenait, dans les conditions données, à une sorte de chantage.

La date de son anniversaire approchait. Je voulais faire de

ce jour un événement, dans la mesure où c'était le premier anniversaire que nous fêtions ensemble. Je mis tout en œuvre pour me procurer des articles très précieux, comme des chemises, des sous-vêtements et — chose plus importante encore — des chaussettes. Sa peau extrêmement sensible ne pouvait en effet s'habituer aux chaussettes reprises en maints endroits, obstacle supplémentaire qui l'empêchait de se lever de bon matin. Sous la haute direction de notre logeuse, je fabriquai mes premiers gâteaux. Tout était prêt pour la grande fête. Je lui proposai même de prendre une journée de congé, mais cela n'était pas possible car il avait des affaires importantes à régler. Nous pourrions cependant nous lever très tôt et nous promener sur le chemin de son bureau, en passant par le Jardin zoologique et l'avenue Sous les Tilleuls *. C'était au printemps, le 10 mai 1917.

Je me levai donc plus tôt que de coutume pour m'occuper de notre enfant et dresser la table du déjeuner avec quelque appareil.

« Ne sors pas avant que tout soit prêt. Attends que je vienne te chercher. » Il rit de mon agitation et se montra à la fois ému et amusé lorsque, pour rompre avec le rite habituel, je lui tendis avant tous les autres cadeaux une paire de chaussettes.

« Tes pieds ne te feront pas mal aujourd'hui. »

Je me préparai, habillai notre enfant, mis la table et, rayonnante de joie, ouvris la porte dans l'attente de sa surprise. Il n'était pas encore habillé. Il était assis sur le bord du lit, abîmé dans ses pensées, une chaussette à la main. Je ne peux aujourd'hui m'empêcher de sourire au souvenir de ce spectacle. Mais à l'époque j'ai cru que c'était de sa part une marque de mépris à l'égard de tous mes efforts et je me sentis profondément humiliée. Je fondis en larmes, avant d'être envahie soudain par un besoin absurde de « vengeance ». Je devais fêter mon propre anniversaire la semaine suivante et je me promis de lui gâcher son plaisir comme il m'avait gâché le mien. Je m'écriai :

« Je n'ai pas besoin qu'on fête mon anniversaire. N'essaie pas, ou je quitte la maison ! »

Ah, s'il avait pu, alors, prononcer un seul mot raisonnable !...

* *Unter den Linden.*

Le mal aurait été facilement réparé par un compromis et notre petite fête aurait été sauvée. Mais il prétendit qu'il ne pouvait se permettre, précisément ce matin-là, d'arriver en retard à son travail.

Et finalement il ne sortit même pas, ni ce jour-là ni le lendemain. Je ne sais plus combien de temps dura le calvaire.

C'est à moi que revenait, évidemment, la faute. Quoi qu'il fit, je ne devais pas me montrer méchante avec lui... Il ne pouvait le supporter, son énergie et sa capacité de travail s'en trouvaient paralysées...

Son horreur profonde de tout ce qui pouvait ressembler à un reproche ou même à une désapprobation, aggravée par un état nerveux très fragile, lui faisait perdre la tête. Il m'avait très tôt appris à m'accommoder gaiement de toutes ses habitudes exigeantes. « Sois gentille, douce, aimable » (ce qu'en russe on entend sous le mot *laskodïa*), tel était le leitmotiv de toutes ses lettres. Ces prières instantes m'ont toujours déconcertée, même s'il se montrait en même temps ravi de mon « amabilité ».

Dans le but de me faire apprécier le petit nom très peu flatteur d'Oslïk, ou Petit Ane, qu'il m'avait donné, il dénichait un nombre considérable d'images et de citations pour me prouver ma ressemblance avec cet animal si « doux » et si « gentil ».

Ce n'est que plus tard que je compris tout ce que la formule « Sois gentille et aimable » impliquait pour moi de sacrifices inhumains.

Il est significatif que son désir d'être accepté sans aucune restriction se limitât exclusivement à sa vie familiale. Je ne connais personne d'autre qui eût accepté comme lui, avec une telle élégance naturelle, les critiques, les reproches, les observations. Leviné avait écrit beaucoup de récits sur la vie des ouvriers. La plupart d'entre eux étaient, selon moi, mièvres et sans originalité, et lorsque, plus tard, le parti communiste s'acharna à publier le moindre petit bout de papier qui portait sa signature je menai un véritable combat contre lui, et contre la propre sœur de Leviné, pour empêcher que l'on fit d'un grand révolutionnaire un écrivain de second rang.

Je parodiais parfois devant lui les passages les plus empreints de sensiblerie et les lui déclamais sur le ton emphatique des

mauvais acteurs. Cette plaisanterie l'amusait toujours beaucoup et n'éveillait pas chez lui la moindre mauvaise humeur.

Il n'accordait aucune importance au succès et à la popularité. Il n'en avait pas besoin, car tout le monde l'appréciait. Il était à Heidelberg le seul, pour autant que je sache, à renverser les barrières de la hiérarchie universitaire.

Le jour de mon anniversaire, il répara tous ses torts. Il avait prévu quelque chose pour chaque heure de la journée, il me combla de cadeaux (sans trop insister, dans la mesure où j'avais interdit qu'on préparât une « fête »), et me donna, avec délicatesse et fantaisie, tant de preuves d'amour que ce jour reste gravé pour toujours dans ma mémoire.

Je pouvais bien faire des gâteaux et dénicher d'introuvables chaussettes, tout cela était pauvre et maladroit en comparaison de son tact et de sa délicatesse. J'avais encore beaucoup à apprendre, et j'étais prête à me charger de tous les fardeaux.

VIII

Le souffle de la révolution russe eut une influence directe sur notre vie privée en nous ouvrant de nouvelles perspectives et en balayant nos querelles d'un coup de baguette magique.

Leviné avait utilisé le loisir offert par sa convalescence après son incarcération en Russie pour écrire un livre sur le tsar, livre qui était destiné aux riches familles russes vivant à l'étranger. L'ouvrage était écrit en russe et son style était parfaitement adapté au goût du public. Pour allécher les lecteurs, Leviné avait donné à chaque chapitre un sous-titre ronflant, tel que « Lune de miel » ou « Magie de la valse », etc.

Mais il décrivait, derrière cette façade, la fin rapide de la libéralisation du régime, pourtant tant attendue, et racontait la célèbre affaire Khodynka, où la bonne société dansait tandis que dix mille sujets du tsar trouvaient la mort en prenant d'assaut, dans un accès de folie, les colifichets qu'on leur avait promis, en souvenir du couronnement. En embellissant certaines choses, Leviné pouvait faire avaler aux lecteurs quelques solides vérités sur le tsarisme. Le livre remporta un succès considérable et connut sept rééditions en moins de deux ans.

Leviné promit aux éditions Malik, qui se montraient fort intéressées par un ouvrage antitsariste, d'écrire un autre livre en l'espace de quelques mois. Il ne voulut pas cette fois se laisser estamper et obtint des conditions si favorables qu'elles auraient pu nous libérer de tout souci et lui permettre de se consacrer entièrement aux problèmes posés par les grands événements à venir.

Il ne devait pas en être ainsi. Il élabora un plan précis : autant de chapitres, autant de pages par heure. Il engagea un sténographe. Je me mis moi-même à la recherche de sources d'informations inédites et fouillai les bibliothèques pour retrouver journaux et revues.

Il sous-estimait malheureusement l'ampleur de la tâche (traiter en un seul ouvrage douze années de tsarisme) comme il sur-estimait ses capacités physiques (c'était tout de même un invalide que l'armée avait renvoyé dans ses foyers). Son manque d'auto-discipline joua également certainement un rôle. Il repoussait toujours plus loin la limite de remise du manuscrit, et lorsque la situation devint trop intenable il n'écrivit même plus à la maison d'édition. Son charme, cette fois, n'opéra pas. Lorsqu'enfin je téléphonai à l'éditeur pour excuser le retard, on me répondit sur un ton sec que tout était désormais définitivement fini : « Votre mari peut encore être content de s'en tirer à si bon compte. Nous renonçons à le poursuivre pour rupture de contrat. Rien d'autre. »

Il y avait néanmoins à l'inflexibilité de l'éditeur une raison très sérieuse que Leviné n'avait pas prévue. Il avait découvert beaucoup de choses sur les activités politiques de Leviné et ne voulait à aucun prix associer son nom ou sa maison à ce qui — comme il le soupçonnait à juste titre — serait en contradiction avec ses propres conceptions. Il fut ainsi heureux de saisir l'occasion d'annuler le contrat*.

Notre rêve doré s'évanouit pour laisser place à de nouvelles difficultés pressantes. La secrétaire nous menaça de nous poursuivre en justice et il nous fallut régler des dettes urgentes.

Le manuscrit se perdit au cours de nos longues pérégrinations. Il fut vraisemblablement détruit, avec d'autres documents importants, par une de nos logeuses, quand elle apprit, après la Semaine sanglante, au début du mois de janvier 1919, qu'un de ses locataires était recherché par la police.

Je trouvai, quant à moi, une place de comptable, bien que

* On peut se demander si Rosa Meyer-Leviné ne fait pas ici une confusion : les éditions Malik, en effet, ont été fondées par Wieland Herzfelde et son frère John Heartfield en 1917. C'était une maison d'édition d'extrême gauche, et l'orientation donnée par Leviné à son livre aurait plutôt satisfait son directeur !

je misse longtemps à faire la différence entre débit et crédit. A cette époque-là, les gens avaient un faible pour les « dames » (n'avais-je pas le titre de docteur ?) qui étaient obligées de travailler, et mon chef m'assura : « Il y a dans votre service beaucoup de jeunes filles qui ont une bonne expérience du métier ; je vais les prier de vous aider. »

Il nous fallut placer notre enfant dans une crèche. C'était la première fois que nous étions séparés de lui. Une lueur de bonheur éclaira, cependant, la grisaille de notre vie. Leviné, en homme galant, m'accompagnait chaque jour à mon travail, deux heures avant de prendre son propre service. Pour la première fois de sa vie, il se trouvait régulièrement et longtemps à son bureau, devant ses collègues. Pour la première fois également, il n'éprouvait plus de peine à se lever ; les quelques heures que nous passions ensemble dans la matinée étaient pleines de gaieté, animées par ses plaisanteries sur son « héroïsme ». Il semblait guéri de ses vieilles habitudes. Son esprit chevaleresque fut payé d'une récompense matérielle : il reçut une augmentation de salaire non négligeable. Nous pûmes alors payer nos dettes, et l'avenir nous parut moins sombre.

Un incident stupide mit fin à cet espoir. Je reçus un objet volumineux sur la tête. On me ramena chez moi tout ensanglanté. Longtemps, il me fut impossible de travailler.

Il se révéla, en cette circonstance, que Leviné n'était pas vraiment guéri de ses anciennes habitudes : dès le lendemain, il arrivait en retard à son travail. Les plaintes réitérées, de plus en plus pressantes, de ses employeurs n'eurent aucun effet. Il finit par perdre sa place.

Une amie me promit de me prêter de l'argent, et une famille de Hambourg m'offrait de nous loger, mon enfant et moi. J'acceptai sans hésiter. Leviné n'essaya pas de s'y opposer.

Mais le projet échoua. Mon amie se ravisa pour son prêt. Et la famille de Hambourg revint sur sa décision. Je dus repartir pour Berlin, chercher un autre emploi. De nouveau, il fallait envoyer notre fils à la crèche.

Leviné avait trouvé du travail dans un journal, à Solingen. C'était, pour notre couple, une rupture en prévision. Je lui écrivis : « Tu pars donc pour Solingen. Il est hors de question

que je t'accompagne. Je te préviens, au cas où tu chercherais une crèche. La situation en restera là pour longtemps. »

Mais nous ne pouvions nous séparer. Il abandonna son projet d'aller travailler à Solingen. Nous vivotâmes tant bien que mal. Et là-dessus notre fils tomba malade.

Par chance, je trouvai un appartement dans la banlieue de Berlin. Je rencontrai aussi une jeune fille qui voulait bien s'occuper de l'enfant. Et nous emménageâmes.

IX

Nous étions au printemps 1918. Encore une fois, la révolution russe allait éclairer notre vie.

La première ambassade soviétique s'installa à Berlin et nous engagea tous les deux : Leviné comme conseiller auprès de l'ambassadeur pour les affaires allemandes, et moi comme interprète. Le fait de collaborer, dans une atmosphère amicale, avec des gens qui partageaient les mêmes idées que lui, eut un effet miraculeux sur la santé de Leviné et sur sa manière de travailler. Disposant d'une plus grande liberté de manœuvre, il pouvait désormais être toujours « ponctuel ». Il lui arrivait de plus en plus souvent de quitter la maison le matin sans même prendre le temps de déjeuner, et les voisins s'étonnaient de la vitesse avec laquelle il courait pour attraper le train.

Leviné entra à l'ambassade en tant que membre du parti social-révolutionnaire (du moins s'imaginait-il appartenir encore à ce mouvement). Les menées conspiratrices des sociaux-révolutionnaires, qui impliquaient le terrorisme individuel, avaient autrefois séduit le jeune idéaliste qu'il était.

Profondément inquiète à la pensée de vivre à côté d'un criminel en puissance, je ne cessais de lui demander : « Pourrais-tu véritablement commettre un meurtre ? Comment pourrais-tu justifier un tel acte ? » Il essaya de me faire admettre ses conceptions en prenant l'exemple de l'amour que je portais à ma plus jeune sœur :

— Crois-tu que je devrais rester impassible si elle était violée sous mes yeux ? Ne devrais-je pas abattre le criminel ?

— Si, bien sûr, répondis-je troublée.

C'est ainsi que Leviné, qui était alors un marxiste convaincu et qui, depuis des années, luttait au sein du mouvement socialiste allemand, tentait de justifier ses erreurs de jeunesse.

L'une des raisons pour lesquelles il ne voyait pas pourquoi il reviendrait sur son appartenance politique tient peut-être au fait que l'Allemagne était pour lui éloignée de la Russie ; une autre raison pour laquelle il croyait être un social-révolutionnaire tient peut-être aussi au fait que les socialistes d'Europe occidentale sous-estimaient la question agraire, question à laquelle le programme social-révolutionnaire accordait une importance capitale.

La révolution de février 1917 avait amené le parti de Leviné en position de force. Les discours de Kérénsky, malgré leur aspect très théâtral, paraissaient rassurants. Le doute s'empara de Leviné lorsque le ministre de l'Agriculture, Tchernov, qui était à la fois son ami et son professeur, ne montra aucune hâte pour régler la question de la redistribution des terres et des biens au profit des paysans — ce qui constituait le point essentiel du programme du parti. Mais il apprit bientôt que le parti avait éclaté et que son aile gauche collaborait activement avec les bolcheviks. Voilà qui, une fois de plus, lui épargna de réviser ses conceptions politiques.

L'ambassade devait compter des représentants de l'aile gauche des sociaux-révolutionnaires ; on offrit le poste à Leviné, en appelant également Fanny Yezerska qui habitait Berlin et qui était également membre du parti social-révolutionnaire.

Il posa immédiatement la question de savoir « qui devait commander », ce qui suscita un grand étonnement. Le vénérable Vethan Natanson, qui était âgé de soixante-dix ans et jouissait d'un grand crédit, secoua la tête en signe de désapprobation. « Nous sommes tous des camarades, dit-il, de telles questions mineures ne devraient pas se poser entre nous. » Je me souviens que je fus également surprise ; ce n'était pas dans le genre de Leviné de réclamer, comme il semblait le faire, un pouvoir de direction.

— Si nous formions un comité composé de trois personnes,

je n'aurais pas soulevé le problème, répondit-il. Mais qu'est-ce qui se passera si je ne suis pas d'accord avec la camarade Yezerka ? Qui sera responsable de notre travail et qui répondra, éventuellement, de nos erreurs ?

Nous n'avions pas compris que Leviné, par la question qu'il avait posée, ne prétendait pas réclamer le pouvoir de diriger ; il nous fit tous honte en ajoutant : « Je suis prêt à suivre complètement les directives de la camarade Fanny, j'insiste seulement pour que l'on délimite clairement nos fonctions réciproques. » Comment pouvait-il se faire qu'un homme qui, comme lui, manifestait une telle clarté et une telle finesse d'analyse, se refusât à réfléchir sur sa position politique ?

Leviné ne rompit avec le parti social-révolutionnaire que lorsque ce dernier simula un putsch pour rompre le traité de Brest-Litowsk et renverser le gouvernement bolchevique.

Son évolution avait plutôt un caractère théorique. Au fond, Leviné se sentait, dès le début, très proche des bolcheviks. Dans ses discussions avec les mencheviks ou les Indépendants allemands, il défendit toujours leurs positions, même lorsqu'elles furent violemment attaquées par la propagande antibolchevique. Mais on croyait qu'il était encore membre du parti social-révolutionnaire. Il s'abstint toujours d'affirmer publiquement sa rupture avec ce mouvement.

Occuper un poste à l'ambassade était une situation très enviée parmi les émigrés russes qui vivaient à Berlin. C'est la raison pour laquelle Leviné jugea inopportun de changer de camp pour rejoindre le parti le plus fort. Les bouleversements qui se dessinaient en Allemagne lui offriraient une meilleure occasion de prouver sa loyauté, autant envers la révolution russe qu'envers la révolution allemande.

L'ambassade ne jugeait pas d'un œil particulièrement favorable le nouveau régime. Arrivisme et favoritisme régnaient partout. Tandis que Leviné effaçait ses derniers points de désaccord avec la politique bolchevique, j'évoluais quant à moi vers une position de plus en plus antibolchevique.

J'étais particulièrement révoltée par le cas de mon prédécesseur au poste que j'occupais. C'était le plus jeune frère de la future épouse de l'ambassadeur et c'était un garçon exécrationnel et presque inculte. Notre service s'occupait de l'immatriculation des prison-

niers de guerre. Beaucoup d'employés étaient incapables de remplir les formulaires, et ce jeune homme, lui non plus, n'y comprenait rien. Il me céda le poste en laissant une telle gabegie que j'eus beaucoup de peine à réorganiser tout le travail. Mais, à cause de la robe blanche que je portais, on me soupçonna d'être une bourgeoise ; on me fit surveiller étroitement pour m'empêcher de commettre des sabotages.

La corruption était d'autant plus grave qu'elle venait de haut. Ce jeune homme, par exemple, ne devait sa place, de toute évidence, qu'aux charmes de sa sœur, la seconde femme de Joffé¹.

Prête à généraliser immédiatement mon expérience personnelle (suivant le défaut de tous les gens ignorants), je tirai la conclusion suivante : « Tout le personnel est dans le coup ! Trente personnes ! Leur conduite n'est pas due au hasard. Il doit y avoir quelque chose qui ne va pas dans le système que ces gens représentent ! »

Leviné ne minimisa aucunement ces imperfections. Mais son sourire m'inquiéta, car je savais qu'il allait m'envoyer promener avec mes doléances. « Tout le personnel ? demanda-t-il. Combien de gens connais-tu donc parmi eux ? Ils ne sont pas représentatifs du système. Au contraire, ils sont la lie de la révolution. On ne peut se priver des meilleurs, des plus dévoués, et de toute façon ils ne s'en iraient pas. Ces gens, tout au moins la plupart d'entre eux, représentent le type même du " profiteur de la révolution " qui ne cherche qu'à faire jouer ses relations. L'ambassade avait besoin d'un certain nombre d'employés et tous ces gens ont posé leur candidature en masse dans la mesure où ils ne peuvent rien souhaiter de mieux que de partir à l'étranger. »

C'est exactement ce qui s'était passé ; Leviné n'avait pas besoin de s'en convaincre de ses propres yeux. Il n'avait pas besoin qu'on lui en administrât la preuve, comme ce fut plus tard le cas pour moi. C'était ainsi, et cela ne pouvait être autrement.

C'était une nouvelle preuve de la capacité de Leviné à discerner la vérité, aussi embrouillée fût-elle. J'appris de lui, bien avant de le découvrir dans les œuvres de Lénine, que l'invention

1. Adolf Abramovitch JOFFÉ (1883-1927), chef — avant Trotsky — de la délégation soviétique lors de la signature du traité de paix avec le Reich allemand (1918), plus tard ambassadeur à Berlin.

et l'imagination ne sont pas moins importantes pour un homme politique que pour un artiste ou un écrivain.

Leviné étonnait toujours les hôtes russes par sa connaissance précise de la vie et des problèmes de la Russie. Il forgea le concept de « chauvinisme d'entreprise » et pressentit chez certains camarades une dangereuse tendance à sauver des entreprises déficitaires au lieu de redistribuer à des fins plus utiles les maigres matières premières. Il discerna très vite l'importance, pour la révolution allemande, de la formation des conseils, et c'est sans relâche qu'il débattit de cette question.

Mentalement, à partir d'informations fragmentaires, il reconstitua dans toute sa complexité le système des conseils. Un jour que vint à l'ambassade un camarade ayant reçu une solide formation et dont on disait que ce domaine était sa spécialité, Leviné lui proposa : « Laissez-moi vous dire comment je me représente la structure et les fonctions des conseils, et reprenez-moi si je me trompe. »

Ce camarade n'apporta pas la moindre correction aux propos de Leviné ; il se contenta de l'approuver entièrement tout en manifestant son étonnement : « Comment savez-vous tout cela ? » Il assura Leviné que peu de dirigeants, en Russie, pourraient montrer une intelligence si profonde du problème. J'avais assisté à l'entretien et je posai plus tard à Leviné la même question : « Comment sais-tu tout cela ? »

Leviné était toujours gêné de faire étalage de ses capacités exceptionnelles et je savais ce que signifiait son sourire presque coupable.

« Je crois seulement que c'est ainsi qu'ils doivent être organisés, dit-il. C'est tout au moins l'idée que je m'en fais. »

Je n'en fus pas convaincue, mais il passa avec beaucoup d'indulgence sur mes propos absurdes. Pas une seule fois, dans ce genre de discussion, il ne tomba dans cette obstination pharissienne avec laquelle, dans les affaires du ménage, il essayait d'imposer ses conceptions.

X

Nous n'avions pas résolu nos principales difficultés. Comme beaucoup d'autres, je ne croyais pas que le gouvernement soviétique pût durer longtemps et que notre emploi, par conséquent, fût stable. Je craignais de nous voir une nouvelle fois confrontés aux soucis qui avaient déjà failli ruiner notre mariage. Il fallait, pour sauver notre couple, que j'acquière mon indépendance économique par rapport à Leviné.

Les événements mondiaux semblaient favoriser mes projets. Les Allemands occupaient l'Ukraine et ils avaient besoin d'interprètes. Ils payaient bien, mais le nombre important de primes allouées chaque jour en supplément rendait le travail plus intéressant encore. Je calculai que je pourrais en six mois gagner assez d'argent pour me consacrer entièrement à mon enfant pendant un certain temps et réaliser enfin mes projets.

Travailler dans un pays occupé impliquait que l'on courût certains dangers. Mais le personnel était remarquablement protégé. Je me dis qu'il valait mieux pour notre garçon avoir quelque argent plutôt qu'une mère qui ne puisse s'occuper convenablement de lui. Je posai donc ma candidature.

Leviné essaya par tous les moyens de me retenir. Il en appela d'abord à mon loyalisme : l'Ukraine était comme un abcès sur le corps de l'Etat soviétique. Je serais, selon lui, complice du pillage d'un pays à genoux et je ruinerais par là même sa position à l'ambassade ¹.

1. Les soviets ukrainiens avaient été brisés par l'armée allemande en

Il y avait manifestement quelque chose de vrai dans ces propos et j'étais prête à renoncer. Mais le dénuement rend ingénieux. Je sollicitai et obtins une audience auprès de Joffé, l'ambassadeur russe, et lui expliquai que je n'entendais rien à la politique, que je luttais d'abord pour moi-même. Il me donna sa bénédiction.

Leviné en vint aux menaces : j'allais détruire notre ménage et il ne se sentirait plus engagé vis-à-vis de moi par aucune promesse de fidélité. Toute la journée se passa en disputes, et nous finîmes par nous quitter sans nous être réconciliés.

Ce fut une erreur de ma part. Mais même une réconciliation momentanée n'aurait pu faire échouer mes plans. Il fallait que je reste inflexible. Epuisés, nous nous levâmes après une nuit sans sommeil. Il me conduisit au train et nous nous séparâmes sans un mot.

La vie à Kiev était plus chère que je ne l'avais prévu, surtout pour les nouveaux arrivants. Comme il fallait s'y attendre, les indemnités spéciales étaient amplement justifiées. Je ne voulus cependant pas me laisser abattre.

Les magasins regorgeaient de vivres et autres produits précieux impossibles à se procurer en Allemagne. Je fermais les yeux devant ces vitrines alléchantes — rien ne devait faire échouer mon plan.

Mon travail consistait principalement à rassembler des informations sur les récoltes et sur tout ce qui était lié à l'approvisionnement en vivres. C'est deux choses différentes que de se dire que l'on aide à « piller le pays » et de prendre conscience que l'on est précisément en train de le faire. Les Allemands se conduisaient en vainqueurs arrogants et non, comme ils le prétendaient, en alliés venus au secours d'un autre pays. Des voix s'élevaient pour dire que « les Allemands sont encore pires que les bolcheviks ». Il n'était donc pas très glorieux d'appartenir à leur camp.

L'expression « pires que les bolcheviks » ne signifiait cependant

collaboration avec les forces réactionnaires du pays. On avait installé un gouvernement fantoche, mais une guérilla acharnée faisait encore rage. Les partisans trouvaient secours et appui auprès des paysans que pressurait l'armée allemande. Le gouvernement bolchevique se vit contraint, par un ultimatum allemand, de signer sans délai la paix avec le gouvernement fantoche. Il semblait rejoindre ainsi le camp de l'opresseur, et ce fut l'un des ultimatums les plus sévères qu'il dut digérer.

pas que l'on souhaitait le retour de ces derniers. La population était très politisée, ce qui n'était pas surprenant étant donné le nombre de combats auxquels elle fut mêlée. Partout — ou, plus exactement, dans la société que je fréquentais — on parlait politique. Le jugement était unanime : le régime bolchevique était une horreur qui devait disparaître. J'entendis des socialistes de toutes couleurs expliquer qu'ils étaient prêts à reprendre les armes pour chasser ces « infâmes menteurs ». Un vieil ami, socialiste de gauche, que je retrouvai par hasard à Kiev m'avertit que mon mari, en collaborant avec les bolcheviks, allait se compromettre irrémédiablement.

Il ne s'était pas encore écoulé une année que ce même homme, le petit Gouralsky, rejoignait les bolcheviks, jouant un rôle important, quoique néfaste, au sein de l'Internationale communiste, en particulier dans la section allemande. Mais à cette époque-là son opinion m'avait paru convaincante. Pourquoi aurais-je douté ? Ne disposait-il pas d'« informations de première main » ?

Je ne pouvais, dans mes lettres à Leviné, parler de politique ; nous évitions également tous les deux d'évoquer notre vie personnelle. Le ton de notre correspondance était glacial.

Je mesurais le temps qui me séparait de mon départ comme on compte les jours en prison. J'avais déjà accompli un tiers de la durée de mon service, c'est-à-dire deux mois. Mais ma libération arriva plus tôt que prévu. L'ironie du sort voulut que je représente soudain une menace pour la sécurité collective. Un employé allemand qui m'avait vue à l'ambassade soviétique de Berlin me dénonça comme bolchevique. On me licencia et on m'expulsa sans préavis. J'étais ainsi revenue à mon point de départ. Leviné vint me chercher à la gare, rayonnant de bonheur, un bouquet de fleurs à la main.

Nous étions une nouvelle fois réunis, et tout sembla momentanément oublié. Mais cela ne dura pas. Il avait usé jusqu'à sa dernière chemise, ses talons étaient éculés et ses costumes élimés. Les conditions de vie en cette période de guerre, la difficulté de trouver une blanchisserie et autres magasins de ce genre, tout cela était trop pour lui. Il était grand temps que je revinsse.

Lorsque j'avais rompu avec lui, Leviné avait soulevé un certain trouble parmi le personnel féminin de l'ambassade. On avait

découvert qu'il n'était pas seulement le camarade estimé et apprécié, mais aussi un homme au physique très agréable.

Il se défendit contre mes tentatives pour « faire table rase » avec le passé : j'aurais dû le prendre tel qu'il était. Un homme chevaleresque comme lui ne pouvait supporter de me voir travailler plus longtemps qu'il ne travaillait lui-même ; surtout s'il s'agissait d'un métier manuel, ce qui, en Russie, pays où la main-d'œuvre est bon marché, était très mal vu chez les gens de sa classe. Il en éprouvait un sentiment de culpabilité. J'aurais dû, selon lui, arrêter de travailler. Nous nous disputâmes.

Lui-même ne travaillait plus à l'ambassade. Lorsque fut fondée l'agence de presse Rosta, à laquelle succéda l'agence Tass, on le nomma chef du département des affaires soviétiques. Il avait très peu de personnel sous ses ordres, mais manquait surtout de gens dans lesquels il aurait pu avoir une entière confiance. Tous ses collaborateurs (les meilleurs que l'on pût trouver à Berlin) étaient des mencheviks. A mon retour d'Ukraine, il m'offrit de devenir sa secrétaire particulière.

C'est alors que commença mon éveil à la politique. Mon travail consistait à corriger les traductions russes. Je m'occupais donc, bon gré mal gré, de choses qui ne m'avaient jusque-là jamais intéressée. De plus, il me fallait chaque jour assimiler une somme considérable de connaissances concernant les événements du moment.

Lorsque Leviné me recommanda de porter une attention aussi grande au texte qu'au style des traductions, je crus reconnaître, dans sa méfiance à l'égard de ma manière plus ou moins précise de traduire, une allusion à la lutte entre les bolcheviks et les mencheviks. Or, pour moi, des militants qui rejetaient les bolcheviks pour des raisons soi-disant morales étaient incapables de trahir la confiance qu'on pouvait avoir en eux. Tous les anti-bolcheviks que je connaissais débordaient de moralisme, ce qui m'impressionnait tellement que je me croyais très sérieusement capable de reconnaître l'appartenance politique des gens à leur mine et à leur manière de se comporter.

Leviné, à mon grand étonnement, eut encore une fois raison. Je découvris dans les traductions des mencheviks de nombreuses et subtiles inexactitudes qui tendaient à déformer le texte dans le sens de leurs propres conceptions. Inexactitudes qui, parfois,

aboutissaient ouvertement à de la propagande antibolchevique.

Je soulageai mon mari, qui était alors débordé de travail, de quelques charges. Mais je n'étais pas une collaboratrice commode. Révoltée par quelque machination antibolchevique, je déclarais souvent, dans un accès de fureur, que je ne pourrais plus travailler pour « ces gens-là ». Mon expérience en Ukraine m'avait rendue très tatillonne envers mes employeurs. Au cours de brèves conversations que j'eus avec Leviné, je fus souvent envahie par un sentiment de honte à l'égard de mon esprit futile et j'appris combien ce que l'on appelle « l'opinion publique » pouvait être superficielle. Je devins très prudente et très réservée dans mes propos sur les « informations dignes de foi » recueillies au sujet des affaires soviétiques. Il me fut toutefois impossible de mettre en doute la véracité d'une histoire concernant « la cruauté des bolcheviks » et que j'entendis de la bouche de la femme de Karl Liebknecht. Elle-même tenait cette histoire de Marchlewsky, un dirigeant communiste polonais qui, dans la hiérarchie du parti, venait juste après Rosa Luxemburg : dans une ville russe, des acteurs avaient refusé de monter sur scène pour protester contre l'autorité bolchevique. Ils furent convoqués devant un tribunal où il leur fut expliqué en quelques mots : « La Russie ne peut vivre sans théâtre. Ou vous continuez de jouer, ou vous serez fusillés. »

« Fusiller des hommes parce qu'ils refusent de jouer ! dit-elle. On a toujours justifié la terreur par la nécessité de satisfaire des intérêts vitaux. Mais le théâtre ! Il faut que la cruauté ait atteint son apogée pour qu'un homme comme Marchlewsky ne pense même pas à mal en racontant lui-même l'épisode, avec une évidente satisfaction. »

Nous étions tous indignés par ce récit et j'allai en toute hâte trouver Leviné pour lui dire que je quittais cette fois définitivement mon service. Je lui racontai l'histoire. Il m'écouta avec attention.

— Est-ce qu'on l'a fait ? demanda-t-il.

— On a fait quoi ?

— Est-ce qu'on les a fusillés ?

Ce fut ma dernière démission.

Sophie Liebknecht et moi étions fières de nos idées personnelles. Nous étions les seules, parmi les « dames » socialistes, à ne pas suivre aveuglément l'opinion de nos maris. Nous croyions être critiques et objectives. Mais nous n'échappions pas au sentiment antibolchevique qui prédominait autour de nous et nous ne faisons pas la différence entre l'intimidation et l'action. J'appris que la faculté de juger, en politique, impliquait beaucoup plus que le sens de l'honorabilité personnelle.

L'agence Rosta, avec Leviné comme professeur zélé, devint pour moi une « école supérieure de politique ». Il m'apprit à lire entre les lignes et à juger les comportements humains d'un point de vue tout nouveau. Il avait auparavant déjà essayé de m'éduquer en ce sens, mais il m'avait alors manqué, pour suivre ses idées, les connaissances que j'avais acquises entre-temps. J'étais en outre trop méfiante à l'égard de tout ce qui pouvait ressembler à un parti ou avoir une teinte de marxisme, de tout ce qui, bien entendu, constituait le fondement de ses conceptions politiques. Même nos conversations sur la littérature dégénéraient habituellement en disputes. Dostoïevski, par exemple, était un sujet explosif qui entraînait des discussions acharnées. Mon travail me confrontait à de nouveaux problèmes et me contraignait à envisager les choses avec plus de sérieux.

Notre harmonieuse collaboration ne dura pas longtemps. Le gouvernement allemand considéra que la présence des Russes était une menace pour la sécurité du pays. Il décida de fermer l'ambassade ainsi que l'agence Rosta. Le prétexte à cette décision fut donné par une machination devenue célèbre sous le nom de « la caisse éventrée ». On accusa l'ambassade d'avoir abusé de l'immunité diplomatique. Au moment opportun, on avait retrouvé à la gare une caisse éventrée, et qui regorgeait, paraît-il, d'écrits de propagande bolchevique.

Peu de temps après, une armée de policiers pénétra dans les bâtiments de l'agence Rosta. J'avais conservé dans mon bureau une valise pleine de vivres que j'avais eu l'autorisation d'emporter à mon départ d'Ukraine. Cette valise suscita un grand émoi. « Ah ! ah ! », s'écria sur un ton triomphant un policier en exigeant que l'on ouvrît la valise. L'homme était très insolent et Leviné lui répondit à sa manière. Il prit un air de conspirateur comme on en voit dans les romans policiers et, lorsqu'on lui

demanda de remettre la clé, fit exprès d'hésiter pour accroître le suspens. Les policiers ne purent s'empêcher de pouffer de rire lorsqu'ils virent, en ouvrant la valise, des boîtes de conserve et de la charcuterie rouler par terre. Ils perdirent l'aplomb qui était le leur au début, se sentirent confus, et observèrent une plus grande réserve. Sans que quelqu'un eût ouvertement protesté, Leviné était ainsi devenu maître de la situation. Tout le temps de la perquisition, il montra ostensiblement à la police qu'il ne la quittait pas des yeux.

— Vous nous traitez comme des malfaiteurs, se plaignit à mi-voix le commissaire. Avez-vous peur que nous vous dérobions vos dossiers ?

— Mais non, Monsieur, au contraire, lui répondit Leviné avec une politesse raffinée, je crains que vous n'y mêliez les vôtres.

Ils décampèrent aussi vite qu'ils purent. L'ironie est aussi un instrument de propagande. L'autorité avait perdu tout crédit, l'humour et la présence d'esprit de Leviné nous avaient donné du courage à tous. Cela contribua également, j'en étais consciente, à dissiper mes soucis. Je racontai l'incident à la femme de Liebknecht avec un tel enthousiasme qu'elle se mit en colère : « Ne jouez pas la coquette avec moi ! Je sais ce que vous avez enduré et ce que cela signifie pour vous de perdre sa place. »

Ces propos me ramenèrent à la raison. Mais pas pour très longtemps. Il y avait quelque chose dans l'air, j'étais envahie par un sentiment nouveau, inconnu, indéfinissable. J'avais entendu dire que les révolutions s'annoncent par une sorte d'onde mystérieuse qui s'empare des gens comme une épidémie et les transforme soudain. J'étais persuadée que cette thèse était une invention des théoriciens de parti et n'existait que dans la littérature socialiste. Je m'étais trompée. Comment, sinon, m'expliquer cette excitation, cette ivresse de joie dans l'attente de grands événements ?

XI

Ma compréhension de plus en plus profonde pour le travail et les idées de Leviné n'eut aucune influence sur nos relations privées. Sa personnalité, en effet, semblait se mouvoir selon deux orientations différentes.

Il était capable, je m'en rendais compte, d'accomplir une tâche qui l'intéressait véritablement sans que ni moi ni l'enfant n'ayons à le pousser, apparemment, à faire ce travail. Une telle conception « aristocratique » du travail m'agaçait. J'en éprouvai de l'amertume et je ressentis même une certaine jalousie. Nos relations se dégradèrent de plus en plus.

De nouvelles difficultés surgirent. Notre logeuse eut besoin de récupérer l'appartement qu'elle nous louait. Il nous fallut déménager. Elle refusait également d'assurer la garde de l'enfant. Et les disputes absurdes et ridicules continuèrent inéluctablement.

Peu de temps avant la révolution, nous vivions pratiquement séparés l'un de l'autre. Je crus, cette fois, que c'était une rupture définitive. Je ne pouvais plus supporter les éternelles allées et venues d'un mari qui avait trop à faire et trop peu de temps à consacrer à sa vie familiale.

Du faubourg de Lichtenrade, qui nous avait provisoirement servi de refuge, je déménageai une nouvelle fois à Berlin où je pouvais plus facilement trouver une nourrice pour l'enfant, et où je fus recueillie par mon amie Lucie Mannheim. Quant à Leviné, il prit ses quartiers quelque part dans la ville. Je ne connaissais même pas son adresse.

Il m'avertit un jour, subitement, d'aller rechercher notre fils.

Les communications pouvaient être interrompues d'un moment à l'autre, et je risquais d'être séparée de l'enfant pour une durée indéterminée.

C'était le 9 novembre 1918. Je passai donc le grand jour de la révolution dans les tramways, les trains et les gares, envahie par une impatience fébrile et torturée par la peur de rester bloquée en route avec mon fils. J'étais coupée du monde extérieur, je ne voyais et n'entendais plus rien. Je n'ai gardé aucun souvenir de la moindre impression furtive, du moindre épisode.

Rien n'avait changé, pour autant que je pusse en juger. Les potins que j'entendais en faisant les courses n'avaient rien de « socialiste ». Je devais, comme auparavant, munie de papiers, me présenter à la police, cette même police qui me tenait sous sa vigilance pour un seul mobile grave : ma nationalité russe.

Avant mon mariage déjà, il me fallait me présenter deux fois par jour au commissariat. Je savais donc très bien où se situaient, politiquement, les fonctionnaires de la police. On trouvait ces procédés parfaitement naturels : ce n'était qu'à ce prix que l'ordre pouvait être maintenu. Seule la femme de Liebknecht, qui, comme moi, était d'origine russe et n'était membre d'aucun parti, partageait mon désarroi. Elle avait trop souffert de « l'ordre établi » pour supporter ceux qui, aujourd'hui encore, le défendaient. « A dire vrai, que peut-on attendre des Allemands ? », me dit-elle. Ni l'une ni l'autre n'étions particulièrement germanophiles...

Je ne pouvais trouver conseil auprès de Leviné : il avait disparu. Les seules nouvelles que j'avais de lui étaient laconiques et très alarmantes. Il collaborait étroitement avec le groupe Spartakus. Rapidement, il avait gagné l'estime des ouvriers. Rare faveur de la part de ces gens peu démonstratifs que sont les Allemands, ils se l'étaient comme approprié : ils l'appelaient « notre Leviné » !... Mais il avait également attiré sur lui la haine et la rage des contre-révolutionnaires, qui l'avaient inscrit sur leur liste noire, à côté de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Comme eux, il n'était plus qu'une bête traquée.

J'appris qu'il y avait eu des échauffourées en plusieurs endroits. Il était donc en danger, il pouvait être blessé ou assassiné. Il m'était impossible de rester à l'écart en rongant mon frein. Même si notre ménage ne marchait plus, nous avions ensemble

un enfant, et nous pouvions au moins rester de bons amis. C'est ainsi que je pris la résolution de partir à sa recherche.

Mais, pour exclure toute tentative de réconciliation, j'avais décidé préalablement de lui faire croire que je vivais maintenant avec quelqu'un d'autre.

Nous nous rencontrâmes dans la salle de rédaction du *Drapeau rouge*, qui venait tout juste d'être fondé. Il était si ému qu'il me fendit le cœur. Mais je ne faiblis pas, et je lui parlai aussitôt de mon nouveau compagnon. « Quelqu'un que je connais ? », demanda-t-il. « Non. » Il voulait savoir qui c'était. « Pourquoi ? », lui dis-je. Il voulait éviter, à l'avenir, de croiser le chemin de cet homme. Je lui donnai le nom d'une vague connaissance, au hasard, comme il en vient à l'esprit pour une ruse d'amoureux. Leviné me crut. Il fit preuve, de nouveau, de tact et de dignité : il n'eut pas un reproche, pas un mot ou un geste qui fût malséant. Il ne prétendit pas non plus, de quelque manière, faire amende honorable. Il me dit seulement que je lui manquais beaucoup, que ses succès n'étaient jamais complets s'il ne pouvait en parler avec moi, me les faire partager, et que rien ne pouvait véritablement le combler.

Nous ne fûmes jamais aussi proches l'un de l'autre.

Le visage de Rosa Luxemburg surgit tout à coup derrière le rideau qui séparait son bureau de celui de Leviné. Elle s'était aperçue de ma présence et voulait jeter un coup d'œil sur moi. Elle me dévisagea pendant un long moment, puis me sourit amicalement et se retira, Leviné en éprouva tant de plaisir qu'il fit spontanément un pas vers moi avant de « prendre conscience » de la situation et de s'arrêter à mi-chemin.

Je jouai la comédie jusqu'au lendemain sans me rendre compte de ma cruauté. Il semblait aussi heureux que moi. Peut-être savait-il, depuis le début, ce qu'il en était ?

Nous ne reparlâmes plus jamais de cette question. Mais il demeura, curieusement, toujours jaloux de « l'autre » (pourquoi était-ce justement ce nom qui m'était venu à l'esprit ?) En compensation de cette jalousie qu'il jugeait indigne de lui, il témoigna à l'égard de cet homme beaucoup plus de considération qu'il n'en méritait. Lorsque je tombai un jour sur un article de Leviné dans lequel il le désignait comme un « ami », je ne pus

le prendre que comme une punition pour mon comportement frivole.

La dernière période de notre mariage fut la plus heureuse. C'était un homme complètement transformé qui rentrait des manifestations politiques auxquelles il participait. Tout en appartenant à la révolution, il tenait ses anciens engagements d'ordre privé. Il me fit découvrir des valeurs nouvelles. Il sut enrichir ma vie du sentiment de bonheur que procure le sacrifice pour une grande cause.

XII

La première tournée politique que Leviné effectua fin novembre-début décembre à travers les régions du Rhin et de la Ruhr connut un énorme succès. Cette grande région industrielle était entièrement aux mains de dirigeants sociaux-démocrates (d'inspiration chrétienne ou orientés très à droite) qui organisaient une propagande véhémement contre « le bolchevisme destructeur et sauvage ». Les ouvriers n'étaient pas encore convaincus de la nécessité de faire la révolution jusqu'au bout. Les quelques groupes spartakistes existants étaient isolés, démunis devant les poursuites systématiques dont étaient victimes les communistes. Se battant vainement, pour gagner une audience auprès des ouvriers qui leur étaient opposés, ils sollicitaient l'aide de Berlin. On chargea Leviné d'aller là-bas tenter sa chance.

Les réunions qu'il présida sur le thème « Que veut le groupe Spartakus ? » attirèrent les foules. Mais les gens ne venaient pas pour apprendre à connaître les idées des communistes. Ils étaient poussés, dans le meilleur des cas, par la curiosité ou par une certaine fébrilité caractéristique des époques révolutionnaires. Ils voulaient avant tout régler leurs comptes aux dangereux trouble-fête. « Ordre et paix » passaient alors pour les suprêmes vertus révolutionnaires. On accusait les spartakistes de « troubler le déroulement normal de la révolution et provoquer le développement de la réaction ».

Leviné était parfois accueilli par un concert de sifflets et d'insultes grossières, mais il parvint toujours à dompter la tem-

pête. Il me raconta un jour, en plaisantant, qu'il avait souvent dû jouer le « dompteur de fauves ».

Son efficacité résidait peut-être dans la pitié qu'il éprouvait pour les gens qu'il voulait éclairer, dans la compréhension qu'il manifestait pour leurs faiblesses. Il n'y avait aucun mépris dans la patience avec laquelle il supportait docilement les interruptions hostiles et aucune condescendance dans son sourire empreint de chaleur humaine (on parla beaucoup de ce sourire désarmant qui était particulier à Leviné). Il procurait à ses auditeurs le sentiment d'être un des leurs, quelqu'un en qui on pouvait avoir confiance. A la fin de chaque réunion, les ouvriers se pressaient toujours par centaines autour de lui pour lui exprimer avec enthousiasme leur gratitude et leur solidarité. Les réunions se terminaient fréquemment par une grande manifestation de rue, par une attaque en vue de désarmer les unités militaires des contre-révolutionnaires, ou par d'autres actions de ce genre.

C'est à Essen qu'il remporta son plus grand succès. Parlant devant cinq mille personnes venues presque toutes pour le huer et pour conspuer « les mercenaires bolcheviques », il eut besoin (il s'en souvenait encore longtemps après) d'une bonne demi-heure pour rétablir le calme.

Un seul discours lui suffit pour conquérir l'assemblée. A l'issue de la réunion, les ouvriers qui étaient venus s'associer aux spartakistes, jusqu'alors tant détestés, pour organiser une énorme manifestation. *Le Drapeau rouge*¹ rapporta que la foule, malgré la pluie battante, se dirigea vers la rédaction du plus important quotidien local, le *Journal de Rhénanie-Westphalie*, pour « lui fermer sa gueule de menteur »². On descendit la bannière du Reich pour hisser le drapeau rouge. La foule, entonnant des chants révolutionnaires, se dirigea ensuite vers la gare, où des soldats étaient provisoirement cantonnés. Elle leur demanda de soutenir la cause du peuple³.

1. Dans *Die Rote Fahne* du 7 décembre 1918, voir KOLB, p. 313-314.

2. Lors de la première grande réunion du groupe Spartakus à Essen (le 3 décembre 1918), au cours de laquelle Leviné prononça le discours principal, un dirigeant du nom de Hammer invita à la fin l'assistance à « rendre une visite » au journal *Rheinisch Westfälische Zeitung*... (« Pour lui fermer sa gueule de menteur », dit-on.) Voir KOLB, p. 307.

3. ... « C'est surtout Leviné qui, en décembre 1918, développa à partir de Dusseldorf une intense agitation politique parmi les troupes revenant

A la fin, soldats et ouvriers fraternisèrent.

Plusieurs années après, alors que je séjournais à Londres, j'appris d'autres détails de la bouche de quelqu'un qui avait participé à ce grand événement. Cet homme avait appartenu à un groupe d'étudiants socialistes qui était venu pour saboter la réunion :

Nous étions animés par la conviction communément répandue que les spartakistes n'étaient qu'une bande de casseurs, des mercenaires à la solde des bolcheviks ou, à tout le moins, leurs laquais. Nous voulions un socialisme « civilisé », « à l'européenne », et nous haïssions ces criminels insensés qui discréditaient « la marche sublime de la révolution ».

La manière dont se présenta Leviné contredit notre idée préconçue, néanmoins nous étions décidés à ne pas nous laisser entraîner par notre sensiblerie. Notre groupe, qui occupait les places de devant, lança l'assaut. Nous commençâmes à insulter Leviné, à l'accabler d'invectives violentes.

Il attendit patiemment que le premier orage s'apaisât, écouta avec attention nos accusations en hochant la tête comme un ami bienveillant lors d'une discussion dans un cercle restreint. Peut-être était-ce son sourire qui nous conquit, ce sourire chaleureux et triste où ne perçaient, en dépit de nos attaques véhémentes, aucune arrogance ni aucun sarcasme.

Comme tous les autres, je me surpris à boire ses paroles. La logique irréfutable de ses arguments, son assurance naturelle firent le reste. Nous oubliâmes tous nos préjugés et fûmes heureux de le suivre, d'être de son côté. Mais il n'essaya pas de nous « catéchiser »

du front... Après le 9 novembre 1918, dans des assemblées réunissant à Berlin des soldats déserteurs, permissionnaires ou dispersés loin de leur régiment », Leviné avait prôné l'idée de la constitution d'une « garde rouge » construite sur le modèle soviétique, destinée à réaliser et à consolider la révolution, d'où seraient exclus les anciens officiers et où seuls les prolétaires seraient admis. C'est dans le cadre de cette activité politique que fut ensuite fondée, par des membres du groupe Spartakus, l'« Union des soldats rouges » (Willy Budich, Karl Schulz).

ou d'abuser de son influence. Il en appela au contraire à notre raison, à notre bon sens, en formulant clairement ce que nous voulions tous confusément au fond de nous-mêmes. Nous nous disions tous en l'écoutant : « C'est juste ! C'est évident ! J'ai toujours été de cet avis-là !... »

Plus tard, lors de son procès, Leviné dit à l'avocat général :

Vous trouverez, dans les milieux bourgeois que vous fréquentez, un grand nombre de gens qui me sont supérieurs par leurs connaissances ; mais dans une assemblée d'ouvriers, monsieur l'avocat général, je l'aurais toujours emporté sur eux, non à cause de ma supériorité politique, mais simplement parce que mes paroles correspondent à ce que veulent et attendent les masses.

L'homme qui, à cette époque-là, me raconta l'épisode confirma presque dans les mêmes termes l'ambitieuse assertion de Leviné. On trouvera également une relation à peu près indiscutable de ces faits dans le procès-verbal des séances du tribunal⁴.

Le nom de Leviné devint bientôt connu de tous les ouvriers de la Ruhr. Et, s'ils jouèrent plus tard un rôle capital dans la lutte pour le socialisme, le mérite en revient sans doute pour une grande part à Leviné qui, le premier, éveilla leur conscience de classe.

En l'espace de quelques semaines, Leviné prit place parmi les tout premiers dirigeants du parti, pratiquement au même rang que Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Radek *, qui était arrivé en Allemagne comme conseiller politique, fut si ébahi qu'il mit cette ascension fulgurante sur le compte d'habiles manœuvres ourdies par un carriériste ambitieux. Soucieux de recueillir direc-

4. Voir annexes III, IV et V, p. 301 et s.

* *Karl Radek* (1883-1939) milita d'abord, à partir de 1907, dans la social-démocratie polonaise. Ensuite dans le parti social-démocrate allemand. En Suisse pendant la guerre. De 1917 à 1924, membre du Comité central du parti communiste russe... Jusqu'en 1924, membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste, où il était responsable de l'Allemagne. Exclu du parti communiste russe en 1927, comme membre de l'opposition. Réintégration à partir de 1929. Condamné en 1937, lors du deuxième procès de Moscou, à dix ans de prison. Meurt en prison en 1939.

tement de plus amples renseignements, Leviné sollicita un entretien avec le grand homme. En vain. Il essaya un refus assez brutal.

Radek enragea surtout lorsque Leviné revint de sa tournée avec en poche un mandat pour le prochain Congrès général des conseils d'ouvriers et de soldats, congrès pour lequel aucun des grands dirigeants n'était délégué. Il trouvait inadmissible qu'un homme qui n'était pas vraiment incrusté à l'intérieur du Parti communiste allemand le représentât en une circonstance aussi exceptionnelle. Plus je me familiarisai avec la vie interne du parti, et plus les réticences de Radek me parurent incompréhensibles.

C'est en accord, évidemment, avec la direction centrale du parti que Leviné accepta le mandat — il aurait fallu être totalement dépourvu de sens tactique pour ne pas soumettre l'affaire à l'appréciation de la direction du parti.

Radek me confia plus tard qu'il regrettait beaucoup son erreur de jugement : il avait été ainsi empêché de connaître « l'une des plus importantes figures révolutionnaires de notre époque ». L'épisode est significatif, autant pour l'opinion émise sur la carrière de Leviné que pour la légèreté d'esprit de Radek.

« Leviné faisait partie des orateurs les plus connus et les plus appréciés, et chaque jour parvenaient au bureau central de nombreuses demandes émanant des entreprises pour l'inviter à venir parler devant les ouvriers⁵. »

C'est tous les jours qu'il prenait la parole en public. Son but principal était de familiariser les ouvriers allemands avec le système des conseils. Dès le début, la révolution de Novembre prit spontanément les mêmes voies et adopta les mêmes formes d'organisation que la révolution russe de février. Dans tout le pays — et même au front — se constituèrent des conseils d'ouvriers et de soldats.

C'est précisément la spontanéité de ce mouvement qui donna lieu à une organisation boiteuse. En certains endroits, les conseils ne résultèrent même pas d'élections, ils furent simplement désignés selon un accord entre les différents appareils des partis, c'est-à-

5. Hugo EBERLEIN, dans *Die Schlesische Arbeiter-Zeitung* du 5 juin 1924.

dire principalement le parti social-démocrate et celui des Indépendants. Quant aux élections, elles furent organisées dès les premiers jours de la révolution, alors que les masses montraient encore l'espèce de bonhomie et de naïveté des premiers moments d'ivresse révolutionnaire. Dans les conseils entrèrent ainsi des gens qui n'avaient rien de révolutionnaires.

Il suffisait, par exemple, qu'un officier ultrarévolutionnaire expliquât qu'il était prêt à « tenir compte de la situation acquise » pour devenir, aux yeux de la masse des soldats, digne de représenter leurs intérêts.

Les choses n'allaient pas mieux dans les entreprises, parmi les ouvriers. Ecarter des conseils tous les éléments étrangers à la révolution, voilà de quoi dépendait le sort de celle-ci. Il aurait fallu refondre l'organisation des conseils, à partir de la base.

Leviné comparait le système des conseils à une pyramide reposant sur une multitude de cellules d'entreprise. Mais en ce qui concerne les grandes entreprises, au sein desquelles les ouvriers ne se connaissent pas assez, il soulignait clairement le danger de procéder à l'élection des conseils en assemblée plénière :

Je proposerais, dans les grandes entreprises, de procéder selon le modèle russe. Ne pas choisir dix ou douze personnes directement dans l'assemblée, car ce sont alors toujours les mêmes orateurs ou dirigeants de parti qui réapparaissent et non des gens appartenant à la masse du peuple ; mais au contraire former d'abord, dans chaque atelier, un conseil d'atelier. En Russie, ce genre de conseil d'atelier constitue, dans les grandes entreprises, la base de l'édifice des soviets. Son importance tenait à ce que les gens pouvaient en son sein surveiller de près leurs représentants. Ils pouvaient à chaque instant leur demander raison de leur attitude, les révoquer et les remplacer s'ils se révélaient incapables en politique. Des conseils d'atelier émanaient ensuite les conseils d'entreprise⁶.

6. Extrait du rapport de Leviné au I^{er} Congrès des conseils du Reich, du 16 au 21 décembre 1918. Voir l'annexe I, p. 285.

Le droit de destituer un délégué incompetent sur un simple vote, sans procédure administrative, constituait en effet l'un des plus grands avantages du système des conseils. On épargnerait aux électeurs de longues années d'attente (quatre, en règle générale), si on leur laissait la possibilité de révoquer les députés inaptes aux affaires politiques. C'était un point très important dans le contexte propre à l'Allemagne.

Décus par l'échec du puissant parti social-démocrate (qu'ils avaient aidé à construire à force de peine et de sacrifice), les ouvriers étaient tourmentés par la question de savoir ce qui pouvait leur garantir qu'une nouvelle organisation ne conduirait pas à un nouvel échec.

Leviné connaissait très bien ce sentiment et ne cessait inlassablement d'attirer l'attention sur l'importance capitale de cette possibilité de révoquer inconditionnellement et immédiatement chaque délégué jugé incompetent : « C'est là que réside la différence essentielle entre nous et les sociaux-démocrates... et c'est à partir de là que nous devons bâtir notre propagande. »

Aucun autre dirigeant, dans ses discours ou ses écrits, n'a réfléchi autant, à ma connaissance, sur ce problème.

Les conseils ouvriers, contrôlés exclusivement par des ouvriers, devaient rétablir la confiance perdue et en même temps fournir le moteur d'une plus grande activité politique.

Leviné développa ces propositions jusque dans les moindres détails : des personnes extérieures aux entreprises devaient-elles avoir l'autorisation d'être élues dans les conseils, de participer aux assemblées, de disposer du droit de vote ? Il recommandait, bien entendu, dans les situations difficiles, de demander l'avis des chefs du parti (Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg) et en même temps de ne pas s'effaroucher quand, les sociaux-démocrates disposant de la majorité dans un conseil, des hommes comme Ebert viennent y soutenir leur point de vue.

Autant pour asseoir le système que pour mesurer l'ampleur du mouvement, Leviné allait jusqu'à préconiser de nouvelles élections des conseils, au risque de perdre certaines positions communistes au profit des chrétiens ou des sociaux-démocrates.

Il s'occupa également d'un certain nombre de problèmes divers peu susceptibles d'intéresser dans le détail le lecteur d'aujourd'hui. On en trouvera un résumé dans le rapport sur le « I^{er} Congrès

national des conseils », qui se tint du 16 au 21 décembre 1918⁷. Il souligne clairement le danger d'entreprendre des actions susceptibles de diviser les ouvriers. Il conclut en ces termes :

Le combat qui nous attend ne pourra être mené à bien que si nous nous appuyons sur les masses et *si nous les regroupons au sein d'une organisation solide...* Les conseils d'entreprises sont notre corps de réserve : c'est avec eux que nous devons mener la contre-attaque révolutionnaire.

Il faut remarquer à quel point Leviné avait alors dépassé sa conception juvénile du héros révolutionnaire. A un moment où ses propres succès auraient pu facilement le conduire à surestimer l'importance de l'individu, il ne lui accordait qu'une place très modeste dans la détermination du cours des événements — les forces motrices de ceux-ci étaient, à ses yeux, les masses et leurs organisations.

Il n'y avait pas que les conseils à manquer d'une base solide dans les entreprises : le groupe Spartakus souffrait du même défaut. En se transformant, à la fin de 1918, en un parti communiste⁸, il reprit tout d'abord la forme d'organisation du parti social-démocrate, selon un découpage qui correspondait aux circonscriptions électorales et aux quartiers. Les ouvriers avaient l'habitude, en outre, de ne se rencontrer qu'une fois par mois, lors de la traditionnelle soirée de paiement des cotisations. On ne leur demandait pas une grande ferveur révolutionnaire, ce qui convenait parfaitement au calme plat qui régnait dans la vie politique.

Leviné fut l'un des premiers à militer pour la transformation de cette structure en une organisation de base constituée de cellules d'entreprises. Le parti devait, selon lui, trouver une assise là où les ouvriers sont « soudés » en unités solides, là où ils se rencontrent tous les jours, se connaissent, et savent le rôle joué par chacun dans le combat en cours. Comme Hugo Eberlein a pu l'écrire : « Eugen Leviné fut le plus ardent propagandiste de

7. Voir annexe I, p. 285 et s.

8. Sous le nom de « Kommunistische Partei Deutschlands », qui donna le sigle K. P. D.

l'organisation du parti communiste à partir des entreprises. Il défendit passionnément ce type d'organisation⁹. »

Son mérite fut d'avoir soulevé, dès le début de la révolution, une question cardinale qui devait occuper le parti tout au long de son existence.

Le congrès qui décida de la fondation du parti, du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919, approuva certes ce type d'organisation, mais il y a un fossé entre reconnaître un principe et abolir des pratiques qui étaient depuis longtemps établies dans le mouvement ouvrier allemand. A chaque crise révolutionnaire, ce problème se reposa, et il fut à chaque fois enterré quand la situation redevenait normale.

Les vieilles habitudes en matière d'organisation demeuraient trop fortes, et, le parti n'ayant disposé que de quelques semaines d'activité légale, il fallut abandonner l'idée d'une restructuration planifiée. Plus le parti prenait de l'importance, plus il s'appuyait sur les anciennes formes d'organisation¹⁰.

En 1924, le groupe dit des « conciliateurs * » à l'intérieur du parti communiste, groupe réunissant des militants d'une grande expérience politique qui avaient très tôt rejoint les rangs spartakistes, présentait encore la résolution suivante :

Le parti communiste, dans la mesure où le prolétariat industriel représente la force déterminante dans la lutte pour le pouvoir, doit avoir son principal point d'ancrage dans les entreprises, là où les ouvriers se ren-

9. Voir Hugo EBERLEIN, *op. cit.*

10. *Ibid.*

* Le groupe dit des « conciliateurs » représentait l'une des tendances qui existaient à l'intérieur du parti communiste allemand dans les années vingt. Avec Ernst Meyer notamment, ce groupe dirigea l'opposition, en 1924-1925, à Ruth Fischer qui, autour de la tendance de gauche, avait à cette époque la responsabilité de la politique du parti. De 1926 à 1928, ces « conciliateurs » furent à la tête du parti communiste, alliés à la fraction de gauche fidèle à l'Internationale communiste, qui était alors représentée par Ernst Thälmann. Ils comprenaient Ernst Meyer, déjà cité, Arthur Ewert, Hugo Eberlein, Gerhart Eisler (frère du compositeur de musique Hanns Eisler et de Ruth Fischer). Ils perdirent toutes leurs responsabilités lors du XII^e Congrès du parti communiste allemand, en 1929.

contrent et où le combat prend naissance. La transformation fondamentale du parti sur la base des cellules d'entreprise comme éléments essentiels de son activité doit être notre tâche principale.

En son temps, Ruth Fischer¹¹ *, qui appartenait à l'ultra-gauche du même parti communiste, parla en termes vibrants de l'importance des cellules d'entreprises. Mais le cœur n'y était pas. Dans son livre sur le communisme allemand, elle condamna plus tard ce système en le dénonçant comme un projet inspiré perfidement par les Russes :

... Toute la structure du parti fut refondue... Les partis européens furent réduits en une collection de cellules impuissantes, le plus souvent à l'initiative de spécialistes venus de Moscou et ne reculant pas à employer la force... Un nouveau type d'organisation, qui ne devait recevoir que plus tard le nom de « Quisling » ou « Cinquième Colonne », fut édifié dans le milieu des années vingt.

Dans la dernière phase de son existence (de 1928 à 1933), le parti put constituer, tant bien que mal, tout un réseau de cellules d'entreprises, mais elles sombrèrent avec les aléas de ses orientations contradictoires et de sa politique non constructive dans la période qui précéda l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Leviné concentra toute son activité sur les entreprises. Il les visitait les unes après les autres, réussissant même parfois à organiser des assemblées jusque pendant le temps de repos.

Dans la pratique également, Leviné travailla en ce sens. Il exerça son activité principalement dans les entreprises. Dans les semaines qui précédèrent et qui sui-

11. Ruth FISCHER, *Stalin und der deutsche Kommunismus*, Frankfurt/Main, 1951, p. 776 (*Staline et le Communisme allemand*).

* Ruth Fischer (1895-1961) s'appelait de son nom de jeune fille Elfriede Eisler, et elle était la sœur du compositeur de musique Hanns Eisler. Elle avait été la cofondatrice du parti communiste d'Autriche. En 1919, elle quitte Vienne pour Berlin. A partir de 1921, sous le nom de Ruth Fischer, participe à la direction du parti communiste allemand. Elle est exclue de ce parti en 1926. Député de 1924 à 1928. Emigration en 1933 (France, Etats-Unis), puis retour à Paris.

virent immédiatement le congrès de fondation du parti, à Berlin, il alla d'une entreprise à l'autre, organisa des assemblées pendant et après les heures de travail et mobilisa les masses ouvrières pour des manifestations, des grèves et autres combats. Si durant ces quelques mois des années 1918-19 les ouvriers sortirent en masse de leurs entreprises pour s'associer aux grandes manifestations, aux grèves et autres luttes, Leviné prit certainement une part déterminante à ce succès¹².

12. Voir Hugo EBERLEIN, *op. cit.*

XIII

Vivre en ménage dans la tempête d'une révolution exige, en vérité, une adresse de funambule, et il me fut parfois extrêmement difficile de conserver mon équilibre. J'attrapai une grippe juste avant l'ouverture du Congrès national des conseils, le 16 décembre 1918. C'était la quatrième fois en peu de temps que je tombais malade, avec une très forte poussée de fièvre. Autour de moi, les gens mouraient comme des mouches de l'épidémie galopante et mon tour était venu, j'en étais sûre. Leviné eut juste encore le temps de me transporter en ambulance à l'hôpital. Il lui était impossible de venir me voir et nous ne pouvions communiquer que rarement par téléphone. Je ne me sentis cependant ni isolée ni abandonnée. Sa présence physique n'avait aucune importance, car il savait me faire sentir, d'une manière inexplicable qui n'appartenait qu'à lui, qu'il était toujours auprès de moi.

Peut-être qu'amour et révolution ne sont pas, en définitive, conciliables. Pendant une courte interruption de séance, Leviné attrapa au vol une voiture pour venir me voir. Il avait tout calculé, la voiture attendait dehors afin de le ramener à temps pour la prochaine séance. « Je dois partir », me répétait-il sans cesse. Mais je le retins. C'était une question de minutes. Sa visite dura à peine une demi-heure, mais elle entraîna de lourdes conséquences : il laissa passer la seule occasion qu'il avait de prendre la parole.

Ce fut d'autant plus funeste que les spartakistes, en tant que groupe, ne purent jouer un véritable rôle dans ce congrès.

Leviné mit cet échec sur le compte de l'alliance des spartakistes avec les socialistes-indépendants. Instruit par cette expérience du Congrès des conseils, il milita avec passion pour une organisation autonome, pour la création d'un parti communiste.

Lorsque les socialistes-indépendants s'étaient séparés du parti social-démocrate en avril 1917, les spartakistes avaient décidé, après de longs débats, de se joindre au nouveau parti. Ce dernier leur assurait, entre autres, une certaine protection contre les poursuites effrénées dont étaient victimes leurs militants ; ils se réservaient cependant expressément le droit d'exercer une critique et de mener des actions autonomes.

Ce ne fut pas une décision heureuse et on ne put jamais balayer complètement doutes et controverses.

Ernst Meyer *, qui fut l'un des dirigeants du groupe Spartakus, m'a rapporté un jour une conversation qu'il avait eue avec le grand Leo Jogiches, lors du Congrès de fondation du parti communiste allemand. Lui qui, à l'origine, avait approuvé l'intégration des spartakistes au parti socialiste-indépendant¹, en était venu à douter de l'opportunité de son choix. Jogiches, qui avait ratifié cette intégration, lui répondit alors : « Vous aviez au contraire tout à fait raison. »

Le problème était trop complexe pour trouver une solution rapide. Même dans les années 1926-1929, époque où Ernst Meyer, en quelque sorte instruit par les mauvais côtés de l'expérience, travaillait à son *Histoire du groupe Spartakus*², il ne pouvait porter un jugement absolu.

En tout cas, il est possible de dire que les spartakistes ont, à l'époque, laissé passer l'occasion propice pour se consolider en tant que parti autonome. L'effervescence augmentait parmi les membres du parti social-démocrate, et il est clair que plus d'un ouvrier se serait rallié aux spartakistes plutôt qu'au parti socialiste-indépendant, s'ils avaient été les premiers à leur offrir des structures pour les accueillir.

* Voir notre préface et notre note de la page 107 ci-dessus.

1. En allemand, *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, sous le sigle U. S. P. D.

2. Ni le parti communiste (K. P. D.) ni Karl Radek, à qui je remis un exemplaire de cet ouvrage, ne jugèrent opportun de faire imprimer le livre du dirigeant d'un groupe oppositionnel. J'ai moi-même égaré, malheureusement, mon exemplaire personnel.

L'attitude hésitante des spartakistes est néanmoins compréhensible, dans la mesure où il s'agissait de la première scission dans l'histoire du grand parti social-démocrate. Même le parti socialiste-indépendant, parti modéré, essentiellement pacifiste, et qui exerçait une influence notable au-delà des cercles se réclamant du socialisme, avait longtemps eu peur de franchir le pas. Les ouvriers accepteraient-ils facilement la création d'un deuxième parti qui se voulait *nouveau* ? De plus, on le savait, les Allemands étaient sceptiques sur l'efficacité des petits groupements politiques. C'est sur ces interrogations que les spartakistes ont préféré jouer le rôle de « levain » à l'intérieur du parti socialiste-indépendant.

Si Leviné participa à ces débats, je l'ignore. Il ne m'entretenait jamais, à cette époque-là, des affaires du parti. Ce n'est que plus tard que j'en entendis parler, par l'intermédiaire d'Ernst Meyer. Mais, à travers les discours passionnés de Leviné, j'ai compris la nécessité d'une organisation autonome : on ne pouvait, dans le feu de la situation révolutionnaire, supporter les entraves qu'entraînerait infailliblement une organisation commune.

Le parti socialiste-indépendant n'était absolument pas unanime sur les objectifs à atteindre. Son aile droite comptait dans ses rangs l'éminent économiste Hilferding et le pacifiste Haase *, tandis qu'au sein de son aile gauche Däumig ** était un défenseur enthousiaste du système des conseils. Il était même partisan de la dictature du prolétariat, encore qu'il s'agît, dans son esprit, d'une dictature très « civilisée » reposant plus sur « la force et l'énergie spirituelle » que sur « les canons et les colonnes de blindés »³.

Au Congrès de ce même parti socialiste-indépendant, qui eut

* *Hugo Haase* (1863-1919) était avocat. Député social-démocrate à partir de 1897. En 1911, président du parti social-démocrate. En 1917, passe au parti socialiste-indépendant, dont il devient le président. Il est mort des suites d'un attentat.

** *Ernst Däumig* (1868-1922) fut journaliste au *Vorwärts* avant la Première Guerre mondiale. Opposé à l'orientation du parti social-démocrate dès 1914. Cofondateur du parti socialiste-indépendant. Membre de l'exécutif des conseils en novembre 1918. Il se fit le théoricien du système des conseils.

3. Toutes les citations suivantes sont extraites du procès-verbal du Congrès extraordinaire de l'U.S.P.D. qui se tint à Leipzig du 30 novembre au 6 décembre 1918.

lieu à Leipzig du 30 novembre au 6 décembre 1918, Däumig reprocha d'offrir un exemple unique d'« esprit prosaïque, terre à terre et philistin » dans l'histoire des parlements révolutionnaires.

Richard Müller *, lui aussi défenseur soi-disant acharné du système des conseils, expliqua qu'il était parfaitement conscient du fait que les conseils représentaient la seule véritable conquête de la révolution :

Si les conseils d'ouvriers et de soldats disparaissaient, il ne resterait rien de la révolution. Toute l'organisation politique et économique resterait intacte.

Il réfuta en même temps les « calomnies » selon lesquelles les conseils auraient eu l'intention de prendre le pouvoir. Tout au contraire :

Le Comité exécutif, constitué sous l'effort des premières tempêtes révolutionnaires de cette époque, est une institution uniquement provisoire. Institution provisoire qui devrait être liquidée le plus rapidement possible.

Dans les faits, « tout le pouvoir politique, dans le pays, appartenait aux conseils d'ouvriers et de soldats ». En cas de complots contre-révolutionnaires, « les instances exécutives des conseils avaient le droit d'exercer tout le pouvoir exécutif ».

Il dépendait du congrès de décider de l'usage que l'on ferait de cette position de force. Mais le sentiment général qui régnait au sein de l'aile gauche du parti socialiste-indépendant était la crainte de l'aile droite qui, de son côté, n'avait pas surmonté le divorce avec le parti mère et s'efforçait de sceller la réconciliation avec lui. Les « centristes » bavarois balançaient désespérément entre les deux. Certaines propositions présentées par les spartakistes furent rejetées par crainte de voir se dissoudre le congrès, d'autres parce qu'elles auraient pu être interprétées comme une provocation par « l'Entente » : celle-ci, disait-on, n'accepterait jamais une Allemagne des conseils, les soviets russes

* Voir notre préface.

n'ayant d'ailleurs été sauvés que par leur grand allié naturel, c'est-à-dire l'hiver.

On abandonna, on différa, on jeta à la corbeille des résolutions pourtant adoptées à l'unanimité. On ne tint pas les promesses faites, Leviné accusa même les partenaires du parti socialiste-indépendant d'avoir falsifié la liste des orateurs pour éviter des difficultés politiques. Liés au groupe politique des indépendants, nous le traînions comme un boulet qui nous faisait sournoisement trébucher et qui provoquait parfois de légers séismes dans la liste des orateurs.

Il s'ensuivit que l'on interdit au groupe Spartakus de présenter des résolutions en son nom propre⁴ et de manifester ainsi les différences fondamentales qui le séparaient de ses partenaires. Le déroulement du congrès n'en aurait certainement pas été changé (assemblée que Däumig qualifiait à juste titre de « Club de suicidaires »), mais il aurait au moins été épargné aux spartakistes de se poser plus tard cette question extrêmement humiliante : « Où était donc passé, durant le congrès, le groupe Spartakus ? »

Leviné tira de ce congrès du parti socialiste-indépendant la conclusion suivante :

Il est essentiel de comprendre ce qui s'est passé dans les coulisses, au sein du groupe politique dont nous faisons partie. Il est absolument certain que nous ne pouvions en aucune manière prétendre « éclairer » nos partenaires. La situation était tout à fait différente de celle des manifestations de masse organisées par les indépendants et au cours desquelles les spartakistes, aussi longtemps qu'ils sont présents, peuvent « pousser à gauche », selon l'expression consacrée. Mais ces messieurs qui siègent au sein du groupe politique du congrès possèdent une telle dose d'indifférence devant le jeu parlementaire auquel ils sont rompus que nos efforts pour les « pousser à gauche » doivent nécessairement

4. Il fallait, pour ce faire, constituer un groupe politique comptant au moins vingt représentants. Selon Leviné, les délégués spartakistes — au nombre de douze — auraient pu facilement atteindre ce chiffre minimum avec le soutien d'autres délégués de gauche, issus en particulier des rangs des soldats.

rester sans effet. Dittmann, qui prétend réaliser une fusion entre les Indépendants et les Majoritaires, d'autres qui approuvent la constitution de listes communes pour les élections à l'Assemblée nationale, même la camarade Luise Zietz, qui accepte la constitution de listes non concurrentes, tous sont insensibles à nos efforts. Ils les jugent même très désagréables et sont prêts, par réaction, à virer encore plus à droite.

Cette union contre nature, ce mariage entre chien et chat doit prendre fin. Nous ne voulons pas être l'aiguillon qui force les Indépendants à aller de l'avant. Quel effet peut produire un aiguillon sur un âne qui s'étale par terre de tout son long pour vous dire : « Tu peux me piquer, je n'avancerai pas » ? Si nous restons encore longtemps associés aux Indépendants, c'est nous qui jouerons bientôt le rôle de l'âne !

Je voudrais vous prouver combien les égards que nous avons pour les Indépendants entravent notre liberté. Nous espérons les entraîner avec nous et renonçons pour cela à notre action sur les masses. Le résultat est que nous glissons à droite. Est-ce la fonction de la révolution de tirer ainsi à hue et à dia des milliers d'hommes ?

Le compte rendu de Leviné se distingue par les questions variées dont il traite. Il n'y aborde pas seulement des problèmes concernant exclusivement le parti (comme la réorganisation de ce dernier sur la base des cellules d'entreprise ou les nouvelles élections des conseils), mais aussi des problèmes sociaux et économiques liés à la période postrévolutionnaire comme le contrôle des entreprises par les ouvriers, ou bien encore ce que Leviné désignait sous le terme de « chauvinisme d'entreprise ». Nombreux sont ceux qui, ayant pu lire ultérieurement ce rapport, ont exprimé leur étonnement que son auteur ait prévu des difficultés restées longtemps à l'ordre du jour en Union soviétique.

Il s'efforçait avant tout de redonner aux masses une certaine confiance en elles, un goût de l'initiative, le sentiment qu'elles seules pouvaient maîtriser leur destin. Il leur apprenait à surveiller de près leurs dirigeants, à ne pas seulement prêter attention

à leurs paroles, mais aussi à leurs actes. Il les mettait en garde : « Nous sommes d'avis que [si on néglige d'éclairer la conscience politique des troupes] Ebert est tout aussi capable que Guillaume II de Hohenzollern de faire fusiller père et mère ⁵. »

Ce genre de comptes rendus étaient destinés aux groupes de délégués élus des conseils d'entreprises de Berlin. Ils étaient écoutés avec une attention recueillie, et j'inclinai parfois à croire que les ouvriers constituaient une masse silencieuse, un instrument docile entre les mains de dirigeants habiles. L'avenir allait m'obliger à réviser mon jugement.

A l'ordre du jour du Congrès de fondation du parti (qui devait se tenir du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919), il y avait la question de l'attitude des spartakistes face aux premières élections de l'après-guerre, élections à l'Assemblée nationale allemande (19 janvier 1919). Le problème était pour eux le suivant : participation ou boycott ?

Les plus anciens cadres du groupe Spartakus défendaient résolument la thèse de la participation aux élections. Il en aurait résulté l'avantage de rapprocher les spartakistes des masses populaires, de familiariser ces dernières avec les idées communistes. On ne pouvait non plus exclure a priori l'éventualité d'un retournement de la situation politique avec, pour conséquence, l'installation pour les spartakistes d'une certaine période d'illégalité, fût-elle limitée dans le temps. Dans cette hypothèse, le fait de disposer d'un certain nombre de sièges au Parlement constituerait l'unique possibilité de continuer de faire connaître ouvertement les idées communistes. Il était également à prévoir que les ouvriers ne comprendraient pas la raison du boycott et qu'il serait difficile de les convaincre de se tenir à l'écart de la vie politique. On ne ferait que les contraindre à voter pour les autres partis.

Il y avait néanmoins beaucoup de membres du groupe Spartakus qui refusaient catégoriquement l'idée d'un Parlement calqué sur le modèle ancien. Ils souhaitaient une forme d'Etat reposant sur le système des conseils et trouvaient peu judicieux de gaspiller temps et force au service d'institutions qu'ils récusait, et cela

5. Guillaume II avait déclaré devant des jeunes recrues qu'elles devaient être prêtes, si lui-même leur en donnait l'ordre, à tirer sur leur propre père et propre frère.

au moment précis où il s'agissait de concentrer tous ses efforts pour mener l'ultime combat pour la conquête du pouvoir. C'était, à leur avis, une entreprise vouée sans aucun doute à l'échec que de prétendre convaincre des camarades sans expérience de mener une campagne pour une institution politique qu'ils voulaient précisément abolir. Le projet leur semblait enfermer une contradiction interne.

La question n'était pas facile à résoudre. (Pendant la révolution russe de 1905, les bolcheviks s'étaient décidés à boycotter les élections à la Douma en vertu de considérations à peu près identiques.) Le nombre de militants hostiles à la participation devint si important que même des dirigeants de l'envergure de Karl Liebknecht commencèrent à hésiter : « Il m'arrive d'être le matin pour la participation, le soir pour le boycott des élections⁶. »

Conformément aux instructions de la direction du groupe Spartakus (instructions qui rencontraient sa conviction personnelle), Leviné s'était déclaré en faveur de la participation, ce qui suscita une véritable tempête d'indignations : « Qu'est-ce qui lui prend ? Il n'est plus lui-même. Si Leviné se laisse aveugler par le jeu parlementaire, en qui peut-on encore avoir confiance ? », s'écrièrent ses détracteurs.

Comme je faisais moi-même partie de ce genre de jeunes militants passionnés, je dois avouer que je contribuai à faire échec au projet de participation : il n'y a que les ignorants qui ne se posent pas de questions !

Leviné se trouva soudain complètement isolé, seul contre « la volonté du peuple ». Il se laissa entraîner et vota, à la grande surprise de tout le congrès, contre la participation. Mais ce ne fut qu'un écart passager, une erreur qu'il devait bientôt corriger.

Les arguments que Leviné présenta contre la participation aux élections étaient néanmoins très pertinents. Il se laissa certainement entraîner par l'atmosphère générale du congrès, mais il sut également tirer la leçon de cette expérience. Il s'expliqua en ces termes :

6. Rapporté par Peter Nettl, dans son livre sur Rosa Luxemburg [en français aux éditions Maspero].

Ce sont précisément les camarades de la direction centrale du parti qui nous affirment que politiquement les masses ne sont pas encore suffisamment éclairées. C'est un argument contre la participation aux élections. Nous pourrions peut-être expliquer ici à nos camarades que l'on peut être à la fois contre l'Assemblée nationale et pour la participation aux élections. Mais nos camarades ne seront pas capables d'expliquer à leur tour la même chose à leurs collègues, dans les entreprises. Il est exact que les masses populaires ont un raisonnement primaire. Si on leur dit « Participez aux élections ! », on éteint en même temps chez elles leur hostilité résolue à l'égard de l'Assemblée nationale et, au lieu de les inciter à poursuivre l'élaboration des conseils d'entreprises, on les encourage à nourrir l'espoir d'obtenir quelque succès avec la future Assemblée nationale... Que nous le voulions ou non, les masses populaires sont en faveur de l'Assemblée nationale... Le problème est pour nous de trouver le moyen de les inciter à rejoindre *ensuite* nos positions... Le plus dur pour nous reste à faire. Si, dans un premier temps, nous essayons une défaite... les masses connaîtront ensuite une déception [devant ce que leur apportera l'Assemblée nationale] et diront : les spartakistes avaient bien raison quand ils nous disaient de penser d'abord à construire nos conseils⁷...

Leviné parla de « maladie de jeunesse » (ce que Lénine désigna plus tard sous le terme de « maladie infantile »), la théorie du boycott des élections représentant à ses yeux un symptôme typique de cette maladie. A peine un mois après la fin du congrès, il parvint à la conclusion que le parti ne pouvait véritablement remplir son rôle qu'après avoir surmonté efficacement ce genre de faiblesse (Leviné parla également de « maladie de jeunesse » dans son « projet d'organisation du parti communiste »⁸ dont j'ai pu conserver les quelques pages malgré les années).

7. Cité d'après le procès-verbal du Congrès de fondation du parti communiste allemand (K. P. D.).

8. Voir l'annexe II, p. 299.

Les forces contre-révolutionnaires, qui ne mirent que peu de temps à constater qu'elles n'avaient rien à craindre du nouveau gouvernement « socialiste », sortirent bientôt de l'ombre.

Les conseils formaient leur adversaire principal, et elles les attaquèrent avec presque la même virulence, les mêmes calomnies, les mêmes injures qu'elles réservaient d'habitude aux bolcheviks. En maints endroits la lutte « idéologique » déboucha sur la dissolution des conseils locaux, prétendument sur décision de l'Entente toute-puissante.

Mais les contre-révolutionnaires (auxquels appartenait jusqu'au parti social-démocrate) ne s'arrêtèrent pas là. Sous le prétexte de préserver les frontières, ils constituèrent d'importantes unités militaires. On créa dans les régiments des divisions spécialement entraînées pour la guerre civile (particulièrement efficaces pour le combat de rue et les escarmouches à proche distance) qui comptaient en leur sein un grand nombre d'officiers d'active.

On persuada les soldats que l'on recrutait ces divisions pour lutter contre les voleurs et les pillards. On les attira également en leur promettant une solde plus élevée et une nourriture plus soignée.

Les attaques menées par les contre-révolutionnaires devinrent chaque jour plus fréquentes et plus hardies. Le 6 décembre 1918, une unité militaire mit en scène un putsch en plein centre de Berlin. On arrêta le Comité exécutif des conseils d'ouvriers et de soldats et on offrit à Ebert la présidence de la République. Mais Ebert était un homme prudent et le putsch n'aboutit pas. En cette occasion, quatorze personnes trouvèrent la mort, trente furent blessées, tandis que les instigateurs sortirent indemnes de l'affaire.

Les forces contre-révolutionnaires n'étaient pas isolées. Elles avaient des alliés même au sein du gouvernement. Ebert, le chef du parti social-démocrate, avait déclaré dès le début qu'il « haïssait la révolution comme le péché » et luttait âprement contre tout ce qui pouvait rappeler celle-ci. Les faiblesses démontrées par le I^{er} Congrès national des conseils ne firent qu'entretenir son zèle.

La division dite de la marine populaire, qui cantonnait à Berlin dans les bâtiments de l'Ecurie royale, était directement issue de la révolution et pour cette raison particulièrement mal

supportée par les contre-révolutionnaires. Sur l'initiative personnelle d'Ebert, le gouvernement décida de se débarrasser de ces gêneurs. On leur ordonna, avec une agressivité extraordinaire, de quitter les lieux dans un délai de moins d'une heure à peine. Sept marins trouvèrent la mort.

L'incident eut lieu trois jours après la fin du congrès, juste la veille de Noël, de sorte que toute la presse bourgeoise, y compris l'organe du parti social-démocrate, s'en prit à ces « communistes criminels » qui n'avaient pas hésité, « en un tel jour », à faire couler le sang. On assimila, une fois pour toutes, bain de sang et communisme, sans se soucier de savoir qui était responsable, ou même quelles étaient les victimes. Triste exemple de la rouerie des despotes qui manipulaient l'opinion publique...

La fraction des socialistes-indépendants démissionna du gouvernement en signe de protestation. L'équilibre des forces paraissait pencher de plus en plus en faveur de la droite. Mais ce n'était que superficiel, car les ouvriers n'avaient pas encore jeté tout leur poids dans la bataille et la révolution était loin d'être achevée. Elle ne devait prendre sa véritable dimension — comme Rosa Luxemburg l'avait d'ailleurs prédit — qu'avec le développement d'inéluctables luttes économiques.

Les conflits sociaux s'aggravaient. Il fallait impérieusement trouver une solution rapide aux problèmes de la malnutrition, du chômage, du manque de logements et d'articles de première nécessité. Le sentiment général qui régnait parmi les ouvriers n'était absolument pas antirévolutionnaire. On n'aurait pas trouvé parmi eux un seul groupe représentatif qui ne fût partisan de la socialisation de l'industrie et d'un gouvernement ouvrier.

Ils n'étaient pas décidés à abandonner leurs positions révolutionnaires et s'apprétaient, bien au contraire, à devoir livrer bataille pour avoir encore davantage de droits (un grand nombre d'entre eux s'armaient déjà pour le combat). Ils détestaient la bourgeoisie parce qu'elle les avait forcés à se lancer dans la guerre, en particulier les spéculateurs et les trafiquants, qui avaient construit leur fortune aux dépens de millions de morts et d'invalides. Ils se laissèrent néanmoins persuader que le pouvoir, incarné par les six commissaires du peuple de tendance socialiste, restait entre leurs mains et qu'ils n'avaient qu'à en

user à bon escient. Le socialisme leur semblait définitivement installé.

Il ne fait pas de doute que beaucoup de dirigeants socialistes, même parmi les Indépendants, caressaient les mêmes illusions. Emil Barth, un membre très estimé du parti socialiste-indépendant, assura devant le Congrès des conseils que « la question du salariat ne se poserait plus dans les prochains mois ». Et Hilferding, l'éminent théoricien socialiste, prétendit — alors que jusqu'à présent on n'avait pas touché à un seul cheveu des capitalistes — que l'industrie devait être considérée comme le bien de la communauté : « Les usines ne *vous* appartiennent pas [*vous*, c'est-à-dire les ouvriers considérés comme individus], mais elles appartiennent encore *moins* aux capitalistes. »

Les ouvriers s'étaient résolus, assurément, à faire preuve de patience, mais on ne pouvait continuer à les tromper. La socialisation était plus que jamais à l'ordre du jour, et le dernier acte n'était pas encore joué !

XIV

Il ne s'écoula que huit jours entre le Congrès des conseils (du 16 au 21 décembre) et le Congrès de fondation du parti communiste allemand, qui devait devenir le parti le plus puissant et le plus influent du continent après le parti bolchevique... Leviné passait ses journées dans des assemblées, ses soirées et parfois ses après-midi dans des réunions publiques. Je l'accompagnais aussi souvent que possible, m'efforçant, dans l'intervalle, de l'aider dans la mesure de mes moyens. Il m'envoyait dans des réunions pour que je puisse me rendre compte de l'atmosphère générale et pour lui faire savoir si le parti, dans son besoin urgent de dirigeants compétents, était en mesure d'utiliser éventuellement, bien qu'il ne fût pas communiste, tel ou tel orateur aux idées de gauche. Il était sûr de pouvoir compter, pour l'accomplissement de cette tâche, sur mon excellente mémoire, sinon sur ma maigre expérience politique. Il m'avait ordonné, toutefois, de n'intervenir en aucun cas, ni de manifester publiquement ma présence à l'occasion des discussions qui suivaient habituellement les discours les plus importants.

J'étais certes en mesure de lui donner de nombreuses preuves de la foi inébranlable du peuple en l'avenir du socialisme, mais je ne pouvais moi-même faire autrement que de constater la manière utopique et parfaitement puérile dont les orateurs confondaient leurs sentiments personnels avec la réalité révolutionnaire.

Je n'oublierai jamais cette réunion au cours de laquelle Franz

Pfemfert *, révolutionnaire anarchisant très connu, homme sincère et orateur remarquable, prit la parole. Il dressa un tableau idyllique de l'avenir de la révolution allemande : il expliqua que si les capitalistes russes, personnalités de caractère, ne s'étaient pas laissés vaincre facilement, les vieilles badernes allemandes, en revanche, ne méritaient pas qu'on les considérât comme des adversaires sérieux.

Ce point de vue était en contradiction totale avec les conceptions des communistes qui estimaient que les capitalistes occidentaux étaient bien organisés, habiles et rusés (ne parvenaient-ils pas à pervertir en permanence les différents partis sociaux-démocrates et à les mener en bateau à leur guise ?).

Je jugeais de mon devoir de corriger les assertions de Pfemfert. En période de révolution, en effet, chacun apprend à tenir des discours et trouve également le courage de parler en public. Mais je respectai les instructions de Leviné. Je ne lui avais jamais demandé les raisons de ces précautions, mais il me donna un jour, de lui-même, son explication : il jugeait déplacé de fonder une sorte de « trust familial » — justification qui n'avait rien de rationnel ou de politique et qui cachait certainement autre chose. Leviné n'avait sans doute pas encore surmonté ses vieux préjugés. Un jour que nous croisions dans la rue Rosa Luxemburg, il me confia : « Cette femme possède une intelligence hors du commun. Elle me fait peur... »

Tout en appréciant mon jugement, il ne cessa de me traiter comme un bête, jusqu'au dernier jour.

Je me souviens par exemple de la dernière nuit qu'il passa à la maison : il était déjà tard et j'étais rentrée avant lui en ramenant un avis officiel émanant du nouveau gouvernement et qui me paraissait véritablement incroyable. Encore à moitié endormie, je sautai immédiatement hors du lit pour le lui montrer. Il ne mit cependant aucun empressement pour lire le document, se moquant d'abord de son « petit Osluk endormi » qui se montrait, voyez-vous ça, si passionné de politique !

Il n'avait pas le temps de suivre mon évolution politique,

* Franz Pfemfert (1879-1954) dirigeait la revue expressionniste *Die Aktion*. A son sujet, voir notre livre *D'une apocalypse à l'autre* (10-18, Paris, 1976) et le numéro de la revue *Obliques* que nous avons consacré à l'expressionnisme allemand.

qui n'en était pas moins tout à fait réelle. Je me détournais de plus en plus du beau monde à mesure que je m'occupais plus étroitement de ses affaires. Je commençais à mépriser mes amis d'autrefois, des gens qui faisaient de beaux discours et dont j'attendais qu'ils fussent les pionniers d'un monde nouveau et meilleur, « lorsque le temps serait venu ».

Ils étaient là à trembler, avec la peur de perdre leur petit emploi confortable. A un moment où tout le pays était en proie à des troubles, à bout de forces et à moitié affamé.

Nous rencontrâmes un jour par hasard Karl Jaspers qui, déjà à cette époque, appartenait aux sommités de l'université de Heidelberg. « Leviné, quelle surprise ! s'écria-t-il, j'entends dire tant de choses des spartakistes ! Mais je me suis dit qu'avec Leviné ça ne pouvait être simplement une bande de bons à rien ou de criminels. Alors, dites-moi, qui sont-ils vraiment ?... »

Nous entrâmes dans le café le plus proche et Leviné commença à exposer ce qu'étaient vraiment les spartakistes. Jaspers l'écouta en silence. Il semblait très impressionné, presque captivé. Aucune objection ne lui venait à l'esprit. A la fin, il soupira : « Vous êtes tous une bande d'idéalistes impénitents. »

Après avoir rejeté d'abord le communisme en raison des « atrocités » commises en son nom, Jaspers le rejetait maintenant en raison de ses mobiles idéalistes !... Il ne voulait, au fond, que préserver sa tranquillité.

Le professeur Emil Lederer, éminent spécialiste d'économie politique dont les conceptions marquaient une nette orientation à gauche, était naturellement en faveur de changements. Il me confia au cours d'une conversation privée qu'il était effectivement membre du parti socialiste-indépendant. Mais on l'avait prié, en raison de considérations pratiques — vraisemblablement pour ne pas heurter les partisans d'Ebert —, de ne pas révéler cette appartenance. Il faisait partie de la « commission des socialisations », habilitée à décider quels étaient les secteurs industriels suffisamment mûrs pour être socialisés. Il se montrait, quant à lui, très prudent dans ses appréciations. Il était très irrité par « l'impatience » des communistes en ce domaine. Comme il était lié d'amitié avec la femme de Liebknecht, il lui envoya un jour une longue lettre, ou plus exactement un exposé, où il la pria d'user de son influence auprès de son mari pour le détourner de « la

dangereuse politique » qu'il menait. « Il nous faut attendre le moment opportun » — tel était le point d'orgue de son message.

Ce qui fit dire à la femme de Liebknecht, avec l'esprit caustique qui la caractérisait : « Quelle naïveté ! Attendrait-il par hasard de moi qu'entre la poire et le fromage j'invite mon mari à plus de modération ou que je lui demande, pour faire plaisir à sa petite femme chérie, de changer de politique ? »

Je connaissais également Hugo Haase, le président du parti socialiste-indépendant. Il faisait partie des six membres du « Conseil des commissaires du peuple », le gouvernement socialiste provisoire.

Je l'avais rencontré en 1915. Il me manquait des papiers (acte de naissance, etc.) pour pouvoir me marier. La femme de Liebknecht m'avait conseillé de m'adresser à Haase, son mari répugnant à demander lui-même ce genre de service aux autorités :

— Haase est en meilleurs termes avec les gens dont cela dépend. C'est un homme extraordinaire. Je vous le présenterai.

— C'est un service dangereux que vous me demandez, plaisanta Haase. Si votre mariage prend mauvaise tournure, vous m'en tiendrez responsable. Aimez-vous donc vraiment cet homme ?

Il me procura l'autorisation de contracter mariage et resta pour moi, jusqu'à la fin de sa vie, un conseiller et un ami paternel. Si j'ai jamais rencontré un homme au cœur d'or, c'est bien Haase. Sa modestie n'avait d'égal que la pureté de ses sentiments.

Malgré les violentes attaques dont il était l'objet de la part de Leviné, il m'adressa un signe amical lorsqu'il me reconnut au balcon de la salle où se tenait le Congrès des conseils. J'étais pourtant placée si loin de lui qu'il aurait pu tout simplement m'ignorer.

Mais il faut, pour faire un révolutionnaire, beaucoup plus que de la bonté et des sentiments humanitaires. Cet homme qui avait voué toute sa vie à la cause du socialisme n'avait ni la puissance d'imagination ni la force de caractère pour franchir le dernier pas. Son indécision, ses hésitations causèrent plus de dommages et de pertes à la révolution que les actions préméditées de ses adversaires déclarés. Il mourut en novembre 1919 des suites d'un attentat.

De tous ceux dont j'espérais qu'ils changeraient le monde, seul Georg Lukacs rejoignit les communistes.

Il était marié à une femme un peu étrange (qui, autant que je m'en souviens, était une artiste russe) et menait une vie non conventionnelle, à l'écart des cercles universitaires mondains.

Je l'ai à peine connu, mais je n'ai jamais oublié la remarque qu'il a faite un jour devant moi. Leviné m'avait emmenée ce jour-là à la réunion d'un groupe de réflexion entre membres de l'université. La femme de l'un des professeurs présents déclara :

— N'y aurait-il pas des liens secrets entre les patrons et les ouvriers ?

— Si, bien sûr, répliqua Lukacs, les mêmes qui unissent l'araignée à la mouche prise dans sa toile.

On ne peut trouver explication plus claire de la nécessité du communisme, et ce fut peut-être la seule phrase que je compris ce soir-là. Haase aurait peut-être fait la même réponse, mais il restait encore trop prisonnier des traditions pour penser à « libérer la mouche ». Lukacs avait sur lui l'avantage d'avoir rompu depuis longtemps avec ces traditions*.

Le Congrès de fondation du parti communiste allemand eut lieu du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919. Comme beaucoup d'autres communistes ardents, j'ignorais presque tout de ses travaux et ne me sentais absolument pas tenue de me préoccuper de son déroulement. Moins on en sait et, chose étrange, moins on désire en savoir.

Ce congrès démontra déjà toutes les faiblesses qui devaient par la suite porter préjudice au parti tout au long de son existence : une attitude inconséquente à l'égard du travail parlementaire — attitude que ne partageait pas Rosa Luxemburg — et à l'égard de la participation dans les syndicats déjà en place.

La résolution de boycotter les prochaines élections était fixée d'avance et recueillit une écrasante majorité de voix. La décision encore plus funeste de se séparer des « syndicats traîtres et réformistes » ne put être repoussée que d'extrême justesse, grâce à des manœuvres politiques comme la falsification de l'ordre du

* Rosa Meyer-Leviné n'anticipe-t-elle pas sur les idées politiques de Lukacs à partir de 1918 ? En effet, il a dit lui-même que son évolution vers le marxisme date des années de guerre. Il quitte l'Allemagne pour Budapest en 1917.

jour (ainsi qu'Ernst Meyer me le raconta quelques années plus tard).

La prise de position de Leviné en faveur du boycott ne fut pas sans influencer cette néfaste décision.

En ce qui concerne le problème des syndicats, Leviné adopta une attitude assez ambiguë. Son hésitation, sur ce point, était directement liée à la question du boycott. La seconde erreur était la conséquence logique de la première. Participer au travail des syndicats signifiait combattre sans relâche pour gagner les ouvriers à la cause de la révolution, objectif qui, sinon tout à fait réalisé, semblait réalisable. Mais les conseils d'entreprises, qui étaient plus souples et moins soumis à l'autorité de la vieille bureaucratie, paraissaient plus à même de toucher les masses populaires et les influencer.

Si l'on considère que, dans la lutte pour le pouvoir, l'heure est désormais au combat de rue, on aperçoit mal la nécessité de poursuivre à l'intérieur des syndicats un long et pénible travail de fourmi pour atteindre des objectifs essentiellement réformistes.

Toutes les discussions et toutes les résolutions furent cependant réduites à néant par un nouveau bouleversement de la situation.

Le 3 janvier 1919, quelques jours seulement après le Congrès de fondation, la direction centrale du parti communiste reçut un télégramme alarmant : les ouvriers de Haute-Silésie, qui disposaient de la majorité dans les conseils locaux et qui avaient une certaine influence sur l'administration, voulaient proclamer la République des conseils. Ils demandaient qu'on leur envoie des dirigeants expérimentés pour les soutenir.

Semblables situations se reproduisent souvent dans la première phase d'une révolution. Les masses populaires s'éveillent tout à coup à la vie politique. Elles prennent conscience que les choses ne sont pas telles qu'elles devraient être et qu'il est possible de les changer. Elles sont grisées par ce qu'elles viennent de vivre et croient pouvoir décrocher la lune. Elles vont jusqu'à penser en toute naïveté que tout le monde a subi la même évolution — situation extrêmement rare où l'on est prêt à renoncer, en dehors de toute vanité, à la gloire de devancer son prochain.

Un tel enthousiasme, aussi précieux soit-il, constitue un grave danger. Ne disposant pas de l'expérience nécessaire, les ouvriers n'aperçoivent pas quelles difficultés les menacent et quels

obstacles les attendent. Il fallait empêcher en Haute-Silésie toute action trop précipitée dans la mesure où elle devait obligatoirement conduire à une défaite et un bain de sang.

C'est une tâche énorme que de vouloir endiguer les énergies révolutionnaires sans pour autant susciter déception et apathie, plus difficile encore que d'attiser l'ardeur des foules dans une période de profonds bouleversements. Pour remplir cette tâche réclamant à la fois beaucoup d'autorité et de doigté, on choisit Leviné.

J'étais alors sur le point de devoir subir une intervention chirurgicale et j'attendais de trouver une place dans l'un de ces hôpitaux qui, par suite de la guerre, étaient toujours bondés. Le moment du départ approchait ; Leviné s'efforçait de concentrer toute son activité sur les environs immédiats de Berlin et prévoyait même d'organiser une petite fête pour notre dernière soirée.

Il était en ville lorsque j'appris que le moment était venu pour moi de partir. J'allai le chercher à son bureau en fin d'après-midi. Je le trouvai dans un état d'excitation extrême et pensai que nous allions devoir renoncer à notre petite fête d'adieu parce qu'il lui fallait tenir une nouvelle réunion. « Cela ne fait rien, je t'accompagne », lui dis-je pour l'apaiser.

Il parlait souvent, dans ses réunions, du même sujet ; pour ne pas trop m'ennuyer, il avait l'habitude — uniquement à mon intention — d'inventer chaque fois des expressions et des images nouvelles, créant ainsi une langue qui n'appartenait qu'à lui. J'étais naturellement ravie de sa maestria et très fière de cet hommage secret qu'il me rendait. « C'est beaucoup plus ennuyeux, bredouilla-t-il d'une voix désespérée, je dois quitter Berlin pour une durée indéterminée. Mais je ne partirai pas, je ne te quitterai pas en ce moment — ils comprendront. »

C'était l'époque où toute intervention chirurgicale était grave. J'étais, quant à moi, envahie autant par la peur de me retrouver seule que par la crainte de le voir risquer sa vie.

Mais les mots insensés qu'il venait de bredouiller me firent oublier mes craintes : je l'écoutai et le compris.

Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg étaient indispensables à Berlin, et aucun autre que Leviné ne paraissait à la hauteur de la tâche demandée. Il ne pouvait faire autrement que partir,

mais il savait remplir les obligations les plus pénibles avec un air radieux et réjoui.

Nous courûmes jusqu'à la gare. Il grimpa dans un train bondé en passant par la fenêtre d'un compartiment. Nous eûmes à peine le temps de nous dire au revoir, mais nous étions tous deux bouleversés et heureux.

— Serais-tu parti si j'avais pleuré ou si j'avais essayé de te retenir ? lui demandai-je.

— Je ne sais pas, me répondit-il.

Il le savait, bien sûr. Mais il ne jugeait pas utile de me dire qu'il y avait quelque chose qui lui importait beaucoup plus que moi.

XV

Nos craintes et nos « sacrifices » se révélèrent parfaitement injustifiés. Les médecins ne voulaient pas m'opérer immédiatement mais me garder en observation pour essayer de juguler le mal par d'autres méthodes. Je n'avais malheureusement aucun moyen pour faire parvenir à Leviné cette nouvelle rassurante. Nous étions totalement coupés l'un de l'autre.

Leviné réussit à éviter d'extrême justesse un affrontement sanglant et désespéré. Mais il était à peine rentré de Haute-Silésie qu'il dut à nouveau faire face à une situation comparable.

Berlin était emporté par ce soulèvement qui entra dans l'histoire sous le nom de « Semaine sanglante » et qui devait avoir pour dénouement la cruelle défaite des ouvriers révolutionnaires et les meurtres sauvages de leurs dirigeants, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

La bataille s'engagea, à l'origine, pour répliquer aux menaces de révocation qui pesaient sur le préfet de police Emil Eichhorn. Membre du parti socialiste-indépendant et ami intime du défunt August Bebel, il jouissait d'une grande estime parmi les ouvriers de toutes tendances politiques, tant en raison de son honnêteté personnelle que de son dévouement sincère à la cause de la classe ouvrière. Sa position de préfet de police était considérée comme un rempart contre la conspiration contre-révolutionnaire et, en tant que telle, dérangeait beaucoup les forces réactionnaires.

Les communistes, en accord avec les Indépendants, appelèrent à une manifestation commune de protestation.

De très nombreux ouvriers sociaux-démocrates qui étaient

révoltés par cette décision de leur gouvernement de révoquer ainsi un socialiste de longue date, fidèle et unanimement apprécié, se joignirent au mouvement. Décidés à se battre, les ouvriers occupèrent la ville entière. Comme à Essen, ils envahirent spontanément les bâtiments de l'organe du parti social-démocrate, *En avant!* *, poursuivant un but identique : « fermer leur gueule de menteur ». Il s'agissait cette fois de la « gueule » des sociaux-démocrates. Eichhorn resta à son poste sous la protection des ouvriers armés qui avaient pris position dans les bâtiments.

Le gouvernement se trouvait dans une situation extrêmement délicate. Les ouvriers étaient maîtres du terrain et manifestaient la ferme volonté de ne pas reculer.

Mais le gouvernement fut sauvé par les Indépendants qui n'eurent pas le courage d'engager un combat sans merci. Ils ne comprirent pas pourquoi les sociaux-démocrates, qui avaient été naguère leurs alliés, avaient pu rejoindre définitivement l'autre camp, et pourquoi on ne pouvait plus désormais résoudre les conflits à l'amiable. Ils firent partout circuler le mot d'ordre de « négociations ».

Le gouvernement saisit avec empressement la perche qu'on lui tendait. Il joua le jeu le temps qu'il était nécessaire pour acheminer des troupes sûres afin d'écraser le soulèvement. Ainsi se trouvait scellé le destin d'un combat dont les protagonistes se laissèrent appâter et démoraliser par la promesse d'un « accord négocié en toute loyauté ».

Le parti communiste déploya, pendant ce temps, une activité fébrile. Il mobilisa tous ses militants, sans exception, et les fit travailler nuit et jour. Le journal *En avant!* parut sous la direction de Leviné, avec un nouveau titre : *L'En-avant rouge* **.

Les bâtiments du journal servaient à la fois de place forte, de camp de prisonniers, et même d'hôpital. Leviné contrôlait « conjointement » tous les secteurs. Mais il était en outre, tout le monde s'accordait à le reconnaître, un frère et un ami pour chacun, lui dont toute la personne respirait confiance et énergie.

C'est uniquement par hasard que lui fut épargné le sort réservé aux sept négociateurs dépêchés pour débattre des conditions de

* *Vorwärts!*

** *Vorwärts* et *Der Rote Vorwärts*.

la reddition, ainsi qu'aux quelques centaines de simples militants qui furent écrasés par les troupes gouvernementales. Il profita d'une trêve pour se rendre à la direction centrale du parti et discuter des mots d'ordre des négociations. Lorsqu'il revint, les bâtiments du journal *En avant!* étaient sous le feu de l'artillerie, et il lui fallut attendre un autre moment d'accalmie.

Je fus très surprise de le voir soudain arriver à l'hôpital où j'étais. Il n'avait pu me donner, les temps derniers, que quelques rares nouvelles par téléphone.

« Je ne fais que passer, il faut que j'aie repris mon poste. » Il n'eut pas de chance, car les bâtiments du journal *En avant!* devaient tomber après ce dernier assaut.

Il fut torturé par le remords d'avoir abandonné ses « camarades des jours de peine ». Il envisagea même de se livrer, avant qu'on lui eût démontré que sa vie appartenait plus à la révolution qu'à lui-même. Semblables débordements déraisonnables, ces épanchements sentimentaux et même théâtraux qui ne conviennent pas à « l'homme fort », caractérisent le révolutionnaire dévoué jusqu'au sacrifice de lui-même. Ils rendent le plus froid des théoriciens capable d'endurer toutes les souffrances jusqu'à la mort. Lénine en personne, le plus raisonnable de tous les matérialistes, n'était pas exempt de ce genre de réactions, et il fallut, par exemple, que ses amis l'empêchent de tout abandonner en 1917, après la défaite qui entra dans l'histoire sous le nom des journées de Juillet. Les ouvriers pouvaient-ils prendre le pouvoir ?

A l'origine de la Semaine sanglante, il n'y eut pas — et rien n'était prévu en ce sens — une tentative de prendre le pouvoir. La preuve en est que le parti s'efforçait encore, trois jours avant, d'empêcher un processus de ce genre en Haute-Silésie. Ce qu'il y eut, ce fut essentiellement un mouvement de défense face à la progression des contre-révolutionnaires. Les communistes eux-mêmes ont été surpris par l'ampleur du mouvement.

La réaction des ouvriers — y compris, dans leurs rangs, des membres du parti social-démocrate — fut irrésistible. Le gouvernement était complètement perdu, et il est hors de doute qu'aucune puissance, dans une lutte acharnée pour la démocratie et le socialisme, n'aurait pu empêcher un « Octobre allemand ». Même une intervention de l'armée aurait été sans effet devant

un prolétariat uni (comme le prouva plus tard la victoire sur le putsch de Kapp *). Mais cette unité, justement, n'existait pas.

Les dirigeants communistes étaient parfaitement conscients de ce dilemme. Radek, homme d'expérience, conseilla de battre en retraite (il devait retirer plus tard une grande fierté de sa clairvoyance politique et me raconta avec une évidente satisfaction qu'il avait conservé la « lettre historique » dans laquelle il avait formulé ses conceptions).

Un soulèvement, une fois qu'on l'a déclenché, est aussi difficile à endiguer qu'un raz de marée. Les partisans de la non-violence, comme les pacifistes du parti socialiste-indépendant, auraient certainement essayé de le faire si la possibilité leur en avait été offerte. Mais ils ne réussirent qu'à paralyser le mouvement par de perfides manœuvres de diversion, dont la plus funeste fut l'exigence de négociations. Ce qui, une fois encore, ne profita qu'à l'adversaire.

Négociier veut dire qu'on fait des concessions mutuelles. Le gouvernement social-démocrate, qui avait appelé l'armée à son secours, n'était pas en mesure de dicter la moindre condition, même s'il l'avait voulu. Et l'armée, placée sous le haut commandement de Hindenburg, ne pouvait, par nature, conclure le moindre compromis avec son ennemi mortel.

Il ne s'agissait, en définitive, ni d'un combat pour un bout de territoire ni d'une mascarade diplomatique, mais d'une question de vie ou de mort. L'armée avait reçu mission de rétablir l'ordre ; il n'y avait pas de place, dans le monde des « partisans de l'ordre », pour des ouvriers en armes et des chefs rebelles. L'ennemi ne devait pas conserver entre ses mains la moindre parcelle de pouvoir. Mieux encore : l'armée devait détruire tous les germes de révolte future ! Ce qui expliquait qu'elle posait, comme première condition, que lui fussent livrés « les armes et les meneurs de la rébellion ». Il appartenait entièrement au vainqueur de décider qui pouvait être considéré comme meneur. Cela pouvait englober des milliers de gens. Tout ouvrier possédant une forte personnalité et susceptible de répandre des idées révolutionnaires faisait, en tout cas, partie de cette catégorie. Ce qui

* La tentative de putsch de Kapp eut lieu le 13 mars 1920. Elle fut repoussée par une grève générale que lança le parti communiste allemand et par des manifestations qui durèrent jusqu'au 17 mars.

explique les prisons bondées et les innombrables cadavres que les vainqueurs laissèrent inévitablement derrière eux.

C'est un des plus grands sophismes que de croire que l'on peut éviter une effusion de sang par une humble soumission. Tout dépend de la situation générale, et cela n'a rien à voir avec le comportement adopté par les ouvriers. L'histoire de toutes les guerres civiles prouve cette vérité fort simple. Les massacres ne se sont jamais limités aux champs de bataille. C'est toujours après la bataille, lorsque les armées ont « nettoyé » les restes de la sédition, qu'elles réclament leur vrai tribut. C'est la raison pour laquelle la répression a toujours été d'autant plus impitoyable que la résistance opposée était faible et que l'armée, par conséquent, était moins freinée dans son action par la crainte de subir quelques pertes dans ses rangs — et jamais l'inverse. Les sept parlementaires envoyés pour négocier la reddition des bâtiments du journal *En avant!* furent abattus sur-le-champ. Le drapeau blanc qu'ils portaient ne leur assura aucune protection. Ils furent des centaines à être blessés ou tués de cette manière.

On mit naturellement la responsabilité du bain de sang sur le dos des spartakistes et on mena dans toute la ville une chasse sauvage contre leurs dirigeants. Le journal social-démocrate *En avant!*, maintenant « libéré », se plaça à l'avant-garde de cette campagne, avec un poème qui disait ceci :

Ils sont des centaines, les cadavres alignés !
Des prolétaires !...
Mais Karl, Rosa, Radek et toute la belle compagnie,
Pas un n'y est, pas un n'y est !...
Des prolétaires !...

Ce journal prétendument « socialiste » ne plaignait même pas les centaines de prolétaires qui avaient trouvé la mort. Il regrettait seulement que « la belle compagnie », ce gibier si convoité, ait échappé au massacre.

La tension générale devint sensible même à l'intérieur de l'hôpital. Les sœurs couraient en tous sens comme un troupeau de moutons qu'on aurait mis en fuite. Elles racontaient les histoires les plus horribles sur les spartakistes sanguinaires. Le 16 janvier nous parvint la nouvelle de la mort de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, « abattus en cours de fuite ». On fit circuler

parmi les malades l'édition spéciale qui annonçait la nouvelle, tout le monde cria et dansa de joie — tout le monde sauf l'infirmière en chef et la supérieure qui ne pouvaient croire, comme elles l'expliquèrent en s'excusant presque devant les autres, que Liebknecht était bien ce monstre assoiffé de sang que l'on voulait faire de lui. Sa femme avait été opérée dans ce même hôpital, et elles l'avaient vu s'agenouiller tendrement à son chevet, lui baiser les mains et la combler de gentilleses. Et toutes les fleurs qu'il lui avait apportées !... Elles avaient déjà vu beaucoup d'hommes dans une situation comparable, mais jamais encore quelqu'un qui fût aussi prévenant et attentionné que lui. Il avait d'ailleurs toujours un sourire ou un mot aimable pour le personnel. La nouvelle leur faisait beaucoup de peine, pour lui et sa pauvre femme !...

Il semble qu'il y ait toujours, même dans les moments les plus noirs, une lueur d'humanité que rien ne peut étouffer, comme ce fut le cas ce jour-là.

Berlin me semblait désert. Je sentais que ce serait bientôt le tour de mon mari. Il m'apparut dangereux de rester à l'hôpital. Quelqu'un pouvait remarquer mon nom, et toute tentative de ma part pour entrer en contact avec lui pouvait alors le faire prendre. Je voulus absolument partir et fus autorisée à quitter l'hôpital sous ma « propre responsabilité ».

Sur le chemin du retour, je croisai un cortège de manifestants. Des ouvriers, des mutilés de guerre, des employés, des hommes et des femmes — autant de personnes pour lesquelles les deux dirigeants assassinés avaient sacrifié leur vie — parcouraient les rues en portant des drapeaux aux couleurs noire, jaune et rouge, en criant à tue-tête et en beuglant des slogans incendiaires contre les communistes criminels dont on avait eu enfin la peau.

L'hôpital me parut à ce moment un refuge paradisiaque devant ce monde barbare, cette jungle où je cherchais vainement un visage humain.

Leviné, qui était après Liebknecht et Rosa Luxemburg le dirigeant le plus honni, était activement recherché par la police. Ne pouvant rester à Berlin, il partit exercer son activité en province.

Sa première étape fut Brunswick, où il participa à un congrès commun entre communistes et Indépendants. Sorti tout juste de la bataille, il déversa sa rancune à l'égard de l'attitude traîtresse

adoptée par les Indépendants lors des événements récents et convainquit à sa cause un nombre non négligeable de délégués. Il travailla ensuite un moment sous le nom d'emprunt de Berg dans la région de la Ruhr, là où il avait connu ses premiers succès. La défaite des ouvriers berlinois et la perte de leurs meilleurs dirigeants faisaient souffler un vent de panique parmi les membres du nouveau parti. Il s'agissait à ce moment de sauver ce qui pouvait encore être sauvé. Leviné apaisa les esprits et rendit courage aux militants en les aidant à analyser les raisons de la défaite et en dénonçant honnêtement les fautes qui avaient été commises.

Mais il voulait parfaire encore ses connaissances en matière de technique du combat politique et brûlait de partir en Russie pour se rendre compte de la situation de ses propres yeux. Le Congrès de fondation de la III^e Internationale, au début du mois de mars 1919, lui offrit l'occasion qu'il attendait.

Il pouvait participer au congrès soit en tant que délégué du parti, soit en tant que correspondant de l'agence de presse Rosta. Il choisit cette seconde possibilité.

Autant soutenait-il sans réserve la cause de la révolution russe comme de la révolution allemande, autant, chose étrange, restait-il très vigilant à conserver son indépendance. Il semblait préoccupé, à ce moment déjà de son évolution, par l'immobilisme de la bureaucratie du parti. Il est caractéristique qu'il se soit efforcé de combattre, dès le Congrès de fondation du parti, le moindre abus de pouvoir de la part de la direction centrale. Il prévoyait que semblables abus « innocents » pouvaient entraîner des conséquences fatales (les nouveaux partis de gauche, aujourd'hui, ne devraient pas l'oublier) et fit valoir en particulier ce point de vue à propos de la fondation de la III^e Internationale.

Rappelons que Rosa Luxemburg ainsi que son vieil ami et compagnon de luttes Leo Jogiches essayèrent d'empêcher ou de différer la fondation de cette Internationale, qu'ils considéraient comme une entreprise prématurée.

Il est certain que cette attitude était sous-tendue par leurs vieux différends avec Lénine et la crainte de se voir placés sous la tutelle de ce dernier. Jogiches, qui dominait presque sans partage la direction centrale du parti communiste, tenta alors d'imposer ses conceptions de manière dictatoriale (il arrive sou-

vent que celui qui peste le plus contre une autorité tutélaire se rende à son tour coupable du même excès avec les siens). C'est ainsi que Hugo Eberlein *, le délégué allemand, fut envoyé à Moscou avec un mandat qui lui liait entièrement les mains.

On ne pouvait agir de la sorte avec Leviné. C'est d'ailleurs plus généralement sa personne même qui faisait problème. Il n'appartenait pas, en effet, aux vétérans du parti. Il n'avait pas connu la controverse entre Rosa Luxemburg et Lénine. Jogiches, qui le soupçonnait de pencher pour les conceptions léninistes, chercha à le convaincre au cours d'un entretien privé.

Ils se rencontrèrent au fond d'un café discret qui servait de refuge au parti alors entré en clandestinité. Nous avions si peu de temps à passer ensemble que Leviné, qui s'attendait à un bref entretien, m'avait emmenée avec lui. On me pressa dans un coin où je ne pouvais rien entendre, et où seul le spectacle du combat acharné entre les deux protagonistes vint distraire mon ennui.

Car ce fut un vrai combat. Jogiches, avec son esprit brillant, n'eut de cesse, pendant des heures, de convaincre Leviné, ne s'arrêtant de temps à autre que pour mesurer la portée de ses arguments. Il avançait avec prudence, soucieux de ne pas révéler les véritables mobiles de son attitude, et ne parlant, par conséquent, à aucun moment en toute sincérité.

Leviné était agacé par ces manœuvres diplomatiques et se vengeait en observant un silence presque complet, une politesse affectée, attitude qui troublait et déconcertait visiblement son adversaire.

La fondation de la III^e Internationale était inévitable. Rosa Luxemburg elle-même en avait posé la première pierre au début de la guerre en déclarant que la II^e Internationale n'était plus qu'un « cadavre puant ». Cette conception correspondait à celle de Leviné : il ne s'agissait pas là d'une lubie personnelle, mais

* *Hugo Eberlein* (1887-1944) était dessinateur industriel ; adhère au parti social-démocrate en 1906. Membre du parti socialiste-indépendant en 1917. Elu à la direction centrale du parti communiste allemand à sa fondation et délégué au Congrès de fondation de l'Internationale communiste sous le nom de Max Albrecht. Activité révolutionnaire clandestine, en liaison avec l'Internationale communiste. Proche des « conciliateurs » en 1928. Emigration en 1933 en France, expulsion et émigration en Union soviétique, où il est arrêté en 1937.

d'un sentiment partagé par la plupart des groupes politiques de gauche à l'époque.

La crainte de voir les bolcheviks assurer leur domination sur les différents partis communistes qui venaient d'être créés n'était absolument pas sans fondement. Mais qui pouvait se rebeller contre l'autorité des instigateurs d'une révolution victorieuse ?

Il aurait été vain d'attendre que ces différents partis grandissent et mûrissent. Ils ne pouvaient, même dans cette hypothèse, faire autrement que profiter de leurs puissants mentors. L'équilibre des forces ne pouvait être modifié que par une révolution victorieuse dans un des grands pays occidentaux et ne dépendait pas du nombre et de l'importance des sections du parti. Le parti allemand, naguère le plus puissant de tous, ressemblait à cette époque à un amas de ruines : une alliance avec son puissant voisin ne pouvait que rehausser son prestige et donner une impulsion nouvelle au combat révolutionnaire.

Ajourner la question n'aurait servi à rien et Leviné aurait été le dernier à se laisser par avance réduire à l'impuissance et à l'inaction. Il ne se sentait pas obligé, dans ces conditions, de s'expliquer sur ses conceptions. A l'inverse de Jogiches, il ne s'attendait pas à faire changer son adversaire d'opinion au cours d'un seul entretien, fût-il très riche. Il était plus réaliste que cela.

Jogiches était en outre d'un rang plus élevé que lui dans la hiérarchie du parti. Leviné ne se laissa jamais abuser, dans son appréciation des faiblesses humaines, par son idéalisme confinant souvent à la naïveté sentimentale ; il fut toujours très soucieux de ménager toutes les susceptibilités. C'est également la raison pour laquelle il observa toujours scrupuleusement les conventions établies. Il avait pris l'habitude d'attribuer aux gens qu'il rencontrait, même à ceux qu'il connaissait très bien, quand ils possédaient cette distinction, leur titre de « docteur ». Et il ne s'en abstint que lorsqu'il eut lui-même soutenu sa thèse, et qu'il était devenu en quelque sorte leur égal. Voilà qui paraîtra peut-être banal, mais qui me semble digne d'être rapporté, dans la mesure où ce comportement de Leviné contribua beaucoup à faciliter ses relations avec qui que ce soit.

Jogiches n'avait pas remporté la victoire. Il aurait pu, d'ailleurs, épargner sa peine : Leviné ne parvint jamais à Moscou.

Eberlein, qui était le délégué du parti, et lui-même étaient

obligés de voyager clandestinement. Ils n'avaient sur eux que de vagues papiers qui ne feraient pas, ils le savaient, très longtemps illusion dans le cas d'un examen minutieux. Eberlein, qui avait le type même de l'Allemand classique, blond aux yeux bleus, avait très intelligemment résolu le problème à sa manière : il nous montra comment il parvenait à se composer un visage si innocent et si abruti que même l'employé le plus averti ne pouvait concevoir le moindre soupçon.

Le physique de Leviné, en revanche, ne convenait absolument pas à un voyage clandestin. Il fut rapidement repéré à la ville-frontière de Kovno, et dut rester sur place pour permettre un « complément d'enquête ». Voilà qui signifiait une chose : il serait transféré prochainement aux autorités allemandes et sa mort était presque certaine. Il lui fallait donc trouver un moyen de s'échapper avant d'être envoyé à Berlin. Il ne pouvait compter en ce lieu sur aucun camarade du parti, sur aucun ami. Il se torturait la tête avec fébrilité. Les Juifs !... C'étaient les seuls dont il pouvait attendre, presque avec certitude, quelque secours. Il partit en ville et frappa à la première porte qu'il rencontra : « Juifs, vous ne dénoncerez tout de même pas un autre Juif !... », dit-il en yiddish.

C'étaient des mots magiques, liés à une tradition sacrée. Dieu sait où il les avait pêchés, car ils représentaient à peu près tout le vocabulaire yiddish qu'il connaissait.

Il remit sans réserve son sort entre les mains de gens qui lui étaient entièrement étrangers. Ces derniers ne déçurent point son attente. Ils le cachèrent, lui donnèrent à manger et trouvèrent des personnes en mesure de le mettre en sécurité. Sa manière d'être, son caractère lui furent, une fois encore, un avantage. On ne lui posa pas de questions, on n'accepta de l'argent que pour louer les services de contrebandiers professionnels, on l'embrassa comme un frère au moment de partir.

Parler de « sécurité » serait exagéré. Recherché par la police, il dut vivre sous un nom d'emprunt, sans que la peur le quittât un instant. Après son voyage raté, il resta quatorze jours à Berlin, et je commençai à comprendre ce que cela signifie que d'être traqué. Nous devions toujours être sur le qui-vive et sans cesse à la recherche d'un nouveau refuge. Un jour, un personnage suspect nous déboucha et nous obligea à déménager en toute hâte.

Les hôtels étaient bondés, il était tard dans la nuit. Le propriétaire d'une auberge louche ouvrit prudemment sa porte et nous demanda : « Désirez-vous du vin ? » C'était bien la dernière des choses auxquelles je pensais et j'étais prête à le lui dire, quand Leviné me coupa la parole : « Naturellement », répondit-il. Puis il me fit comprendre qu'il s'agissait là du « prix d'entrée de notre asile ». Mais ce n'étaient là qu'inconvénients mineurs, conséquences secondaires de notre infortune.

Leviné devait également, durant tout ce temps, prendre contact avec d'autres camarades recherchés par la police, ce qui augmentait encore le danger auquel il s'exposait. Il fallait même qu'il assiste à des réunions du parti. Je savais que les révolutionnaires russes avaient dû travailler durant des années dans des conditions identiques, mais je n'arrivais pas à m'imaginer comment ils avaient pu réussir dans leur tâche.

XVI

Au début de mars 1919, Leviné reçut l'ordre de la direction centrale du parti communiste de se rendre à Munich. En Bavière, à l'époque, le processus révolutionnaire était encore en cours. On avait salué par des tempêtes d'enthousiasme la proclamation de la République hongroise des conseils, première République des conseils en Europe centrale. On y voyait un exemple à imiter. Pour une partie d'entre eux, les ouvriers des grandes villes étaient armés. Leurs organisations révolutionnaires toutes neuves n'avaient encore subi aucun dommage. D'innombrables institutions, en Bavière, portaient des noms aussi éloquents que « conseil d'ouvriers », ou « conseil révolutionnaire des ouvriers ». Ce dernier organisme s'était constitué à Munich tout au début de la révolution. Parmi les dirigeants révolutionnaires, deux anarchistes : Erich Mühsam et Gustav Landauer *. Et puis il y

* Ci-dessous les biographies des trois protagonistes de la première République des conseils :

Gustav Landauer (1870-1919). Né à Karlsruhe. Philosophe et écrivain, il exerça une grande influence sur la jeunesse intellectuelle progressiste, et notamment sur Ernst Toller. Il adhéra à l'U. S. P. D. et prit part à la révolution en Bavière. A la mort de Kurt Eisner, il fut nommé commissaire à l'Instruction publique dans la première République des conseils, fondée sur l'initiative du poète Erich Mühsam, et qui dura six jours, du 7 au 13 avril 1919. Volkmann relate, dans son livre *La Révolution allemande* (Plon, 1933), les réformes essentielles qu'il tenta d'entreprendre : chacun travaillera selon ce qui lui semblera bon, les instituteurs et fonctionnaires en place seront destitués au plus tôt, les examens et titres universitaires seront réduits au minimum, tout citoyen de dix-huit ans révolus aura le droit de fréquenter les universités... Landauer fut assassiné le 1^{er} mai 1919 par les troupes contre-révolutionnaires. Parmi ses

avait, naturellement, l'inévitable Conseil central des ouvriers, soldats et paysans.

A côté de tous ces « conseils » fonctionnaient un gouvernement social-démocrate légal et une Diète, même si le rôle décisif ne leur revenait pas exclusivement. Elue le 12 janvier 1919, avec une majorité importante des partis bourgeois sur les sociaux-démocrates (126 sièges contre 61 au parti social-démocrate et 3 seulement aux Indépendants), la Diète représentait une dérision de la révolution aux yeux de nombreux ouvriers révolutionnaires, et même de nombreux sociaux-démocrates. Aussi le gouvernement jugeait-il plus raisonnable de surseoir à sa convocation.

Le pouvoir penchait tantôt du côté des conseils, tantôt du côté du gouvernement. Grâce à son extraordinaire popularité, le Premier ministre Kurt Eisner avait su créer un équilibre entre ces deux forces.

La Diète fut convoquée le 21 février 1919, mais Eisner, juste avant la séance, fut assassiné par un officier réactionnaire, le comte Arco. La Diète dut alors se dissoudre précipitamment, et le pouvoir passa clairement au Conseil central des ouvriers, soldats et paysans. Chez les ouvriers, l'état d'esprit était à l'insurrection, et les communistes, dans une politique à courte vue, appelèrent à proclamer une République des conseils.

œuvres citons *Aurruf zum Sozialismus* (1919) qui fut réédité (Europa-Verlag, Vienne). Egalement un choix de lettres publié en 1929 par Martin Buber.

Erich Mühsam (1878-1934). Né à Berlin. Etudes secondaires à Lübeck, expulsé du lycée pour propagande socialiste. Comme son père était pharmacien, travaille quelque temps avec lui. Puis fréquente la bohème littéraire et collabore aux revues de l'opposition politique. Ecrit dans la revue satirique *Simplizissimus* et fonde en 1911 sa propre revue, *Kain*, qui fut interdite pendant la guerre et reparut en 1918-1919. Erich Mühsam s'opposa en effet à la guerre dès 1914. En novembre 1918 participe à la révolution en Bavière, puis à la République des conseils. Condamné à quinze ans de travaux forcés, il fut libéré au bout de cinq ans. En 1933, il fut arrêté par les nazis et mourut au camp de concentration d'Oranienburg.

Ernst Toller (1893-1939). Origine bourgeoise. C'est sous l'influence de la guerre qu'il est amené à prendre contact avec les théoriciens socialistes. Admirateur de Kurt Eisner et de Gustav Landauer. Participe à la révolution aux côtés de Kurt Eisner. Dans la seconde République des conseils il est nommé commandant en chef du secteur nord de Munich. Après l'échec de la République des conseils, il est arrêté et condamné à cinq ans de forteresse. Il s'exile en 1933 et gagne les Etats-Unis, où il se suicide en 1939.

Convoqués en congrès par le Conseil central des ouvriers, soldats et paysans, les conseils ne s'engagèrent pas sur cette voie. Néanmoins, ils effectuèrent un pas de plus vers la gauche. Ils procédèrent à l'élection d'un nouveau gouvernement, et celui-ci fut composé de sociaux-démocrates, d'Indépendants et d'un membre de la Ligue des paysans.

Bien qu'il ne fût pas disposé à pleinement l'exercer, le pouvoir réel se trouvait entre les mains du Conseil central. En effet, le gouvernement ne pouvait avoir aucune liberté d'action tant qu'existait le Conseil central. Cette situation peut être comparée au double pouvoir que connut la Russie avec le gouvernement Kérénsky. Il était inéluctable qu'une décision intervînt.

La ville de Munich, réputée pour sa population exubérante et facile à enflammer, non dépourvue d'une bonne part d'artistes et d'originaux, était réceptive, plus que tout autre grand centre urbain, aux expériences et aux idées révolutionnaires.

Le parti communiste (ou, plus exactement, un conglomérat de gens dévoués et enthousiastes, mais nourris de conceptions politiques extrêmement vagues !) jouait un rôle considérable, depuis la guerre, dans la vie instable de la ville. Son dirigeant, Max Levien *, d'origine germano-russe, possédait une grande intelligence et une grande culture. C'était aussi un excellent orateur. Il exerçait une influence énorme sur les masses. On peut, sans exagération, dire de lui qu'il était l'idole révolutionnaire de Munich.

Il devait d'ailleurs sa popularité moins à sa clairvoyance et son expérience révolutionnaires qu'à ses reparties spirituelles et son brio. L'un de ses traits d'humour avait provoqué une grande hilarité dans la ville. Avec ironie, il avait donné pour titre à l'un de ses articles : « Comment faire une omelette sans casser d'œufs ». Par là, il voulait dire, naturellement : comment faire une révolution sans détruire l'ordre ancien. Mais, à l'époque, « œuf » était l'un de ces mots qui fascinaient les ménagères !...

* *Max Levien* (1885-1937) était né à Moscou. Son père, d'origine juive, y était commerçant. D'abord militant du parti socialiste-révolutionnaire en Russie. Puis émigration en Allemagne. Naturalisé allemand. Fait la guerre de 1914 à 1918. Dirigeant spartakiste à Munich. S'enfuit à Vienne, puis en Union soviétique. Travaille auprès de l'Internationale communiste. Victime des purges de 1937 lors des procès de Moscou.

Le numéro du journal fut vendu en un clin d'œil, et pendant des jours le nom de l'auteur de l'article fut dans toutes les bouches.

Quelque temps après son arrivée à Munich, Leviné m'écrivit :

Mes amis d'ici sont de grands enfants. Toutes les expériences semblent n'avoir laissé aucune trace sur eux. Il règne une confusion énorme. La plupart des membres du parti arborent sur la poitrine les portraits de Karl Liebknecht et de Kurt Eisner, tranquillement l'un à côté de l'autre. Lorsqu'on attire leur attention sur cette anomalie, ils répondent : « Eisner est à nous. Personne ne peut se permettre d'y toucher. C'était un vrai révolutionnaire... »

Les camarades du parti adoptaient souvent la même attitude à l'égard des anarchistes, qu'ils préféraient à certains communistes : « Ce qu'ils font, le parti ne le fait pas, disaient-ils. L'essentiel, c'est d'être révolutionnaire. »

Ce n'est pas simplement des membres isolés du parti communiste qui parlaient de Kurt Eisner comme de « notre camarade », mais son organe officiel, *Le Drapeau rouge*, le présentait lui-même comme le « plus noble » et le « meilleur dirigeant du prolétariat en lutte pour sa libération ».

La confusion générale se reflétait dans la presse communiste. Après le meurtre de Kurt Eisner, on peut lire dans *Le Drapeau rouge* : « Le prolétariat de Munich et de quelques autres villes bavaoises *a pris le pouvoir politique* [!]. Quelle est aujourd'hui notre tâche ? Défendre... le pouvoir politique, la dictature du prolétariat. Aujourd'hui, on arme les ouvriers dans tout Munich... » Dans la même édition du 23 février 1919, on lisait encore que le pouvoir restait à prendre : « *Il faut proclamer et appliquer la dictature du prolétariat.* » Et quelques jours plus tard, le 26 février, le même *Drapeau rouge* écrivait : « Le Congrès des conseils se réunit alors que la Bavière est à la veille (!) ou au milieu de la révolution sociale... alors que le prolétariat *a déjà conquis le pouvoir politique*¹... »

A longueur de colonnes, *Le Drapeau rouge* s'étendait sur les mesures à prendre pour garantir ce pouvoir imaginaire du pro-

1. Tous les passages en italique sont soulignés par moi. Extraits de *Die Rote Fahne* des 23 et 26 février 1919.

létariat et sur d'autres tâches *postrévolutionnaires*. Ce journal semait avec légèreté des illusions parmi ses lecteurs, sans aucunement s'appuyer sur la réalité, provoquant du même coup la contre-révolution.

Dans l'un de ses premiers discours à Munich, Leviné résume la situation en ces termes :

J'ai l'impression qu'à Munich on attache trop d'importance à la grande politique, qu'on s'intéresse trop à la question de l'avenir, et qu'on néglige ainsi ce qui est actuellement nécessaire, ce qui, un jour, déclenchera cet avenir. Nous nous trouvons, certes, sur le terrain du système des conseils, mais il nous faut encore créer les conditions qui permettront de garantir ce système. Ces conditions préalables n'existent pas encore, et si le camarade Levien, devant le Congrès des conseils de Bavière, réclame un système des conseils et en défend le principe, il sera d'accord avec moi pour dire que la proclamation d'une République des conseils en Bavière est, dans les circonstances actuelles, une pure folie, dont les conséquences pourraient être tout aussi folles... Nous avons à donner une impulsion aux organisations révolutionnaires des ouvriers. Nous avons à former des conseils d'ouvriers à partir des conseils d'entreprises, là où la classe ouvrière est au travail, et à partir de la masse des chômeurs².

Infatigablement, il préconisait des actions qui correspondaient au rapport de forces existant, et il prônait la prudence.

L'atmosphère bouillonnait de passions exacerbées. De sources incontrôlables, des tracts surgissaient qui appelaient à une action immédiate. Le danger était grand d'un soulèvement condamné sous peu à l'échec.

Prenant la responsabilité de la rédaction du *Drapeau rouge**,

2. Dans Paul WERNER, *Eugen Leviné, op. cit.*, p. 31.

* C'est de la publication communiste de Munich que Leviné entreprit la parution quotidienne, c'est-à-dire *Die Münchner Rote Fahne*. Il le fit à partir du 18 mars 1919. Les sources de Rosa Meyer-Leviné semblent être relatives à ce journal, et non à l'organe communiste de Berlin *Die Rote Fahne*.

Leviné y fit aussitôt publier la déclaration suivante en première page³ :

La confrontation avec nos adversaires ne sera en mesure d'avoir lieu que lorsque la classe ouvrière aura développé, à travers l'organisation des conseils, un instrument qui lui permettra de prendre le pouvoir, et lorsque cette organisation se trouvera dans sa majorité du côté des communistes... La section du parti communiste de Munich met en garde le prolétariat de la manière la plus pressante contre le danger de se livrer, avant que ces conditions soient réunies, à des actions prématurées. Ce que veulent précisément nos adversaires, c'est nous entraîner dans ce genre d'actions...

Le calme qui règne actuellement, nos adversaires n'en veulent pas. Ce qu'ils veulent, c'est procéder au nettoyage des « éléments criminels »...

C'est pourquoi, dans un avenir immédiat, des tentatives seront faites pour étrangler les conseils et contraindre les ouvriers à se battre. A l'intérieur de Munich et tout autour, les troupes sont prêtes, les provocateurs sont à l'œuvre.

Leviné mit toute son énergie à refréner l'ardeur de camarades indisciplinés, impatients d'agir, et à former des groupes de combat en prévision de la confrontation à venir.

C'est à lui qu'incomba la tâche ingrate du « frère aîné », comme il disait : mettre en garde, expliquer, détruire les illusions, montrer les énormes difficultés auxquelles il fallait faire face. Il dut presque démarrer à zéro, se consacrant d'abord aux entreprises et aux conseils. Sebastian Haffner, dans le livre qu'il a consacré à la révolution allemande, estime qu'à Munich il n'y avait véritablement qu'un communiste, « un seul, Eugen Leviné, homme jeune d'une énergie prompte et farouche, qui, d'une manière différente de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, avait peut-être l'étoffe d'un Lénine ou d'un Trotsky allemand⁴ ».

Comme partout ailleurs, c'est à peine s'il était possible de

3. Dans *Die Rote Fahne* du 19 mars 1919.

4. In Sebastian HAFFNER, *Die Verratene Revolution*, Munich, 1970, p. 186.

considérer les conseils bavarois comme des organismes élus qui représentaient la volonté des masses. En période révolutionnaire, néanmoins, les gens apprennent vite, et leurs opinions changent. Pour sonder l'état d'esprit des ouvriers, Leviné lança immédiatement une campagne en vue de la réélection des conseils. Le parti communiste, lui, fut réorganisé sur la base de cellules d'entreprises. Quand les cellules n'étaient pas suffisamment fortes pour accomplir leurs tâches courantes, elles furent renforcées par des communistes d'autres cellules.

Un travail en prise sur la réalité, des rapports quotidiens et des échanges de vues, tout cela donnait au parti un bon panorama de l'état d'esprit qui régnait et de la situation des forces révolutionnaires. Il devenait capable d'agir avec un minimum d'erreurs et de risques.

C'étaient là des méthodes entièrement nouvelles, très éloignées des moyens de propagande nébuleux, vagues, jusqu'alors en vigueur, et qui s'opposaient aux pratiques d'un dirigeant aussi estimé que Max Levien. L'un des mérites de Leviné fut également de savoir compter avec « l'élément humain », de développer une atmosphère de camaraderie et de confiance mutuelles. Son autorité discrète et posée fit, en outre, que Max Levien put s'écarter sans rancœur ni jalousie, avec le même naturel qu'il aurait sans doute mis à offrir sa place à une vieille dame.

Au début de sa consolidation, le parti se vit, du jour au lendemain, devoir faire face à l'une des situations les plus grotesques que la direction d'un parti révolutionnaire ait jamais rencontrée.

Afin de se débarrasser de la tutelle du Conseil central devenu trop gênant, le gouvernement décida de convoquer pour le 8 avril la Diète de Bavière, sur laquelle il pouvait davantage compter.

La majorité des ouvriers considéra que la convocation de ce Parlement honni était une provocation si extraordinaire qu'elle ne pouvait être acceptée sans qu'on s'y oppose.

A Augsbourg, la réaction fut immédiate. Le 3 avril, une assemblée d'ouvriers sociaux-démocrates adopta une résolution selon laquelle une délégation serait envoyée à Munich pour exiger la proclamation sans délai d'une République des conseils.

La délégation arriva le 4 avril à Munich, sans y rencontrer

aucune résistance. Ernst Niekisch, président du Conseil central, se déclara d'accord avec la proposition faite, de même que le parti socialiste-indépendant, les anarchistes et la direction du parti social-démocrate, y compris le ministre de la Guerre Schneppenhorst. Consultée, la garnison de Munich fit savoir qu'elle était, elle aussi, solidaire des ouvriers. Tout semblait prêt pour le grand coup !...

Les dirigeants des trois partis socialistes et de la Ligue des paysans passèrent les journées entières des 4 et 5 avril 1919 à préparer soigneusement l'opération et à répartir les fonctions et les postes. L'enthousiasme était général. Quant aux communistes, qui n'avaient pas pris part aux consultations, ils se virent gratifiés généreusement de deux sièges au gouvernement.

Ce n'est que plus tard dans la soirée que Leviné fut informé de ces événements. En arrivant à l'hôtel où nous logions, je trouvai une note laissée par un Indépendant : « Si vous avez une idée de l'endroit où peuvent se trouver votre mari et Max Levien, venez me voir sans tarder. C'est extrêmement urgent. *Docteur K.* »

En définitive, après des recherches infructueuses, nous trouvâmes Leviné à notre hôtel lui-même. Sur ces entrefaites, il était rentré. Il s'apprêtait à dormir. Aussitôt, nous nous rendîmes au ministère de la Guerre.

Un « enfin ! » enthousiaste accueillit Leviné. L'absence des communistes était assurément préoccupante, mais il n'était personne pour douter qu'ils prendraient ce qui arrivait comme un cadeau généreux et inattendu.

Leviné prit alors la parole :

Je viens d'avoir connaissance de vos objectifs. Nous autres, communistes, nous ne pouvons être que méfiants à l'égard d'une République des conseils dont les partisans sont les ministres sociaux-démocrates Schneppenhorst et Dürr, car ils ont toujours combattu l'idée même des conseils par tous les moyens. Nous n'avons qu'une explication à ce nouveau comportement : des dirigeants faillis cherchent à renouer le contact avec les masses par une action apparemment révolutionnaire. A moins qu'il ne s'agisse d'une provocation consciente.

Par les exemples de l'Allemagne du Nord, nous savons que les Majoritaires se sont souvent efforcés de susciter des actions prématurées afin de mieux les réprimer...

Une République des conseils ne se proclame pas autour d'un tapis vert, elle doit être le résultat des luttes sérieuses menées, jusqu'à sa victoire, par le prolétariat. Le prolétariat de Munich n'est encore qu'à la veille de combats décisifs...

La proclamation d'une République des conseils se situe à un moment extrêmement défavorable. Au nord et au sud de l'Allemagne, les masses sont vaincues, elles ne font que se regrouper en vue de nouveaux combats, et la Bavière, sur le plan économique, n'est pas un territoire fermé, elle ne pourrait tenir longtemps seule. Le premier temps d'ivresse passé, voici ce qui arrivera : les Majoritaires se retireront sous le premier prétexte venu et trahiront en toute conscience le prolétariat. Quant au parti socialiste-indépendant, il participera, puis il changera d'avis, il se mettra à hésiter, il négociera, et trahira ainsi à son tour sans s'en rendre compte clairement. Et c'est nous autres, les communistes, qui paierons leurs actes en donnant le sang des meilleurs d'entre nous !...

Il conclut son discours par un refus passionné de mêler les communistes à la proclamation d'une République des conseils :

[Nous...] n'irons pas nous asseoir à la même table que Schnepfenhorst⁵, le Noske de Nuremberg, ni que Dürr, celui qui réclamait des bombes à gaz contre les ouvriers en grève⁶ !

Ce fut comme si une explosion s'était produite. Tout le monde se mit à crier, à s'injurier, à se lancer dans des gesticulations

5. Ernst Schnepfenhorst, membre du parti socialiste-indépendant (U. S. P. D.), intervint dans la séance de nuit du 4 avril 1919 au ministère de la Guerre en faveur de la proclamation d'une République des conseils, puis il passa, à Nuremberg, du côté du gouvernement Hoffmann. Par la suite, il participa aux actions dirigées contre la République des conseils, ce qui lui valut le surnom de « Noske de Nuremberg ».

6. Voir Rosa LEVINÉ, *Aus der Münchner Zeit*, Berlin, 1925, p. 14 et s.

désordonnées. Schneppenhorst perdit la tête, et, au mépris de toutes les traditions socialistes, hurla : « Faites donc à ce Juif le coup du lapin !... »

Quand je me remémore cette scène, les visages des dignitaires en rage, il me semble qu'un dirigeant doit non seulement faire preuve de clairvoyance, mais doit aussi posséder un courage indomptable. Combien de causes n'ont-elles pas été perdues parce que cette vertu manquait à ses pionniers ?

La fermeté de Leviné ne laissa pas d'être immédiatement efficace. La proclamation de la République des conseils, prévue pour le lendemain, samedi 5 avril, fut repoussée au 7 avril. Leviné avait rendue publique sa déclaration, au nom même du parti communiste. Il lui fallait agir vite, pendant qu'aucun autre dirigeant communiste n'était encore présent au ministère de la Guerre. Il se sentait mal à l'aise. Qu'arriverait-il, en effet, si Levien, comme on pouvait le craindre à en juger par ses prises de position antérieures, mordait à l'hameçon ?...

Quand il réussit à joindre Levien, celui-ci dormait d'un profond sommeil. Il pouvait être soulagé. De plus, Levien se montra tout à fait d'accord avec lui : la proclamation de la République des conseils devait être empêchée à tout prix.

Le report de date assurait un moment de répit, un certain espoir était possible. Leviné passa le reste de la nuit à rédiger un long article pour *Le Drapeau rouge*. Il exposait la différence qui pouvait exister entre une véritable République des conseils et l'entreprise projetée, ainsi que les raisons qui avaient conduit les communistes à s'abstenir de tout soutien à cette initiative.

Mais que pouvait-il dire ?... La propagande communiste avait placé l'idée d'une République des conseils au premier rang des conquêtes révolutionnaires. Même si elle ne correspondait pas à l'exemple russe, on y verrait un pas de plus en avant. Car, en fin de compte, la Bavière n'était pas la Russie...

Leviné clouait au pilori les sociaux-démocrates pour leur répression sanglante et impitoyable de la révolution dans d'autres parties du pays, et il s'en prenait aux Indépendants pour avoir refusé auparavant le système des conseils. Mais ces accusations restèrent sans écho. La classe ouvrière de Munich n'avait pas effectué directement ses propres expériences. Même les dirigeants éclairés et expérimentés du ministère de la Guerre ne

furent pas persuadés par les arguments de Leviné. Dans ces conditions, comment aurait-il pu espérer convaincre tous ceux qui se trouvaient à l'extérieur ? Était-il possible de contrecarrer « l'avantage de tout avoir à si bas prix » ? Alors que le ministère de la Guerre était à la tête du mouvement, de qui donc la lutte et l'effusion de sang pourraient-elles partir, comme le prophétisaient les communistes ?

L'article de Leviné dans *Le Drapeau rouge* se terminait sur un rejet de toute responsabilité des communistes en cette affaire :

Néanmoins, nous travaillerons ardemment à l'avènement d'une véritable République des conseils, nous éclairerons le prolétariat, nous procéderons à son organisation en conseils d'entreprises et en regroupements de communistes, nous porterons la lutte des classes à la campagne, nous ferons de l'agitation parmi les soldats, nous nous armerons en prévision du moment où il nous sera permis de nous battre et de vaincre pour cette République des conseils⁷ !

Le parti se trouva engagé dans un combat comme jamais. Tous les orateurs disponibles furent mobilisés. Ils se rendirent d'usine en usine, organisèrent réunion sur réunion pour expliquer le point de vue des communistes. Mes propres économies, péniblement amassées en Ukraine, y passèrent : elles furent englouties jusqu'au dernier sou dans des voyages en taxi.

La voix enrouée par les meetings qu'il venait de tenir, le col trempé de sueur, à moitié épuisé par tous ces efforts, Leviné, dans la grande salle d'une brasserie de Munich, la Brasserie de la Cour, était là qui cherchait à gagner les masses à la cause qu'il défendait :

Ce sont les ouvriers communistes qui ont combattu pour la République des conseils dès le premier instant de la révolution. Lorsque nous venons à vous et que nous entendons dire que la République des conseils doit être proclamée, et que nous voyons le peu d'enthousiasme qui se lit sur les visages des prolétaires ras-

7. Dans *Die Rote Fahne* du 5 avril 1919.

semblés, nous qui sommes les combattants les plus infatigables en vue d'atteindre le but annoncé, nous nous sentons obligés de vous parler avec réalisme. Ne vous laissez pas bercer par les illusions. Ce n'est pas de sa propre volonté que la bourgeoisie abandonne les droits qu'elle s'est donnés. Etes-vous prêts à vous lancer dans une lutte difficile et sanglante ? Pour proclamer une République des conseils, il faut d'abord que des conseils issus d'élections dans les entreprises existent. Ce que nous avons actuellement, ce sont la plupart du temps des organismes qui ont été mis en place par divers politiciens. Ce sont eux qui ont falsifié le système des conseils, qui ont voulu remplacer le socialisme parce qu'ils ont appelé une socialisation, entendant par là une « nationalisation ». Depuis quand Schneppenhorst a-t-il besoin d'une République des conseils ? Sous cette peau de mouton de la République des conseils, on voit poindre la griffe du lion. Ceux qui prétendent vouloir la République des conseils, ce sont ceux-là qui ont toujours déclaré que le socialisme ne pouvait être réalisé immédiatement, ce sont eux qui ont donné des armes à la bourgeoisie. Voulez-vous maintenant confier à un Schneppenhorst la distribution des armes aux ouvriers ? A un Dürr ?... Pensez à Brême ! Là-bas, les sociaux-démocrates étaient également pour une République des conseils. Mais, lorsque la situation est devenue plus critique, au beau milieu du combat ils ont appelé leur ami Noske à la rescousse pour tirer dans le dos des ouvriers. Nous vous mettons en garde contre une République des conseils qui dépendrait des bonnes grâces de Schneppenhorst et de Dürr. Nous vous mettons en garde contre ces criminels⁸ !

Peu à peu, l'espoir de conjurer la catastrophe s'estompa notablement. Les communistes étaient trop faibles pour imposer leur point de vue contre une majorité si écrasante. Pire encore : l'état d'esprit général eut un effet déplorable dans les rangs du parti. Une bonne dose de clarté et de fermeté politiques est

8. Voir Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 20 et s.

exigée quand on se distancie d'un mouvement populaire, surtout quand on donne l'impression d'aller contre ses propres principes. « Est-ce que nous n'allons pas être court-circuités ? Est-ce que nous ne sommes pas trop prudents ?... » Telles étaient les questions qu'on se posait avec angoisse.

A l'occasion de l'une de ses séances, le Comité d'action qui avait été formé en vue de l'instauration d'une République des conseils décida à l'unanimité de présenter aux deux partis qui étaient à la tête des opérations une liste de conditions soigneusement élaborée dans la perspective d'une collaboration. Si ces conditions étaient acceptées de part et d'autre, les communistes à leur tour n'auraient plus aucune raison de rester à l'écart.

Lorsqu'on soumit ce projet à Leviné pour qu'il donne son avis, il demanda :

Qu'arrivera-t-il si les conditions que vous posez sont acceptées ? Où est la garantie qu'elles seront satisfaites ? Peuvent-elles être satisfaites dans les circonstances actuelles ? Si nous approuvons ce projet, n'aurons-nous pas besoin aussi de Schneppenhorst pour proclamer la République des conseils ?

Et il termina sur cette constatation inévitable :

On ne pose des conditions que lorsqu'on souhaite qu'elles soient satisfaites. Or ce n'est pas là notre souhait à nous⁹.

C'était sans réplique possible. Et ainsi fut clos ce chapitre.

Un autre événement fit presque chanceler de l'intérieur l'organisation régionale du parti. Une nouvelle avait été donnée selon laquelle la garnison de Munich s'était prononcée pour une République des conseils. Cette prise de position fut bientôt remise en cause, elle était plus ou moins due à une erreur qui avait pour origine un discours de propagande enflammé. Mais, dans l'atmosphère de surexcitation qui régnait, cette nouvelle fut prise immédiatement pour argent comptant et saluée par une tempête d'enthousiasme. « Dans des cas semblables, il n'est pas permis aux communistes de rester à la traîne plus longtemps, déclara

9. *Ibid.*, p. 22.

Dietrich, un camarade pourtant plus réfléchi d'ordinaire. Il nous faut participer au mouvement... »

Leviné était désespéré. Il répétait :

Si nous disposions de quelques semaines encore, peut-être que même une défaite deviendrait finalement une victoire importante pour la classe ouvrière, en ce sens qu'elle lui servirait d'expérience pour des luttes futures. Mais voici que la République des conseils éclate comme une bombe à un moment où nous ne sommes pas en mesure de gagner le plus de sympathies à notre égard, à un moment où nous venons à peine de nous organiser. Comment serait-il possible, dans de telles conditions, d'engager des luttes ? Et comment les conclure par une victoire¹⁰ ?

Une circonstance inattendue apporta une lueur d'espoir dans cette situation sans issue. Il se révéla que les Indépendants étaient très préoccupés par l'attitude des communistes et voulaient faire davantage parler d'eux. La veille de la date prévue pour la proclamation de la République des conseils, le dimanche matin, ils décidèrent d'inviter un dirigeant communiste à participer à une discussion lors d'une réunion de leur comité directeur. C'est Leviné qui fut envoyé.

Il fut concis et précis :

Nous ne pouvons participer qu'à une République qui serait proclamée par les conseils eux-mêmes. Et seulement si la majorité des représentants de ces conseils est constituée par des communistes. Car nous ne pouvons participer qu'à un gouvernement qui appliquerait une politique communiste, et seuls des communistes peuvent faire cette politique. Si les défenseurs actuels de la République des conseils déclarent qu'ils se trouvent sur le même terrain que les communistes, nous posons la question : pourquoi n'adhèrent-ils pas ouvertement au parti qui regroupe tous les autres communistes, et pourquoi restent-ils dans le parti de Haase, l'étrangleur des conseils, et de Kautsky l'antibolche-

10. *Ibid.*, p. 22.

vik?... Camarades, vous dites que vous êtes communistes. Je sais que beaucoup d'ouvriers du parti socialiste-indépendant sont de cœur avec nous, mais ils ont réchauffé à longueur d'années leur carte de militant sur leur poitrine, ils ne se sont résignés à s'en séparer que depuis peu de temps et douloureusement. Et ils en sont tout gênés, ils considèrent même comme de l'inconstance, un manque de sérieux, de se voir obligés de changer de parti. Je peux à la rigueur comprendre ces sentiments. Mais, si vous êtes de véritables communistes, vous devez comprendre quelle signification morale et quelle émulation pour le reste de la classe ouvrière votre adhésion publique peut avoir, et vous ne devez pas attendre plus longtemps...

Je le répète : si vous êtes vraiment des communistes, terminez-en avec Haase et Kautsky, et toute négociation devient superflue ; sinon, négocier avec vous ne mène à rien. Car nous avons, dans ce cas, d'autres buts et nos chemins sont différents ¹¹...

Quand il disait : « Je comprends, je respecte vos sentiments, ils sont légitimes, mais vous pouvez faire davantage », c'étaient là des paroles qui facilitaient la tâche à ceux qui voulaient passer d'un parti à l'autre, et qui leur permettaient de surmonter leurs dernières réticences.

Les assistants à cette réunion du 6 avril 1919 décidèrent ainsi de passer immédiatement et en bloc au parti communiste. Il fallait, toutefois, retarder toute déclaration officielle. On ne pouvait, en effet, joindre un certain nombre de dirigeants, ni le président du parti socialiste-indépendant lui-même, Ernst Toller. On ne pouvait le faire que le soir, à l'occasion d'une assemblée plénière. Ne voulant pas donner l'impression d'agir derrière le dos du comité directeur, on tenait d'abord à l'informer de la décision et à obtenir son assentiment. S'il donnait son accord, tout irait bien. Dans le cas contraire, on était décidé à franchir le pas sans tenir compte de ce refus. De toute manière, la publication de l'adhésion se ferait le jour même. D'ici là, on avait l'intention de procéder à une étude approfondie du programme

11. *Ibid.*, p. 23 et s.

des communistes, et l'on demanda quelques exemplaires de ce programme.

Une réunion des responsables communistes se tint aussitôt après. On attendait impatiemment le résultat de la discussion avec les Indépendants, et le rapport de Leviné fut accueilli avec émotion. Il déclara :

Notre intention est de serrer cette tendre et hésitante fiancée... dans nos vigoureux bras communistes, et de veiller à ce que, de ce mariage, sorte un parti communiste puissant¹².

« As-tu de l'argent ?, me demanda-t-il en quittant la salle ; c'est à peine si je tiens encore sur mes jambes. Nous pourrions aller nous promener une heure au Jardin anglais. C'est le printemps ! Le printemps !... Et qui sait... »

Nous montâmes dans un fiacre. Il était très agité. « Peut-être l'adhésion des Indépendants au parti communiste empêchera-t-elle la République des conseils ! Tout dépend de l'ampleur de cette adhésion. Mais j'ai peur qu'elle ne serve à rien. Les illusions de la classe ouvrière sont trop grandes. Ils voudront tout tenter. De toute façon, cette adhésion aura quand même à la longue une influence énorme sur le comportement des ouvriers sociaux-démocrates. En outre, nous aurons les journaux des Indépendants avec nous et toute une série de vieux camarades expérimentés, leur aide nous permettra de mener les luttes qui nous attendent avec plus de chances de succès. Même si les militants du parti socialiste-indépendant sont de tout cœur avec nous, au moment important ils devront être avant tout des organes de leur propre parti, et ils obéiront aux mots d'ordre de leurs dirigeants. C'est presque toujours une erreur de rester dans un parti dont on ne partage plus les idées, même si l'on veut le pousser plus à gauche à coups de cravache¹³ !... »

Nous poursuivîmes notre promenade en silence.

Un moment plus tard, il me récitait à brûle-pourpoint, à voix basse, un poème populaire russe :

12. *Ibid.*, p. 25.

13. *Ibid.*, p. 25.

Dis à ma jeune femme, je t'en prie,
Que je la répudie :
La mort précoce est ma nouvelle amie.

Je me mis à pleurer, désespérée. La voix de Leviné trembla.
Ce fut sa dernière promenade printanière.

XVII

Les Indépendants ne tinrent pas parole. Ils se laissèrent jeter de la poudre aux yeux par Toller qui se déclara absolument prêt à la fusion, mais se contenta de demander qu'on repoussât la nouvelle de vingt-quatre heures. Ses arguments étaient les suivants : il serait plus simple de négocier avec les sociaux-démocrates en tant que socialistes-indépendants qu'en qualité de communistes déclarés. Voilà qui avait l'air acceptable. Ils approuvèrent ce raisonnement et permirent ainsi à Toller de poursuivre sa propre politique au nom de son parti.

Pour se montrer digne de son futur allié, Toller lui emprunta quelques-uns de ses mots d'ordre et les présenta aux sociaux-démocrates comme condition préalable à leur collaboration. Parmi ces mots d'ordre, on trouvait des revendications aussi impressionnantes que celles-ci : socialisation des entreprises, des banques et de la grande propriété foncière ; transformation de l'appareil bureaucratique de l'Etat et des communes dans le sens d'une gestion par les conseils d'ouvriers et de paysans ; obligation pour les bourgeois de s'adonner à un travail ; formation d'une *armée rouge*, etc. Il y avait douze conditions au total¹.

Seule une partie de ces conditions fut acceptée, mais cela lui suffisait. En fin de compte, « la Bavière n'était pas la Russie ». Les Indépendants étaient contents. Il ne faut pas oublier que les communistes, qui étaient partisans, eux aussi, de négocier sur

1. Voir *op. cit.*, p. 26.

des conditions préalables à leur collaboration, seraient tombés dans le piège s'il n'y avait pas eu Leviné.

Le lundi 7 avril 1919, la République des conseils fut proclamée. Les cloches sonnèrent, de gigantesques affiches rouges annoncèrent que le peuple travailleur avait pris lui-même son destin en main, que l'époque maudite du capitalisme était abolie.

En l'honneur de ce grand événement, cette journée fut déclarée fête nationale. Officiellement, le pouvoir était aux mains du Conseil central révolutionnaire qui forma un gouvernement provisoire de commissaires du peuple. Ce gouvernement était constitué, pour l'essentiel, d'Indépendants, d'anarchistes et de membres de la Ligue des paysans. C'est à Toller, le président des Indépendants, et aux deux anarchistes très populaires Mühsam et Landauer, que revenait le véritable pouvoir. Le gouvernement Hoffmann fut déposé. Des relations furent établies avec les Républiques des conseils hongroise et russe.

Les nouveaux dirigeants observèrent, dans la mesure de leurs moyens, le rituel d'une souveraineté révolutionnaire. A l'imitation de la Russie et de la Hongrie des soviets, on proclama l'état de siège, on ordonna à la bourgeoisie de livrer ses armes, et on élabora des décrets destinés à mettre sur pied une armée rouge. Mais personne ne prit tout cela au sérieux.

Leviné écrivit dans *Le Drapeau rouge* :

Troisième jour de la République des conseils. Tout est comme avant. Dans les entreprises, les ouvriers travaillent et s'échinent comme avant au bénéfice du capital. Dans les administrations, les anciens fonctionnaires de la dynastie des Wittelsbach siègent tout comme avant. Dans les rues, on voit les anciens gardiens de l'ordre capitaliste mondial continuer de porter leur sabre de policiers. Les capitaux sont toujours bien gardés dans les coffres des banques. On continue d'entendre claquer les ciseaux des profiteurs de guerre et des chasseurs de dividendes. Dans les tribunaux, les conseillers juridiques royaux continuent d'exercer leur justice de classe.

Les rotatives de la presse capitaliste continuent de tourner et de cracher leur venin et leur poison, leurs

mensonges et leurs calomnies sur les masses avides de mots d'ordre révolutionnaires.

Dictature du prolétariat ? Une affiche nous donne la réponse : on peut y lire les mots « état de siège » et « commandement général »...

Ah, ce sont des révolutionnaires, ces messieurs ! Ils ont tout juste feuilleté les télégrammes des premiers jours des Républiques soviétiques russe et hongroise, ils y ont lu vaguement quelque chose sur l'état de siège. Maintenant ils se croient obligés de faire de même. Ils n'ont oublié que ceci : les Russes et les Hongrois ont commencé par armer le prolétariat et par désarmer la bourgeoisie...

En Bavière, en revanche, pas un seul prolétaire n'a reçu d'arme. Pas un seul bourgeois ne s'est vu retirer les siennes. Alors que le prolétariat cherche à comprendre et se presse aux réunions, il ne doit plus se trouver dans la rue au-delà de huit heures du soir...

Le colonel Epp² rassemble déjà ses volontaires. De partout, la bourgeoisie envoie ses étudiants et autres fistons pour l'aider.

A Weimar, ces messieurs déclarent qu'ils ne reconnaissent que l'ancien gouvernement. A Nuremberg, l'état de guerre est institué³. Déjà Noske⁴ aiguisé son sabre de combat pour venir en aide à ses camarades de parti et au capitalisme menacé.

Mais en appelleront-ils au moins maintenant au prolétariat ? Demanderont-ils aux ouvriers de quitter leurs entreprises ? Les armeront-ils ? Déclareront-ils la grève générale pour maintenir les prolétaires en état d'alerte ?

Rien de tel. Des projets sont préparés, des décrets

2. *Franz Ritter von Epp* (1868-1946) était chef de corps franc. Il fut « gouverneur du Reich » en Bavière de 1933 à 1945.

3. Le Premier ministre Hoffmann, réfugié à Bamberg avec son gouvernement, proclama le blocus alimentaire de Munich et mit sur pied une armée de volontaires forte de huit mille hommes dans la Bavière du Nord.

4. *Gustav Noske* (1868-1946), social-démocrate, fut ministre de l'Armée en 1919-20. Il écrasa le « soulèvement spartakiste » en janvier 1919 avec l'aide des troupes gouvernementales et des corps francs. Hoffmann ne voulut pas recourir à l'aide militaire offerte par Ebert.

ébauchés en vue de la formation d'une armée rouge... Mais même ce décret... n'existe qu'à l'état de projet. Non, ils ne sont vraiment pas trop pressés de défendre la République des conseils⁵...

Il ne s'était rien passé sinon que la bourgeoisie faisait preuve à l'intérieur et à l'extérieur de Munich d'une activité fiévreuse et que les ouvriers étaient de plus en plus paniqués. Ils sentaient qu'une tempête se préparait au-dessus de leurs têtes et qu'ils étaient pris au piège.

La critique des communistes commençait à porter ses fruits. Non seulement elle dénonçait l'incapacité des nouveaux dirigeants, mais elle permettait aux travailleurs, par-delà cette dénonciation, de voir les choses selon une perspective qui correspondait à la réalité. Les ouvriers se rappelèrent les avertissements des communistes et se tournèrent vers eux pour demander leur aide : « Il faut que les communistes participent ! Eux seuls peuvent nous sauver⁶ ! »

Lors de nombreux meetings, une résolution était adoptée qui réclamait « tout le pouvoir » aux communistes et demandait que Max Levien assume la direction du mouvement. Le gouvernement, lui aussi, réclamait la collaboration des communistes. Après la remise du pouvoir aux communistes, je découvris sur le bureau de Toller le projet d'un télégramme-radio au camarade Lénine :

Au nom de la République des conseils, au nom de la révolution mondiale, mettez tout en œuvre pour inciter les communistes à participer. Salut fraternel !
TOLLER.

Les communistes savaient que les ouvriers ne disposaient jusqu'alors d'aucun pouvoir qu'ils auraient pu partager et qu'entrer au gouvernement n'aurait avancé à rien, mais ils savaient aussi qu'ils seraient tôt ou tard forcés de se montrer. C'est pourquoi ils commencèrent à mettre sur pied leurs propres organisations pour être à la hauteur des tâches nouvelles. Ils se tournèrent vers les entreprises et invitèrent les ouvriers à élire

5. *Op. cit.*, p. 27.

6. *Op. cit.*, p. 31.

un organisme nouveau qui incarnerait vraiment leur volonté : « Seul ce Conseil vraiment révolutionnaire est en état et en droit de décider quand la République prolétarienne des conseils doit être proclamée et quand on devra lutter pour elle. »

Un tract diffusé par la section de Munich du parti communiste expliquait clairement ce qu'on pouvait exiger de ce nouvel organisme :

Les comités d'ouvriers ne peuvent être, eux non plus, habilités [à prendre la résolution de proclamer une République des conseils], car ils ont été élus à d'autres fins...

Si vous avez élu dans les commissions de travail des gens au courant des lois, possédant la faculté et les connaissances nécessaires aux tâches d'administration et de gestion économique, vous devrez élire au conseil de travail des hommes animés par la flamme révolutionnaire [...], ayant une faculté rapide de décision en même temps qu'un regard lucide et ouvert sur le rapport réel des forces, afin d'une part de pouvoir agir d'une manière audacieuse et révolutionnaire, et d'autre part choisir avec réalisme et circonspection ce moment d'agir.

Ce document contient d'autres détails (ainsi est-il dit que dans les entreprises ne dépassant pas mille ouvriers on doit élire un seul représentant et, dans les autres, un pour mille), et il invite à procéder à l'élection de communistes :

La nécessité de partis politiques ne peut être supprimée sur décision de quelques caciques politiques confus et enthousiastes. Comme auparavant, nous autres communistes, nous nous efforcerons de rassembler à l'intérieur du parti communiste allemand (Ligue spartakiste) tous ceux qui cherchent à atteindre le même but que nous et par les mêmes moyens. Comme auparavant, nous diffuserons nos idées dans les masses et nous tracerons une séparation nette entre nous et les sociaux-traitres qui ont jusqu'alors combattu le système des conseils, et les Indépendants toujours hésitants qui diluent ce même système des conseils.

Nous vous invitons à rester extrêmement méfiants à l'égard de toutes les mesures prises par les fondateurs de cette fausse République des conseils. Nous vous invitons à faire tout ce qui est nécessaire pour imposer par la lutte et réaliser une véritable République communiste des conseils !

Il ne peut y avoir aucun doute sur le fait que le déroulement des événements de Munich a été déterminé dans une grande mesure par Leviné. L'attitude de fermeté contre la proclamation de la République des conseils fut en grande partie son œuvre. Et ce fut uniquement grâce à son appréciation perspicace de la situation que le parti put empêcher de réduire à une farce le plus grand épisode que connut la révolution allemande.

Pourquoi Leviné n'abandonna-t-il pas tout simplement le terrain en abandonnant le parti de Toller à son destin ? Pourquoi ne recusa-t-il pas la responsabilité d'une entreprise dont il était a priori persuadé qu'elle était condamnée à l'échec ?

Paul Herz, socialiste-indépendant, auteur de la brochure *La Tragédie de Munich*⁷, déduit l'attitude de Leviné de son désarroi. Il aurait, selon lui, fait passer, au moment décisif, l'idée claire et réaliste que le temps de l'installation d'une République des conseils n'était pas arrivé, derrière l'espoir que, néanmoins, une solution prometteuse de succès pouvait exister.

L'historien Arthur Rosenberg explique, lui, le comportement de Leviné par l'exaltation dans laquelle s'est trouvé plongé un révolutionnaire passionné :

Au bout d'une semaine déjà, l'aventure de la République des conseils de Munich était terminée, et les exaltés qui avaient voulu y jouer aux commissaires du peuple furent destitués. Mais Leviné considéra qu'il était du devoir du parti communiste de sauter dans la brèche et de sauver l'honneur de l'idée des conseils. Le parti communiste organisa donc un nouveau gouvernement fondé sur les conseils, avec l'appui d'une

7. Tract datant d'avril 1919.

8. Paul HERZ, *Die Münchner Tragödie* *.

* Ailleurs, Rosa Meyer-Leviné signale que cette brochure a été éditée sans nom d'auteur.

partie des ouvriers et des soldats, pour opposer une résistance aux troupes gouvernementales qui approchaient⁹.

Beaucoup de dirigeants communistes eux-mêmes n'avaient pas compris la politique de Leviné, même pas celui qui était à l'époque à la tête du parti, Paul Levi*. C'est pourquoi il ne sut pas tirer la leçon, pour la révolution en général, des événements de Munich : « Quant à nous, a-t-il écrit, si les masses se mettent en mouvement sans tenir compte de nos avertissements, nous ne nous sentons aucunement liés par l'obligation morale d'assumer, bien qu'il prenne le chemin de la catastrophe, la direction de ce mouvement¹⁰. » Ce fut, au contraire, avec une intelligence claire et réaliste que Leviné détermina sa conduite politique. Son raisonnement était le suivant :

Nos ennemis ont perçu notre point faible : les lacunes dans nos tâches d'organisation. Ils savent que la situation nous est favorable et que la classe ouvrière se tourne vers nous. Ils ne peuvent pas admettre que nous rassemblions nos forces et attendions le moment où nous estimerions qu'il est l'heure de foncer. C'est pourquoi ils essaient de nous inciter à agir prématurément pour étouffer le danger dans l'œuf. Ils y sont déjà parvenus dans un grand nombre de villes avec l'aide des sociaux-démocrates. A Munich, nous nous sommes refusés à tomber dans la provocation. *Et, malgré tout, les dés sont jetés*. Quels que soient les efforts que fasse l'actuelle République des conseils pour éviter les problèmes décisifs, et bien qu'elle s'occupe de questions

9. Arthur ROSENBERG, *Die Geschichte der Weimarer Republik*, Frankfurt/Main, 1961, p. 70.

* Paul Levi (1883-1930) était fils de banquier. Après des études de droit, il s'établit comme avocat. Adhère au parti social-démocrate en 1906. Défend Rosa Luxemburg en 1913 et devient l'un de ses partisans. Réformé en 1916, il s'établit en Suisse. Parmi les dirigeants spartakistes en 1918. Membre de la direction centrale du parti communiste. Quitte celle-ci en février 1921, ne partageant pas l'orientation « putschiste » qui est la sienne. Exclu du parti communiste en avril 1921, après sa critique de ce qui a été appelé « l'action de mars ». Ultérieurement revient au parti social-démocrate, où il représente l'opposition de gauche.

10. Paul LEVI, dans la revue *Die Internationale*, Heft 9-10, p. 13.

comme la « transformation révolutionnaire de l'université » et autres préoccupations actuellement sans danger pour la bourgeoisie, une lutte impitoyable nous attend. Les ouvriers sont en état d'insurrection. La phraséologie révolutionnaire n'a pu les entraîner que vers des illusions, comme celle selon laquelle ils posséderaient véritablement le pouvoir et qu'ils pourraient s'accommoder sans autre difficulté d'une intervention militaire.

Jusqu'à présent ils ne se sont jamais trouvés face à face avec la contre-révolution, mais, se sentant menacés, ils se tournent vers nous pour nous demander de leur venir en aide. La catastrophe est inévitable. Mais il n'est pas de *direction révolutionnaire* qui ne soit responsable de ce qui peut sortir de la situation dans laquelle la classe ouvrière est laissée : ou bien elle l'abandonne à sa débandade, masse abattue et déçue, ou bien elle en fait des révolutionnaires remplis de confiance, prêts à d'autres combats. La vérité, nous vous la disons : tout ce que nous pouvons sauver de la situation actuelle, c'est *une mort honorable et tirer des leçons pour l'avenir*. Mais c'est là également contribuer à atteindre le but final qui est le nôtre et qu'il est tout à fait en notre pouvoir d'atteindre. C'est pourquoi, cette République des conseils illusoire, nous devons la transformer en une véritable, donner ainsi aux masses une leçon de choses ; leur montrer comment une République des conseils s'édifie et ce qu'on peut attendre d'elle. Ce n'est malheureusement qu'au prix du sang que nous pouvons le faire, une solution pacifique étant dans l'impossibilité d'aboutir.

Tels furent les mots par lesquels il exposa la situation aux ouvriers. Ils contenaient les conditions de la collaboration des communistes. Il n'y allait par aucun détour :

D'une manière ou d'une autre, je crains que nous ne soyons perdus. Beaucoup d'entre nous inaugureront par leur mort la liberté future. Nous voulons savoir pourquoi nous allons mourir. Je le sais à partir des exemples de Russie. Dans les villes où une République des

conseils, édiflée selon des principes corrects, court à sa perte à cause de la suprématie de l'adversaire, elle est si enracinée dans la tête des ouvriers qu'elle renaît presque automatiquement dès que cette suprématie est supprimée. Il en va autrement lorsqu'on impose la lutte au prolétariat dans des situations difficiles (comme le fait l'actuel semblant de République des conseils) et lorsqu'il ne peut pas ne pas se demander : pourquoi avons-nous combattu ?

... Nous n'avons pas à faciliter à la contre-révolution la tâche de verser notre sang. Et, si elle nous trouve prêts à nous défendre, elle comprendra que jouer avec les Républiques des conseils peut être un jeu à double tranchant, auquel ses propres doigts seront également brûlés.

Il conclut ainsi :

Même si nous voulions, du point de vue du parti, apporter une solution égoïste aux événements, c'est-à-dire si nous voulions rester à l'écart pour conserver intacte notre organisation, à quoi cela nous servirait-il ? La contre-révolution sait quels sont ses pires ennemis. De toute manière, c'est sur nous qu'elle fera porter la plus terrible des vengeances.

Non seulement la classe ouvrière, mais le gouvernement lui-même, je l'ai dit, demanda l'aide du parti communiste. Au bout de trois jours, ce gouvernement y avait déjà perdu tout son latin. Il était prêt à démissionner. Le 9 avril, les responsables révolutionnaires dans les entreprises se rassemblèrent pour discuter de la situation. Une fois de plus, Leviné expliqua pourquoi il était inutile d'entrer au gouvernement :

Nous sommes persuadés qu'une intervention militaire est inévitable et serons à vos côtés lorsque la lutte commencera. Mais nous ne pouvons assumer d'autre responsabilité que celle d'une politique communiste, et nous ne prendrons le pouvoir que lorsque vous serez prêts à mettre notre programme en application.

L'assemblée prit alors la décision de déposer le Conseil central provisoire et de confier la totalité du pouvoir exécutif aux communistes. Toller, qui était présent à cette réunion, exprima son accord complet avec les propos de Leviné. Il se déclara le garant de la démission de son gouvernement. Ce que les communistes avaient posé comme condition préalable à leur participation au pouvoir, afin d'éviter les luttes intestines au sein du prolétariat. On forma une commission de vingt membres qui devaient prendre position sur les questions d'actualité. Toller quitta la réunion pour informer le Conseil central de cette décision. Il revint peu de temps après et nous rapporta qu'il n'avait pu joindre ses collègues, mais demanda la parole pour faire « une déclaration à titre personnel ».

Il s'en prit alors, sous une forme acerbe, à la « cruauté » des communistes. Leur politique entraînerait les paysans, dit-il, à refuser d'effectuer leurs livraisons, et il ne pouvait supporter l'idée que les enfants et les malades soient privés de lait.

« Je vois devant moi une assemblée de gens insensés qui se préparent à leur autodestruction », s'écria-t-il sur un ton pathétique.

Il promit solennellement d'appliquer lui-même toutes les mesures exigées par les communistes. Mais, disait-il, il aimait, lui, le prolétariat, et il agirait pacifiquement et prudemment, alors que « les communistes n'aiment que leur dogme », et n'ont en tête que lutte et destruction.

Toller était un orateur brillant. Sa promesse d'éviter le combat agit comme un appât irrésistible. L'assemblée se mit à hésiter, et beaucoup de ses membres l'applaudirent ouvertement.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, je fus la première à observer le changement de climat de l'assemblée. Peut-être étais-je mue par l'espoir que les communistes et mon mari « s'en tireraient » d'une manière ou d'une autre. Peut-être les autres étaient-ils tout simplement trop fatigués pour comprendre quelle signification ces applaudissements pouvaient cacher.

« Tu vois, dis-je tout agitée à Leviné, ils continuent d'avoir confiance en Toller, et non en toi... »

Néanmoins, pénétrée d'un profond respect pour le caractère sacré de la « volonté des masses » dont il venait tant d'être ques-

tion, j'étais d'avis que les dirigeants communistes devaient absolument obéir à ce que cette volonté leur commandait : « Il faut que tu invites l'assemblée à reconsidérer encore une fois tout cela précisément et à prendre une décision définitive », dis-je à Leviné.

Mon idée ouvrit la voie à une faute grave. Les communistes ne pouvaient tenir leur rôle sans avoir derrière eux un prolétariat décidé, et ses organismes représentatifs, les conseils, étaient visiblement divisés. Il n'était pas juste de leur demander de revenir sur cette affaire. « Tu nous as induits en erreur », me dit par la suite Leviné.

Effectivement, dans la confusion générale, tout le monde fut si impressionné par mon appréciation précipitée de l'état d'esprit de l'assemblée que mon idée fut adoptée sans autre examen : on permit à cette assemblée de voter une seconde fois.

Les communistes constituaient le dernier espoir. Toller venait justement de les prier d'accepter de prendre la direction des événements. Impossible de repousser cette proposition. Et l'assemblée entérina de façon ferme et définitive sa première résolution.

La réunion s'acheva à trois heures du matin. A six heures, les sirènes devaient annoncer la grève générale, première mesure prise par le Comité des Vingt. Mais les sirènes se turent. Tout demeura silencieux.

XVIII

Les ouvriers avaient accepté la République des conseils comme un cadeau. Ils étaient prêts à la rendre s'il devait se révéler qu'elle était inutile. Lorsqu'il luttait pour empêcher la formation d'une République des conseils prématurée, Leviné leur avait dit : « Mais où sont donc vos regards lumineux ? Où est votre enthousiasme pour cet événement grandiose ? Où est votre volonté de combattre pour lui ?... » Ce qu'il voulait dire, c'est qu'un dirigeant doit être en mesure de ressentir l'état d'esprit des masses et qu'il doit prêter attention à des impondérables tels que « l'enthousiasme » et « la volonté de lutter ».

Maintenant, ils l'écoutaient. Ils lui donnaient raison dans ses pronostics. Mais ce n'était pas suffisant quand il s'agissait de suivre quelqu'un qui exige de vous de grands sacrifices. Surtout pas quand d'autres dirigeants, comme Toller, les assuraient qu'il existait des solutions meilleures et plus simples à leurs problèmes.

« Un dirigeant ne peut formuler que ce que les masses ressentent elles-mêmes instinctivement », disait Leviné. Mais on ne ressent que ce qu'on connaît par une expérience directe et personnelle. Cette expérience-là, les ouvriers de Munich ne l'avaient pas et c'est pourquoi ils se tenaient à l'écart.

La confusion qui s'ensuivit fut encore aggravée par un incident tragi-comique : presque toute la direction du parti s'était soudain volatilisée. C'est en vain que des courriers allaient de l'un à l'autre. Notre téléphone ne cessait de sonner : ils étaient, tout bonnement, introuvables.

Après avoir quitté l'assemblée, ils s'étaient réunis pour élaborer un plan d'action, rédiger une proclamation, etc. Mais les efforts surhumains des jours précédents s'étaient soudain fait sentir. On n'avait pas dormi plus d'une heure depuis le 4 avril. A peine assis, ils avaient commencé tout doucement à s'assoupir. Un sommeil de plomb était tombé sur eux pendant des heures. Et c'est ainsi qu'ils furent les derniers à apprendre le fiasco de la nuit précédente.

Cet échec détruit une fois de plus le mythe d'une dictature communiste qui se serait exercée sur les masses. Vers qui auraient-ils bien pu se tourner, ces dirigeants communistes, si les ouvriers avaient refusé de les suivre ?

Ces ouvriers continuaient d'ailleurs d'être divisés. C'est pourquoi le Comité des Vingt pria le Conseil ouvrier révolutionnaire de le délier de son mandat, s'offrant, en compensation, à se tenir aux côtés du gouvernement de Toller « avec voix consultative ».

Dans une déclaration publiée après le fiasco nocturne du 9 avril 1919, il est dit :

... Dans cette situation, il est impossible d'engager le combat contre un illusoire gouvernement des conseils qui agissait au nom du Conseil réactionnaire. Il s'agit maintenant de rassembler toutes nos forces contre un danger plus grand, contre l'ensemble des gardes blancs.

La plus importante revendication du moment est en danger du fait que la classe ouvrière, malgré la résolution du Conseil révolutionnaire, n'a pas une vue claire de la nature du Conseil central et que le danger d'une lutte des ouvriers entre eux existe. C'est pourquoi le Comité des Vingt invite le Conseil révolutionnaire à le relever de son mandat et à renoncer provisoirement à prétendre assumer tout le pouvoir politique.

La tâche de la classe ouvrière de Bavière est maintenant de pousser en avant le Conseil central et d'entrer elle-même dans la lutte en proclamant la grève générale, cela afin d'exiger « le retrait des gardes blancs et la distribution immédiate d'armes au prolétariat ».

Il s'agit donc de faire front contre les gardes blancs... La classe ouvrière doit décider si elle veut passer par

un état de siège et la terreur blanche, pour y succomber, ou si elle veut, par des combats dans l'unité, préserver son développement et sa maturité ultérieurs¹.

Les propositions du Comité des Vingt reçurent un accueil enthousiaste, mais elles ne se traduisirent jamais dans les faits. Les ouvriers ne bougèrent pas. Tout s'effiloça dans toutes les directions.

Les communistes étaient enclins à penser que la République des conseils s'effondrerait, victime de ses propres faiblesses, et qu'une capitulation sans conditions pouvait épargner à Munich les horreurs d'une intervention militaire.

Toute l'histoire de la République des conseils, stigmatisée a priori par les communistes comme une provocation, était trop compromettante pour le gouvernement Hoffmann pour qu'il puisse se laisser entraîner dans une lutte avec des rivaux se comportant comme des enfants qui jouaient aux Indiens.

Les communistes s'attendaient cependant à des mesures contre-révolutionnaires plus dures et à une période d'illégalité ; ils passèrent donc à l'élaboration de plans adaptés aux circonstances.

Le samedi 12 avril, Leviné me renvoya plus tôt à la maison : « Tout le monde va se séparer content de soi. Dans quelques jours, l'aventure sera terminée. » Il promit de me rejoindre rapidement et prédit des temps moins agités.

J'attendis en vain jusqu'à une heure avancée de la nuit. Le lendemain, il me fit dire au téléphone que je ne devais pas quitter l'appartement pour le moment.

Je n'en fus pas inquiétée outre mesure. De ma fenêtre, je pouvais voir des gens se promener et des enfants jouer : tout le monde avait l'air paisible et tranquille. Vers le soir, on entendit une fusillade prolongée.

Hoffmann ne souhaitait donc pas de solution pacifique ! L'issue de la lutte était évidente. Je tremblai. Pas de nouvelle de Leviné. Le reverrais-je ?

Le lendemain, 14 avril, il fit soudain son apparition, et en plein jour. « Partons, nous allons manger ensemble », me dit-il

1. Cette citation, ainsi que tous les autres passages non attestés par des sources écrites, est donnée d'après les propres souvenirs de l'auteur.

d'un ton froid, manifestement pour modérer un peu mes effusions. Nous n'étions pas seuls : un ami l'avait amené avec sa voiture, et il n'était pas question de faire entrer qui que ce soit dans sa vie privée.

Tandis que nous nous rendions en ville, il me raconta ce qui s'était passé :

« Dès samedi, des nouvelles inquiétantes sont arrivées sur l'attitude incertaine des troupes républicaines de protection. Nous avons donné l'ordre de renforcer l'état d'alerte, nous tenant sur nos gardes. Dimanche, des affiches sont apparues dans la ville, signées LA GARNISON DE MUNICH. Le Conseil central y était déclaré destitué et sommé de soutenir le gouvernement socialiste de Hoffmann. En outre, l'état de siège était institué par cette même garnison de Munich. La nuit venue, de nombreux membres du Conseil central ont été alors arrêtés et emmenés. Les putschistes, sous la direction du social-démocrate Aschenbrenner, ont occupé la gare pour assurer leur liaison avec le gouvernement Hoffmann et les troupes contre-révolutionnaires déjà rassemblées. Les dirigeants sociaux-démocrates de Munich étaient naturellement avec les putschistes. L'ensemble du comité directeur du parti social-démocrate de Munich a lancé un appel tout à fait dans l'esprit de la garnison. Il y est demandé de soutenir de toutes ses forces le gouvernement socialiste. Tenant compte de l'état d'esprit de la population, cet appel promet aussi de "réaliser l'idée saine du système des conseils", mais il met en garde contre les "éléments criminels" incontrôlables et tente de cette manière de dresser l'opinion contre la République des conseils.

« Lorsque la nouvelle du putsch s'est répandue, une agitation énorme s'est emparée de la classe ouvrière²... »

Ce qui s'est ensuivi, comme Leviné l'a confirmé, plus tard, devant ses juges, ce fut un mouvement entièrement spontané :

« La rancune envers le gouvernement Hoffmann, dont chaque membre avait incité individuellement ses camarades de parti à proclamer une République des conseils qu'il voulait maintenant réprimer par la force, était générale. Les sociaux-démocrates ne

2. Voir Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 36 et s.

se sont pas risqués à organiser des réunions de leur parti, tant ils avaient peur d'avoir la tête brisée par leurs propres partisans. Le Conseil central a appelé à des manifestations de protestation, mais cela n'a provoqué que raillerie et mépris. Et, lorsque les putschistes ont commencé à attaquer le siège des organisations communistes³, celles-ci ont vu les ouvriers accourir pour leur venir en aide. L'unité du prolétariat, dont il avait été tant débattu, tous les derniers jours, s'est réalisée en un instant, née de la volonté de vaincre ou de mourir.

« Vers dix heures, les ouvriers s'étaient emparés de la gare principale et ils occupaient un grand nombre d'autres bâtiments importants. Au début, ils n'avaient pas d'armes. Lors de la proclamation de la République des conseils, Toller a déclaré qu'il ne savait pas de combien d'armes il disposait. Un peu plus tard, on s'est aperçu que l'on possédait environ six cents fusils, dont la plus grande partie était hors d'état de tirer, et presque aucune munition. Or, en quelques heures, le prolétariat a trouvé des armes. Comment est-ce que cela a été possible ? Lorsque le prolétariat est poussé à bout, lorsqu'il perd véritablement patience, il fait sauter toutes ses chaînes, et plus rien ne lui résiste.

« Quelques jours auparavant, nous avons crié aux ouvriers : "Destituez Toller et le Conseil central ! Le temps n'est plus à une politique qui se réduit à des phrases..."

« Hier, on est tout simplement passé à l'ordre du jour par-dessus les têtes du Conseil central. On n'a même tiré presque aucun coup de feu. En de tels moments, l'adversaire sent qu'il a perdu la partie, et c'est à peine s'il se défend. Sept victimes sont tombées au total. Le commandant de la gare, Aschenbrenner, qui a fait fusiller trois de nos parlementaires, a réussi à s'échapper sur une locomotive.

« Les conseils d'entreprises et de soldats de Munich ont également constitué officiellement, le 23 avril, un Conseil central provisoire, et ils ont confié tout son pouvoir à un Comité d'action de cinq membres composé en grande partie de communistes. Ce

3. Leviné avait dit : ils savent qui sont vraiment leurs ennemis mortels. Et, effectivement, ils cherchèrent toute la nuit, en vain, Max Levien et Leviné.

Comité d'action a élu de son côté un Conseil exécutif et un Conseil de contrôle, tous deux directement responsables devant lui. De cette manière, le gouvernement a institué des relations directes avec les ouvriers ; il peut connaître leur état d'esprit et exprimer leur volonté. L'enthousiasme est gigantesque. La distribution des armes aux ouvriers a déjà commencé, la grève générale est proclamée. Cette grève générale est nécessaire afin de réaliser toutes les mesures destinées à protéger la République des conseils et à montrer, en outre, notre force à la bourgeoisie. »

A ce moment de son récit, il s'arrêta.

« Et celui qui est à la tête de ces deux organismes, eh bien c'est votre mari ! », fit alors remarquer notre ami, ajoutant : « Vous voilà donc quelque chose comme une reine !... »

Leviné sursauta. Il me dit dans un murmure : « J'espère que tu t'abstiendras de raconter ce genre de plaisanteries, n'est-ce pas ? », et il insista, avant de partir, pour en être tout à fait sûr.

Pourtant, il n'était pas modeste, au sens commun du terme : il n'avait que trop conscience de ses dons et de ses capacités. Parfois je plaisantais sur sa manie de conserver tous les doubles de ses lettres, et jusqu'au moindre bout de papier griffonné. « Tu veux sans doute anticiper sur l'éternité ? », lui disais-je. Il riait alors de bon cœur, mais ne se laissait pas entraîner à discuter de cette étrange habitude.

Il sentait sans doute que sa vie laisserait des traces, mais tout grade officiel lui répugnait, de même qu'il renonçait globalement à la richesse et aux privilèges. Seul celui qui a, une fois déjà, connu dans sa vie le succès et la fortune peut sans doute être entièrement libre du désir de posséder ces privilèges.

— Et que fait Toller ? lui demandai-je.

— Il s'est mis à notre disposition. Il veut prouver, en offrant sa propre vie, combien il aime le prolétariat. Il s'est rendu auprès des troupes et porte déjà l'uniforme... Je crains qu'il ne nous cause encore de nombreuses difficultés, mais il a beaucoup d'intuition. Il a effectivement choisi la voie la plus juste. On ne peut tout de même pas récuser un homme qui veut, comme il le dit, mourir pour le prolétariat...

Notre ami prit congé de nous, et nous restâmes seuls dans le

restaurant presque vide. Il n'était plus question, alors, de politique. Même en un moment pareil, Leviné pouvait se transformer en un époux romantique et chevaleresque. Une femme vendait des fleurs et je fus assez surpris lorsqu'il la renvoya en lui disant : « Non, merci. » C'est quelque chose qu'il n'avait jamais fait auparavant. Même dans les temps de vaches maigres, il avait coutume de m'offrir au moins une fleur, « pour que tu la portes à la boutonnière »...

Est-ce qu'il n'y aura plus de fleurs quand les prolétaires connaîtront la vraie vie ?

Un peu plus tard, c'est en vain qu'il frappait à différentes boutiques de fleurs.

— Ah !, dit-il, je viens tout juste d'essayer de transgresser mes propres directives. J'avais tout à fait oublié que nous avons ordonné la fermeture des magasins.

— Pourquoi n'en as-tu pas acheté quelques-unes au restaurant ?

— Parce que tu n'aurais pas remarqué, si j'en avais acheté par hasard, que je *voulais*, précisément aujourd'hui, t'offrir des fleurs. Et voilà que tout est gâché, dit-il embarrassé.

Il avait tort : je n'ai jamais oublié ces fleurs qu'il n'a pas achetées. Il avait encore un peu de temps parce que son bureau n'était pas encore installé, et nous pûmes continuer notre promenade. Il revint tout de suite à la politique — qui imprégnait la ville entière. Nous nous arrêtâmes devant une affiche qui proclamait :

Le soussigné est désormais le commandant de la ville... Quiconque n'aura pas livré ses armes dans les vingt-quatre heures sera fusillé. *Egelhofer*.

Je fus effrayée, comme à l'habitude, devant un tel langage.

« Mais, des armes, ils n'en ont pas besoin, dit Leviné, à moins de vouloir les diriger contre nous. Les premiers coups de feu tirés, après la révolution allemande, l'ont été du côté des officiers. En Russie, la terreur rouge n'a commencé qu'après l'attaque du prolétariat, de manière horrible, par la bourgeoisie.

« Cela, tu le sais, et pourtant tu prends peur quand nous

voulons tenter d'enlever à la contre-révolution l'occasion de provoquer des bains de sang parmi nous. Il est grand temps pour nous d'apprendre à ne pas nous effrayer quand le prolétariat se met à donner des ordres. Fasse qu'il apprenne bientôt à les donner⁴ !... »

Nous approchions du ministère de la Guerre. L'édifice était littéralement encerclé. Des masses toujours nouvelles de gens affluaient. C'étaient les bourgeois qui venaient livrer leurs armes. Les visages étaient impénétrables, sérieux, fermés. Certains essayaient de sourire, avec ironie. Peut-être appartenaient-ils à ceux qui avaient réussi à cacher leur dépôt d'armes principal dans les maisons d'habitation de leurs gardiens, ou chez d'autres prolétaires « loyaux » et dispensés de perquisition, pour les diriger contre eux au bon moment. Ils se pressaient, se hâtaient de se débarrasser aussi vite que possible des fusils cachés sous leurs manteaux. « C'est le vote de confiance de la bourgeoisie en faveur du nouveau gouvernement, dit Leviné. Lorsque le pseudo-gouvernement des conseils a exigé que les armes détenues soient livrées, ils n'ont pas bougé d'un poil pour obtempérer⁵. »

Au ministère de la Guerre, je vis pour la première fois Egelhofer, le commandant de l'armée rouge. C'était un jeune homme de vingt-quatre ou vingt-cinq ans. Dans chacune de ses paroles, dans chacun de ses gestes, on sentait la volonté tendue à l'extrême de donner le meilleur de lui-même, une volonté qui fait comme se dépasser l'homme et entraîne tout avec elle. Ecrasé par la difficulté de sa tâche, il ne parlait que par monosyllabes, ou restait silencieux, effacé. C'est avec un sourire gêné qu'il répondit un jour à un camarade qui voulait lui rendre quelque honneur : « Allons donc, ferme-la, je t'en prie !... » Il fut, par la suite, fusillé sans procès, après avoir subi les sévices des gardes blancs.

Les rues étaient bondées d'ouvriers avec ou sans armes, qui passaient en formant des patrouilles ou s'attroupaient devant les affiches du gouvernement des conseils. Des camions chargés d'ouvriers en armes traversaient la ville en trombe, accompagnés souvent de vivats enthousiastes. La bourgeoisie avait complète-

4. Voir Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 38.

5. *Ibid.*

ment disparu des rues, la circulation des tramways était arrêtée. Toutes les automobiles, placées à la disposition du gouvernement, étaient utilisées exclusivement pour ses besoins (pour les réquisitions ou l'armée rouge), si bien que chaque véhicule qui passait était devenu le symbole du changement de situation. A tout moment, des avions surgissaient au-dessus de la ville et des milliers de tracts volaient dans l'air, tracts dans lesquels le gouvernement Hoffmann décrivait à la population de Munich l'horreur du pouvoir bolchevique et vantait le gouvernement démocratique qui amènerait la paix, l'ordre et le pain.

Le soir venu, les dirigeants se réunirent dans la grande salle du palais des Wittelsbach, siège du nouveau gouvernement. Le Comité exécutif siégeait presque sans interruption. La tâche à accomplir était immense. Soudain, quelqu'un entonna *L'Internationale*. Tout le monde, alors, se mit à chanter. Le palais royal retentit des voix extatiques d'une foule étrange, saisie par l'émotion, qui ressemblait davantage à une pieuse communauté religieuse qu'à des communistes opiniâtres. Je me mis à pleurer. Certains des « criminels sanguinaires et impitoyables » qui étaient là ne retenaient leurs larmes qu'avec peine.

XIX

Dès le matin, jusque tard dans la nuit, le palais des Wittelsbach était plein à craquer. Inventeurs de projets révolutionnaires qui devaient apporter richesse, bonheur, paix éternelle et autres choses alléchantes, pour peu qu'on les réalisât. Auteurs de programmes pédagogiques. Partisans d'une réforme du mariage que l'on estimait « la première tâche et la tâche essentielle de la République des conseils ». Artistes qui offraient leur art au peuple, offensés qu'ils étaient lorsqu'on les priait d'ébaucher des projets d'affiches. Acteurs qui voulaient jouer pour le « peuple », dans des théâtres conçus par eux-mêmes. Et tous tenaient à présenter en personne leurs projets au Conseil exécutif, au mieux au camarade le plus populaire à Munich, Max Levien.

Des écrivains extrémistes se manifestèrent également, avec des plans grandioses pour une propagande de masse. Le gouvernement n'avait plus qu'à mettre à leur disposition le matériel nécessaire : avions, autos, argent, avec un état-major de camarades compétents et de toute confiance. Eux aussi ressentirent comme une offense, refusant le moindre travail, quand le gouvernement leur fit savoir qu'ils devraient prendre eux-mêmes des initiatives avant qu'existe une organisation structurée pour leur procurer l'équipement qu'ils souhaitaient et, sans aucun doute, indispensable.

Des théosophes accoururent aussi. Ils prétendaient interroger le destin sur le sort de la République des conseils, cherchant à obtenir des parents des membres du gouvernement les renseignements qui leur étaient nécessaires, dates de naissance et autres

choses importantes... Les étoiles étaient favorables, la République des conseils emporterait la victoire !...

On peut lire, sous la plume du biographe de Leviné, Paul Werner * :

Une foule de questions hétéroclites vole vers le Conseil exécutif, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, vers Leviné... Il faut trancher des questions de compétence entre les différentes instances, former de nouveaux départements, indiquer des lignes directrices, ébaucher des décrets. Des incidents politiques ou militaires exigent un règlement immédiat dont l'effet est difficilement prévisible. Entre-temps, il y a aussi des scènes amusantes. Un jour, c'est la grande réception des ambassadeurs. Le corps diplomatique de Munich au complet se présente. Il demande des garanties en ce qui concerne sa sécurité, et surtout il veut être dégagé des mesures prises au nom de la dictature du prolétariat. Ce qui lui est accordé. Pour finir, l'attaché prussien arrive, un quelconque hobereau avec un titre quelconque de noblesse. Il se réclame de son extraterritorialité. Les paroles coulent habilement de ses lèvres de diplomate. Une seule chose lui importe : sauver son auto, son auto « extraterritorialisée », de la confiscation générale !... Leviné entre dans le jeu. Bon, extraterritorialité donc !... Qu'en est-il exactement, est-ce que notre représentation est reconnue à Berlin ? La République des conseils est-elle reconnue ? L'ambassadeur : « Mais la question ne peut pas être posée ainsi. Je représente un gouvernement normal, et vous un gouvernement révolutionnaire. » — « Et vous voulez faire découler d'une question d'auto les décisions fondamentales de

* L'ouvrage de Paul Frölich a été publié en 1920 (Frankes Verlag). Il a été réédité en 1971 (Verlag Neue Kritik, Frankfurt/Main), mais selon l'édition de 1929 qui avait paru sous le pseudonyme de Paul Werner.

Paul Frölich (1884-1953) adhéra en 1902 au parti social-démocrate. Cofondateur du parti communiste. De 1919 à 1924, membre de la direction centrale. Député de 1921 à 1924, puis de 1928 à 1930. Exclu du parti communiste en 1928. Emigration en 1934. Retour en Allemagne (République fédérale) en 1950, membre du parti social-démocrate.

droit constitutionnel ?... » Leviné resta inflexible : l'un supposait l'autre. L'extraterritorialité était un principe qui exigeait la reconnaissance de la République des conseils. « Apportez la preuve que votre gouvernement est disposé à reconnaître une représentation diplomatique de notre gouvernement à Berlin, dit-il, et vous recevrez aussitôt votre sauf-conduit. »

En secouant la tête devant la prétention de ces pro-létaires qui ne possédaient même pas la langue adéquate, le brave homme quitta les lieux. C'était justement l'heure de manger. On servait précisément, comme d'habitude, un festin plantureux. Dans le salon d'apparat des Wittelsbach, les membres du gouvernement des conseils au complet trônaient autour d'une grande table, épluchant des pommes de terre cuites à l'eau qu'ils plongeaient dans une sauce de couleur brune indéfinissable, tout en épelant dans des accès d'hilarité ce mot à vous écorcher la bouche : *Extraterritorialité* !

C'est au milieu de ce chaos que le jeune parti communiste, minuscule, réussit à mettre sur pied un appareil qui, durant deux semaines incomparables, domina la vie entière de la Bavière. Une direction jusqu'alors sans expérience pratique, avec Leviné à sa tête, « étranger » jusqu'alors inconnu des ouvriers de Munich, parvint, en dépit des anciens partis établis, à rassembler les ouvriers et à s'assurer leur collaboration enthousiaste. Avec les rares cadres communistes, renforcés par plus d'un de ces rêveurs et de ces fantasques qui accouraient par centaines, l'œuvre gigantesque fut mise en route.

Le troisième jour du pouvoir communiste, Leviné présenta devant l'assemblée des conseils d'entreprises le rapport suivant :

Je rentre justement de la réunion de votre Comité d'action où l'on débat des mesures immédiates pour briser l'opposition des exploités capitalistes dont l'intention, comme dans les premiers jours de la République soviétique, est d'arrêter au moyen d'une résis-

1. Paul WERNER, *Eugen Leviné, op. cit.*, p. 43 et s.

tance souterraine le char victorieux de la révolution prolétarienne.

Des négociations sont en cours en vue de l'expropriation immédiate de toutes les banques et la nomination, à leur tête, de commissaires du gouvernement prolétarien. On exigera, en outre, que ces banques, en cas de nécessité, reprennent leur activité pour régler immédiatement les salaires. Simultanément, la municipalité, qui cherche à vous créer des difficultés, sera contrainte de poursuivre son travail sous le contrôle du gouvernement prolétarien afin de ne pas laisser les chômeurs sans assistance. Il est possible que les capitalistes aient déjà mis leurs objets de valeur à l'abri. Pour le vérifier, les coffres des banques seront ouverts dans les jours qui viennent. Sur convocation, selon les numéros des coffres, les propriétaires de ceux-ci devront se présenter avec leur clé. On fera l'inventaire de ce qui s'y trouve et on ne leur permettra pas, sans l'autorisation du gouvernement prolétarien, d'en soustraire un seul sou. Les coffres de ceux qui ne se présenteront pas et qui ne pourront fournir la preuve d'un empêchement sérieux seront ouverts en présence du conseil de la banque et réquisitionnés au profit de la population laborieuse. Je viens de porter à votre connaissance une seule des mesures prises, adoptée à l'instant précis où j'ai été mandaté pour venir vous voir, mais il y a infiniment plus de questions à régler. J'ai déjà demandé hier qu'on nous adjoigne quelques camarades pour nous aider.

Nous sommes dans l'impossibilité de consacrer beaucoup de temps à vos réunions. Ce que vous voulez, c'est que nous travaillions. Naturellement, nous allons vous faire un rapport, et nous voulons que vos critiques nous parviennent. Dès l'instant où vous n'aurez plus confiance en nous, remplacez-nous par des hommes nouveaux auxquels vous pourrez vous fier.

Notre tâche essentielle était d'armer le prolétariat. En une seule nuit vous avez fait davantage que le Conseil central en dix jours. Vous vous êtes armés

vous-mêmes. La nature du gouvernement prolétarien réside en ceci qu'il ne peut agir autrement qu'en sollicitant votre responsabilité et en vous soumettant des projets. C'est vous-mêmes qui devez poursuivre l'œuvre entreprise !

Lorsque les proclamations du commandant de la ville ont été rendues publiques, notre plaisir fut grand de voir les bourgeois venir rendre leurs fusils. Le prolétariat n'oubliera pas cette heure et, s'il devait être vaincu, il ressusciterait pour combattre afin que cette heure se renouvelle. Que signifient ces armes rendues ? Peut-être y avait-il parmi elles quelques souvenirs, mais la plupart avaient été préparées pour cracher le feu et la mort sur vous. Nous avons trouvé plus d'un fusil à balles dum-dum dans l'armurerie de la police de la ville, et l'on veut reprocher au camarade Egelhofer sa menace de fusiller les détenteurs d'armes ! Celui qui a gardé des armes pour vous combattre ne mérite pas d'être épargné. On ne fait pas la révolution avec des cœurs tendres et nostalgiques, il y faut une volonté ferme et sans hésitation !

Lorsque nous avons appelé à la grève, nous avons dit que tous les employés chargés du règlement des salaires devaient se considérer comme réquisitionnés. Mais la bourgeoisie a œuvré en cachette, et certains prolétaires en col blanc ont contribué à nuire aux intérêts des ouvriers. C'est pourquoi nous allons placer des commissaires dans toutes les banques et les administrations publiques. Nous contraindrons ces messieurs à travailler. Nous pouvons nous passer des messieurs haut placés, et si nous augmentons les traitements misérables des petits fonctionnaires je voudrais bien voir si plus d'un ancien parmi eux qui apercevait autrefois son salut dans la dynastie des Wittelsbach ne considérera pas lui aussi dorénavant le prolétariat comme son libérateur.

Je peux vous annoncer une nouvelle réjouissante : le représentant du conseil des paysans est déjà entré en relation avec nous ; de lui-même il s'est adressé à nous, déclarant que les conseils de paysans voulaient colla-

borer avec nous et agir sur les paysans afin qu'ils ne nous coupent pas les vivres. Un avion est déjà en route qui lance des tracts à travers la campagne, tracts dans lesquels nous informons les paysans sur la situation et leur demandons de nous livrer des produits alimentaires. Nous entrerons en relation avec les conseils de paysans au sujet de leur offre. Les petits paysans craignent qu'on leur prenne tout. C'est à vous qu'il appartient d'informer vos amis et vos parents à la campagne sur la situation réelle. Nous voulons prendre aux gros paysans l'excès de terre qu'ils ne peuvent travailler eux-mêmes. Mais le petit paysan et le valet n'ont que des avantages à attendre du gouvernement prolétarien. Si nous parvenons à le leur faire comprendre, nous n'aurons pas besoin, au cas où les gros paysans nous créeraient des difficultés, d'en appeler aux mitrailleuses, nous ferons appel aux petits paysans et aux valets.

La première tâche a été d'instituer une *commission de propagande*. Cette commission met au point les tracts pour la ville et la campagne. Elle fait appel à des orateurs qui se rendent à la campagne auprès des paysans et qui vont dans les casernes voir les soldats. Cette commission est formée des camarades Levien, Nortén et Werner. Si nous avons accordé une augmentation de cinq marks aux soldats, ce n'était pas avec l'intention de les acheter. Nous voulons simplement, en considération de la situation difficile, alléger les soucis qu'ils se font pour leur famille, afin qu'ils combattent avec un esprit plus libre pour la cause du prolétariat. Nous avons dépêché des camarades auprès des soldats pour les informer et nous avons remporté hier un succès : les conseils de toutes les casernes se sont déclarés en faveur du gouvernement prolétarien.

Il ne faut pas seulement combattre notre ennemi intérieur, la bourgeoisie contre-révolutionnaire, mais celui de l'extérieur. Guttman a déclaré récemment que Hoffmann ne voulait pas assiéger Munich, il voulait seulement l'affamer. Mais il est possible de rompre ce

blocus de la faim. Une *commission militaire* a été formée dont font partie les camarades Egelhofer, Wiedmann, Reichart, Reichelt, etc. Cette commission a entrepris des actions qui ne se sont pas limitées à Munich, mais aussi par exemple à Rosenheim, où des menées contre-révolutionnaires se sont produites. Là-bas des prolétaires armés ont arrêté onze otages qu'ils ont amenés à Munich.

La *commission des transports* a également commencé à travailler. En font partie les camarades Schreiber et Bauer qui doivent diriger la poste, le télégraphe, le téléphone et la station radio. Nous avons eu la joie d'envoyer comme premier télégramme un message télégraphique à Lénine, dans lequel nous l'informions que l'ancienne et illusoire République des conseils s'était effondrée sous l'assaut du gouvernement capitaliste de Hoffmann et qu'à la place de ce semblant de gouvernement socialiste avait été proclamé un véritable pouvoir prolétarien.

Quant aux employés du téléphone, ils ont pris part aux actions de combat de la bourgeoisie, se dispersant ensuite. Nous avons chargé un certain nombre de camarades de recruter du nouveau personnel. En même temps, d'autres camarades contrôlent les communications téléphoniques, afin de savoir si nos adversaires s'approprient à une riposte. De même, une censure est exercée sur le télégraphe. D'autres commissaires doivent être mis en place dans les postes et le secteur du télégraphe. Ils prendront les choses en main. En outre, il a été décidé de confisquer toutes les voitures particulières.

Les automobiles sont nécessaires pour transporter les forces armées d'un endroit à un autre, là où la sécurité l'exige. Les taxis ne sont pas encore réquisitionnés, vu que leurs conducteurs sont, le plus souvent, des prolétaires, et qu'ils ne sont pas entièrement propriétaires de leurs véhicules. Mais nous nous sommes aussi réservé la possibilité de recourir à ces taxis au cas où le besoin s'en ferait sentir. D'autre part, la commission des trans-

ports a pris des mesures afin que l'ensemble des voitures qui entrent et sortent de la ville soient contrôlées, de sorte que la bourgeoisie ne puisse prendre la fuite en emportant des objets précieux et des armes. La sécurité de la ville dépend étroitement de la responsabilité assumée par la commission militaire. Celle-ci est chargée de la protection de l'ensemble des voies ferrées convergeant vers Munich. Disposant de lourdes pièces d'artillerie, elle a l'ordre de faire stopper les trains à l'extérieur de Munich et de les fouiller. Les trains qui transportent des troupes et se refusent à observer le signal d'arrêt seront pris sous le feu de l'artillerie.

De plus, nous avons institué une *commission économique* qui a pris tout d'abord différentes mesures à l'égard des banques. Dans les prochains jours, d'autres mesures seront prises en vue d'une socialisation. La commission doit d'abord veiller que vivres, matières premières et charbon parviennent à Munich. Une partie des anciens fonctionnaires du service économique de la ville s'est mise à notre disposition. Dans les jours qui viennent, quelques-uns des hôtels de première catégorie de la ville seront saisis. Nous y logerons des prolétaires qui sont encore sans toit, ainsi que les membres du Comité qui résident trop loin et doivent être sur place afin de pouvoir continuer le travail déjà entrepris en commun. Le premier hôtel qui a fait l'objet d'une saisie est le Regina-Palais [*tempête d'applaudissements*]. Les réserves accumulées par les accapareurs dans les hôtels et les maisons bourgeoises seront, elles aussi, confisquées. Chez une baronne, nous avons trouvé une baignoire pleine d'œufs. Ces réquisitions sont effectuées sous la direction de la *commission de lutte contre l'usure*. Il est de votre devoir d'attirer l'attention de cette commission sur tous les abus de ce genre. Il est possible que nous suivions l'exemple de Noske. De même que Noske a fait encercler des quartiers ouvriers et fouiller maison par maison, appartement par appartement, placard par placard, à la recherche d'armes, nous ferons encercler les quartiers bourgeois et ferons

fouiller maison par maison, appartement par appartement, placard par placard, à la recherche de lard, d'œufs et de beurre. Font partie de la commission économique les camarades Strobel et Mai, Axelrod y disposant d'une voix consultative.

Nous avons formé aussi une commission destinée à briser la contre-révolution. Elle a déjà procédé à une série d'arrestations et pris des otages. Leur identité n'a pas encore été rendue publique, afin de ne pas éveiller l'attention de leurs amis et pour éviter que ceux-ci ne cherchent à se cacher. Nous avons encore besoin de camarades pour nous aider dans cette commission.

Le rôle du secrétariat est de mettre à exécution toutes les mesures décidées. C'est lui qui, en outre, centralise toutes les informations et toutes les plaintes. La différence entre un gouvernement bourgeois et un gouvernement prolétarien, c'est que celui-ci est à la disposition de tous. Mais songez que l'homme n'a que deux yeux et deux oreilles, et qu'une journée ne dure que vingt-quatre heures ! Tous ceux qui ont une information importante à communiquer ne doivent pas manquer de le faire, mais on doit éviter de venir par curiosité, pour jeter un simple coup d'œil.

Le *Conseil exécutif* est composé des camarades Duske, Männer, Levien et Dietrich. Ces camarades ont à surveiller l'activité des différentes commissions, de sorte que les mesures prises ne se contredisent pas et que toutes les dispositions soient harmonisées. Ils doivent assurer la liaison avec les autorités, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Dans les cas urgents, lorsque les commissions concernées ne sont pas réunies, c'est le Conseil exécutif qui doit prendre une décision. En outre, des questions fondamentales d'orientation doivent être débattues ; à côté des réunions de commissions, il faut donc tenir des assemblées plénières. Vous voyez que ce n'est pas, de notre part, de la mauvaise volonté si nous ne venons pas plus souvent devant vous, nous ne pourrions le faire sans que le travail général en souffre. Je

propose que nous vous rendions compte de notre activité une fois par jour.

Le *comité de grève*. Jusqu'à présent, les décisions étaient prises par le Conseil exécutif. Il serait opportun que vous élisiez un comité de grève parmi vous, qui travaillerait en étroite dépendance avec nous. Nous ne sommes pas là pour diriger la grève, mais la grève est là pour nous soutenir. Nous ne pouvons pas arrêter la grève sans aucune autre forme de procès. Aussi longtemps que nous ne tiendrons pas fermement nos positions, il est bon que vous fassiez grève. Un certain nombre de jours nous est nécessaire encore. Il faut que vous continuiez à vous montrer constamment dans la rue avec le fusil. La République prolétarienne des conseils n'a décrété, elle, à la différence de l'ancienne et illusoire République des conseils, aucun jour de fête nationale, mais elle est devenue une fête permanente. Il serait bon que vous plongiez tout Munich sous des flots de rouge. Prenez des vieux draps, des rideaux, tout ce que vous avez, afin que l'on voie que le prolétariat est en fête. Et chantez dans les rues ! Nous ferons distribuer les textes des chants révolutionnaires.

Avec le *Bulletin d'information du Conseil exécutif*, c'est d'abord une énorme escroquerie qui a été commise. On l'a vendu, alors qu'il devait être distribué gratuitement. Dès demain, il portera la mention : « Ce journal est distribué gratuitement ». Ce bulletin, nous le devons à nos camarades imprimeurs. Ils ne voulaient pas être des briseurs de grève, et s'ils voulaient bien publier un journal, c'était un journal favorable au gouvernement prolétarien. Ce bulletin d'information est édité sous la responsabilité du camarade Werner, en collaboration avec d'autres camarades.

Ce que nous avons réalisé jusqu'à maintenant, ce n'est que le premier pas qui conduit à la première marche qui conduit lui-même le prolétariat au pouvoir. Prendre l'escalier d'assaut nécessite votre aide. Nous vous demandons de nous communiquer d'autres noms de camarades capables d'assumer une fonction ou

une autre. Si les rênes du pouvoir aboutissent aux mains des camarades élus au gouvernement, c'est le prolétariat lui-même qui doit les tenir. Je ne vous demande pas de collaborer au travail que nous accomplissons, je vous demande de vous mettre, vous, au travail. C'est vous qui devez travailler, tout comme c'est vous qui vous êtes battus. Le danger ne s'est pas évanoui. Les menaces de la garde blanche n'ont pas disparu, il n'est pas exclu que la faim vienne frapper aux portes de Munich. Ebert, Noske et Scheidemann ne peuvent plus tenir que quelques semaines. La Saxe est en train de bouger, la république est proclamée à Brunswick. A l'étranger, la nouvelle de la fondation d'une République des conseils a été accueillie avec enthousiasme. La Hongrie est devenue elle aussi une République des conseils. En Italie, on regarde avec espoir et joie du côté de la Bavière. En France, en Angleterre et en Amérique, les capitalistes sont désarçonnés, car là-bas aussi l'esprit du bolchevisme est en train de pénétrer le prolétariat. La République soviétique russe est reconnue par l'Entente, les menaces contre la Hongrie n'ont toujours pas été mises à exécution. La situation internationale est favorable. Nous sommes maintenant aux avant-postes. Les prolétaires russes, eux aussi, se sont trouvés aux avant-postes. Ils ont tenu bon et ils ont eu raison. Nous sommes dans l'expectative, nous sommes aux aguets de ce qui se passe à l'est, au sud et à l'ouest, et nous pouvons dire, au troisième jour de notre révolution prolétarienne : tout cela n'a pas été vain. Nous ignorons si ce premier soulèvement nous permettra de nous maintenir au pouvoir, si nous resterons, en définitive, les vainqueurs jusqu'au bout. Mais nous essaierons, et nous savons que nous n'aurons pas mené en vain ce combat ².

2. Extrait de Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 40-46.

XX

Dans son rapport, Leviné a parlé d'otages. Plus tard, lors de son procès, il ne récusait pas l'accusation selon laquelle des gens avaient pu être pris en otages par les révolutionnaires. Il se contenta de rappeler au tribunal que la prise d'otages avait d'abord été pratiquée par l'armée allemande pendant la guerre, pratique tolérée tacitement par les autorités.

Aurait-il eu connaissance d'un cas unique, Leviné en aurait assumé entièrement la responsabilité. De la même manière, il se refusa à ne pas assumer la déplorable exécution de dix personnes, dix prétendus « otages », bien que ses avocats aient attiré son attention sur le fait que là ne pouvait être, pour le procureur général, que la seule justification à la demande d'une condamnation à mort. Leviné estimait immoral de s'en prendre au prolétariat vaincu.

Ultérieurement, le procureur général abandonnera de lui-même ce chef d'accusation. Les dix personnes en question, membres pour la plupart de la Société Thulé¹, qui fut l'un des premiers groupes fascistes*, avaient été fusillées *après* la destitution de Leviné. Elles avaient été arrêtées pour falsification de cachets officiels, à des fins manifestement contre-révolutionnaires.

1. Rudolf Hess, par exemple, était l'un des membres de cette Société Thulé.

* La Société Thulé comptait en Bavière environ 1 500 membres, dont 250 à Munich. Elle a été une pépinière de futurs nazis de premier plan. Y appartenaient notamment Hans Frank, Rudolf Hess, Alfred Rosenberg.

Le terme d'otages, dont elles avaient été qualifiées par le tribunal, ne leur convenait donc guère.

Leviné ne dissimulait pas que « les révolutions ne se font pas avec des cœurs tendres de romantiques », et la République des conseils avait effectivement établi une justice d'exception pour briser les menées contre-révolutionnaires. Il veillait particulièrement à ce que personne ne soit victime de cruautés, de vengeance. Immédiatement avant son rapport devant l'assemblée des conseils d'entreprise, il m'avait prise à part pour me dire : « Ecoute bien : nous avons formé une commission pour briser les menées contre-révolutionnaires. Pour une jeune révolution, c'est indispensable, avait-il ajouté pour me tranquilliser. On amènera des gens pour les interroger, des gens apeurés naturellement. J'aimerais que tu assistes à cette commission. Si tu es d'accord, je vais proposer que tu en fasses partie. Tu n'auras rien à voir avec les sentences. Je voudrais seulement que tu sois là pour écouter, entendre, et que tu m'informes au cas où tu ne serais pas satisfaite de la procédure. Cela me tranquilliserait et ce serait surtout un service rendu à la révolution. Nous ne devons pas l'entacher par des souffrances inutiles et par des injustices, nous ne luttons pas contre des individus. Je sais que tu as un faible pour tes ennemis. »

Comme beaucoup de lettres et de documents étaient à examiner, une autre femme, la femme d'un médecin, fut cooptée. Elle était très belle et tranquillisait, je crois, au moins tous les prisonniers masculins. Le chef de notre section était Stroble ; c'était un homme très jeune, un communiste intelligent et enthousiaste, mais il était si troublé par sa fonction, il avait tant de tact et il était si indulgent que c'en était trop pour mon goût. Moi, je n'ai jamais entendu parler d'otages. Mais il n'est pas impossible que quelques-uns aient été pris au cours des combats.

Leviné ne s'attendait pas à une victoire, bien qu'il ait dit à son procès qu'il avait nourri quelques illusions à ce sujet. Peut-être s'obligeait-il à croire en l'avenir?... Pour réaliser l'immense tâche qui lui incombait, il avait besoin de la force que procure la confiance et ne pouvait se permettre des analyses trop poussées. Je remarquai un jour combien il écoutait avec un regard triste et ironique des projets qui n'auraient été réalisables que plus tard, dans un Etat dont l'existence était assurée : « Ne

crois-tu donc plus du tout à l'avenir de la République des conseils ? », lui demandai-je. Je n'obtins pas de réponse. Mais sa réponse était impliquée dans toute sa politique : concentrer toutes les énergies sur la lutte à laquelle il fallait immédiatement faire face.

Tout l'art d'un dirigeant, comme au fond celui de tout pédagogue, consiste à s'imposer à soi-même et aux autres des tâches réalistes, des tâches qu'il soit possible de mener à bien. Le devoir actuel commandait de sauver de la défaite inévitable ce qui pouvait être sauvé : tout ce qu'il pouvait promettre, c'était une mort honorable et une leçon de pratique sur ce que pouvait être une République des conseils. Il tint cette promesse et la scella de sa mort.

Ce but exigeait également d'éveiller chez les ouvriers un état d'esprit adéquat, et Leviné ne se lassait pas de chercher à élever leur dignité et leur confiance en eux. Dans tous ses discours, il n'a cessé de leur donner du courage.

Enthousiastes, fiers de leur victoire, les ouvriers accomplissaient de véritables miracles. Pendant un certain temps, ils suivirent les communistes inconditionnellement. Ce qu'ils avaient appris, ils en apportaient la preuve sans se tromper, par l'action.

Pourtant cet état d'esprit ne pouvait se maintenir. La puissante manifestation, à la fin de la grève générale, fut la dernière victoire des communistes. Leviné le rappela fièrement devant le tribunal :

Ce mot d'ordre fut accepté à l'unanimité. L'avocat général sait comment il fut exécuté. L'ensemble des travailleurs avec, à leur tête, des centaines d'employés des postes, hommes et femmes, dans leur uniforme bleu ciel, défilèrent jusqu'au palais des Wittelsbach pour exprimer leur solidarité avec ceux que l'on présente aujourd'hui comme des terroristes qui ont subjugué le prolétariat munichois.

L'armée blanche approchait de Munich, et la catastrophe qui menaçait ne pouvait provoquer que crainte et panique. Parmi les ouvriers, ceux qui étaient faibles et pusillanimes commencèrent à rechercher les moyens d'échapper au mot d'ordre de grève. Ils se tournèrent automatiquement vers ceux qui, comme

eux, n'étaient pas capables de regarder le danger en face. Entouré de ses proches collaborateurs, Maenner et Klingelhöfer, encore une fois Toller releva la tête.

Deux camps s'affrontaient : l'un, avec Leviné, qui en appelait aux sentiments les plus nobles des ouvriers, à leurs efforts pour parvenir à la liberté, à leur courage ; l'autre, avec Toller, qui jouait sur une lâcheté et une étroitesse d'esprit nourries par des siècles de soumission.

La dernière réunion des conseils d'entreprises du 27 avril fut marquée par la rage de ne pouvoir rien faire devant la nouvelle situation, et par la tentative désespérée de se tirer d'affaire aussi favorablement que possible.

Ce fut Maenner qui parla le premier : exiger, comme le fait le Conseil exécutif qu'on livre les clés des coffres à un commissaire politique, ce n'était rien moins qu'un vol politique (!) auquel, dit-il, il ne saurait se prêter. Voilà qui se comprendrait encore si l'on voulait réquisitionner de l'argent, mais des objets de valeur, des brillants, sont parfaitement superflus. Le prolétariat ne pouvait pas les manger. Il était naturellement pour la République des conseils, mais il voulait simplement agir de telle sorte qu'il pourrait affronter le gouvernement Hoffmann la tête haute.

Affronter le gouvernement Hoffmann la tête haute avait naturellement ses avantages. Malheureusement, ce n'était pas conciliable avec les tâches à réaliser par un gouvernement révolutionnaire.

Les paroles de Klingelhöfer furent animées du même esprit que celles de Maenner : « Les dirigeants communistes, dit-il, sont des théoriciens étranges. Leur politique irréaliste et leurs exigences provocatrices ne peuvent entraîner que des conséquences dangereuses. »

Mais ce n'était là, de leur part, que des bavardages inoffensifs qui précédèrent la déclaration de Toller :

Je considère le gouvernement actuel comme une calamité pour le peuple travailleur de Bavière. Les hommes qui le dirigent signifient pour moi un danger pour l'idée même des conseils. Incapables d'édifier la moindre chose, ils passent à une destruction inconsidérée.

rée. Quand ils disent qu'ils soutiennent la révolution et la République des conseils, cela veut dire pour moi qu'ils les mettent en danger ! Le plus terrible est que le peuple travailleur est laissé complètement dans l'ignorance de ce qui se passe véritablement².

Il ajouta, il est vrai, que ce n'était pas le parti communiste en tant que tel qui était responsable, mais seulement quelques camarades qui en étaient membres, et qu'il y avait, ma foi, dans tout parti, des éléments peu honorables. On aurait dû obliger Leviné, dit-il, à descendre de la tribune quand il a déclaré qu'il n'avait jamais fait que répondre aux missions que lui avait confiées le parti communiste. Car, si le prolétariat se laissait imposer des dirigeants comme Leviné, c'est qu'il ne méritait pas d'avoir une République des conseils.

Une fois que le terrain eut été ainsi préparé, les informations « objectives » sur la situation « matérielle » suivirent, présentées par le représentant de l'office du ravitaillement, de l'office du charbon, etc. Toutes ces informations étaient exagérées, ne correspondaient pas à la vérité. Aucune ne résistait à un examen précis, et elles étaient toutes dictées par une intention : semer la panique. Puis vinrent les insinuations personnelles : on répandit le bruit que le gouvernement des conseils avait établi cinquante faux passeports et s'était procuré une importante somme d'argent et un avion pour pouvoir s'enfuir.

Les discours, y compris ceux de Toller et de ses amis, regorgeaient d'attaques aussi mordantes que d'attribuer la mauvaise direction des opérations à des « éléments étrangers », des « Prussiens », des « Russes ». On put même entendre dans le public l'inévitable qualificatif de « juifs ».

Il y avait dans l'assemblée de nombreux « éléments étrangers » assurément, mais étrangers parce qu'ils avaient pénétré sans mandat dans la salle. Quelques mouchards à la solde de la contre-révolution et qui voulurent provoquer des bagarres durent être expulsés de force. La police et la presse bourgeoise, qui étaient toujours représentées officiellement dans les conseils d'ouvriers, mais qui avaient préféré jusqu'alors rester à l'écart, étaient apparues en force.

2. Voir Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 53.

Il n'y avait pas de place pour des communistes dans cette assemblée, ni aucune politique révolutionnaire à attendre de rebelles ouvertement anticommunistes. C'est pourquoi le gouvernement remit sa démission.

Mais c'est l'assemblée qui, tout simplement, ne voulut pas le laisser partir. Il était plus sûr de laisser les communistes affronter l'armée blanche que d'en assumer soi-même la responsabilité.

Une situation grotesque en résulta. On insultait les communistes et on jetait la suspicion sur eux, mais en même temps on leur intimait l'ordre de rester à leur poste : « Il faut que vous restiez où vous êtes et que vous engagiez des négociations !... », leur dit-on sur un ton furieux. « Mais nous nous refusons à négocier. Nous sommes convaincus que cela ne servirait qu'à nos ennemis. Nous proposons au contraire de ne pas épargner notre peine pour organiser la défense de Munich. Nous avons d'autres buts et nous sommes prêts à laisser la place à des gens qui ont d'autres conceptions », répondaient les communistes. Peine perdue. Leviné eut recours aux comparaisons les plus primaires :

Vous n'éliriez sans doute pas comme dirigeants de la révolution les Wittelsbach. De même, vous ne pouvez pas nous élire pour faire une politique de lâche capitulation. Si vous vouliez mener une politique radicale, vous n'éliriez tout de même pas Ludendorff. De même, vous ne pouvez pas vous faire représenter par des communistes si vous voulez mener une politique de renoncement et de négociations³.

Mais il était oiseux d'attendre de gens paniqués une réponse raisonnable : « Il faut que vous restiez à votre poste ! », répétaient-ils.

Sur quoi Leviné menaça de prendre de rigoureuses mesures d'urgence, et d'arrêter surtout un grand nombre de saboteurs et autres contre-révolutionnaires notoires.

La menace eut un effet sur nombre des présents qui seraient entrés dans cette catégorie. L'assemblée prit peur. Elle se prononça pour un vote de défiance. La clique de Toller, qui n'avait

3. Voir Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 54.

pas voulu cela, fut véritablement plongée dans l'étonnement. Ils avaient trop souvent et trop longtemps colporté la légende de l'appétit de pouvoir des communistes pour s'attendre à ce que les communistes abandonnent d'eux-mêmes le pouvoir. La meilleure façon d'échapper à la responsabilité, c'était de la partager. Ils reprenaient ainsi, sans le savoir, la pratique des rusés moujiks russes qui commençaient par rassembler les signatures de toute la commune avant de passer aux actes.

Toller ne se contenta pas de salir le nom de Leviné. Treize ans plus tard, dans son livre de souvenirs *Une jeunesse en Allemagne*, il présente ainsi Leviné à ses lecteurs : « Un homme maigre, dont le nez crochu et charnu se détache, proéminent, sur un visage renfrogné. » Cela en 1933 !... Les nazis n'auraient guère pu produire de meilleure caricature.

Le nouveau Comité d'action n'était composé que de membres des conseils d'entreprises ; pas un membre du trio qui déterminait effectivement la politique (Toller, Maenner, Klingelhöfer) n'en faisait partie.

La première mesure du nouveau Comité exécutif fut une proposition de négociation. Avant que les communistes se fussent retirés de la direction, Toller avait tenté de manœuvrer pour parvenir à un arrangement par des négociations. Hoffmann avait posé comme condition à des négociations — quelles qu'elles soient — que tous les dirigeants des conseils soient immédiatement livrés.

Voilà qui, à ce moment-là, aurait dépassé largement le pouvoir même de Toller. Et sans doute celui-ci n'avait-il pas atteint non plus un tel degré de haine et de panique pour être amené à accepter cette condition.

Mais maintenant le gouvernement de Hoffmann n'avait plus rien à dire dans cette affaire, et l'armée blanche avait ses propres conceptions sur la manière de s'y prendre pour écraser une révolution : l'offre de pourparlers fut ignorée avec mépris. Les yeux de Toller n'en furent même pas ouverts sur la dureté des réalités. Il se contenta d'intensifier sa lutte contre les communistes. Il ne promettait plus maintenant, comme lors de la nuit mémorable du 10 avril, d'exécuter leur programme. Il ne prit même pas ses distances vis-à-vis d'une campagne hargneuse de calomnies contre ses alliés de la veille. Calomnies du genre de

celle-ci : « Leviné et Max Levien ont décampé avec la caisse des victimes de guerre ⁴. »

L'auteur du livre publié anonymement *La Tragédie de Munich* donne un témoignage éloquent du préjudice causé par ses propres camarades de parti en ces instants critiques. Il confirme en outre, sans s'en rendre compte, la véracité de l'affirmation de Leviné selon laquelle un prolétariat faible et désarmé doit s'attendre beaucoup plus à un traitement impitoyable qu'un prolétariat fort et courageux : « Les déclarations de Toller, qui furent aussitôt rapportées au gouvernement de Hoffmann par d'innombrables espions, incitèrent littéralement à une intervention énergique ! »

Les transformations n'étaient pas passées inaperçues en ville. Des dames et des messieurs élégants firent leur réapparition dans les rues, des autos et des taxis circulèrent à nouveau, les clients se pressaient dans les magasins, tout le monde parlait de la fin prochaine de la terreur exercée par les communistes. La voie était ouverte aux conquérants.

Lorsque Leviné menaçait de prendre des mesures rigoureuses, ce n'était en réalité que du bluff. La raison de sa décision de démissionner résidait dans le fait que son gouvernement ne disposait plus d'assez de pouvoir pour réaliser ses tâches révolutionnaires.

Dans les derniers jours, le groupe de Toller avait déjà obtenu l'application d'un certain nombre de mesures, telle que la levée de l'interdiction de la presse bourgeoise, la restitution des véhicules, la libération de prisonniers contre-révolutionnaires, etc. Les querelles infinies avec leurs alliés réticents et leur sabotage discret menaçaient de démoraliser même les communistes.

Un beau matin, la femme de Dietrich vint me dire que son mari avait eu « une véritable attaque » et ne serait sans doute pas en mesure de participer aux réunions. Mais il espérait pouvoir venir le lendemain.

Leviné apparut, lui, le visage grimaçant. Il se plaignait de douleurs dans les oreilles. Une inflammation interne, pensait-il. Il se demandait s'il pourrait travailler dans cet état-là. C'était peu probable, disait-il, peut-être vaudrait-il mieux qu'il prenne un ou deux jours de répit... Et, gémissant, il quitta la pièce.

4. Voir Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 55.

Les voilà tous qui abandonnent le bateau en train de couler — telle fut la première idée qui me vint à l'esprit. Leviné, devinant mes pensées, me caressa la main avec précaution. Était-ce moi qu'il voulait tranquilliser, ou lui-même ?... Il ne pouvait supporter qu'on émit le moindre doute à l'égard de ses compagnons, mais son sourire embarrassé était indescriptiblement triste.

Les ouvriers continuaient d'effectuer leur pèlerinage au Palais des Wittelsbach, où Fröhlich, du haut d'un balcon, haranguait les masses. Il en avait, ce jour-là, presque les larmes aux yeux : « Je suis si fatigué, annonça-t-il, que je ne sais ce que je dois vous dire... »

La République des conseils s'effondrait à vue d'œil, et pourtant il restait encore aux communistes un devoir à accomplir. S'appuyant sur l'armée rouge qui refusait de se disperser (il est caractéristique que même Toller n'osait pas exiger cette dispersion) et sur un nombre considérable de conseils d'entreprises, ils allaient concentrer leurs forces dans la défense de Munich.

XXI

Il devint très dangereux de tenir des réunions publiques, ou même tout simplement de se montrer en public. Dans l'atmosphère tendue d'une ville assiégée, la déclaration de Toller fit des dirigeants communistes, ce « malheur de la Bavière », des hors-la-loi. On devait s'attendre au pire, même avant l'entrée de l'armée blanche. Lorsque le danger s'aggrava, je pensai aux nombreuses déclarations des intellectuels qui prétendaient vouloir servir le peuple, à leurs sentiments de culpabilité à cause de leur ancienne indifférence, et à leurs sympathies pour les communistes. J'invitai l'un d'entre eux à prouver dans les faits qu'il était sincère et à m'aider à trouver une cachette pour Leviné. Effectivement, le professeur Arthur Salz, qui connaissait Leviné depuis l'université, proposa de nous héberger chez des amis. Cela, chacun de son côté. Mesure qui, l'expérience nous l'avait appris, était beaucoup plus sûre.

Cette disparition, qui fut considérée comme « lâche », a joué un très grand rôle au procès de Leviné. Il fut accusé d'avoir « failli à l'honneur », accusation qui reposait pour l'essentiel sur sa « lâche désertion » du champ de bataille, et qui forma l'argument sur lequel on s'appuya pour demander sa condamnation à mort.

Parmi les communistes, il s'en trouve évidemment toujours qui éprouvent une aversion irraisonnée à l'égard de ce qui risque d'être tenu pour une « désertion », et tout démagogue est capable d'exploiter ce sentiment. Toller, qui, en dépit de ses fonctions militaires, prétendit « se sentir autorisé » à disparaître — « l'hypo-

thèse (!) étant qu'aucun combat ne serait livré » —, déclara devant le tribunal : « Ce fut pour moi une impression accablante de voir que les dirigeants avaient disparu... »

Ce n'est donc nullement s'égarer que de s'attarder un peu sur ce sujet délicat.

Effectivement, beaucoup d'entre nous craignaient que Leviné ne se refuse à chercher un endroit où se cacher. Un incident, lors de l'assemblée du 27 avril, contribua à briser sa résistance.

Un coup de feu avait soudain claqué. Quelqu'un s'écria : « Les gardes blancs !... », et tout le monde se précipita vers la sortie. J'étais assise derrière Leviné, qui, spontanément, s'avança de quelques pas pour venir me rejoindre. Ayant peur de le perdre dans cette panique, je lui saisis la main. Il crut que je voulais le pousser à fuir. Se libérant, il courut alors à l'autre bout de la salle.

Il se révéla que le coup de feu était parti lors d'une discussion animée entre plusieurs des personnes présentes, mais Leviné prit très à cœur le geste qui l'avait poussé spontanément à assurer ma protection. Il était effondré d'avoir, en se précipitant pour me protéger, cédé un bref instant à ses sentiments privés, et laissé supposer devant ses camarades, alors qu'ils avaient sans doute besoin de lui pour venir à bout de la panique, ou pour donner l'exemple, qu'il était prêt à abandonner son poste.

L'incident fut discuté plus tard en cercle restreint, et il lui fut vivement reproché, à cette occasion, de retomber dans « l'idéologie social-révolutionnaire de l'héroïsme ». C'était son devoir, argumentaient ses amis, de se mettre en sûreté, et de ne pas faire à l'ennemi le plaisir d'enlever ses dirigeants à la classe ouvrière. Même du point de vue d'une juste évaluation des risques encourus, un dirigeant, toujours plus exposé que les simples militants, devait avoir le droit, disaient-ils, à une plus grande protection.

De telles réflexions réalistes n'étaient pas, certes, en mesure de réprimer en lui le besoin de partager tous les dangers avec ses camarades. Il disait : « Pour ma consolation personnelle, je m'efforce de ne jamais oublier que Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht n'ont pas eu besoin de participer à des combats de rue pour partager le sort des ouvriers qui se battaient les armes à la main... »

Il avait à suivre également cet ordre strict donné par la direction du parti : « La direction militaire se tient à son poste. Tu n'as plus de fonction pour l'instant, et tu dois disparaître jusqu'à nouvel ordre. »

Leviné ne révéla pas à quel point il souffrait de rester caché, alors que l'on massacrait les ouvriers. Mais Botho Schmidt, qui l'hébergea et fut accusé en même temps que lui pour cette raison, a raconté devant le tribunal les débats intérieurs qui furent les siens. Dans un bref billet qu'il m'a fait parvenir, cette torture était également perceptible. Ce fut pour lui, sans aucun doute, l'une des épreuves les plus difficiles.

Il était préparé à l'issue fatale et considérait les six derniers mois de sa vie comme un cadeau. Sa fameuse phrase : « Nous autres, communistes, nous ne sommes que des morts en sursis », ne fut pas simplement une belle formule. Elle correspondait, en son for intérieur, à une certitude profonde.

Le 28 avril, Leviné rentra tard à la maison après une journée pénible. Il n'était pas fatigué, du moins ne le faisait-il pas remarquer. Après avoir dû quitter la chambre un moment, je le trouvai pourtant plongé dans un profond sommeil. Il avait l'intention de se lever tôt. Nous devions rencontrer le professeur Salz à midi, mais il voulait auparavant m'acheter un cadeau, une bague ou un autre bijou, un souvenir *durable*. Hélas, il ne parvint pas à tenir sa promesse. Pour la première fois au cours de ces six mois, il retomba dans ses anciennes habitudes. Je me rendis seule au rendez-vous, espérant qu'il me rejoindrait bientôt. Mais j'attendis en vain. Nous fûmes ensuite séparés définitivement, et nous nous cherchâmes l'un l'autre fiévreusement toute la journée. Ce n'est que vers le soir que je rencontrai par hasard l'un de ses intermédiaires, qui m'emmena au lycée Luitpold, le dernier lieu de réunion des communistes.

Leviné resta momentanément interloqué, sous le coup de l'émotion et des reproches qu'il se faisait : « La seule chose que je peux dire pour ma défense, c'est que depuis mon arrivée ici je me suis effondré sur une table et que j'ai dormi deux bonnes heures. » C'était également la première fois qu'il s'excusait d'avoir manqué l'un de nos rendez-vous.

Il s'était déjà remis à travailler, ne faisant que de brèves apparitions dans la pièce où je l'attendais. Il me pria de relire les dernières proclamations. Je devais servir de cobaye.

Tout à coup, une assiette apparut, avec une omelette, le repas le plus opulent qu'il ait jamais reçu pendant la période où il était « en fonction ». Il voulut partager avec moi, car n'exerçant aucune responsabilité officielle je n'avais droit à aucune distribution de nourriture. Mais je l'assurai que je n'avais pas faim, et il sortit. La jeune secrétaire me complimenta d'être si douée pour mentir. Elle tint absolument à ce que je mange une partie de son propre repas. De retour dans la pièce et nous voyant manger toutes les deux, Leviné crut que j'avais eu le toupet de transgresser le règlement. Il s'indigna : « Comment est-ce que tu as pu faire une chose pareille ?... » C'était la première fois que Leviné me faisait des reproches devant des tiers. Jamais il ne se serait laissé aller à m'offenser de la sorte pour un différend d'ordre privé. La jeune fille éclata de rire : « J'ai autant le droit que vous d'offrir quelque chose à votre femme... Elle m'a tout bonnement préférée à vous !... »

Mais, lorsqu'il eut quitté la pièce, elle me dit : « Nous venons de recevoir une belle leçon sur la manière dont un communiste doit se comporter ! Et quand on pense que des gens comme lui sont accusés de dilapider inconsidérément le bien public !... Je crois que je n'oublierai jamais de ma vie cet exemple... »

Le soir, Leviné me lut le dernier manifeste du parti. Quelques phrases m'en sont restées :

Les gardes blancs n'ont pas encore remporté la victoire que les atrocités s'accroissent. Des gardes rouges sont faits prisonniers, ils sont maltraités et fusillés, des blessés sont massacrés. Ne leur facilitez pas leur travail de bourreau. Vendez chèrement votre vie. De cette façon seulement, vous pourrez arracher quelque chose à l'ennemi. De cette façon seulement, vous pourrez donner un coup d'arrêt à la terreur blanche¹.

1. Voir Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 58.

Je lui demandai, pour la dernière fois : « Est-ce juste ? Es-tu certain de ne pas te tromper ? Ce combat est-il nécessaire ?... » Non seulement j'ai horreur du sang versé, comme tout être humain normal, mais je luttai, en quelque sorte, pour sauver la vie de mon mari, et je pensais qu'il courrait moins de danger s'il donnait le signal de cesser le combat.

Vu mon expérience des dernières semaines, j'aurais dû en savoir davantage. En mars, une action pacifique de socialisation déclenchée par le conseil ouvrier de Berlin, menée « dans le calme, sans désordre, contrairement aux manières habituelles de procéder des communistes », avait servi de prétexte au gouvernement pour se débarrasser de la troupe républicaine de protection, devenue indésirable. Il en était résulté l'un des épisodes les plus sanglants de toute la révolution allemande, un événement qui avait coûté environ mille deux cents morts. Il va sans dire que ce bain de sang avait été mis au compte des crimes dont les communistes s'étaient rendus responsables. Et, pour faire bonne mesure, leur plus haut dirigeant, Leo Jogiches, avait été en définitive sauvagement assassiné.

Cette expérience m'avait profondément bouleversée, mais je ne voulais pas abandonner. Il est difficile d'accepter de tirer une leçon d'événements qui contredisent ce que l'on tient pour ses propres intérêts. Leviné, acceptant mes doutes, ne ménagea pas sa peine pour essayer de me faire comprendre sa politique : « Nous sommes en face d'une soldatesque excitée, envoyée pour en finir une fois pour toutes avec les éléments criminels qui sont un danger pour le pays. C'est une erreur de croire qu'une soumission timorée est le meilleur moyen pour éviter ou empêcher un bain de sang. Au contraire : c'est seulement si les gardes blancs trouvent devant eux une armée décidée et remarquent que le combat exigera aussi des victimes dans leurs rangs, qu'ils seront prêts à faire des concessions. Jamais un chef d'armée n'a pensé poser les armes *au préalable* pour obtenir des conditions de paix plus favorables. Mais c'est justement cette solution que l'on préconise au prolétariat, lui qui est engagé dans une lutte mille fois plus impitoyable.

« Les ouvriers, les meilleurs d'entre eux, combattront quels que soient les mots d'ordre. Un révolutionnaire n'est pas moins disposé à donner sa vie en l'honneur de sa cause qu'un patriote

qui combat jusqu'à la dernière goutte de son sang et qui préfère mourir que se rendre. Les ouvriers n'auraient que mépris pour un chef qui resterait en retrait de leurs conceptions révolutionnaires de l'honneur, et qui préconiserait de mettre bas les armes *au préalable*. Cela peut ne pas paraître raisonnable, et pourtant aucune grande action n'a jamais été réalisée sans cet esprit. Dans tous les cas, l'armée blanche trouvera un prétexte. Il lui en faut un, et l'ampleur du carnage sera commandée par des considérations purement politiques, par rien d'autre. Le sang des ouvriers a-t-il si peu de prix qu'on puisse le verser sans se défendre pour satisfaire des pacifistes de fraîche date ?

« Je sais qu'il est difficile d'accepter cette vérité dans sa dureté. On comprendrait mieux que Toller affirme qu'il a horreur du sang versé. Pourtant, pendant la guerre, nos rôles étaient inversés : le parti des Indépendants au cœur tendre ne reculait pas devant les effusions de sang et soutenait le gouvernement capitaliste dans sa guerre prétendument "défensive", et c'est dans la lutte contre ce carnage que nous étions, nous, aux premières lignes. Tout dépend des buts que l'on s'est fixés, du point de vue que l'on représente. Y a-t-il une guerre défensive plus évidente que celle que l'on nous impose actuellement ? Ce n'est pas nous qui sommes venus avec des mitrailleuses et des soldats déchaînés pour réduire d'autres hommes par la force des armes. Personne ne se réjouirait davantage que les sanguinaires communistes si les pacifistes compatissants parvenaient à pousser les gardes blancs à renoncer au combat. Ce combat, nous n'en avons pas besoin et ce n'est pas nous qui le voulons.

« Es-tu convaincue maintenant ? Des jours difficiles sont à prévoir. Il faut avoir au moins le sentiment qu'ils étaient inévitables. »

Ce fut la dernière leçon que Leviné m'ait personnellement donnée.

Sa décision d'engager le combat n'a jamais été bien comprise, même par les dirigeants communistes. Tous, ou la plupart d'entre eux, avaient lu Marx. Ils connaissaient les idées qu'il avait émises sur une retraite sans combat. Mais il y a une grande différence entre accepter une théorie et la mettre courageusement en pratique.

Paul Levi, dirigeant communiste alors très estimé, n'avait pas, dès le début, adopté de position nette² :

Quant à nous, si les masses se mettent en mouvement sans tenir compte de nos avertissements, nous ne nous sentons aucunement liés par l'obligation morale d'assumer, bien qu'il prenne le chemin de la catastrophe, la direction de ce mouvement.

Il était plutôt partisan d'une capitulation sans condition, bien qu'il admît qu'aucune solution n'en résulterait :

Si l'on voulait éviter une effusion de sang, il fallait déposer les armes sans condition et abdiquer tout pouvoir. Nous avons envisagé clairement cette possibilité, avec toutes ses conséquences. Elle aurait correspondu tout simplement à ce qu'il fallait effectivement faire. Mais ce chemin était impossible à prendre parce qu'il était absolument certain que de grandes masses du prolétariat s'engageraient dans la lutte quelles que soient les circonstances³.

Déposer les armes sans condition, abdiquer — oui, mais comment ?...

Ce qu'il fallait effectivement faire — que c'est simple !... Comme s'il s'agissait uniquement d'une proposition théorique !...

Le parti se contenta d'un hommage dithyrambique à la personne de Leviné, mais en évitant, pour le grand dommage du mouvement révolutionnaire en Allemagne, d'entrer plus avant dans la discussion de ce point litigieux. La tâche fut laissée à d'autres.

L'auteur de la brochure *La Tragédie de Munich*, éditée anonymement * par les Indépendants pour tenter de justifier leur triste rôle, défend opiniâtrement l'honneur de ses compagnons de parti, Toller et Klingelhöfer, qui auraient selon lui, ce dont il faut les louer, essayé d'empêcher un bain de sang. D'où cette déduction :

2. Voir la revue *Die Internationale*, 1919, p. 9-10.

3. *Ibid.*, p. 13-14.

* Rosa Meyer-Leviné donne ailleurs pour auteur de cette brochure un certain Paul Herz.

C'est pourquoi on était partisans d'entamer des négociations avec Bamberg, lesquelles auraient en toute certitude conduit à un accord qui, quel qu'il fût, aurait été politiquement meilleur et plus sage que tout ce qu'on pouvait sinon espérer.

Malheureusement, la sagesse et la circonspection des généraux trouvaient difficilement à s'harmoniser avec la sagesse et la circonspection des révolutionnaires, comme est bien obligé de le concéder notre auteur :

Cette politique fut bien évidemment paralysée [!] par les généraux, qui déclarèrent *ne pas vouloir négocier*. Dans un entretien accordé au *Quotidien de Berlin* *, le général Haas indiqua qu'il n'était pas dans leurs intentions d'engager des négociations. Le ministre de l'Armée, Noske, était de cet avis. Il expliqua, dans un entretien au même journal, que, *même si le sang devait couler*, il fallait en finir avec les forcenés de Munich.

Alors, que faire ? Notre auteur préfère ne pas répondre. Et pourtant il était, n'est-ce pas, convaincu préalablement qu'il y aurait eu avantage à négocier. Or le voilà qui ne promet rien d'autre qu'un vague « accord quel qu'il fût », dont il est difficile de savoir ce qu'il aurait pu recouvrir !...

Depuis, d'autres n'ont pas manqué d'emboîter le pas à ce genre de critiques. Ainsi Allan Mitchell, dans son livre sur la révolution en Bavière, n'y va pas par quatre chemins : il condamne la décision de Leviné comme « légère et criminelle⁴ ». Ce jugement résume à peu près toutes les opinions qui ont été exprimées à propos de Leviné après les années vingt. Qui donc décida que, dès le premier engagement militaire, « il devait en être ainsi » ?... Pourquoi le combat n'aurait-il pu être évité alors que Toller était encore à la tête du gouvernement ?... Pourquoi Toller s'était-il senti obligé de distribuer huit cents fusils, ainsi qu'Allan Mitchell le dit lui-même ?... Pourquoi les ouvriers ont-ils pris les armes pour défendre, les 13 et 14 avril, une position aussi désespérée, cela malgré les avertissements de Leviné à *plusieurs reprises* ?...

* *Berliner Zeitung*.

4. Allan MITCHELL, *Revolution in Bayern, 1918-1919*, München, 1967, p. 279 et 288.

Pourquoi le Conseil d'ouvriers et de soldats, entièrement dominé par les Indépendants, avait-il transmis tous les pouvoirs aux communistes ?... On préfère ne pas entrer dans tous ces détails, afin de ne pas se laisser entraîner dans des analyses trop compliquées !... Mais c'est lorsqu'il s'agit d'expliquer en quoi, dans la pratique, la capitulation aurait dû consister qu'on se donne encore le moins de peine. Aurait-il fallu évacuer la ville ? Arrêter et livrer les dirigeants ? Combien ? A qui devait-il revenir de s'en charger ? Et ne fallait-il pas s'attendre à ce que les généraux se considèrent, à bon droit, comme les plus qualifiés pour procéder au grand nettoyage de tout le reliquat gênant de la révolution ?... Quels que soient les auteurs, aucun ne répond à toutes ces questions, pas plus Toller que les autres. Hoffmann, en effet, aimait mieux liquider la « situation » à sa manière. Il ne faut pas oublier que Munich passait pour un foyer de désordre, et que cette ville était déjà visée depuis longtemps par des « mesures de pacification ».

Leviné avait stigmatisé la proclamation de la République des conseils comme un prétexte destiné à justifier l'intervention de l'armée, comme une *provocation*. Des observateurs politiques dignes de sérieux, comme Philip Price, Sir George Young et le *Times*, furent manifestement du même avis *. Sous la plume de Price, on lit notamment :

* Rosa Meyer-Leviné, ardente à mettre en évidence chez Toller ce qu'elle considère comme des erreurs, aurait pu relever ici, sans aller chercher des sources anglaises, que dans son autobiographie, *Eine Jugend in Deutschland*, celui-ci indique textuellement la même chose, à savoir que Schneppenhorst, qui, huit jours auparavant, engageait sa tête pour la République des conseils, forme alors des troupes contre elle. Richard Müller, dans *Geschichte der Deutschen Revolution*, Band III, réédition Olle et Wolter, 1979^e, Berlin, p. 194, écrit même que Schneppenhorst voulait se rendre dans la Bavière du Nord pour y demander la reconnaissance de la République des conseils.

Quant à la thèse d'une provocation ourdie par les sociaux-démocrates, Richard Müller lui consacre aussi quelques lignes (*op. cit.*, p. 194-195) pour dire que beaucoup d'éléments semblent confirmer que la bourgeoisie, en accord avec les dirigeants de la social-démocratie, a favorisé le soutien à la première République des conseils, pour ensuite donner l'occasion à Noske d'écraser complètement le mouvement révolutionnaire en Bavière. Mais de toute manière, souligne-t-il, la révolution était partout écrasée, faisant fi de tout examen sérieux des conditions politiques et militaires.

Selon divers témoignages, c'est à la dernière minute, dans la crainte d'être isolé, que le parti social-démocrate se serait décidé à accepter la

Les Majoritaires avaient la possibilité de décider si une République des conseils devait voir le jour⁵...

Et Price cite un autre observateur contemporain, qui déclare de ces mêmes sociaux-démocrates :

Ils donnent pour le moins l'impression de vouloir soutenir la République des conseils, tout en n'y participant pas. Bien que l'ex-ministre de la Guerre, le social-démocrate Schneppenhorst, l'ait contesté par la suite, la preuve a été fournie, lors du procès contre le socialiste-indépendant Nutt, éditeur du *Nouveau Journal* *, qu'il avait dit textuellement qu'il répondait de sa propre tête de la République des conseils de Bavière. Au cours du procès contre le secrétaire syndical Sauber, qui était présent lors de la conférence en question au ministère de la Guerre, Schiefer affirma au banc des accusés que

première République des conseils. Résignation à contrecœur, qui expliquerait le revirement extérieur mais exclurait en même temps la thèse de la provocation préméditée.

Ce que ne dit pas Richard Müller, pas plus que Rosa Meyer-Leviné, c'est que le parti social-démocrate de Munich porte la lourde responsabilité d'avoir, par opportunisme, entretenu l'ambiguïté devant les conseils eux-mêmes, et, de ce fait, devant la première République des conseils. Le 11 avril 1919 il organisait encore ainsi parmi ses membres (20 000) une sorte de référendum sur la question : « République des conseils ou non ? » Or 7 000 de ces membres prirent part au vote, et les réponses se répartirent à peu près en parts égales pour et contre. La date est significative puisqu'elle se situe entre la proclamation de la première République des conseils, le 7 avril 1919, et celle de la seconde, le 13 avril.

Provocation ou non, il n'est pas exclu que Schneppenhorst, de son côté, ait cru au début sincèrement à ce qu'il disait, et qu'il ait changé d'opinion devant le tour que prenaient les événements. Ce fut le cas de nombreux sociaux-démocrates. Sans entrer dans une quelconque machination, du moins consciemment, ils ont tout simplement tourné leur veste devant la modification rapide du rapport de forces.

Richard Müller (*op. cit.*, p. 202) pose un problème politique autrement plus pertinent : si l'on considère, comme on l'a fait, que la proclamation de la première République des conseils était un acte de « haute trahison » envers l'Etat, pourquoi tous ceux qui la soutinrent dans la nuit du 6 au 7 avril 1919, et notamment Schneppenhorst, n'ont-ils pas été traduits en justice ?...

5. Philipp PRICE, *Germany in Transition*, Londres, 1923, p. 39 et s.

* *Neue Zeitung*.

Schneppenhorst avait déclaré que, si l'on tenait compte de l'indispensable unité du prolétariat, il était impossible d'éviter la République des conseils...

Quant à Sir George Young, il écrit en 1920 dans son livre sur l'Allemagne ⁶ :

A chacun la liberté, bien sûr, de voir dans les sociaux-démocrates, à travers cet étrange chassé-croisé, des agents provocateurs qui manœuvraient pour une proclamation prématurée de la République des conseils. Telle était l'opinion du *Times*...

Ebert poussait à une intervention rapide ; il mettait en garde sur « les habitudes que pourraient prendre les gens ».

Pourtant le danger communiste n'existait plus. Le nouveau gouvernement mettait tout en œuvre pour prouver sa servilité. En ces circonstances, il n'y avait aucun motif d'intervention militaire.

Certes, l'armée rouge existait encore, mais elle était prête à combattre parce qu'on lui refusait tout simplement l'autorisation de déposer les armes. A l'opposé du soldat régulier, le soldat de l'armée rouge se rendait coupable du simple fait d'avoir porté les armes. C'était au gouvernement Hoffmann de régler l'affaire pacifiquement. Verser le sang paraît être l'apanage des forts et des puissants. La modération n'est préconisée qu'à leurs victimes. Il est caractéristique que pas un des audacieux critiques de Leviné n'ait jamais contesté à Hoffmann le droit d'affirmer sa souveraineté par une effusion de sang, bien que sa première attaque fût dirigée contre une République des conseils « humaine », inoffensive et *non communiste*, et, de plus, à un moment où elle était déjà chancelante, où même le sceptique Leviné croyait que tout « se décomposerait à la satisfaction de tout le monde ». Ce n'est qu'à partir de cette agression armée que les choses s'exaspérèrent, jusqu'à la fondation d'une République des conseils communiste. Il n'y eut pas, non plus, de tollé exagéré contre le massacre des cent personnes qui n'avaient pas répondu à l'appel à la résistance lancé par Leviné.

6. George YOUNG, *The New Germany*, Londres, 1920, p. 214.

Dans ce contexte, le fait que l'on accordât autant d'indulgence aux ouvriers qui avaient pris les armes les 13 et 14 avril dans un combat tout aussi « insensé » contre Hoffmann mérite notre attention. Leviné n'avait jamais promis la victoire finale, il n'a jamais omis de souligner les buts étroitement limités de la lutte.

A cette époque, les ouvriers avaient remporté la victoire. Ils avaient gagné, dès lors, la faveur de très nombreuses personnes, comme c'est le cas à l'occasion de toute victoire. Les communistes, dont on prétendait pourtant qu'ils avaient poussé au combat, devinrent du jour au lendemain des héros entourés et fêtés. Magnanime, on ne voulait pas voir qu'un pouvoir purement communiste entraînerait une intervention militaire nettement plus sérieuse.

Il est facile de réfuter les réflexions de Leviné, en les qualifiant d'élucubrations de théoricien perturbé, à qui la vie et les souffrances humaines étaient indifférentes.

Que soit cité ici le témoignage d'un non-communiste, l'écrivain Laurence van der Post, qui confirme d'une manière très particulière les idées de Leviné. Van der Post a fait l'expérience des conséquences morales d'une capitulation sans condition dans un camp japonais de prisonniers alliés. Il a déclaré en 1966, dans une conférence radiophonique :

C'est quelque chose que l'on a de la peine à comprendre : l'homme se sent profondément humilié par une capitulation, en particulier par une capitulation comme celle qui a été imposée à nos hommes à Java. La plupart d'entre eux n'avaient pas de fusil, et ceux qui avaient des fusils n'ont pas eu le droit de combattre. Ils durent se rendre avant même d'avoir pu combattre. Lorsqu'on se bat jusqu'à la dernière limite et qu'on est forcé de capituler, on se sent libéré d'une manière ou d'une autre. Mais, lorsqu'on a capitulé sans combattre, tout comme ces jeunes gens, on est aigri et humilié. Ils ont ressenti la défaite générale comme une défaite personnelle. Elle a eu des répercussions sur tous, aucune confiance n'existant entre les uns et les autres.

Il leur dit « inconsidérément », essayant de relever le moral de ceux qui étaient prisonniers avec lui :

Il y a une manière de perdre qui se transforme en art de gagner, et c'est ainsi que nous organiserons notre vie au camp.

Van der Post a appris sa leçon « de l'intérieur ». C'est le mérite de Leviné d'avoir su, lui aussi, apprécier avec exactitude la situation, en dépit d'une absence d'expérience pratique directe.

XXII

Leviné m'emmena avec lui dans la salle de réunion où je voulais prendre congé de nos amis. Il n'y avait plus personne pour quitter son poste, personne pour « abandonner le bateau en train de couler ». Ils étaient tout à fait dans leur élément, n'étant plus épuisés par des querelles infructueuses avec de soi-disant alliés. Ils savaient regarder le danger en face. Chacun avait hypothéqué sa vie, prêt à assumer la fin qui lui était assignée.

Comme au soir de leur prise du pouvoir, ils ressemblaient de nouveau, dans leur assurance d'une proche victoire finale, à une communauté religieuse. La défaite, imminente maintenant et dont personne ne doutait, ils la considéraient comme un épisode passager qui serait bientôt balayé.

Tous ensemble, nous quittâmes la salle. Ce fut la dernière fois que je vis Leviné en liberté.

Je me rendis à mon refuge par des rues désertes. La nuit était avancée. Des sirènes hurlaient, des coups de feu claquaient au loin. Ça et là, des patrouilles. Amies ou ennemies?... La ville était divisée en deux camps et, de nouveau, j'étais exclue.

Voilà peu de temps, nous étions « les oppresseurs ». Etait-ce mieux ? Je songeais à ce que Leviné m'avait appris dans les six derniers mois : « Jusqu'à présent une infime minorité a dominé une écrasante majorité de gens. Nous n'avons l'intention d'opprimer qu'une infime minorité, et cela seulement *provisoirement*, seulement tant que le danger restera grand de voir l'ordre ancien rétabli par la violence. »

« Cette période ne peut être, me disait-il, que de courte durée. » Il pensait, inébranlablement, que la révolution mondiale était imminente. Et il ajoutait : « Les droits des opprimés, des ouvriers, seront accessibles à tout le monde, même à la bourgeoisie. Nous ne lui demandons que de reconnaître une manière de vivre, la nôtre. Elle n'a, autrement dit, qu'à travailler, selon le principe "à chacun selon ses capacités". Jamais dans l'histoire, auparavant, les classes privilégiées n'ont été en mesure, pour des raisons évidentes, d'offrir aux masses cette égalité complète. »

Cependant, il ne fermait pas les yeux devant la dureté que la lutte entraîne : « On ne peut faire la révolution avec des cœurs tendres et romantiques, il y faut une volonté ferme, sans hésitation. »

Lénine a exprimé cela en reconnaissant clairement que le mot de « dictature » était « un mot dur, un mot douloureux, un mot sanglant » — mais une autre solution existe-t-elle ?

« Oui, attendre, jusqu'à ce que l'humanité soit si parfaite que "l'agneau puisse se coucher près du loup"... Ce serait certainement la forme idéale des rapports humains. C'est la formule chrétienne qui a été prêchée par l'Eglise depuis deux mille ans. Et le loup blesse l'agneau plus que jamais.

« Nous autres communistes, nous avons perdu patience et nous essayons de faire le contraire : briser les dents du loup — mais n'aie pas peur, c'est seulement pour lui ôter le pouvoir de gâcher la vie d'autres êtres.

« On a toujours considéré qu'enlever aux capitalistes le pouvoir d'exploiter le peuple pour leurs intérêts égoïstes était un premier pas vers le socialisme.

« N'a-t-on pas toujours dit que le socialisme verrait le jour dans une société d'abondance ?

« Cette idée, sans doute, doit être corrigée. L'expérience a montré que c'est la pauvre Russie dévastée qui a été la première à faire la révolution, et non l'Amérique ou l'Angleterre. Et en Allemagne ? Les masses n'ont jamais réclamé avec tant d'impétuosité le socialisme que durant des périodes d'abondance.

« La misère et les destructions causées par la guerre exigent des mesures draconiennes. En paroles, certes, le gouvernement n'ose pas s'opposer ouvertement à la revendication de socialisme : "Le socialisme est en marche !", promettent les journaux offi-

ciels. C'est sous ce prétexte, précisément, que toutes les campagnes contre les ouvriers révolutionnaires ont été menées. En réalité, toute tentative de réalisation effective d'une socialisation est étouffée. Et ce sont les Indépendants qui offrent à tout cela des semblants de justification théorique : " Le socialisme doit naître de l'abondance... " Ils laissent donc les usines aux mains des capitalistes.

« Il faut reconstruire l'industrie qui a été détruite — mais sur quelle base ?

« Ils veulent se mettre à reconstruire la forteresse capitaliste, pour ensuite la prendre d'assaut. Nous croyons, nous, que l'histoire, dès maintenant et sans les capitalistes, nous donne la chance de reconstruire le pays selon des principes socialistes. Il faut que nous saisissons cette chance, ou alors nous perdons le droit de nous appeler socialistes.

« Le combat sera dur. La bourgeoisie n'abandonnera pas ses privilèges sans se défendre. Impossible, hélas, d'empêcher des injustices, des usurpations de pouvoir, et même des actes de cruauté. Il faut décider de quel côté on est et pourquoi on se bat. Toutes les transformations de grande ampleur que l'humanité a entreprises ont entraîné de grands sacrifices. Les Etats européens qui sont actuellement des Etats parlementaires et que l'on nous oppose sont tous issus de révolutions violentes.

« Mais la démocratie parlementaire n'a jamais fonctionné selon son propre principe : " *un gouvernement par le peuple.* " C'est dans le système des conseils que nous voyons, nous, le moyen le plus efficace de donner vie à une véritable démocratie. L'homme de la rue est appelé à intervenir dans les destinées de son pays, et cela pas seulement comme c'est la règle dans un Etat parlementaire, selon un cycle d'années préalablement déterminé, mais directement lors de tous les événements décisifs. Il est ainsi encouragé à réfléchir, à discuter, à observer, à se former une opinion personnelle. Prendre part à l'exercice des affaires politiques, ce sera surtout pour lui le droit de révoquer à tout moment un représentant du peuple qu'il estime incapable ou indigne.

« Bien loin de vouloir étrangler la démocratie, autre reproche que l'on nous lance à la face, nous nous efforçons d'éliminer par ces moyens toute décision dictée d'en haut et de créer les

conditions qui conduisent à la suppression de l'Etat lui-même. Si nous nous réclamons du matérialisme, c'est que nous jugeons que tous nos actes, et même toute notre pensée, sont déterminés par les conditions matérielles de notre existence. Cette philosophie qui est la nôtre a fait croire que nous n'étions que des esprits calculateurs, intrigants, poursuivant simplement des buts matériels. Mais il serait alors incompréhensible que tant d'entre nous consacrent leur vie à créer un monde meilleur, alors que les tenants de la philosophie idéaliste ne trouvent rien à redire au fait de recevoir leur part des privilèges d'une société fondée sur l'injustice et la corruption.

« Il n'est pas pensable qu'un parti révolutionnaire pût voir le jour sans attirer les meilleurs éléments de la société existante — ces idéalistes. Et, s'il ne satisfaisait pas leurs aspirations morales, il s'effondrerait.

« Pour combattre le monde capitaliste, qui dispose de toute la puissance d'un Etat moderne, nous n'avons que la force de nos idées.

« Autre malentendu, le fait de croire que l'on puisse être impartial dans la question de la lutte des classes. De tout temps, les conceptions des hommes reposent inéluctablement sur les principes sacrés de l'ordre social existant : ordre qui a été inculqué depuis des générations comme un ordre naturel et sacré. C'est pourquoi on se dresse instinctivement contre " tous ceux qui troublent l'ordre ", et la prétendue " objectivité " n'est rien d'autre, à y regarder de près, qu'une prise de position contre les transformations révolutionnaires, contre les ouvriers. Pour être " objectif ", nous devons commencer par décider de quel côté nous sommes : du côté des oppresseurs ou du côté des défenseurs acharnés de la minorité des privilégiés... »

Celui qui m'avait offert l'hospitalité était turc. C'était un homme d'une certaine distinction, dont l'amitié avec Salz provenait de l'alliance germano-turque. Il sous-louait un appartement luxueux, disposant d'une employée de maison fidèle et dévouée. Dans un tel appartement, j'étais au-dessus de tout soupçon, même si je n'avais pas le droit de quitter la maison. Cette réclusion pouvait s'expliquer par un état de santé précaire (ce qui n'était

d'ailleurs pas loin de correspondre à la vérité). La jeune domestique, aimable, s'occupait donc très gentiment de moi.

Pour me distraire, elle me fournissait également les nouvelles quotidiennes : « On vient tout juste d'emmener un chef communiste ! Ils ont trouvé Leviné déguisé, il était caché dans une cave !... », annonça-t-elle, un jour, tout agitée comme d'habitude, en se précipitant dans ma chambre.

En retenant mon souffle, je la priai alors de décrire les prisonniers. Mais non, Leviné et Levien n'en faisaient pas partie !...

Elle me montra aussi des fusils, en nombre important même, tout un arsenal : « Nous n'avons pas été si bêtes, nous avons caché ces armes chez le concierge. Ils n'ont pas perquisitionné chez lui, et nous pouvions avoir confiance en lui. De cette manière, les rouges ont pu perquisitionner à leur guise chez nous. »

A l'aube du 30 avril, on découvrit que dix des otages enfermés par les communistes dans la cave du lycée Luitpold avaient été fusillés.

On n'a jamais pu établir qui avait ordonné qu'on les fusillât. Pas un seul dirigeant communiste ne se trouvait dans le bâtiment à ce moment-là. Leviné l'avait quitté longtemps avant cet événement regrettable. Il fut, par la suite, déchargé de l'accusation d'avoir participé à cette exécution.

Celle-ci fut probablement accomplie par des désespérés que révoltaient les atrocités de la garde blanche et qui sentaient que tous les ponts étaient coupés derrière eux. Le massacre aveugle de gens qui avaient quelque chose à voir avec les communistes, ou qui étaient simplement suspects de connivence avec eux, justifiait ce sentiment, sinon cette conclusion funeste.

Ils ont payé cher leur folie : six des responsables de cette exécution furent condamnés à mort ; dix furent condamnés à quinze ans de prison, trois d'entre eux uniquement pour avoir « encouragé le crime en étant disposés, le cas échéant, à passer eux-mêmes aux actes pour obéir à l'ordre donné¹ ».

Dans une proclamation officielle, le nouveau commandant de la ville compléta cette nouvelle funeste en affirmant que « les cadavres étaient mutilés au point d'être méconnaissables ».

1. D'après les *Münchener Neueste Nachrichten* du 14 octobre 1919.

Cette déclaration provoqua des rumeurs : des doigts et des langues auraient été coupés, des yeux crevés — on y allait vraiment de tout le vocabulaire des horreurs de la guerre. La fureur à l'intérieur et à l'extérieur de la ville fut à son comble. La foule réclama à cor et à cri une vengeance immédiate. L'armée s'avança. Le 1^{er} mai à l'aube, la bataille s'engagea.

La nouvelle m'en fut donnée par Salz personnellement. J'avais appris à être sceptique lorsqu'on mentionnait des « atrocités communistes », mais, cette fois, c'était un rapport officiel. Salz tremblait d'indignation et... de peur. On pouvait accorder asile à un révolutionnaire en fuite, mais pouvait-on le faire à un homme qui s'était rendu coupable d'un meurtre collectif de caractère sadique ?

« J'aurais dû m'en douter, murmurait-il pour lui-même, tout en allant et venant dans la pièce, et j'ai mis en danger l'un de mes amis... Il faut que je fasse quelque chose, n'importe quoi », ne cessait-il de répéter.

« Faire quelque chose » ne signifiait rien moins que livrer directement Leviné aux bourreaux, car celui-ci ne pourrait trouver refuge ailleurs. Salz le savait parfaitement, ce qui ne faisait qu'aggraver son dilemme.

La tentation de se libérer, lui et son ami qui avait recueilli Leviné, d'un danger manifeste était irrésistible. Je l'observais, terrorisée. Si seulement je pouvais l'assurer de l'innocence de Leviné ! Mais Leviné s'était bien trouvé dans ce bâtiment ! Il était bien au lycée Luitpold, le lieu du massacre, quand je l'avais quitté !... Que savais-je des exigences de la lutte révolutionnaire ? Qu'est-ce qui obligeait Leviné à commettre une action qui, de quelque côté qu'on la retourne, ne pouvait qu'entacher la révolution, ce qu'il voulait pourtant éviter à tout prix ?

Je rappelai à Salz que c'était un révolutionnaire qu'il avait hébergé, et je le suppliai de ne pas le condamner sans autre procès.

Il continuait à faire les cent pas dans la pièce, l'air désespéré, mais la droiture de son caractère finit par prendre le dessus. Mettant sa main sur mon épaule, il me dit : « Chez nous, il est en sûreté, quel qu'en soit le prix... » Le prix était effectivement élevé.

Par la suite, le tribunal fit preuve à son égard d'une grande

indulgence. Il ne parvint pas à fonder de façon convaincante qu'il pouvait être coupable de complicité ou d'assistance à haute trahison, ni même à prouver une quelconque incitation à ce même crime. Dès la fin du procès de Leviné, on remit Salz en liberté, de même que Botho Schmidt. Mais passer trois semaines en prison dans l'atmosphère surchauffée d'une ville assiégée n'était pas la moindre des épreuves. De plus, Salz perdit son poste de professeur et fut expulsé de Bavière.

L'armée prit la ville sans presque rencontrer aucune résistance. Le Conseil ouvrier, le gouvernement officiel des conseils, mit tout en œuvre pour témoigner de sa bonne volonté et de sa soumission. Pour prouver cette excellente disposition, il appela à une manifestation pacifique, le 1^{er} mai, avec « femmes et enfants ».

Même Toller se joignit aux conciliateurs. Lors de son procès, il déclara qu'il était tout à fait au courant des atrocités commises par les blancs, mais qu'il les avait, à dessein, cachées aux conseils ouvriers.

La direction du parti social-démocrate se portait garante de ce que les troupes du gouvernement socialiste Hoffmann... ne venaient pas en ennemis de la classe ouvrière, en tant que garde blanche, mais comme protectrices de la paix et de la sécurité publiques².

Elles lancèrent un appel aux ouvriers pour qu'ils ne résistent pas, mais qu'ils aident les soldats dans l'accomplissement de leur « difficile » mission et suivent les directives concernant la livraison des armes. Seuls quelques ouvriers opposèrent une résistance. Ainsi que Leviné l'avait prédit : « Il y aura toujours un certain nombre de héros téméraires disposés à se battre pour leur vie et à défendre l'honneur de la révolution. »

D'après les chiffres officiels, il n'y a pas eu plus de 93 membres de l'armée rouge et de 38 soldats tombés au cours des combats. Et, pourtant, l'opération militaire dura plusieurs jours.

Pour instaurer la sécurité et l'ordre à leur manière, il fallait que les troupes de Hoffmann détruisent totalement « les nids de spartakistes ». Selon les estimations officielles, cette opération coûta la vie à 370 personnes. D'autres sources plus autorisées et

2. Voir Paul WERNER, *Die bayerische Räterepublik*, Leipzig, 1920, p. 63.

plus objectives évaluent le nombre des victimes de 600 à 700. Le professeur Gumbel arrive au nombre de 2 000 dans son livre sur les assassinats politiques de l'époque³. Les gens furent tirés de leur lit, fusillés, lardés de coups de baïonnettes et sauvagement frappés.

La direction du parti social-démocrate ne se laissa pas effrayer par les brutalités des troupes. Elle continua d'assurer aux membres du parti : « Le gouvernement Hoffmann ne combat pas l'idée des conseils », et : « Le camarade Hoffmann n'est pas un réactionnaire ni un contre-révolutionnaire, mais un pionnier intransigeant du mouvement socialiste. Ses collaborateurs sont des sociaux-démocrates comme vous-mêmes⁴ ! »

Et c'est ainsi que fut signée la proclamation de l'état d'urgence, qui se détachait sur les murs en grandes lettres noires et sinistres^{**}. On pouvait lire, au-dessus des signatures conjointes du commandant en chef, le général von Owen, et, pour le gouvernement Hoffmann, du ministre délégué pour la Bavière du Sud, le docteur Ewinger :

Le 25 avril 1919, le gouvernement général de l'Etat libre de Bavière a ordonné l'état de siège pour le territoire bavarois situé sur la rive droite du Rhin, en application de l'article 3 de la loi sur l'état de guerre :

1. Jusqu'à nouvel ordre, aucune *réunion* sur la voie publique ne doit avoir lieu. Tous les rassemblements sont interdits sur les places et dans les rues. Les rassemblements dans des salles privées ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation du commandant de la ville. La demande doit en être faite au plus tard vingt-quatre heures avant le début de la réunion. Une attestation d'autorisation sera délivrée.

2. Le *couvre-feu* est fixé à neuf heures du soir. De

3. E. GUMBEL, *Vier Jahre politischer Mord* *.

* Cet ouvrage a été traduit en français sous le titre *Les Crimes politiques en Allemagne, 1914-1929* par Charles Reber, Gallimard, Paris, 1931.

4. Voir Paul WERNER, *op. cit.*, p. 63.

** Une dépêche envoyée de Bâle et datée du 2 mai 1919, publiée dans *L'Humanité* du 3 mai, indique : « Les troupes [de Hoffmann] ont été acclamées par la population. »

dix heures du soir à cinq heures du matin, la circulation sur la voie publique est interdite. Les personnes qui, pour des motifs professionnels, sont obligées d'emprunter la voie publique au-delà de dix heures du soir obtiendront un laissez-passer du bureau du commandant de la ville ou du commissaire de police compétent.

3. *L'affichage* et la distribution de tracts sur la voie publique ne sont permis qu'avec l'autorisation des services du commandant de la ville.

4. Tous les *fonctionnaires de police* se rendront sans retard à leurs postes et prendront immédiatement leur service. Ils doivent obéir aux dispositions des commandants militaires locaux.

5. Les contrevenants à ces dispositions seront châtiés selon les règles du code militaire.

*Munich, le 2 mai 1919*⁵.

C'est un « incident regrettable » qui mit fin à la boucherie aveugle. Les vainqueurs commirent une erreur stupide : à la place de « communistes » ou d'individus suspects d'être des « rouges », ils massacrèrent, le 6 mai, vingt et un catholiques qui s'étaient réunis tout à fait innocemment et légalement. Un citoyen trop zélé les avaient dénoncés comme communistes. Ces pauvres bougres furent rossés, piétinés, avant d'être lardés de coups de baïonnettes et écrasés de toutes parts. Au cours du procès qui s'ensuivit, les instruments du délit qui furent produits n'étaient plus que des bâtons cassés et des sabres tordus.

Cet incident eut un effet dégrisant sur les citoyens honorables. La mort avait fait son apparition parmi eux. Avec la meilleure volonté du monde, les victimes ne pouvaient être qualifiées de « rouges ». Les mêmes gens qui s'étaient repus antérieurement du bain de sang, et qui avaient couvert les soldats de cris d'allégresse et de cadeaux, se mirent à avoir des scrupules. Le commandement proclama un arrêté qui interdisait de rendre soi-même la justice. Il en fut ainsi terminé avec les lynchages et les exécutions aveugles.

Mais tout cela ne constitua qu'un moment, peut-être même le

5. Voir Rosa LEVINÉ, *op. cit.*, p. 62 et s.

moment le moins important, dans le processus de « liquidation de la révolution ». La classe ouvrière divisée, sur laquelle les partis socialistes retrouvaient toute leur influence, ne représentait plus aucun danger. C'est seulement sous la direction des communistes, et surtout de Leviné, qu'elle était devenue un danger sérieux. Il s'agissait de l'empêcher de nuire et de lui fermer la bouche à jamais.

XXIII

Désormais, tout se concentrait sur la capture de Leviné. Une récompense de dix mille marks attirait une horde de mouchards, amateurs et professionnels. Les administrations grouillaient d'informateurs zélés. On devenait de plus en plus impatient, la chasse à l'homme prenait des formes de plus en plus graves de jour en jour.

Par Salz, dont les visites étaient quotidiennes, j'étais tenue au courant des nouveaux événements et de l'état d'esprit général. Il était maintenant convaincu que Leviné n'avait aucune responsabilité dans l'exécution des fameux otages, et il éprouvait pour nous deux une immense compassion.

Il m'avait assuré, lors de sa dernière visite, que tout avait été prévu pour la sécurité de Leviné. L'ami qui l'avait hébergé le retiendrait aussi longtemps qu'il serait nécessaire. Il s'était pris d'une forte sympathie pour lui et lui portait une admiration qui confinait à la vénération. On avait perquisitionné deux fois l'appartement. Ainsi que Botho Schmidt l'avait dit à Salz, le sang-froid dont avait fait preuve Leviné lui avait évité d'être reconnu. « Il exerce sur son logeur un charme magique, avait ajouté Salz en souriant. Pas étonnant que vous l'aimiez tant !... »

J'avais alors osé présenter un vœu qui me tenait à cœur. Le 20 mai étant l'anniversaire de Leviné, je voulais lui envoyer des fleurs. Était-ce possible de trouver un moyen ? La tâche n'était pas facile, et Salz dit en soupirant : « Eh oui, nous sommes tous des fous ! »

Ce fut la dernière fois que je le vis, mais il fit ce que je lui

avais demandé. Deux jours plus tard, un intermédiaire apparaissait qui me tendait une lettre. C'était la première liaison directe que j'avais avec Leviné :

Cher Oslinotchek¹,

Je peux enfin te faire parvenir quelques lignes, ma chérie, toi ma très chère ! Tu n'as pas cessé d'être à mes côtés, et mon cœur est transporté de joie chaque fois que je pense aux derniers moments que nous avons passés ensemble.

Durant toutes les heures de désespoir que j'ai connues, ces heures horribles, tous ces souvenirs m'emplissaient. Je pensais à nos conversations, à tes paroles, à tes baisers, à tes caresses. Ne sois pas triste, Oslitchenko. Je suis courageux, plein d'énergie. Malgré toutes les douleurs, je regarde l'avenir avec confiance. En ce qui nous concerne, j'espère fermement que nous serons tous bientôt réunis, nous et notre enfant, avant que je ne reparte.

J'écris en hâte, ô mon unique. Celui qui te portera cette lettre doit partir. Je t'embrasse, je baise tes yeux, tes épaules. Je t'embrasse, te caresse et pense avec ferveur à toi. Ne sois pas désespérée, Oslitchenko. Tes fleurs m'ont tant fait plaisir !... Je savais qu'elles viendraient, je me réjouissais à l'avance de les recevoir, et je me suis réjoui quand elles sont vraiment arrivées. Je les ai reçues par l'intermédiaire de celui qui te porte cette lettre. Je l'estime beaucoup et j'ai confiance en lui comme en un frère. Tu peux lui parler en toute franchise.

Je t'embrasse, t'embrasse, ma chérie. Je te remercie encore une fois pour les derniers jours que nous avons passés ensemble. J'attends, j'attends impatientement qu'ils reviennent.

Ton T.²

1. Nom russe qui signifie « petit âne », utilisé affectueusement par Leviné.

2. C'est-à-dire « Tjulén », petite otarie, nom affectueux de Leviné.

Je te couvre encore de baisers. Malgré tous ces événements effroyables... Mais nous savions que c'était inévitable... Voici le printemps, le printemps...

Le nouvel intermédiaire (il s'appelait Zimmer) me fit savoir qu'il me fallait changer de domicile. Je devais aller m'installer dans un appartement occupé par trois jeunes filles. On m'informa qu'elles avaient aidé plus d'un fugitif à passer la frontière, et que je serais en sûreté chez elles.

Ce fut un grand soulagement : je n'avais plus besoin de me cacher, je pouvais respirer de nouveau à l'air libre. La lettre de Leviné glissée sous l'oreiller, je m'endormis tranquillement pour la première fois. Et je me réveillai dans l'euphorie, presque l'extase. L'effroi qui s'était accumulé tous ces derniers jours en moi se libérait de toute la tension qu'il avait provoquée. Je me mis à chantonner, à danser, à parler toute seule, à faire des manières, dans une excitation inhabituelle. Mais ce délire fut bref. J'eus soudain le sentiment qu'une ombre sinistre et inquiétante s'appesantissait sur moi.

Les jeunes filles avaient déjà appris la nouvelle : Leviné avait été arrêté le jour même où il m'avait écrit la lettre. Il avait pris les dernières dispositions pour s'enfuir. Mais un certain Matissen, docteur en théologie, qui lui avait offert ses propres papiers d'identité, l'avait trahi *. A neuf heures du soir, la maison

* La lecture de *L'Humanité* de l'époque est intéressante pour percevoir toutes les contradictions en jeu et les difficultés du mouvement socialiste international à maîtriser la situation. Mes remerciements vont à la bibliothèque de l'Institut Maurice-Thorez, à Paris, qui m'a fait parvenir les photocopies que je lui avais demandées. Dans *L'Humanité*, un exemple de la méconnaissance du mouvement révolutionnaire allemand est dans la confusion fréquente entre deux personnalités : Max Levien et Leviné. Il semble, d'autre part, que les sources provenaient souvent des sociaux-démocrates majoritaires. La manière dont l'arrestation de Leviné est annoncée est significative. C'est un certain Lewin (Levien ?) et non Leviné qui est annoncé comme arrêté à la date du 16 mai 1919, et cela chez « le chef communiste Schmidt ». Il aurait nié son identité, mais il aurait été trouvé « porteur de passeports pour l'étranger ». On lit encore : « Le lieutenant Krans et quelques soldats du corps des volontaires de l'Oberland réussirent à découvrir l'asile de Lewin. Dans l'atelier où il se tenait, les soldats découvrirent une fausse barbe et une perruque, qu'il devait porter pour passer à l'étranger. Schmidt et Zimmer furent arrêtés peu de temps après comme complices. »

Quant à Gustav Landauer, il devient, d'après la même source d'information et le même numéro de *L'Humanité* qui relate son assassinat,

avait été encerclée par des camions chargés d'innombrables soldats. La troupe avait pénétré dans l'appartement et l'avait arrêté. Voyant les camions, Leviné avait compris que, cette fois, il ne pourrait s'en sortir, malgré toute l'assurance qu'il pourrait afficher. Avant même d'entrer dans la maison, les soldats savaient à qui ils avaient affaire.

Cette même nuit, on l'emmena pour l'interroger. Le lendemain, la presse annonçait, par des éditions spéciales, son arrestation.

L'une des jeunes filles me tendit le journal, sans un mot...

Nous avions un avocat parmi nos amis. Aussitôt, il vint me voir. Il avait déjà rendu visite à Leviné en prison et me raconta, plein d'admiration, combien il était maître de lui. Il ne nous laissait aucun espoir : bien sûr, il n'y avait pas le moindre motif de condamnation à mort sur le plan juridique, mais un tribunal militaire ne s'en tiendrait certainement pas au droit civil. Leviné était trop dangereux pour cette société, la bourgeoisie ne renoncerait pas à sa vengeance. Beaucoup de choses dépendraient, assurément, de l'attitude de Leviné. Il ne fallait pas qu'il joue au fanfaron, il devait essayer d'amadouer le tribunal. Le seul motif qui pouvait lui valoir une condamnation à mort, c'était l'exécution des fameux otages. Il avait tenté de convaincre Leviné que cette tactique était le seul moyen de sauver sa peau, mais il doutait de pouvoir réussir. On pouvait néanmoins toujours espérer que Leviné céderait si, de mon côté, j'exerçais sur lui une pression insistante. Si j'obtenais l'autorisation de lui rendre visite, il fallait que je fasse tout mon possible pour essayer. Il me promettait de me faire savoir à quel moment je pourrais quitter ma cachette...

Le lendemain 14 mai, je fus arrêtée. L'une des jeunes filles m'avait dénoncée. Elle avait trouvé que quelque chose n'était pas normal dans l'appartement, et elle avait demandé à une patrouille de perquisitionner. Moi, je n'avais qu'un souci : sauver la lettre que j'avais reçue de Leviné. Machinalement, je la rangeai dans un tiroir avec des objets de toilette. Elle échappa à leur attention. Je dis alors à la jeune fille en question de mettre la

« un repris de justice plusieurs fois condamné » qui, alors qu'il était membre du gouvernement des conseils, aurait notamment « participé à un vol de linge, de denrées alimentaires et d'objets de valeur, pour une somme de 100 000 marks » !

lettre en sécurité pour moi. Elle fut sincèrement émue, car en définitive c'était une femme, et pas seulement une espionne. Mais elle s'était déjà trop engagée et elle me trahit. Un commissaire apparut de nouveau qui « découvrit » la lettre et m'arrêta.

Je fus interrogée par le procureur devant lequel le cas Leviné avait déjà été antérieurement présenté. Malheureusement, j'ai oublié le nom de ce brave homme. On doit l'avoir jugé trop mou pour ce rôle, car on l'a remplacé bientôt par l'un de ses collègues, un certain Hahn, un homme aux nerfs plus solides.

Comme ce premier procureur savait ce qui m'attendait, il mit tout en œuvre pour m'éviter les désagréments de la prison. Il m'apprit habilement à ne pas fournir de réponse susceptible de charger Leviné. Il alla même parfois si loin qu'il formula à ma place certaines déclarations. « Naturellement, vous pouvez voir votre mari », me dit-il pour me consoler. Sur quoi, il me délivra en hâte une autorisation de visite. Aucune charge ne pesait contre moi, conclut-il, il donnerait donc l'ordre de me libérer immédiatement.

Le sens de l'humain est indestructible, il pénètre jusqu'en de tels endroits. La décision définitive n'était cependant plus entre ses mains. Je connus ce qu'on appelle la prison préventive. Néanmoins l'autorisation de visite qui m'avait été délivrée ne me fut pas retirée.

La porte de la cellule de Leviné était ouverte, et c'est moi qui le vis la première. Il était debout au milieu de la pièce, tirant sur ses liens (on lui avait mis des chaînes) pour essayer de libérer ses poignets. Il ne s'attendait pas à ma visite. Il devint d'une pâleur de mort et vacilla visiblement. Lorsqu'il se fut repris, il utilisa toute son éloquence à me consoler : « Tout pourrait être pire, bien pire. Combien de fois ai-je échappé à la mort, en Rhénanie et à Berlin ! Par miracle, je suis sorti indemne de la catastrophe du *Vorwärts*. C'est six mois de plus qui nous ont été donnés. Pensons à notre bonheur ! Nous pouvons nous voir, nous parler, peut-être te permettront-ils de revenir encore une fois, et de me faire également une visite d'adieu... » Il ne se faisait aucune illusion sur son sort : « Nous devons nous attendre au pire. Si nous arrivons à nous en sortir, tant mieux, mais il faudra considérer cela comme un cadeau inespéré !... »

Il parlait très vite, de façon à pouvoir dire le maximum de

choses dans un temps très bref. Il me demanda d'aller voir sa mère : « Pour l'amour de toi », précisa-t-il.

Un magasin lui avait fait parvenir du pain. Du pain seulement, pensai-je. Que c'est touchant, cette marque d'attention !... « J'ai des amis, on ne m'a pas oublié », dit-il aussitôt. Et je me sentis honteuse, comme souvent dans de telles circonstances.

Peu à peu, mon attention fut attirée par un bruit étrange, un bruit qui se répétait inlassablement. C'est alors que je remarquai les chaînes... « Ah, ça, dit-il en souriant, c'est ma croix de fer ! Nos amis pensent que je les ai bien méritées, ils m'honorent ainsi à leur manière !... »

Après le massacre des vingt et un catholiques, je l'ai déjà indiqué, on avait interdit officiellement le lynchage. Les services officiels faisaient maintenant de leur mieux pour inciter tel ou tel citoyen compréhensif à les dispenser d'assassiner légalement Leviné. On lui avait mis de lourdes chaînes, tout en laissant la porte de sa cellule grande ouverte, ce qui invitait pour ainsi dire à un attentat. Le lendemain de son arrestation, un groupe de quinze gardiens déchaînés se ruaient dans sa cellule en criant, poings levés... Soudain l'un d'entre eux, impressionné manifestement par la dignité calme de Leviné, se jeta au-devant de lui pour le protéger, lui évitant une mort effroyable.

Malgré tout, la cellule continuait à rester grande ouverte. Des soldats faisaient constamment leur ronde dans les couloirs, ils entraient et le menaçaient sans arrêt. Comme il n'y avait qu'un seul gardien près de lui, on pouvait toujours s'attendre à un nouvel « incident », avec plus de succès cette fois. Il y avait beaucoup de gens qui venaient simplement pour voir le « tyran sanguinaire ». Ils ne cachaient guère leur déception : « Ce n'est donc que ça ?... », s'écria un jeune soldat.

Divers visiteurs officiels allaient et venaient sans arrêt. Beaucoup entraient sous des prétextes cousus de fil blanc, manifestement pour satisfaire leur curiosité.

Lors de l'une de ces dernières intrusions, un jeune commissaire de police, visiblement conscient de la valeur attribuée aux « ultimes paroles », essaya de profiter de l'occasion. Il se faufila dans la cellule et pria Leviné d'écrire quelques lignes dans son album. Il s'attendait, de toute évidence, à quelque inscription sentimentale. Leviné, le regardant droit dans les yeux, des yeux

froids et avides, écrivit : « Je vous souhaite d'exercer une activité plus digne que celle que vous exercez actuellement. »

J'étais, moi aussi, assiégée par les curieux. Leviné voulait savoir ce que je leur racontais. Il avait horreur du scandale et voulait être sûr que je me comportais en conséquence. C'est ce que je faisais. Une fois, pourtant, je me suis laissé entraîner à une conversation. Le porte-parole d'une commission militaire me rendit visite. Il me demanda si mon mari souhaitait dire adieu à son fils. Il s'offrait à intervenir pour moi, à téléphoner, à prendre les mesures nécessaires. Mais nous devions nous dépêcher, car il ne restait plus beaucoup de temps. Pour le démasquer, et lui faire admettre que le procès n'était qu'une vaste comédie dont l'issue était fixée à l'avance, je lui demandai comment il pouvait être aussi certain de son affaire, avant que le jugement n'ait été rendu : « C'est qu'il ne peut pas y avoir de doute », répondit-il avec emphase.

J'expliquai à Leviné quel conseil avait donné son avocat : une ferme condamnation de l'épisode des fameux otages exécutés influencerait favorablement le tribunal à son égard. « Ce qui aurait pour résultat, dit-il en souriant, de se ranger du côté des vainqueurs, pour tomber sur le dos du prolétariat de Munich... » Non, c'était impossible.

Je ne voulais pas « implorer ». Il me caressa la main pour me remercier. Ce fut tout.

Oui, il dormait bien. « Naturellement, je mange. La nourriture est suffisante... » La nourriture était une chose sacrée dans la maison de sa mère, elle était l'objet de discussions passionnées. « Il faut faire la cuisine avec amour », ai-je entendu sa mère dire un jour. Lui-même avait plaisir à bien manger. C'était un gourmet. Il m'avait appris à manger des spécialités culinaires que je ne connaissais pas, et c'était toujours lui qui choisissait pour moi, au restaurant, le plat qu'il fallait prendre. Et pourtant je l'ai vu avaler gaiement l'effroyable rata pendant la guerre, alors que moi je ne pouvais même pas y toucher. Il ne se laissait pas rebuter non plus par les épouvantables conditions d'hygiène, par les odeurs, par les gens qui n'étaient pas particulièrement attirants autour de lui. Autant de choses dont il était conscient et qu'il avait l'habitude de décrire avec beaucoup d'humour...

Je n'ai jamais très bien compris cette attitude. Provenait-elle

d'un entraînement à s'adapter aux événements les plus imprévisibles qu'on rencontre dans la vie d'un combattant prolétarien ? En tout cas, voilà qui lui avait été fort utile, certainement, lors de ses pérégrinations en Russie et qui, lors de ses dernières fonctions à Munich, l'avait même physiquement raffermi.

Il était bien traité. Il faisait des signes amicaux à son gardien, qui ne cessait de s'essuyer les yeux en cachette et qui me dit en s'excusant : « On nous a raconté, voyez-vous, que votre mari avait donné l'ordre d'exécuter dix mille gardiens de prison et policiers. J'ai une femme qui est tout aussi capable d'émotion que vous, et vous pouvez imaginer ce qu'elle a ressenti en entendant une chose pareille... » Il n'était pas de service quand la troupe sanguinaire avait fait irruption dans la cellule, mais je pouvais être rassurée, maintenant mon mari était en sécurité, l'ensemble du personnel s'était rendu compte qu'il avait été trompé, on pouvait compter jusqu'au dernier homme pour le protéger.

Nous étions obligés de parler en allemand. Mais, lorsque Leviné baissait la voix et m'entretenait de son état d'esprit et d'autres propos intimes, le gardien n'intervenait pas. Il put même me murmurer quelques mots tendres en russe, qui ne lui seraient pas venus s'il s'était exprimé en allemand.

Les gardiens traitaient Leviné avec un respect et une attention si manifestes que les services officiels s'en inquiétèrent. Ils craignaient l'influence qu'il pouvait exercer sur eux, et trouvaient plus judicieux de les changer constamment.

Ce qui n'empêchait pas ces gardiens de lui témoigner leur sympathie. Pendant notre détention à la préfecture de police de Munich, nous pouvions ainsi nous rencontrer sans être gênés. La jolie jeune fille qui partageait la cellule avec moi recevait de copieux paquets de vivres, et notre gardienne s'était déclarée disposée à transmettre ce que je voulais dans la cellule de Leviné. Lors de mon anniversaire, le 18 mai, elle me remit le dernier cadeau venant de lui : une tablette de chocolat. Cette femme dure, aux allures de Walkyrie, était toute transportée de joie.

Pour me rendre digne de lui, on m'attribuait des dons imaginaires, et les titres les plus fantastiques. J'entendais des codétendus politiques raconter toutes sortes d'histoires à ce sujet. Cet endroit

de Munich était pour nous une sorte d'asile, et nous fûmes très contrariés lorsqu'on nous annonça, un beau matin, que nous allions être transférés à la prison de Stadelheim.

On nous accorda quelques minutes pour prendre congé l'un de l'autre, et je n'ai jamais pu m'empêcher de soupçonner que nous devions cette mesure à une ruse audacieuse du personnel de la prison. Car les gradés n'étaient pas particulièrement prodigues de ce genre d'autorisations.

Dix jours après notre transfert à Stadelheim, nous n'avions reçu encore aucune autorisation de visite, et Leviné assaillait ses avocats, se plaignant amèrement de cet état de fait.

XXIV

Au début, il était encore convaincu que tout serait terminé en quelques jours. Lorsqu'il devint évident qu'il aurait à supporter une procédure plus longue, il se mit à tenir un journal à mon intention :

Ce cahier pour ma femme (au bout de quelques semaines).

Le programme du groupe Spartakus à mon fils.

Que ces feuilles soient remises à ma femme Isa Rosa Leviné après mon exécution.

La première page porte la date du 16 mai, et les premières phrases répètent, de façon presque inquiétante, les mots d'une lettre écrite d'une prison russe à une certaine Mademoiselle R.

*Direction de la police, Munich, vendredi 16 mai 1919,
9 heures du matin.*

Ma chérie,

Te donnera-t-on ces feuilles ? Peut-être. C'est en fonction de ce « peut-être » que j'écris. Que je t'écris et te parle. Je te sens tout près de moi en ces derniers jours, je vois tes yeux et tes lèvres, je caresse tes mains, et je te raconte tout ce que, en ces derniers jours, j'éprouve et pense. Et quand notre garçon grandira, il lira lui aussi ces pages, et il verra combien son père a aimé sa mère. Il essaiera de donner beaucoup d'amour à sa mère et de remplacer la disparition de son père.

Sais-tu, ma chérie, que j'ai toujours souhaité avoir une petite fille ? Mais je suis heureux que nous ayons un garçon. Il sera à tes côtés, te protégera, te conseillera, et, petit homme déjà, sera certainement un grand soutien pour toi. Certes, des années s'écouleront encore jusque-là. Notre pauvre petit Kokele. Pour le moment, il est encore petit, il a besoin de protection. Mon cœur se serre, mais je...

17 mai 1919.

Stadelheim, 25 mai (dimanche), 6 heures du soir.

Il y a neuf jours que j'ai entrepris de t'écrire et que j'ai abandonné aussitôt. A peine avais-je commencé que je me suis arrêté... Tu sais pourquoi, je te l'ai raconté. Ce jour-là, beaucoup de gens sont venus me déranger : des représentants de la police militaire, du corps franc Oberland, du tribunal administratif. Je ne me sentais plus seul avec toi. Je me suis donc tu. Et, le lendemain, tu es venue toi-même. Quelle grande joie ce fut ! Tu ne sais pas, Oslík, quel bonheur ce fut pour moi ! Ai-je pu te le montrer ? L'as-tu senti, ma chérie ? Ce fut une chance que tu aies pu rester si longtemps. J'étais si heureux d'entendre de nouveau ta voix, de te voir, de te sentir à côté de moi.

Jour de l'Ascension, 29 mai, 7 heures du soir.

Ma chérie, ma chérie,

Cela devient sérieux. L'audience est fixée à lundi. Cette hâte soudaine est suspecte. D'innombrables témoins doivent être entendus — tout semble subitement être considéré comme superflu. Donc on s'achemine vers la fin. Ma chérie, ma chérie, ma chérie ! Chaque jour, chaque heure je pense à toi, je te parle, je te tiens dans mes bras, je te console, Oslík, mon petit Oslík. Tous ces derniers jours, je n'ai pas pu écrire une ligne. J'avais une petite lueur d'espérance, une toute petite. Pour garder la tête droite, pour ne pas me laisser abattre, je l'avais allumée artificiellement. Je me suis volontairement persuadé que tout irait bien. Et je vivais

comme si aucune menace n'existait. Je mangeais, buvais, lisais. Mais dans ces pages où je tenais à être sincère, devais-je inscrire les illusions que j'affichais ? Non, ce n'était pas possible. J'écrivais pour toi ! Je ne pouvais te mentir. Ecrire la vérité ? Mon château de cartes péniblement édifié se serait effondré. J'ai alors cessé d'écrire. Et pourtant j'étais toujours à côté de toi, tous les jours, à chaque moment, j'attendais de te voir *vraiment*. En vain. Te reverrai-je, ma chérie, toi qui m'es si chère par-dessus tout ?...

J'écris en serrant les dents. Si la sentinelle regarde par la grille, il ne faut pas qu'il remarque ce que je ressens. Ma chérie, ma chérie, je t'embrasse.

Oslinka, je suis obligé de t'écrire en allemand. Sinon, ils ne te donneront pas ces pages. Mais tant pis. Tu sens ce que je veux dire. Je le sais. Du moins, je le crois.

Je suis tout triste. D'une telle tristesse et d'une telle mélancolie !... Je ne pense pas à la mort elle-même. Non, cela ne me touche pas. Les quelques minutes qui restent, le dernier coup de fusil, mon dernier cri entre-temps, peut-être, en l'honneur de la révolution mondiale — ah, ce n'est pas tout ça qui me touche !... Non, ce n'est pas la mort, pas le fait de mourir. Non, c'est la nécessité de *quitter la vie*. Mais je suis content de ressentir les choses ainsi. Que c'est terrible quand rien ne vous retient à la vie, quand la vie vous est indifférente, et que vous avez uniquement peur de la mort.

Non, malgré ma tristesse, je suis serein et heureux. Et c'est à toi que je le dois, ma chérie. Sans toi, ma vie n'aurait pas connu son achèvement. Bien sûr, avant que je te connaisse, elle était déjà riche, remplie de mon activité, de mes espoirs, des combats auxquels il m'avait été donné de participer. Mais c'est toi qui as parachevé tout cela. C'est par toi seulement que j'ai su ce qu'était l'humanité en faisant l'expérience de ce qu'est une *famille*. Ma chérie, ma chérie, ma chérie, j'embrasse ton front, tes yeux, tes lèvres, je te remercie pour tout, pour tout : je te remercie pour toi-même

qui t'es donnée à moi, je te remercie pour mon petit garçon, qui vivra encore comme une partie de moi ; je te remercie pour moi, dont tu as fait un homme meilleur. Mais je te remercie avant tout pour toi-même, pour toi, pour toi.

Ma chérie, si tu savais quel bonheur c'est pour moi que de pouvoir te parler encore une fois de tout mon cœur. J'ai lu récemment un vers, dans la deuxième partie de *Faust*, qui me poursuit. Au moment où Hélène doit être exécutée par son époux, elle dit : « Je ressens de la douleur, non de la peur. » Ces paroles correspondent tout à fait à ce que j'éprouve.

Tous ces derniers jours, je me les suis répétées. Car, moi non plus, je ne ressens aucune crainte, mais de la douleur, de la douleur.

Il est vrai aussi que j'ai dépassé ce stade. Tandis que je t'écris, je sens un calme profond m'envahir lentement, lentement. Maintenant, je suis tranquille. Je suis encore tout mélancolique. Mais à cette mélancolie se mêle pourtant une douce gaieté, un soupçon de joie quand je pense à toutes les belles heures de notre vie. Les premiers jours, il m'arrivait de crier de douleur en ne cessant de te voir abandonnée, toi et le petit. Ma chérie ! Même maintenant, je préfère ne pas y penser, je n'ai pas non plus la volonté de le faire. Ne m'en tiens pas rigueur, n'est-ce pas ? C'est quelque chose qui m'est impossible. Non, ce que je veux, c'est que ressurgissent des images de calme et de douceur. Et, vois-tu, deux images se confondent dans mon souvenir : celle où tu étais assise à côté de moi, sur mon bat-flanc, dans ma cellule ; et celle du petit qui faisait du cheval sur mes genoux alors qu'on entendait cliqueter mes chaînes. Tout semble s'être passé en même temps, et je vous revois tous les deux ensemble.

Ma chérie, le soir vient. Je vais me coucher. Mais auparavant je resterai un moment éveillé, faisant repasser sous mes yeux de douces, très douces images. Tu sais, la dernière fois que je suis rentré tard à la maison, je suis resté assis près de toi à te raconter tout ce qui

s'était passé. Comme tu étais belle et jeune, et comme tu étais heureuse que je te dise tout cela ! Et comme tu étais bête de croire que je faisais simplement semblant... Un petit brin d'espoir, petit, tout petit, essaie de nouveau de germer et de pousser. Bêtises que tout ça, Tjulen ! Il faut rester raisonnable ! Ne rien faire ! La fin approche.

Ce petit brin d'espoir stupide, qui voudrait me donner l'illusion que nous serons un jour réunis, que nous serons heureux... Qui sait ? Peut-être ?... Oh, quel cadeau inattendu de la fortune ce serait alors ! Mais je veux dès maintenant me préparer à une autre fin. Et m'estimer satisfait si tu obtiens demain l'autorisation de me parler. Dieu que je serais heureux ! Non, Oslinka, il ne faut pas que je me berce de cette petite illusion que je pourrais te voir demain !... Il fait complètement nuit. Je vais me coucher. Je me persuade que je te verrai certainement demain. Je me réjouis à cette idée comme un enfant. Bonne nuit, Oslinka, mon cher petit Oslik !

Vendredi 30 mai, huit heures du matin.

Bonjour, chère Oslinka ! Bonjour, mon enfant ! Bonjour, ma chérie ! Par ma fenêtre, je vois un morceau de ciel bleu, le soleil brille certainement dehors. Je suis gai. Que tout soit comme cela doit être. Maintenant, je ne me fais plus d'illusions sur ma situation. Il s'agit vraiment d'être prêt à toute éventualité. Si je suis seulement condamné à une peine de prison, tant mieux. Je pourrai alors espérer être encore une fois réuni avec vous. Mais, si c'est l'autre sort qui m'est dévolu, tant mieux aussi. Chaque jour, chaque heure, j'ai dû m'attendre, pendant ces derniers six mois, à une telle fin. Mais aujourd'hui je veux être gai. C'est le mois de mai, le mois de mai ! Peut-être te verrai-je aujourd'hui, Oslik, petit Oslik ! Que ce serait bien ! Et lorsqu'ils m'emmèneront à la promenade aujourd'hui je danserai en pensée une ronde avec toi sur la petite bande de gazon vert. Et le petit sera à côté de nous, il demandera « A cheval sur mon dada »...

Ma chérie, ma chérie, si tu savais comme je t'aime, Oslinka, petite Oslinka, pauvre Oslinka. Si je devais ne plus vivre, il faut que tu le saches, je t'ai beaucoup, vraiment beaucoup aimée. C'est toi que j'ai aimée, Oslinka...

Les oiseaux font leur théâtre dehors, bien qu'il soit déjà huit heures.

Et maintenant, mon enfant, mon avocat s'est annoncé. Il faut que je me prépare. Je t'embrasse sur le front et je t'aime.

Dix heures du matin.

Bonjour, Oslik ! Je reviens de promenade. Le soleil était brûlant, le ciel était bleu — il faisait vraiment beau. Dans la cour, il y a deux bandes de gazon, avec d'innombrables pâquerettes, des renoncules jaunes et des fleurs bleues, dont j'ignore le nom, en russe on les appelle *nüutes*, des pensées. Un papillon s'y était égaré et une abeille bourdonnait à travers toutes ces fleurs. Que c'était bien ! J'avais seulement mal au cœur de penser que nous aurions été heureux de voir enfin à deux, c'est-à-dire à trois, avec Kokele, le début du printemps à la campagne. Peut-être le verrons-nous encore une fois ? C'est ainsi que l'on oscille entre l'espérance et le désespoir.

Je n'ai pas fini de danser la ronde, Oslik. En pensant au petit qui dansait avec nous à Lichtenrade, j'ai eu de nouveau mal, hélas, et il m'a été impossible de continuer à y penser. Je suis en train de lire l'*Odyssée*. Comme j'envie les Grecs ! Les hommes avaient alors le droit de pleurer, ils avaient même le droit de pleurer de chagrin et de douleur à chaudes larmes, sans rien perdre de leur dignité ni de leur prestige. Mais moi je ne dois pas me laisser surprendre par la sentinelle qui inspecte ma cellule à travers le guichet, il faut que je ravale mes larmes, que je serre les dents, afin qu'on ne dise pas : « Il a peur, il pleure. »

Ma chérie ! Je viens de te voir. Maintenant, c'est

le dernier voyage. Je t'aime, ma chérie. Je te remercie, ma chérie, embrasse notre petit garçon.

T.

Il avait écrit également une lettre à sa mère. Je n'ai jamais su ce qu'elle contenait. Pas plus que sa sœur ou quelque autre membre de la famille. J'en ai pourtant entendu citer souvent les premières phrases : « Ma chère Maman ! Je sais très bien quelle grande douleur je vais te causer... »

Non seulement on ne me montra pas cette lettre, mais je n'ai pu disposer non plus des journaux de sa jeunesse, ainsi que d'autres écrits et documents. Ils ont été perdus depuis lors.

Il pria sa mère de me rendre visite en prison. Elle refusa. Elle ne voulait venir me voir qu'après le procès, « sans aucune réticence », comme elle le lui assurait. « Tu sais que je ne fais rien à moitié. » Il me répéta ces paroles, mais ne se faisait aucune illusion et il était très inquiet pour moi.

Lors de notre dernier entretien, il me donna le nom d'une famille sur laquelle je pourrais compter à n'importe quel moment en cas de besoin. Il fit preuve, là encore, de discernement, mais il montra aussi à quel point cette question le préoccupait. Car ce couple ne faisait pas partie de nos amis intimes, de ceux à qui j'aurais pu tout naturellement m'adresser. Jamais, au sujet de cette question, il ne mentionna sa mère ou sa sœur.

Affaires de famille, déclarations d'amour, fleurs, papillons, c'est à peine si l'on trouve un mot de politique dans son journal ou dans les dernières conversations qu'il a eues avec moi : était-ce compatible avec le comportement d'un dirigeant prolétarien ?

L'écrivain russe Slonimsky¹, pour n'avoir pas mentionné, dans

1. Ce livre de Slonimsky sur Leviné a connu un appréciable succès. La première édition, tirée à 70 000 exemplaires, fut très vite épuisée. Un autre tirage, à 80 000 exemplaires, fut mis sous presse, et un tirage à 250 000 exemplaires était prévu pour 1937. Il fut traduit en tchèque, en ukrainien, en yiddish, et plus tard en allemand en République démocratique allemande. L'écho rencontré dans la jeunesse fut particulièrement grand. De tous les coins du pays, on écrivit pour demander quel était l'état de santé de la femme et du fils de Leviné. On lut des extraits du livre à la radio, dans les clubs et les manifestations publiques. On devait en tirer un film et le scénario était terminé. Je devais me rendre à Moscou pour collaborer au tournage du film. Il était malheureusement

un livre de 1935 sur Leviné, des conversations politiques dans la relation de nos dernières entrevues, fut violemment attaqué. Pourtant, pour l'essentiel, la description était véridique. D'une certaine manière, Leviné était un épicurien. Il avait aussi un sens développé de l'humour. Tout cela lui permettait de goûter la joie la plus minime que lui apportait la vie. Il possédait le don d'établir, entre sa vie privée et sa vie publique, une séparation nette, ce qui lui donnait la possibilité de satisfaire pleinement aux exigences de l'une et de l'autre.

trop tard. En 1937, les procès commencèrent, et personne n'osait plus se hasarder à un sujet aussi dangereux.

XXV

Pour la défense de Leviné, le parti engagea trois avocats, dont deux étaient membres du parti socialiste-indépendant. On avait choisi l'un d'eux, le docteur Sauter, surtout en raison de ses connaissances de la situation locale, et le deuxième, le docteur Kurt Rosenfeld *, à cause de la réputation qu'il avait. Au début de la révolution, il avait été ministre de la Justice dans le gouvernement de coalition éphémère des deux partis socialistes, et il disposait d'excellentes relations. Le troisième avocat, le comte Pestalozza, était membre du parti catholique populiste de Bavière. Il appartenait à la noblesse bavaroise. Il avait tout d'abord opposé un refus catégorique. Mais certains détails de la vie de Leviné, publiés dans la presse, l'ayant séduit, il avait finalement accepté d'assurer sa défense. Très vite, l'avocat professionnel se transforma pour Leviné en un ami dévoué, attentif, qui se donna toutes les peines du monde pour lui rendre plus faciles ses derniers jours.

Ce fut le comte Pestalozza qui, sous sa propre responsabilité,

* *Kurt Rosenfeld* (1877-1943) était avocat à Berlin. Fils de propriétaire d'usine. Membre du parti social-démocrate dès ses années d'étudiant. Défend Rosa Luxemburg en 1914. Adhère au parti socialiste-indépendant en 1917, membre de sa présidence en 1919. Opposé à l'adhésion du parti socialiste-indépendant à l'Internationale communiste. De même qu'au retour des Indépendants au parti social-démocrate. Il choisit néanmoins cette voie. Représente l'un des aspects de l'opposition de gauche dans ce parti. En 1931, cofondateur du parti socialiste ouvrier (S. A. P.). Emigration à Paris en 1933, puis aux Etats-Unis. A la fin des années trente, rejoignit le parti communiste allemand et milita dans certaines de ses organisations.

me fit libérer de prison aussitôt après l'exécution, et qui veilla à ce que, dès le lendemain, je récupère notre fils. C'est uniquement grâce à son influence que l'autorisation fut accordée d'enterrer Leviné civilement, bien qu'en secret. Il tenta de préserver attentivement le nom de Leviné de toute calomnie et, quand ce fut nécessaire, fut même le premier, avant le parti communiste, à protester publiquement.

Comme il était de l'autre bord, la mentalité des juges de Leviné lui était plus familière qu'elle n'aurait jamais pu l'être à un confrère socialiste. Un accord tacite le liait à Leviné : comme lui, il était convaincu que l'accusation reposait, en dernière analyse, non sur ses fautes personnelles, mais sur son rôle dans la révolution. Cela seul, estimait-il, déterminerait la sentence. C'est pourquoi il était fasciné par l'attitude résolue de Leviné, qui utilisait le tribunal comme un forum pour expliquer son idéal révolutionnaire. Ce catholique fervent était peut-être plus réceptif à l'esprit d'un martyr révolutionnaire que ses confrères, et il comprit que toutes les tentatives pour modifier l'état d'esprit de Leviné seraient vaines. Il savait fort bien que le destin de Leviné était déjà fixé, et il le traita avec un tact dont, certainement, on ne témoigne qu'à un ami voué à la mort.

« Ne condamnez pas cet homme à être exécuté, dit-il dans sa plaidoirie. Si c'était le cas, il ne mourrait pas pour autant. Il ne ferait que commencer à vivre, et sa vie serait un fardeau pour toute la bourgeoisie, son souvenir sèmerait une vengeance terrible... »

« Il m'est finalement plus proche que mes avocats socialistes », me dit Leviné avec admiration. Il lui a laissé d'ailleurs une lettre de remerciement amicale qui se termine par ces mots : « Je vous serre la main. »

Alors que le procès devait commencer le 2 juin, la défense n'eut accès aux dossiers que le 30 mai.

Néanmoins, la confiance de Rosenfeld dans la bonne marche de la justice n'en fut pas ébranlée. Il me rendit visite en prison et fut sincèrement étonné de me trouver dans une telle détresse. « Une condamnation à mort est complètement exclue, me dit-il. Naturellement, le danger d'une tentative d'assassinat existe, mais nous allons prendre toutes les mesures de sécurité pour empêcher ça... »

Pour les délits politiques, le droit allemand distingue (ou, du moins, distinguait à l'époque) les actes déterminés par « une disposition d'esprit honnête » et ceux qui le sont par de « bas mobiles » (tels que la recherche d'avantages personnels, l'avidité, l'appétit de pouvoir). La peine oscillait, en conséquence, entre la détention, qui représentait le châtement le plus clément, réservé généralement aux condamnés de haut rang, et la peine de mort. L'évaluation des « mobiles » restait évidemment réservée à l'appréciation du tribunal, mais la loi donnait un certain champ de manœuvre à la défense.

De toutes parts, des lettres arrivèrent. De personnalités connues, comme Maximilian Harden, ou les professeurs de Heidelberg et conseillers d'Etat Eberhard Gotheim et Gustav Radbruch, futur ministre de la Justice, mais aussi de syndicalistes, et même de simples ménagères, d'infirmières, d'étudiants.

La tante d'un ancien élève de Leviné, une dame d'un certain âge, écrivit qu'elle ne le connaissait que par ouï-dire, mais qu'il avait exercé une influence extrêmement bénéfique sur son neveu. C'est pourquoi elle était persuadée qu'un tel homme était au-dessus des accusations dont il était l'objet.

Comme le montrent ces lettres, on ne peut réduire le rôle de Leviné à son action politique sur les masses ; il a aussi marqué leur sensibilité. Pour maladroits qu'ils soient dans leur manière de se manifester, deux exemples en témoignent.

Le premier est un poème que j'ai reçu après sa mort. Il était écrit par une femme :

En prison, à Munich,
Un héros fut enfermé, un homme
Qui pour la liberté s'était battu
Et qui pour elle mourut.
Noble était son but, noble son idéal,
A la liberté seule il voua sa vie.
*O réveille-toi prolétaire, réveille-toi,
Que du plus sombre des matins
Tout clair le soleil se lève enfin !*
Dans la serrure grince la clé du gardien,
Et de la cellule qui s'ouvre
Eugen Leviné sort,

Lui par qui la justice est incarnée.
Sa femme, en pleurs, de lui prend congé,
Puis tranquillement il s'est avancé.

*O réveille-toi prolétaire, réveille-toi,
Que du plus sombre des matins
Tout clair le soleil se lève enfin !*

Vers le mur il est tourné,
Il a les yeux cachés,
Mais avec fierté il se redresse
Et dit : « Non, c'est inutile ! »
Puis du côté du peuple il se retourne,
Et la mort lui tend bientôt la main.

*O réveille-toi prolétaire, réveille-toi,
Que du plus sombre des matins
Tout clair le soleil se lève enfin !*

Terrible retentit la salve,
Il a été touché en plein cœur,
Et de ses lèvres monte alors
Ce cri rempli de douleur :
« Vive la révolution mondiale ! »
Et meurt ainsi le meilleur fils de la liberté.

*O réveille-toi prolétaire, réveille-toi,
Que du plus sombre des matins
Tout clair le soleil se lève enfin !*

Autre exemple, celui d'une vieille paysanne que j'ai rencontrée un jour, quelques années plus tard. Elle faisait un signe de croix, posant des fleurs sur la tombe, au cimetière. Ce n'était manifestement pas une camarade, et je lui demandai :

— Vous l'avez connu ?

— Non, répondit-elle, mais je lis ma Bible. Il est mort, lui aussi, pour nous. Il a été notre Christ, tout simplement parmi nous. Notre village est très loin d'ici, mais je trouve toujours le temps de venir. C'est pour moi le plus beau des chemins...

Et elle conclut : — Vous êtes sans doute une communiste ?
— J'étais sa femme.

Elle tressaillit un peu, me prit les deux mains, et ses yeux se

remplirent de larmes. Elle ouvrit la bouche, ravala ses larmes, et s'éloigna lentement, sans dire un mot.

Je la laissai partir. Toute parole était inutile. Nous savions que jamais plus nous ne nous oublierions.

Leviné avait entendu parler des lettres qu'on avait envoyées pour lui exprimer un soutien. Lors de notre dernière entrevue, il me raconta toutes sortes d'histoires touchantes du même genre. Sur le plan juridique, il n'accordait guère de valeur à ces témoignages de sympathie. Son sort, il le savait, dépendait du rapport des forces entre les deux camps qui luttaient, et son cas se présentait mal. Simplement, il cherchait à tirer le meilleur parti possible de ses derniers jours, et il espérait que je serais autorisée à assister au procès.

« Comment être seul sans toi en ces jours si importants ? », me dit-il en souriant. Les avocats, eux, étaient absolument opposés à ma présence. Je n'ai jamais su si c'était par crainte d'une atmosphère trop inhabituelle, ou à cause de la surexcitation de Leviné. Je ne sais pas non plus si ce projet échoua par suite du refus des autorités, ou si l'on avait convaincu Leviné d'en abandonner l'idée.

Pour consolation, nous eûmes droit à une brève entrevue le matin même, avant qu'il ne soit conduit au tribunal. Il paraissait fier et heureux. Pour l'audience, les chaînes lui avaient été enlevées. Il tendit les bras pour me le montrer, mais les traces restaient marquées sur ses poignets fragiles. « Il faut que je te quitte, me dit-il, mais tu seras tout le temps à mes côtés... » Puis il se corrigea : « Tout le temps, non... mais chaque minute qui m'est encore donnée... » Jusqu'au dernier instant, la sincérité l'emportait.

« Cela ne fait aucun doute », m'avait dit le porte-parole de la commission militaire qui était venu me voir, en pensant à l'exécution de Leviné. Il savait de quoi il parlait. Le deuxième jour de l'audience, j'appris qu'on allait me transférer dans une autre prison. On voulait me faire une faveur, m'épargner d'entendre les coups de feu qui tueraient mon mari.

A ce moment-là, je n'ai pas compris la signification de cette décision. Je comprenais simplement qu'on voulait encore m'arracher à lui avant la fin. J'exigeai donc de parler au directeur de la prison.

Il n'avait aucun pouvoir, me répondit-il, il devait obéir aux ordres.

Il me pria de garder néanmoins mon calme, sinon c'est de force que je serais transportée là-bas, le jour même.

Comme il ne restait plus assez de temps pour faire la grève de la faim, je pensai que, peut-être, je parviendrais à ce que je voulais en provoquant du tapage. Je me mis à hurler. Tout l'effroi que j'avais accumulé en moi ces dernières semaines se libéra par ces cris. Et, d'un seul coup, la prison résonna de toutes sortes de cris, on frappait contre les portes. Je tins bon. Bientôt, la tempête se calma. Et maintenant, que faire ?

Ma belle-sœur vint à mon secours par une visite inattendue. Un officier d'un grade élevé l'accompagnait. Il connaissait manifestement la raison de mon transfert. Il avait sans doute compris, également, quelles conséquences pratiques ce geste bien intentionné ne manquerait pas d'avoir. Il quitta précipitamment la cellule et revint bientôt en m'assurant que je pouvais rester. Grâce à son intervention, j'obtins aussi deux autres entrevues avec Leviné.

Quant au verdict, il était donc fixé à l'avance. Mais on fit du procès une pièce à grand spectacle. Paul Frölich a pu écrire :

La justice militaire rend, à sa manière, les honneurs à l'accusé. Le palais de justice de Munich, au bord de l'Au, a été transformé en un camp retranché. Sur tous les escaliers, mitrailleuses et caisses de grenades. Les gens qui ont été admis à assister au procès, en nombre extrêmement limité, et ceux qui y prennent part doivent se soumettre à plusieurs reprises à des fouilles pénibles. La salle d'audience, de petites dimensions et resserrée, est remplie d'armes et d'uniformes¹.

Le tribunal, entouré de mitrailleuses et de soldats, ressemblait à une forteresse assiégée. Les soldats manifestaient une certaine impatience, considérant tout cela comme un scandale. En gens simples qui ne manquaient pas de sens pratique, ils pestaient en se demandant à quoi bon tout ce remue-ménage.

A l'intérieur, dans cette salle pleine à craquer, Leviné menait

1. Cité par Paul WERNER, *Eugen Leviné*, p. 49.

son plus grand combat. Il était guidé par les mêmes considérations que celles qui l'avaient poussé à assumer la direction d'un mouvement dont il savait, dès le début, qu'il était condamné à échouer. Il s'était donné pour but de transformer une situation lamentable en une victoire morale et en une source d'énergie dans la perspective d'une révolution future. Cette tâche avait exigé de grands sacrifices, mais il s'était senti habilité à demander ces sacrifices parce qu'il était prêt lui-même à tout moment à sacrifier sa propre vie.

Il estimait maintenant de son devoir de défendre la République des conseils, les ouvriers vaincus, et de garder par là vivace dans leurs cœurs la grandeur du triomphe passager qu'ils avaient connu. Il pensait qu'il était également nécessaire de donner l'exemple, comme un symbole qui inciterait les ouvriers à l'imiter, pour se lancer dans de nouvelles actions. Il devait y perdre la vie, mais il empruntait cette voie avec un naturel incomparable.

Certains dirigeants qui ont abjuré lâchement leurs convictions politiques ont assuré, ou se sont persuadés, qu'ils ne l'avaient fait que pour pouvoir plus tard servir encore la révolution. De même, beaucoup de camarades étaient d'avis que Leviné aurait dû tout tenter pour sauver sa vie. Et, quant à lui, il savait très bien que, s'il était entré dans les vues et les sentiments de ses juges, il aurait pu effectivement s'en sortir.

Il aurait sans doute pu — mais ce n'aurait plus été la vie d'un dirigeant révolutionnaire et sa cause n'en aurait pas été servie. Aucun marchandage n'est possible quand il y va de l'intégrité d'un homme. Un Leviné rampant, acceptant des compromis, n'aurait pas atteint avec les ans ce à quoi il est parvenu dans sa courte vie. Pour la simple raison que, moralement, il aurait été mort.

C'est guidé par ces considérations que Leviné conduisit personnellement sa défense². Il porta sa première attaque contre l'illégalité de la procédure. L'accusation de haute trahison n'avait qu'un seul fondement : la défaite de la République des conseils. Si celle-ci avait été victorieuse, il n'aurait pas été question de haute trahison :

2. Voir les documents en annexe.

Il n'y a haute trahison que parce que la République des conseils a été vaincue. L'éditorial des *Dernières Nouvelles de Munich* a développé la même idée, en affirmant qu'il n'y a crime de haute trahison qu'*en cas d'échec*, qu'une trahison qui réussit n'est plus un crime. Ce sont des considérations politiques, et non juridiques, qui font qu'il y a ou non haute trahison³.

C'est en pleine conscience qu'il esquissa l'abîme qui le séparait de ses juges :

Je considère ce tribunal comme le représentant de la classe sociale que j'ai, jusqu'à ce jour, toujours combattue politiquement. Je pourrais peut-être me justifier devant des communistes, mais comment pourrais-je répondre devant des adversaires pour des actes dont ils ne peuvent douter qu'ils étaient dirigés contre eux ?

Il n'implora aucune clémence :

Je ne me défends pas dans l'espoir d'obtenir de vous un jugement plus clément. Si c'était le cas, il me faudrait me taire immédiatement, car mes avocats qui, politiquement et humainement, vous sont plus proches que moi, assureraient ma défense d'une manière beaucoup plus efficace que je ne puis le faire.

Il évita toute tentation de se rendre agréable au tribunal, ou même aux intellectuels, si faciles à s'enthousiasmer. Il ne minimisa pas son rôle à l'occasion des événements. Il prit sur lui, au contraire, l'entière responsabilité de ses actes, y compris de ceux « que ses amis et lui n'approuvaient pas ». Ce fut la seule allusion qu'il fit sur son attitude à l'égard de l'assassinat des fameux otages.

Passant par-dessus la tête de ses juges, c'est à la classe ouvrière de Munich qu'il s'adressa, et, au-delà encore, à tous les ouvriers.

3. « La haute trahison est le seul délit qu'il soit permis de réussir alors qu'il est répréhensible de le tenter. Car, si la haute trahison réussit, on fait de son auteur un héros... » Voir le journal *Volksstimme* du 4 juin 1919 (organe du parti social-démocrate pour l'Allemagne du Sud-Ouest).

Ce qu'il exprima, c'est sa conception d'une société socialiste, la tactique des communistes, les limites de la puissance d'un dirigeant révolutionnaire : « La libération des ouvriers ne peut être atteinte que par leurs propres efforts. »

Il est possible, dit-il, de construire une société socialiste sans violence et sans bain de sang. Il cita, à cet effet, le programme de la Ligue spartakiste : « La révolution prolétarienne n'a pas besoin de la terreur pour arriver à ses fins... Elle éprouve de la haine pour le meurtre et elle en a horreur. Elle n'a pas besoin de ces méthodes de lutte, parce qu'elle ne combat pas des individus, mais des institutions⁴. »

La classe possédante, jusque-là, avait toujours pris les armes pour défendre ses privilèges menacés : « ... et c'est parce que nous savons cela que nous ne vivons pas dans les nuages... que les ouvriers ont dû s'armer pour se défendre contre les attaques des capitalistes expropriés. »

Chaque justification était assortie d'une attaque bien pesée :

Monsieur l'Avocat général s'est demandé comment j'ai pu réussir à distraire pendant une dizaine de jours des gens de leur travail, à un moment où précisément il était si impérieux de travailler. Je répondrai que le gouvernement allemand a empêché des millions de prolétaires de travailler, non seulement durant dix jours, mais durant des années et des années.

Le gouvernement allemand voulait rallier Bagdad et Longwy ; nous voulions, quant à nous, instaurer le communisme. Les moyens que vous ne condamnez pas pour les autres, vous n'avez pas le droit de les condamner pour nous, simplement parce que nous poursuivons d'autres buts.

Son rapport sur les événements était parfaitement réfléchi. C'était une mise à l'épreuve de la force de ses idées :

4. Dans *Was will der Spartakusbund?* (Que veut la Ligue spartakiste ?), initialement publié dans *Die Rote Fahne* du 14 décembre 1918. Également dans Rosa LUXEMBURG, *Politische Schriften*, Bd II, Frankfurt/Main, 1966, p. 163.

On a, par la suite, proposé d'arrêter la grève générale le mardi après Pâques, en raison des conséquences économiques qu'elle entraînait. J'ai moi-même fait une contre-proposition. Le dimanche et le lundi étant pris par les fêtes de Pâques, si nous avions repris le travail le mardi, cela aurait donné l'impression que le mouvement de grève s'épuisait. J'ai donc proposé un mot d'ordre plus digne, plus conforme à la volonté des travailleurs, c'est-à-dire de continuer la grève le mardi — de fermer les portes des théâtres, de ne laisser circuler aucun tramway — afin que l'on se rendît compte qu'il ne dépendait que de la libre volonté des ouvriers de reprendre le travail.

Rappelant aux ouvriers leur triomphe récent, il déclara :

L'ensemble des travailleurs, avec, à leur tête, des centaines d'employés des postes, hommes et femmes, dans leur uniforme bleu ciel, ont défilé jusqu'au palais des Wittelsbach pour exprimer leur solidarité avec ceux que l'on présente aujourd'hui comme des terroristes qui ont subjugué le prolétariat munichoïse.

Le ministère public se vit contraint de revenir sur l'accusation élevée contre Leviné à propos du massacre des fameux otages du lycée Luitpold. C'était la seule justification pour une condamnation à mort. Il laissa néanmoins entendre que Leviné portait la responsabilité morale de cet acte. A quoi Leviné répondit :

Je récusé formellement cette accusation. Les responsables sont ceux qui, dès le mois d'août 1914, ont les premiers pris des otages, sans que la justice allemande les poursuivît ou demandât contre eux la peine capitale ; responsables sont également ceux qui se sont terrés à Bamberg et qui, de là, ont envoyé à Munich des prolétaires dévoyés accompagnés d'officiers et de nègres !

Ces phrases soulevèrent l'indignation des juges et le président menaça Leviné de lui retirer la parole. Mais il dut ensuite reconsidérer sa position. Car le public ne comprenait pas sa

réaction et témoignait de son soutien à l'accusé. Leviné renouvela alors ses propos, faisant remarquer que, s'il s'était exprimé ainsi, c'était en raison de l'accusation de « lâcheté » qu'avait formulée à son endroit le ministère public, « une des accusations les plus graves que l'on puisse porter contre un homme qui, depuis seize ans, prend part au combat révolutionnaire ».

Il est à supposer qu'il n'était pas véritablement scandalisé par cette accusation de « lâcheté », mais qu'il avait trouvé là le meilleur prétexte pour que le procureur général demande contre lui la peine de mort. Il faut considérer cette indignation de Leviné comme une sorte d'astuce pour dénoncer la grossière et cynique violation du droit par laquelle était caractérisé le verdict.

A l'offense elle-même, il répondit par le mépris :

En ce qui concerne l'accusation de lâcheté, je ne peux certes pas empêcher Monsieur l'Avocat général de la formuler, mais je peux peut-être le prier, lui qui a prononcé le réquisitoire, d'assister à l'exécution du jugement.

Il ironisa :

Monsieur l'Avocat général me reproche d'être intervenu personnellement pour réclamer une justice plus intransigeante et il m'accuse en même temps d'être pour une part responsable des pillages qui ont été commis pendant la République des conseils. Je ne comprends pas très bien le rapprochement. De deux choses l'une, en effet. Ou bien, comme l'a affirmé le témoin Kämpfer, je n'avais pas le pouvoir de réclamer une plus grande sévérité de la justice, et on ne doit pas, dans cette hypothèse, me reprocher les pillages commis ; ou bien j'avais la possibilité d'instruire le tribunal de ses devoirs, conformément à ce qui m'apparaissait nécessaire dans l'intérêt de nos buts et de nos tâches, et on ne doit pas me reprocher d'avoir agi de la sorte. Quand l'Avocat général me reproche également d'avoir envisagé la possibilité d'instituer la peine capitale, il réclame en même temps cette même peine contre moi, moi qui n'ai jamais assassiné personne ni pillé quoi que ce soit.

C'est au nom de tous les exploités et de tous les spoliés qu'il prenait la parole :

Regardez autour de vous : il y a ici, dans cette enceinte du tribunal, des fonctionnaires qui, dans les conditions présentes, ne gagnent que 150 à 180 marks ; regardez les logements dans les quartiers qu'on appelle aujourd'hui les « repaires spartakistes », et vous comprendrez que nous n'avons pas menacé la paix intérieure : nous avons seulement démontré qu'elle n'existait pas. Le combat continuera tant que cette paix intérieure ne sera pas véritablement installée. Et s'il se transforme un jour en lutte armée, entraînant désastre et misère tels que ce que nous avons connu à Munich dans les premiers jours de mai, ce n'est pas nous qui en serons responsables, mais ceux qui refusent aux travailleurs le droit de décider eux-mêmes de leur sort.

Face à la mort, il essayait encore d'éveiller la classe ouvrière de Munich à la conscience de ses actes, en l'appelant à s'unir pour continuer le combat :

Le prolétariat n'est invincible que lorsqu'il est uni dans ses buts et ses objectifs, et non quand cette unité repose sur des accords purement formels entre diverses organisations.

Et il conclut :

Nous autres communistes, j'en suis conscient, nous sommes tous des morts en sursis. J'ignore si vous allez prolonger mon sursis ou si je vais rejoindre Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. J'attends, en tout cas, votre verdict avec fermeté et sérénité. Je sais, en effet, quel sera ce verdict. On ne peut arrêter le cours des événements...

A plus ou moins brève échéance, d'autres juges siègeront dans cette salle et on accusera alors de haute trahison celui qui se sera opposé à la dictature du prolétariat. Rendez votre jugement si vous estimez qu'il est équitable. J'ai, quant à moi, seulement voulu empêcher

que l'on souillât mon travail politique, le nom de la République des conseils, dont je me sens solidaire, la réputation des ouvriers munichoïis. Eux comme moi, nous avons essayé ensemble de faire notre devoir en toute conscience, vis-à-vis de l'Internationale, de la révolution communiste mondiale !

XXVI

L'effet produit par son discours dépassa tout ce que l'imagination pouvait concevoir. Les soldats préposés à sa garde l'entourèrent et lui serrèrent la main, faisant fi de toute discipline militaire, curieux d'en savoir davantage sur cet homme qu'ils contribuaient, inconsciemment, à rendre silencieux à jamais.

Un vieux colonel se précipita hors de la salle en s'écriant : « C'est un Christ ! Mais il est venu mille ans trop tôt !... »

L'officier qui le raccompagnait dans sa cellule, ne pouvant réprimer ses sentiments, les exprima de façon tout à fait particulière : « Je sais, il aurait été finalement plus simple de vous tuer avant... Mais refuser l'idée que vous avez pu agir pour des motifs nobles aurait tourné au grotesque, et cela aurait été une injustice, une très grave injustice... »

Les représentants de la presse, de la presse bourgeoise il va sans dire, qui étaient venus avec la mission de le clouer au pilori, en furent pantois.

Les Dernières Nouvelles de Munich écrivirent¹ :

Ce que l'on a vu et entendu de Leviné tous ces jours-ci renforce l'impression acquise pendant les semaines d'avril que l'homme qui se trouve devant les juges possède une intelligence extraordinaire et de remarquables dons d'orateur.

1. *Münchner Neueste Nachrichten* du 4 juin 1919.

Le *Courrier de Munich*, organe social-démocrate, déclara de son côté² :

Pour le deuxième jour d'audience, Leviné se tint dans la salle du tribunal avec une parfaite insouciance du sort qui l'attendait, attitude qui ne pouvait qu'infirmier le plaidoyer du procureur... Sans aucun doute, l'absence de pose dans cette attitude de l'accusé a produit son effet sur plus d'un spectateur de la salle d'audience qui n'avait pas eu l'occasion de connaître le Leviné de la seconde République des conseils... Il dispensa ses défenseurs de leur tâche de le disculper. Son discours de clôture, qui rejeta dans l'ombre toutes les déclarations de ses avocats... était éloigné de tous les trucs par lesquels ses porte-parole essayaient d'assurer son salut. Il était clair, calme, objectif, et, de ce fait, présentant des arguments plus efficaces que tous ceux qui avaient été avancés pendant les longues heures précédentes. Là encore, on s'aperçut que cet homme avait les nerfs solides, ce qui avait été mis en doute ; il se révéla également qu'il savait rester habilement maître de la situation, et qu'il s'entendait parfaitement, avec la supériorité qui est la sienne, à mettre en valeur tous les points qui pouvaient lui assurer une influence sur les masses.

La veille, le 3 juin 1919, le même *Courrier de Munich* avait écrit :

Rien de ce que le rapport de police et certains journaux bourgeois ont pu répandre sur la dépression nerveuse du chef de la République des conseils de Munich n'était observable sur la personne de Leviné.

Quant aux *Dernières Nouvelles de Munich*, elles essayèrent de minimiser, par des allusions haineuses, la réaction spontanée qu'avait provoquée le discours de Leviné. On peut y lire, dans le numéro daté comme précédemment du 5 juin 1919 :

2. *Münchener Post* du 3 juin 1919.

Lorsque Leviné parla de « l'appel à rejoindre » Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg qui lui serait prochainement donné, la salle fut parcourue par un bruissement sourd d'ailes noires, et il fallut quelques instants avant que l'on prenne conscience que Leviné lui-même, ce héraut de la révolution mondiale, s'était servi d'une expression qui appartenait à l'univers militaire.

En vérité, cette utilisation d'une expression militaire qui était très courante au lendemain de la guerre n'avait fait que renforcer l'effet tragique de ses paroles.

Les *Dernières Nouvelles de Munich* poursuivent :

Nombreux sont ceux qui ont estimé que le cri « Vive la révolution mondiale ! » par lequel Leviné salua sa condamnation à mort était du théâtre. Il a néanmoins semblé que ce cri... était moins du théâtre qu'une réaction de délivrance à l'insouciance et à la sérénité souriante dont Leviné avait fait preuve jusqu'au dernier moment pendant toute l'audience... ; il a rompu en tout cas radicalement la lourde atmosphère qui, comme toujours en cette circonstance, pesait dans la salle après la proclamation de la condamnation à mort.

Quand on lit ici que les paroles de Leviné ont rompu avec le climat ambiant, il faut comprendre qu'elles remplaçaient tous ces gens sur le terrain des faits : Leviné n'était toujours pas vaincu, et, comme le disait l'officier qui le reconduisait dans sa cellule, il aurait été finalement plus simple de le tuer avant...

La scène est cependant décrite avec respect et avec une certaine chaleur, caractéristique du sentiment que Leviné avait éveillé chez tous ceux qui avaient été en contact avec lui pendant les dernières semaines :

Les juges se sont retirés pour délibérer une dernière fois... Ceux qui, de crainte de perdre leur place, restent dans la salle, discutent des discours des défenseurs et de la brillante plaidoirie de Leviné.

... Leviné est le calme même. Un officier fait reculer des soldats qui s'approchent d'un peu trop près... Leviné parle avec ces soldats, il s'efforce de leur faire

connaître son idéal politique. Jusqu'en ce moment, il reste ce qu'il est : un agitateur politique...

Il est maintenant six heures... Leviné est occupé à lire un journal. De temps en temps, ses yeux cessent, comme en rêve, de regarder la page de journal, et il jette les yeux par la fenêtre : vers la liberté. L'un de ses défenseurs s'approche de lui. Leviné sourit. Son sourire est devenu plus las, plus mécanique. Il manifeste extérieurement beaucoup de calme, mais on remarque que la longue durée des délibérations, même chez un homme de sa trempe, provoque une certaine nervosité.

Tous les quarts d'heure la tension monte, et même ceux qui sont étrangers à l'affaire ne peuvent y échapper... Leviné s'est replongé dans la lecture de son journal. Soudain il se lève, il se rend au fond de la salle, vers l'agent de police judiciaire préposé à sa garde. Il se penche et va parler... C'est alors que la porte de la salle des délibérations s'ouvre... Les dés sont jetés³.

Leviné n'avait qu'un titre de permission temporaire, et il n'avait donc pas été prolongé. Mais sa phrase : « Nous autres communistes, nous sommes tous des morts en sursis... », eut un écho bien au-delà des frontières allemandes. Je l'ai entendu citer à Wilna, à Paris, à Tel Aviv, par des gens qui ignoraient jusqu'à son nom : « Il y a en Allemagne, vous savez, un communiste qui a dit... » De même en Amérique, au Canada. Arthur Koestler mentionne cette fameuse phrase dans son livre *Eclipse de soleil*, en l'attribuant par erreur à Lénine. Isaac Deutscher dit que c'est précisément cette phrase qui a fait de Leviné l'idole légendaire de sa jeunesse.

La victoire morale de Leviné fut si importante qu'il sembla lui-même étourdi par l'effet qu'elle produisait et qu'il crut un moment qu'on n'oserait pas exécuter la sentence.

A la fin du procès, il demanda l'autorisation de me voir et obtint la possibilité de me parler pendant une demi-heure. On me conduisit vers lui. J'étais convaincue que c'était pour lui dire adieu. Indifférent à son propre sort, il sut tout de suite ce que je pensais. « Non, il ne se passera rien », ne cessait-il de répéter.

3. *Münchener Neueste Nachrichten* du 4 juin 1919.

J'eus besoin d'un peu de temps pour comprendre ce qu'il voulait dire. Les larmes lui en venaient presque aux yeux. Quand j'eus retrouvé mon calme, il me dit : « C'est bien ce que je craignais, j'ai demandé expressément aux avocats de te préparer avec précaution à cette entrevue. Quelle maladresse effroyable !... » Il en était tout bouleversé. Il donnait presque l'impression d'avoir oublié que c'était lui, et non moi, qui devait envisager une mort tragique. « Tu m'as beaucoup manqué, ajouta-t-il, mais peut-être que c'était mieux ainsi. L'épreuve aurait été trop grande pour toi... » Et il se mit à me parler du procès, me répétant les passages les plus importants de sa plaidoirie.

Nous étions assis dans une très grande salle, bourrée de gardiens et de policiers de tous grades. Le directeur de la prison semblait avoir rameuté tout le monde pour cet événement sensationnel. On se pressait en avant pour ne pas perdre évidemment un seul mot. C'était un public agité, fasciné. Leviné, examinant un moment les visages excités, dit calmement : « Non, ils n'oseront pas... » Mais ses paroles avaient le ton d'une constatation politique objective. L'espoir était absent de sa voix.

La sentence avait été annoncée le mardi 3 juin au soir. Conformément à la loi martiale, cette sentence devait être exécutée dans les vingt-quatre heures. Mais c'était la première grande exécution politique du siècle, le gouvernement voulait attendre la réaction des ouvriers. A Munich, il n'y avait pas de résistance sérieuse à attendre. Le lendemain, cent trente ouvriers furent arrêtés par mesure de précaution. Tout dépendait maintenant de l'ensemble du pays.

Pendant tout le procès, la presse social-démocrate s'était efforcée d'endormir la vigilance des ouvriers. Elle raillait les craintes des communistes : on ne songeait pas, affirmait-elle, à faire des communistes des martyrs en exécutant leurs dirigeants.

Les communistes et les Indépendants ont une chance qu'ils ne méritent pas. Parmi les assassins de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, celui pour lequel le tribunal de guerre également avait admis une part de culpabilité a disparu depuis lors. Et mardi, à Munich, le bolchevik russe Leviné-Nissen, devant une cour martiale instituée en raison de l'état de siège, a été condamné pour haute

trahison. Aucun ministère au monde ne sera assez fou pour mettre à exécution cette sentence⁴.

Le 5 mai encore, la *Voix du peuple* donnait dans la campagne d'excitation qui battait alors son plein :

Mercredi, le gouvernement des Conseils des aventuriers spartakistes a fait assassiner un certain nombre de nos concitoyens pris comme otages au lycée Luitpold. Ces malheureux ont été tués de manière si bestiale que trois des victimes seulement, samedi, avaient pu être identifiées. On les a trouvées entassées dans la cour du lycée Luitpold. On avait retiré les souliers des cadavres. Un cadavre de femme, non identifié, portait les marques de tortures très particulières. On avait crevé les yeux des autres victimes, et on leur avait coupé la langue et les mains... Au moment de l'assassinat, Leviné-Nissen et le docteur Levien se trouvaient dans la cave du lycée Luitpold.

Voilà les histoires abominables qu'ils publiaient, tout en étant obligés d'avouer *sur la même page* :

Comme il a été indiqué dans la *Gazette de Francfort*, l'annonce publique officielle du massacre insiste étrangement (!) sur le fait que les mutilations, dont les premières informations faisaient état, n'ont pas eu lieu.

Le Premier ministre de Bavière, Hoffmann, prit prétexte de la maladie de sa femme pour disparaître en Suisse. Il se lava les mains de l'affaire, envoyant simplement un télégramme où il demandait de *surseoir* à l'exécution de la sentence. Ce télégramme arriva « trop tard ». C'est également « trop tard » que parvint un autre télégramme où le chancelier d'Etat Scheidemann proposait la même chose.

Au matin du jeudi suivant, lorsqu'il devint évident que le pays restait calme, le sort de Leviné fut définitivement fixé. Le gouvernement publia l'avis suivant le jeudi 5 juin :

4. *Volksstimme* (organe de la social-démocratie pour l'Allemagne du Sud-Ouest) du 4 juin 1919.

Le cabinet ministériel n'a trouvé aucun motif qui autoriserait à lever la peine de mort prononcée par le conseil de guerre, pour haute trahison, contre Eugen Leviné, et qui permettrait de le gracier⁵.

La sentence fut exécutée à treize heures quarante-cinq, en toute hâte. Auparavant, son dernier vœu avait été exaucé : durant une heure, il avait eu l'autorisation de me faire ses adieux, de douze à treize heures.

5. Dans *Münchner Neueste Nachrichten* du 5 juin 1919.

XXVII

Il est arrivé aux grands écrivains russes de décrire, sous des couleurs lumineuses, des héros qui se disposent à mourir. Ce n'étaient plus des créatures torturées et tremblantes, poussées à coups de fouet dans un vide sinistre et horrible, mais des êtres humains qui, avec dignité, s'élèvent à de nouvelles hauteurs spirituelles.

Aucune de ces représentations idéales n'a pourtant atteint l'humble et sereine simplicité avec laquelle Leviné assumait sa mort précoce, lui qui se trouvait dans la plénitude de sa vie. Etrangement confiant et tranquille, il laissa paraître plus de sensibilité et de compréhension qu'il n'en avait jamais montré jusqu'alors.

Quand je pénétrai dans la pièce, il m'attendait déjà. Il était d'une pâleur cadavérique. L'heure à laquelle la sentence devait être exécutée venait tout juste de lui être communiquée quelques minutes avant, et il ne savait comment me l'annoncer. C'était son plus grand souci, apparemment. Car, après, il fut visiblement soulagé, retrouvant son teint habituel.

Il voulut d'abord me préparer à cette nouvelle avec ménagement : « Il ne m'arrivera rien. Ce n'est pas encore décidé. Nous ne savons encore rien de précis. » Puis, à voix basse : « Oui, Oslik, c'est pour aujourd'hui... bientôt... Non, je ne te dirai pas quand. Il vaut mieux pour toi que tu ne le saches pas. » Il avait bien réfléchi à tous les détails : « Je n'ai pas peur. Toi non plus, tu ne dois pas avoir peur. Maintenant, tout va être facile. Si cela s'était produit il y a quelque temps, j'aurais eu affaire à

des gens hostiles se déchaînant contre moi, et cette pensée me préoccupait. Aujourd'hui, les choses ont changé : ces mêmes gens savent que je ne suis pas leur ennemi. Ce sera bientôt fini. Tu auras à souffrir bien davantage. Mais pense à ceci : ne t'enferme pas dans une vie morne, tu n'as pas le droit de te confiner dans une vie morne... » Il insistait, bien qu'il sût à quel point ces paroles étaient dénuées d'importance pour moi en cet instant : « Pense à notre garçon. Il ne faut pas qu'il voie sa mère malheureuse... »

Nos deux gardiens s'étaient retirés discrètement à l'autre bout de la pièce. Ils ne se cachaient pas pour sangloter. Comme il était en milieu ami, il se mit à parler en russe. Il ne pouvait supporter le manque de naturel que représentait pour lui le fait de parler une autre langue avec moi, et il eut l'air d'être soulagé, d'être enfin lui-même.

Nous étions assis sur un bat-flanc. Il souriait. Il riait même. S'il versa quelques larmes, ce fut pour moi seule. « Pauvre Oslik... » Pas une plainte pour lui, pas un mot de ses souffrances à lui. Parlant de notre amour, il évoqua des épisodes qui l'avaient ému, ou qui l'avaient rendu heureux, et dont il semblait retirer encore de la joie jusque dans ces derniers moments.

Quelqu'un entra dans la pièce. Il nous volait un temps précieux. Leviné demanda calmement : « Etes-vous ici pour des raisons de service ?... » Puis : « Non, non, mon ami, vous n'avez rien à faire ici... » Ce n'était pas un reproche. Mais sa voix avait un tel ton que l'homme, se cachant le visage, se pressa de sortir.

« Que dois-tu faire ? Ce que toi-même tu voudras bien faire. Tu trouveras toute seule. Tu paies ton tribut à la révolution. Tu verras bien ensuite ce que tu pourras faire. Ne te sens liée par aucune promesse d'aucune sorte. »

« Je suis heureux et calme. Laisse-moi te regarder encore une fois, Oslik. Laisse-moi te regarder vraiment encore une fois... », ne cessait-il de répéter, comme s'il ne faisait que partir pour un assez long voyage.

Le temps passait. Les gardiens nous le rappelèrent. Mais Leviné répondit qu'on ne devait tout de même pas être à quelques minutes près. Et pourtant si. A treize heures précises, un officier ouvrit la porte : « Leviné, préparez-vous ! »

Leviné me regarda. Par amour pour moi, il demanda cinq

minutes de plus. « Ma chérie, tout sera bientôt fini. Donne-moi ton mouchoir... »

Il pressa le mouchoir mouillé de larmes contre son cœur : « Je l'emporte avec moi, je le garderai dans la main. »

De ma cellule, je lui avais apporté quelques fleurs. Il en prit une et la mit avec précaution à sa veste.

L'officier revenait.

Leviné s'avança. Je le suivis en aveugle, accomplissant des efforts surhumains pour me montrer aussi calme que lui, pour être digne de lui, remplie de vénération pour la droiture de son attitude, une attitude qui n'est celle que des saints ou des enfants.

Nous nous séparâmes.

Son étonnante promptitude à tracer une ligne de partage entre le domaine politique et le domaine privé fut également efficace en cet instant.

Le corridor était bondé de soldats. Il ne fallait pas qu'ils le voient en proie à la faiblesse, à la douleur.

Il se ressaisit et leva la tête.

Je le vis descendre d'un pas ferme le long, très long couloir, et disparaître dans sa cellule sans se retourner ou me regarder.

A son avocat, il écrivit un dernier billet : « Adieu à vous, cher comte ! Après mon exécution, donnez, je vous en prie, ce cahier à ma femme d'ici quelques semaines. Et donnez le programme de la Ligue spartakiste à mon fils. » Puis il nota dans son journal : « C'est l'heure de ma dernière promenade. »

Sur une autre feuille, il avait écrit quelque chose en russe. Un mot qui, en raison de sa sonorité populaire, avait enflammé mon imagination, se trouvait dans ces quelques lignes. Durant toutes ces années, je m'étais attendue un jour ou l'autre à le lui voir employer. Le traduire n'est pas possible. « Fête de mes yeux » est ce qui s'en rapproche le plus pour le sens. Il épuisait tout son vocabulaire à la recherche de mots d'amour toujours nouveaux, mais, celui-là, il ne l'avait pas encore trouvé. Il ne lui était venu qu'au seuil de la mort : *Niénagliadnāia*...

A ma femme, ma chérie, mon unique, ma bien-aimée,
Niénagliadnāia !

Je te serre dans mes bras. Je t'embrasse, toi que j'ai aimée, toi seule. Je te remercie pour tout le bonheur

que tu m'as donné. Je viens tout juste de te voir. C'est plein de toi que je m'enfonce dans la mort.

Ton T.

Merci, merci !

Il n'avait perdu aucune de ses forces. Ses facultés intellectuelles s'étaient tout simplement déployées jusqu'à leurs plus extrêmes limites. S'il mourait, c'était par amour de ses concitoyens. Il s'occupait encore à consoler le gardien qui le conduisait à l'exécution : « Oui, je sais, je sais, il est dur pour vous, à votre âge, de m'accompagner sur ce bout de chemin... »

Il refusa qu'on lui mît un bandeau sur les yeux. Face au peloton d'exécution, il leva la main qui tenait mon mouchoir, saluant le véritable amour de sa vie, pour la dernière fois, d'un cri : « Vive la révolution mondiale ! »

Les récits des dernières minutes de Leviné sont loin de manquer. Mais fiction et vérité s'y confondent. C'est la version de la dernière cigarette qui a été la plus coriace : « Il est allé au-devant de la mort la cigarette aux lèvres », a relaté le correspondant munichoïse de la *Gazette de Berlin*.

Le gardien qui l'avait accompagné m'a transmis, quelque temps après, les derniers adieux de Leviné. Il m'a raconté que sa souffrance avait été de courte durée. La première salve l'avait atteint en plein cœur. Il m'a décrit avec précision l'attitude de Leviné — sans qu'il fût question d'aucune cigarette.

XXVIII

Je n'entendis pas les coups de feu. La vie, d'ailleurs, est à l'origine de plus d'une tragi-comédie. Par précaution, ma gardienne m'avait transférée dans une grande cellule, où elle avait également amené deux codétenues qui lui semblaient adaptées aux circonstances : Mme Kämpfer et Mme Klingelhöfer. C'étaient de très bonnes amies, visiblement heureuses de pouvoir parler avec quelqu'un.

Mon sort parut, avant tout, éveiller en elles la conscience de leur propre bonheur, car elles rivalisèrent presque dans leurs louanges de l'amour et de la sollicitude que leur portaient leurs maris...

La gardienne refusait de me ramener dans ma cellule, car il ne fallait pas que je reste seule. J'ignore combien de temps s'écoula. Soudain, M^e Pestalozza entra et m'emmena.

Il est jusqu'à Toller à ne guère m'avoir épargnée, donnant cette version tout à fait personnelle de ma situation : « ... de l'autre côté, dans la prison des femmes, il y avait sa femme qui hurlait ; elle pressait ses mains contre ses oreilles pour ne pas entendre les coups de feu qui le tuaient¹ ».

Par cette scène mélodramatique, il a voulu manifestement exprimer sa compassion. Mais, en vérité, le choc que j'ai ressenti n'est venu que beaucoup plus tard. C'est seulement bien des années après que j'ai pu lire le récit de l'exécution.

La vie n'est pas sans provoquer non plus, hélas, des événe-

1. Ernst TOLLER, *Eine Jugend in Deutschland*, Amsterdam, 1933.

ments grotesques ! Le comte Pestalozza, fidèle exécuteur des dernières volontés de Leviné, avait mal compris celui-ci quand il se référait à ses origines juives, et il avait prévu un enterrement selon le rite juif, avec tout ce qui s'y rattache, y compris un rabbin pour le discours sur sa tombe.

La mort de Leviné souleva une indignation énorme. Personne ne se laissa prendre aux télégrammes de pure forme de Hoffmann et de Scheidemann — quand de telles personnalités envoient des télégrammes, ils ne peuvent pas arriver en retard... La *Gazette de Francfort*, journal libéral, écrivit que le devoir des sociaux-démocrates était, « par tous les moyens, au risque même de provoquer une crise ministérielle », d'empêcher cette exécution.

Même le *Nouveau Journal*, de Berlin, lui qui avait présenté Leviné comme « celui qui fourvoyait le prolétariat de Munich », et comme « un personnage peu reluisant, qui a laissé tomber les ouvriers au beau milieu de la bataille, et qui était donc indigne d'une mesure de grâce », en vint à conclure :

On ne cache pas ici, dans les plus larges milieux, depuis l'entourage gouvernemental jusque dans les cercles étrangers aux idées socialistes, qu'il eût été préférable, au lieu d'exécuter la sentence, étant donné les circonstances dans lesquelles Leviné a commis ses crimes, de faire preuve d'habileté politique et de surseoir à cette exécution. Les deux partis socialistes, qui en d'autres occasions se livrent une lutte impitoyable, étaient cette fois d'accord pour dire que, dans le cas concerné, la grâce était tout simplement une obligation.

La presse social-démocrate ne trouva pas de mots assez durs. La *Voix du peuple*, déjà citée, écrivit à la date du 7 juin :

C'est avec indignation que le parti social-démocrate du Grand-Francfort prend connaissance de l'exécution de la sentence condamnant à mort Leviné-Nissen. Dans la mesure où nous sommes des adversaires de la peine de mort, nous ne pouvons comprendre la mise en application des condamnations à mort, et encore moins qu'on exécute un révolutionnaire, comme Leviné en était un malgré tout...

La condamnation prononcée à Munich et sa mise en application ont provoqué une indignation générale dans la classe ouvrière. Puisqu'ils ont agi autrement que ce qu'on était en droit d'attendre d'eux, les ministres sociaux-démocrates de Bavière doivent démissionner. Leur comportement est à la limite des manquements qui justifient une exclusion du parti.

Ce journal eut même un mot de bonté pour Leviné en rapportant ces propos du docteur Kurt Rosenfeld : « L'un de ces héros vient de tomber, dit celui-ci, comme jamais le tribunal n'en vit se justifier avec plus de noblesse et d'abnégation... »

Qu'on ait eu affaire, quand on se représentait clairement les choses, à un meurtre légal manifeste renforçait encore l'exaspération. Il suffisait d'analyser les fondements juridiques sur lesquels le verdict avait été échafaudé pour voir avec quel cynisme le tribunal avait abusé de son autorité.

La première République des conseils, née en tout état de cause d'un acte de trahison, avait été définie avec bienveillance comme « une simple rébellion contre le gouvernement constitutionnel légal ». Celui-ci, était-il dit, avait simplement « transféré son siège à Bamberg en préservant expressément ses droits ». Cette considération, cousue de fil blanc, permit d'user d'indulgence à l'égard de cette première République des conseils.

La seconde République des conseils, en revanche, n'avait enfreint en aucune manière l'autorité d'un gouvernement constitutionnel, mais celle d'un gouvernement « illégitime », lequel avait été fondé contre l'opposition de Leviné.

Ce n'était pas au tribunal de prononcer un jugement politique, mais il lui revenait de peser les motifs qui avaient dicté sa conduite politique à l'accusé.

Le tribunal préféra laisser de côté ce point crucial. Au lieu de l'aborder, il se montra avide de détails sur les mesures révolutionnaires de Leviné destinées à « faire passer l'ensemble des structures juridiques et économiques dans un Etat communiste (ou socialiste) », pour donner finalement cette interprétation arbitraire : « Il est établi que quiconque procède de cette façon avec la destinée d'un peuple est animé par une disposition d'esprit marquée d'infamie. »

En d'autres termes, il faut en conclure que les idées d'un homme doué d'aussi « grandes facultés intellectuelles » que Leviné auraient dû coïncider avec les opinions du ministère public. Manquer à l'obligation de partager ces opinions portait le sceau de l'infamie, et devait donc être puni de mort.

C'était se moquer de la justice. La « justice de classe », ce n'était plus là une expression lancée par des communistes en guise d'injure, mais une réalité manifeste. Les sentences contre le professeur Salz, contre celui qui avait hébergé Leviné chez lui, Botho Schmidt, et contre le communiste Zimmer, en portaient, elles aussi, les marques hideuses.

Les deux premiers accusés avaient été mis en liberté sur-le-champ.

Dans le cas du docteur Salz et de Botho Schmidt, aucun signe pouvant relever du crime d'assistance directe à haute trahison n'a été constaté, pas plus qu'une preuve suffisante de complicité. En foi de quoi, ils sont acquittés.

Dans le cas de Zimmer, aucune preuve suffisante d'assistance directe au crime de haute trahison n'a pu être apportée ; en revanche, le tribunal le soupçonne fortement d'être coupable de complicité.

Zimmer n'était pas du nombre de ceux qui avaient offert un refuge à Leviné. Son crime était simplement de m'avoir aidé en servant d'intermédiaire pour un échange de lettres privées. Cité devant un tribunal ordinaire, il fut condamné à deux ans de prison.

Outrés, les ouvriers répondirent à l'exécution de Leviné par des manifestations et par une grève générale de vingt-quatre heures qui fut suivie dans tout le pays. Les grandes villes furent entièrement paralysées.

La *Voix du peuple* du 7 juin 1919 publia le procès-verbal suivant :

A une majorité écrasante, les ouvriers et les employés du Grand-Berlin décident une grève générale d'une journée. Le décompte des voix adverses donne 3 ou 4 voix pour les démocrates [*déchaînement de huées*]...

Le président conseille de faire exception pour les employés du gaz, de l'électricité et des eaux [*protestation violente, vacarme prolongé*].

Des conflits éclatèrent çà et là. *Le Nouveau Journal* parla d'excès graves à Hambourg :

Un grand meeting de protestation contre l'exécution de Leviné a eu lieu sur le terrain de Heiligensstadt. Tous les orateurs ont attribué à Scheidemann et à Noske la responsabilité des événements récents de Munich. Les drapeaux rouges qu'on avait amenés étaient en partie garnis de crêpe en signe de deuil².

Mais tout cela arrivait aussi... trop tard !

2. *Die Neue Zeitung* (Berlin) du 7 juin 1919.

XXIX

On ne peut être parfaitement juste à l'égard de Leviné que si l'on compare sa politique à celle des bolcheviks, et plus précisément à partir de ce qui est resté dans l'histoire sous le nom des journées de Juillet.

Certes, ces journées de Juillet sont nées d'un mouvement de masse rassemblant 500 000 ouvriers, soldats et marins qui manifestèrent dans les rues de Saint-Petersbourg en scandant le mot d'ordre bolchevique : « Tout le pouvoir aux soviets ! », alors que les événements de Munich ont été simplement la conséquence d'un accord conclu entre quelques dirigeants, sans le moindre mouvement de masse. Néanmoins, il est indéniable qu'une ressemblance existe entre ces deux séries d'événements.

Dans les deux cas, les mouvements ont été considérés comme prématurés par les partis. Ils se sont imposés contre leur volonté, en dépit de leurs mises en garde insistantes, et ils ont soulevé les mêmes problèmes : « Quel est le devoir de la direction d'un parti communiste quand elle se voit confrontée à une situation aussi compliquée ? »

La lutte de Leviné contre l'instauration d'une République des conseils est en complet accord avec la tentative des bolcheviks de faire avorter le mouvement de juillet. Ses arguments contre la participation au mouvement furent presque identiques à ceux développés par Lénine. Celui-ci a expliqué :

Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des deux capitales... Nous n'au-

rions pu conserver le pouvoir... bien que Petrograd fût par instants entre nos mains, car nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas alors accepté de *se battre*, de *mourir* pour la possession de la ville ; il n'y avait pas alors cette « exaspération », cette haine implacable... L'armée et la province auraient pu marcher, et auraient marché contre Petrograd¹.

Mis à part les motifs surtout politiques et stratégiques, une République des conseils ne peut devoir sa proclamation qu'à des conseils, et seulement si une majorité de communistes est derrière eux, avec l'inévitable intervention favorable de l'armée, et ainsi de suite. C'est tout à l'honneur de Leviné que de parler exactement comme Lénine, et presque dans les mêmes termes, du manque de décision des masses : « Mais où sont donc vos regards lumineux ? Où est votre enthousiasme ? Où votre volonté de vous battre et de mourir pour la République des conseils ? »

Lénine écrit de son côté :

A ce moment, les bolcheviks eux-mêmes n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir décidé sciemment de traiter Tsérételli² et consorts en contre-révolutionnaires³.

Ce n'est pas commettre une erreur que de mentionner ici que le Parti communiste allemand était, sur ce point, en avance sur les bolcheviks. Rosa Luxemburg ne se faisait pas d'illusions sur les Tsérételli allemands et Leviné a prévu dès le début que les Ebert seraient tout aussi prêts à tirer sur leurs pères et leurs fils que Guillaume II.

Mais un parti révolutionnaire ne peut rester à l'écart, ni se complaire dans un rôle de mentor, de prophète qui prédit intelligemment l'avenir : il doit donner une réponse positive à la question « que faire en cette situation ? »

Les bolcheviks ont été entraînés pratiquement contre leur volonté dans le mouvement de Juillet. Que devaient-ils faire, alors que l'ensemble de leurs partisans étaient descendus dans la rue ?

1. V. LÉNINE, « Le Marxisme et l'Insurrection », lettre au Comité central du P. O. S. D. R., écrite les 26 et 27 septembre 1917, *Œuvres*, t. 26, éditions en langues étrangères (Moscou), 1958, p. 14-15.

2. Dirigeant menchevique.

3. *Œuvres*, t. 25, p. 273, « Rumeurs de complot ».

Ils se sont rendu compte que leur seule tâche était de donner au mouvement un « caractère organisé et pacifique », et ils ont mis toute leur autorité à empêcher tout abus de pouvoir. Ce qui, en l'occurrence, voulait dire continuer à retenir les masses d'aller plus loin.

Dans ces conditions, Leviné avait-il raison de prendre le pouvoir dans la situation d'alors ? Et en acceptant le combat ?

C'est ce que les bolcheviks avaient refusé malgré la pression énorme exercée sur eux. Plus exactement : les bolcheviks *sans Lénine*. Bien qu'il assumât inconditionnellement la responsabilité de la politique du parti (« Un dirigeant n'est pas seulement responsable de ses propres actes, il l'est aussi des actes de ceux qu'il dirige »), il est caractéristique de noter que Lénine jugea nécessaire de faire annoncer, au début de ces journées critiques, qu'il était malade et absent de la ville.

Le Comité exécutif des soviets, à majorité menchevique, était naturellement encore moins disposé à faire le saut. Epuisés par deux journées passées à défiler sans but dans les rues, les manifestants obéirent alors, dans la confusion la plus extrême, au mot d'ordre de dispersion donné par les membres du service d'ordre du parti.

Certes, Lénine est intervenu pour soutenir cette politique, mais il n'a pas accepté de gaieté de cœur la tournure qu'avaient prise les événements, et il n'a cessé de revenir sur la question essentielle qu'ils posaient. Autant que je sache, c'est le seul cas où certaines contradictions et inconséquences troublent ses arguments.

« A l'époque, Petrograd n'avait pas pu prendre le pouvoir, même matériellement⁴... », écrivait-il au Comité central de Moscou, tandis qu'il avait écrit auparavant : « Nous n'aurions pu conserver le pouvoir [...] bien que Petrograd fût par instants entre nos mains⁵. »

L'autre argument, selon lequel l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Petrograd, est infirmé par une autre affirmation, selon laquelle « les troupes ne marcheront pas contre un gouvernement de la paix ».

4. LÉNINE, « Rumeurs de complot », rapport au Comité central, écrit les 31 août et 1^{er} septembre 1917, in : *Œuvres*, t. 25, éditions en langues étrangères (Moscou), 1957, p. 273.

5. LÉNINE, « Le Marxisme et l'Insurrection », p. 15.

Lénine est encore plus clair lorsqu'en face de la terreur à laquelle était soumis le parti, malgré sa réserve (Lénine a dit : « Nous serons obligés de payer le prix du sang »), il aboutit à la conclusion suivante : « Si les bolcheviks ont commis une faute, c'est d'avoir refusé de prendre le pouvoir. »

Il y a cependant une réponse bien plus nette encore. Quelques semaines avant les journées de Juillet, du 16 au 18 juillet 1917, Lénine écrit fin août, en prévision d'une situation semblable à Moscou :

... après la grève, les journées du 16 au 18 juillet, Moscou acquiert ou peut acquérir l'importance d'un *centre*. Dans ce vaste centre prolétarien, plus grand que Petrograd, peut très bien se développer un mouvement analogue à celui du 16 au 18 juillet. Au cours de ces journées notre tâche était, à Petrograd, de donner au mouvement un caractère pacifique et organisé. *C'était* le mot d'ordre juste. Maintenant, à Moscou, la tâche *apparaît* tout autre. L'ancien mot d'ordre serait archi-faux. Maintenant la tâche serait de *prendre* nous-mêmes le *pouvoir* et de nous proclamer gouvernement au nom de la paix, au nom de la terre aux paysans...

... Il est d'une importance extrême d'avoir à Moscou, « au gouvernail », des gens... qui comprennent, en cas de mouvement, les *nouveaux* objectifs, le *nouveau* mot d'ordre de prise du pouvoir, les *nouvelles* voies et les *nouveaux* moyens de sa réalisation...

Cette situation est très semblable à celle qui existait à Petrograd à la veille des journées des 16 au 18 juillet 1917. Mais la différence est énorme : à l'époque, Petrograd n'avait pas pu prendre le pouvoir, même matériellement [*nous avons vu que ce n'était pas exact*⁶] et, s'il l'avait pris matériellement, il n'aurait pas pu le garder politiquement...

La situation est aujourd'hui tout autre. Si un mouvement spontané venait à se produire maintenant à Moscou, notre mot d'ordre devrait être précisément la

6. Indication donnée par moi, Rosa Meyer-Leviné.

prise du pouvoir. Aussi est-il d'une haute importance, de la plus haute importance, que le mouvement soit dirigé à Moscou par des hommes à la hauteur de la tâche, comprenant *pleinement* le mot d'ordre pour l'avoir bien médité⁷.

On ne peut guère qualifier la situation du pays de plus *favorable* à un soulèvement bolchevique. Au contraire, la contre-révolution était plus forte que jamais, et dans son *Histoire de la révolution russe* Trotsky trace un tableau accablant de l'état lamentable du parti bolchevique, de son déclin rapide, qui allait de pair avec l'apathie, la perte de confiance, la désillusion, et même l'hostilité du côté des ouvriers : « Les journées de Juillet eurent pour conséquence un déplacement à droite du pouvoir... La réaction était à l'offensive, la démocratie sur la voie de la retraite. »

Le parti commençait tout juste à se remettre de ces coups durs. Moscou lui-même devint le centre de menées contre-révolutionnaires, la grève de vingt-quatre heures, mentionnée plus haut, protestait désespérément contre une conférence que les ouvriers considéraient comme une nouvelle provocation et une nouvelle conjuration des forces réactionnaires.

Il ne faut pas oublier que Lénine a parlé nettement d'un mouvement « spontané », c'est-à-dire d'un *mouvement encore prématuré* et d'une situation analogue à celle d'« avant les journées de Juillet ». Car, lorsqu'il jugea que le moment était venu, il n'attendit pas que les ouvriers passent à l'attaque, mais fixa lui-même le moment du soulèvement, et avec quelle insistance passionnée !

Non, rien n'avait changé, si ce n'est le fait que Lénine avait de nouveau pleinement la situation en main.

Il faut voir dans sa lettre un complet renoncement à la politique de juillet ; elle reste également tout à fait en accord avec les avertissements répétés qu'il avait lancés devant le danger à vouloir réprimer des énergies révolutionnaires accumulées, une fois qu'elles se sont donné libre cours, ainsi qu'avec les théories de Marx.

7. V. LÉNINE, « Rumeurs de complot », *Œuvres*, t. 25, p. 272-274.

De même, la question de savoir si les bolcheviks auraient pu *conserver* le pouvoir à cette époque est dénuée d'intérêt — beaucoup de gens, et même des mencheviks, ont jugé que c'était possible. Lénine défendit le soulèvement de Moscou pendant la révolution de 1905, soulèvement voué d'avance à l'échec, en rétorquant à la célèbre parole de Plékhanov : « Nous n'aurions pas dû prendre les armes », par les propos suivants : « Une défaite au cours de la lutte est la source de victoires futures. » Il voyait ainsi dans une retraite effectuée sans combattre le pire des facteurs de démoralisation. La défaite morale consécutive aux journées de Juillet était irréfutable, et pourtant même Trotsky l'évalua en la comparant à une défaite « physique » : « Les victimes se comptaient par dizaines et non par dizaines de milliers. La classe ouvrière ne sortit de l'épreuve ni décapitée ni exsangue⁸. » Il ne comptait pas, en plus, les ouvriers de Saint-Pétersbourg envoyés dans les tranchées, ni les victimes de la peine de mort rétablie, etc., et ignora naturellement le fait qu'un gouvernement menchevique n'aurait pu se permettre, dans son propre intérêt, de tels massacres : il aurait dû concéder trop de pouvoir aux généraux contre-révolutionnaires, et sa lutte contre Kornilov prouve qu'ils ne sont pas allés si loin.

Abstraction faite de ces rappels historiques, les lois de la révolution ne connaissent pas de différences entre une défaite morale et une défaite physique, toutes les deux sont mortelles. Pour parler cyniquement, les victimes font partie des faux frais du bilan général. Les milliers de gens qui ont risqué leur liberté et leur vie, et qui ont péri parfois au service de la révolution, ne s'attendaient pas à recevoir une rétribution immédiate.

« Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union de plus en plus large des travailleurs », nous apprend le *Manifeste du parti communiste*.

« Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'ait pas atteint son but, il voyait une expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus impor-

8. TROTSKY, *Histoire de la révolution russe. La Révolution d'Octobre*, 1933, p. 77.

tant que des centaines de programmes et de raisonnements », nous dit Lénine⁹ de Marx.

Si une aggravation récente de la situation est intervenue, une défaite morale peut provoquer davantage de destruction physique ou ajourner la révolution *sine die*. Et Lénine a mis en garde avec des accents passionnés contre une retraite effectuée sans combattre.

En fait, Leviné agissait en accord total avec les enseignements de Lénine. Mais la connaissance de la théorie à elle seule ne saurait être une garantie que celle-ci sera correctement appliquée. Pas, en tout cas, lorsqu'elle exige des décisions sur la vie et la mort, et en premier lieu sur sa propre vie. Au-delà de la théorie, Leviné a dû chercher sa voie dans une situation qui évoluait presque tous les jours, et pour laquelle l'histoire ne connaissait aucun précédent. Lui-même était destiné à ajouter à la théorie révolutionnaire un nouveau chapitre afin de prouver de façon nouvelle sa validité.

Que la fonction du dirigeant révolutionnaire dans l'histoire soit surestimée ou sous-estimée, il ne faut pas exagérer le sens qu'elle a.

Bien sûr, un dirigeant est incapable de créer les conditions qui le mettent à même de déterminer le cours de l'histoire, mais même les conditions les plus favorables peuvent se révéler inopérantes sans ce qu'on appelle « le facteur personnel ».

Lénine a mis en garde contre le fait qu'il n'y a pas de difficulté, aussi grande soit-elle, pour la classe dirigeante, dont elle ne puisse venir à bout — « si nous le lui permettons ».

En d'autres termes : sans un parti et un collectif de dirigeants capables et possédant une bonne formation politique, la classe ouvrière n'est pas en mesure de parvenir à se libérer.

Trotsky, sans aucun doute l'un des plus grands dirigeants révolutionnaires, va encore plus loin. Il attribue le succès de la révolution d'Octobre à un seul homme, non à lui-même mais à Lénine — et, s'il est impossible de prêter une qualité à Trotsky, c'est bien la modestie ! Naturellement, une révolution aurait eu lieu. Mais sans l'aptitude de Lénine à embrasser l'ensemble des problèmes, sans sa puissance visionnaire, elle se serait décom-

9. V. LÉNINE, « L'Etat et la Révolution », dans *Œuvres*, t. 25, p. 447.

posée en une série de soulèvements qui n'auraient eu aucun lien entre eux et qui auraient pu être écrasés les uns après les autres.

Trotsky explicite son point de vue, qu'il qualifie d'éminemment peu « marxiste », en disant que seul Lénine était capable de créer un état d'esprit national et d'adapter la politique qu'il proposait au parti *au moment opportun* aux conditions et aux tâches nouvelles, en tenant compte que, dans une situation révolutionnaire, le temps est un facteur décisif.

C'est pourquoi la réussite d'un dirigeant révolutionnaire dépend, dans une large mesure, de sa capacité à assimiler les théories de Lénine, à assimiler sa manière de penser, tous les traits particuliers qui le distinguent de tous les autres révolutionnaires brillants et dévoués.

Après Lénine, la politique s'est faite science. « Sans théorie révolutionnaire, pas de pratique révolutionnaire... » C'est pourquoi le dirigeant d'une révolution moderne est très éloigné de l'image d'un aventurier doué d'une puissance mystérieuse qui lui permet d'obtenir de la « populace » une obéissance aveugle.

Un dirigeant se doit d'être en avance sur le peuple auquel il appartient, ce qui exige de lui une vaste ouverture sur tous les problèmes, la faculté de déterminer les parallèles historiques qui peuvent exister, une connaissance approfondie du présent comme du passé.

Lénine réclamait de *chaque* membre du parti qu'il connût les événements importants de l'histoire et de la vie publique. Pour les dirigeants, insistait-il, il leur fallait, pour « battre » leurs adversaires, s'appropriier non seulement le savoir politique et économique, mais toute la culture bourgeoise de leur époque, et faire de la politique, pour être à la hauteur de leurs fonctions, leur tâche principale avant toute autre préoccupation. La formation intellectuelle, le talent dans la manière de rédiger ou de s'exprimer, tout cela doit être considéré comme purement « accessoire » — ce qui compte, c'est le dévouement à la cause révolutionnaire, la volonté de mettre sa vie à son service.

La vie et la mort sont indissociables de la lutte, et un dirigeant révolutionnaire doit être prêt à consentir les plus grands sacrifices. Tous les grands changements révolutionnaires continuent effectivement, par rapport à l'ensemble d'un parti, à exiger des diri-

geants le plus fort tribut. Plus encore : les dirigeants qui ont vécu en se conformant à ces principes n'ont jamais cessé de considérer leur sort comme une distinction qu'ils ont toujours préférée aux tentations de la vie bourgeoise.

« Je vous le dis, déclara Liebknecht devant le tribunal, aucun général n'a jamais porté son uniforme avec la fierté que j'aurai à porter mon costume de détenu. » Et Leviné disait des lourdes chaînes qu'il devait porter dans sa cellule, à Munich, qu'elles étaient sa croix de fer.

C'est très consciemment que Leviné se forma pour sa tâche. D'esthète et rêveur qu'il était, il parvint à se transformer en un combattant décidé, discipliné, qui ne faillit jamais dans l'accomplissement de son devoir révolutionnaire.

Parfois le parallélisme de sa pensée avec celle de Lénine se manifeste en des termes d'une ressemblance stupéfiante. L'expression « maladie de jeunesse », à travers laquelle Leviné résuma les dangers que représentaient des passions révolutionnaires trop zélées, n'exprimait-elle pas la même chose que Lénine quand il mettait en garde contre ce qu'il appelait le « gauchisme, maladie infantile du communisme » ?...

Dans ses efforts pour empêcher l'aventure d'une République des conseils prématurée, Leviné demandait aux ouvriers : « Mais où sont donc vos regards lumineux ? Où donc votre volonté de livrer un combat impitoyable ? » Existe-t-il un critère pour des choses aussi difficiles à comprendre, pensais-je alors, des yeux brillants sont-ils nécessaires à la proclamation d'une République des conseils ?... Et pourtant, sans le savoir, Leviné disait la même chose que Lénine qui, pour empêcher une situation également prématurée, celle des journées de Juillet 1917, parlait de l'absence des mêmes phénomènes indéfinissables que sont « la rage du désespoir » et « la volonté de combattre et de mourir pour la victoire ».

« Ils ont voté avec leurs pieds, ils s'enfuient », répondait Lénine à l'objection selon laquelle aucun vote n'avait eu lieu sur ce sujet.

« Regarde, c'est le vote de confiance pour notre gouvernement », observa Leviné en me montrant la longue file de bourgeois qui faisaient la queue devant le ministère de la Guerre. « Ils n'ont pas bougé lorsque Toller a ordonné de rendre les

armes, et maintenant ils sont venus. Ils nous prennent au sérieux. » En d'autres termes, « ils votent avec leurs pieds ».

Pareils aux enfants, les gens s'expriment par signes et par gestes. Un bon dirigeant doit être capable également de comprendre les signes muets et de leur donner une expression par le langage.

Un élément véritablement léniniste de l'art de gouverner se retrouve également dans les dispositions de Leviné pour la réélection des conseils d'entreprises.

Les gens apprennent et mûrissent vite, dans les époques tourmentées. Pour sonder l'état d'esprit changeant des masses, le parti communiste luttait en faveur de la réélection fréquente des organismes représentatifs.

Lors de son arrivée à Munich, c'est précisément à cette tâche que Leviné accorda la priorité. Mais c'était à l'époque, pour le parti, un pur procédé de routine qui se déroulait sur un mot d'ordre simple : « Elisez des communistes dans les conseils ! » C'est pourquoi on ne prenait jamais en considération le caractère spécifique des conseils. Après la proclamation de la première République des conseils, Leviné commença, avec une intelligence claire de l'évolution future, à créer pour les nouvelles tâches un instrument adéquat qui soit à la hauteur des nouvelles exigences. Il donna les directives suivantes :

Chez les membres du nouveau Conseil ouvrier révolutionnaire... on supposera d'autres qualités qui sont nécessaires pour mener une lutte révolutionnaire opiniâtre... Vous devrez... élire des hommes... qui possèdent une faculté rapide de décision, une vue claire et ouverte sur les rapports de forces réels pour pouvoir d'une part agir d'une manière hardie et révolutionnaire, et choisir d'autre part d'une manière raisonnée et froide le moment d'agir.

Ces directives rappellent inévitablement Lénine et sa « Lettre au Comité de Moscou » dans laquelle il insistait, dans une situation analogue, pour n'accepter que des gens qui soient à la hauteur de la tâche à accomplir :

Il est d'une importance extrême d'avoir à Moscou,

au gouvernail, des gens... qui comprennent... les *nouveaux* objectifs, le *nouveau* mot d'ordre de prise du pouvoir, les *nouvelles* voies et les *nouveaux* moyens de sa réalisation ¹⁰.

Autant Leviné combattait impitoyablement les dirigeants sociaux-démocrates et Indépendants, autant il évitait de tomber dans l'erreur de les mettre dans le même sac. Au plus fort d'une lutte extrêmement dure, il a toujours distingué les Indépendants et les sociaux-démocrates, les « traîtres conscients et les traîtres inconscients de la révolution ».

L'un des articles les plus spirituels de Lénine, un entretien imaginaire entre des dirigeants antibolcheviques russes, confirme la justesse de cette attitude. L'accent est mis, avec une exactitude insistante, sur toutes les différences entre ces dirigeants, aussi minimes soient-elles, entre leurs idées, leur état d'esprit.

La perception du moindre détail et la précision dans l'expression ne sont pas moins importantes que la grande politique. Mieux : ces qualités seules garantissent la réussite des « grandes » actions. Elles préviennent au moins contre ce que Lénine considérait comme l'une des fautes les plus graves et les plus dangereuses du temps de la révolution : « substituer l'abstrait au concret ¹¹ ».

Sa lutte pour une précision dans les analyses et dans l'expression caractérisait Leviné dans l'ensemble de sa politique. Voici un extrait de son discours au Congrès de fondation du parti communiste allemand, en 1918, l'utilisation du *nous* au lieu du *je* étant tout à fait typique de sa manière de s'exprimer :

Auparavant, je voudrais déclarer que *nous* acceptons le programme proposé dans son ensemble. Nos propositions se rapportent au fait que quelques points du programme doivent être précisés pour offrir une possibilité d'agitation politique et fixer ce que nous voulons non seulement dans des slogans et des formules, mais dans des orientations concrètes. C'est ainsi que nous ne dirions pas, dans la deuxième partie du point 7

10. V. LÉNINE, « Rumeurs de complot », *Œuvres*, t. 25, p. 273.

11. Voir LÉNINE, « A propos des mots d'ordre », *Œuvres*, t. 25, p. 205.

(III B7), « législation sociale radicale », mais nous indiquerions concrètement en quoi cette « législation sociale radicale » doit consister. De même, nous proposerions de ne pas se contenter au point 8 (III B8) d'exiger « une transformation radicale immédiate de l'habitat, de la santé publique, de l'enseignement, etc., dans le sens de la révolution intellectuelle et prolétarienne ». Il est important pour nous de dire *ce qui est* « dans le sens de la révolution intellectuelle et prolétarienne »¹²...

Si l'on considère la politique catastrophique du parti communiste allemand avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, qui a consisté à traiter de « social-fascistes » les socialistes de toutes tendances *, on peut facilement apprécier la valeur de telles remarques apparemment secondaires.

12. Voir les documents annexes.

* Les sociaux-démocrates majoritaires ont d'abord été désignés par l'extrême gauche du mouvement ouvrier européen, suite à l'attitude de la II^e Internationale devant la Première Guerre mondiale, comme des « social-traîtres ». En Allemagne, l'écrasement des mouvements révolutionnaires dès 1918-1919 par une alliance de fait entre les dirigeants du parti social-démocrate et les forces contre-révolutionnaires a conduit à une opposition dure de la part des communistes, qui considérèrent le parti social-démocrate comme un simple instrument de la bourgeoisie.

Le fossé entre le parti social-démocrate allemand et le parti communiste s'accroît encore lors de l'offensive fasciste en Italie. L'organe communiste *Die Rote Fahne* écrit ainsi le 1^{er} août 1922 que, si le prolétariat italien devait connaître la défaite dans le combat mené contre le fascisme, la responsabilité en reviendrait, devant le prolétariat mondial, à la social-démocratie. En effet, selon *Die Rote Fahne*, qui exprime déjà cette idée le 14 mai 1921, le parti socialiste italien n'a rien fait pour empêcher concrètement la terreur blanche de se propager en Italie, il n'a rien tenté pour que les ouvriers organisent leur défense. La seule issue, comme l'Internationale communiste l'avait indiqué à son III^e Congrès, étant le front unique prolétarien. Le 10 juin 1923, *Die Rote Fahne* appelle à tirer une leçon de ce qui s'est passé en Italie : le parti socialiste italien n'a rien fait contre la réaction fasciste, laissant le prolétariat désarmé *en toute conscience* et préférant, à un combat du prolétariat uni contre la bourgeoisie, des compromis avec les fascistes. La conclusion en est que les sociaux-démocrates font le lit du fascisme.

Troisième expérience décevante dans les rapports entre sociaux-démocrates et communistes, après les expériences de la révolution en 1918-1919 et l'impossibilité d'empêcher les fascistes d'arriver au pouvoir en Italie, celle des gouvernements d'union en Thuringe et en Saxe en 1923.

Mais c'est Zinoviev qui, le 1^{er} mai 1924, dans *Die Rote Fahne*, présente pour la première fois en Allemagne la social-démocratie comme

Mais, en posant audacieusement des comparaisons entre Lénine et Leviné, je n'oublie pas, justement, que Leviné a tenté de se mettre, de toutes ses forces, à l'école de Lénine.

Si ce parallèle entre les deux hommes est loin d'être superflu, c'est surtout parce qu'il montre que des dirigeants qui ont à dominer des problèmes analogues, bien que la transformation de la Russie tsariste et celle d'une partie de la Bavière n'appartiennent pas au même ordre de grandeur, doivent faire preuve de certaines qualités fondamentales identiques. Il est clair que des dirigeants différents, qui ont accompli des tâches différentes, se ressemblent par leur manière d'envisager les problèmes, ce qui se concrétise dans leur style et dans leur façon de s'exprimer.

une « aile du fascisme », et les socialistes réformistes italiens comme un simple courant à l'intérieur du fascisme. Cette analyse est celle de l'Internationale communiste, Staline définissant de son côté le fascisme et la social-démocratie comme des « frères jumeaux ».

Dès lors, le parti communiste allemand, malgré notamment une analyse plus nuancée de Clara Zetkin, prend une voie de plus en plus sectaire, donnant dans une identification presque systématique entre la social-démocratie et le fascisme.

L'utilisation de l'expression « social-fascisme » semble dater toutefois de 1928 dans *Die Rote Fahne*. Elle fut employée le 8 février 1928 pour caractériser une coalition entre une fraction dissidente du parti social-démocrate et les partis bourgeois en Saxe. Puis c'est le « militantisme anticommuniste » du parti social-démocrate qui fut dénoncé par Wilhelm Pieck dans un article du 12 mai 1928 dans *Die Rote Fahne*, sous le titre : « Social-fascisme ou Lutte de classes ? ».

Dans un article du 26 octobre 1928, des mesures prises contre les grèves et l'interdiction d'un journal communiste conduisirent *Die Rote Fahne* à attribuer des « tendances social-fascistes » au parti social-démocrate et à dénoncer des « méthodes fascistes ».

L'expression « social-fascisme », et l'identification dans la pratique de celle-ci à la social-démocratie, est employée plus intensément encore à partir du 1^{er} mai 1929 devant la politique de collaboration de classes menée par le parti social-démocrate. Toute une discussion sur cette qualification a lieu au XII^e Congrès du parti communiste allemand qui se tient à Berlin du 9 au 16 juin 1929. Intéressant de noter que le communiste français Pierre Sémard, au nom de l'Internationale communiste, y fait un discours invitant le parti communiste allemand à lutter, afin de parvenir à une « hégémonie au sein de la classe ouvrière » allemande, contre le « caractère contre-révolutionnaire et social-fasciste » des sociaux-démocrates. Il déclare, entre autres : « Les événements de mai ont prouvé, plus clairement que tous les autres phénomènes jusqu'ici, que la social-démocratie d'Allemagne, comme l'ensemble de la II^e Internationale, est entrée dans une nouvelle phase de son développement. La social-démocratie a évolué d'un social-chauvinisme et d'un social-nationalisme à un social-impérialisme, et maintenant de plus en plus ouvertement à un social-fascisme... »

Quand on lit les déclarations de Kérensky, d'Eisner, de Toller ou de Léon Blum, on s'aperçoit que des hommes qui proviennent de pays, de traditions, de milieux et de générations aussi différents, par exemple le Kérensky de 1917 et le Blum de 1936, parlent néanmoins la même langue. Le style, déjà, permet de lire la différence fondamentale qui peut exister entre divers dirigeants.

Le parti social-démocrate, de son côté, assimile très tôt les communistes aux nazis. En 1931, c'est Otto Wels, le président du parti lui-même, qui explique au Congrès de Leipzig que communisme et fascisme sont « frères ». De 1931 à 1933, il suffit de lire le *Vorwärts*, organe du parti social-démocrate, pour se rendre compte qu'aucune occasion n'est perdue (et les occasions ne manquèrent pas en raison des erreurs des communistes) de présenter les communistes comme des alliés des nazis. Dans sa campagne électorale de 1932, comme les affiches de l'époque en font foi, le parti social-démocrate organise sa propagande contre le « front uni Hitler-Thälmann » qui aurait été formé contre lui. Une guerre des mots est déclenchée : qualifiés de *sozis* par les communistes, mot formé sur *nazis* et répondant à la qualification de « social-fascistes », les sociaux-démocrates appellent désormais les communistes des *kozis*, terme évoquant une alliance entre les communistes et les nazis.

Rosa Meyer-Leviné a raison, vu les résultats qui en découlèrent, de qualifier la politique du parti communiste allemand entre 1929 et 1933 de « catastrophique ». Mais une simple constatation est insuffisante. Si la caractérisation du parti social-démocrate comme « social-fasciste » par les communistes amène ceux-ci, en effet, à se couper complètement des masses influencées par la social-démocratie, c'est toute l'histoire du parti social-démocrate allemand qui est marquée par une opposition théorique fondamentale au parti communiste, puisqu'il se prononce dès 1918-1919 pour l'établissement d'un régime parlementaire bourgeois et pour l'intégration de la classe ouvrière dans le système capitaliste existant. Toute la propagande officielle du parti social-démocrate a été axée sur l'idée qu'aucune discussion n'était possible avec les communistes, encore moins une entente.

L'hypothèse selon laquelle le parti communiste aurait obtenu des résultats plus efficaces en ne concentrant pas ses attaques sur la social-démocratie est donc parfaitement plausible. Le parti communiste allemand a d'ailleurs reconnu partiellement ses erreurs lors de son Congrès de 1935. Mais il était trop tard, puisque les nazis étaient au pouvoir. Il était illusoire de penser convaincre les masses en mettant en avant, sans tenir compte de l'influence social-démocrate, les mots d'ordre de « dictature du prolétariat » ou de « république soviétique ». L'alternative était au fond la suivante : fallait-il défendre la démocratie bourgeoise, si nécessaire jusque dans une alliance avec des forces anticommunistes, de façon à empêcher la victoire des fascistes, ou jouer la carte du pire en misant sur l'intensification de l'opposition et de la combativité révolutionnaires qui pouvait en résulter ?

Quant à savoir ce qu'il en aurait été du côté de la direction du parti social-démocrate si cette politique « catastrophique » n'avait pas été

Les événements de Munich ont, sans conteste, été modelés par Leviné. Mais, à leur tour, ils ont modelé cet homme, qui fut admiré aussi bien par ses amis que par ses ennemis. Dans le sensible et romantique Leviné, on célébra son « énergie sauvage », sa « volonté de fer », son « pouvoir hypnotique », et le « calme avec lequel il regardait le danger en face ».

La situation exigeait un dirigeant d'une grande expérience politique, mais surtout quelqu'un d'audacieux, capable d'aller jusqu'à risquer sa vie.

Leur Marx, ils l'avaient tous lu, et même, en partie, leur Lénine. Ils savaient tous avec quelle passion l'un et l'autre avaient mis en garde contre une retraite qui serait effectuée sans combat. Et ce fut Paul Levi, lui qui avait condamné la lutte menée à Munich, qui dirigea pendant un an le parti communiste allemand.

Apparemment, il est très difficile de tirer une leçon de l'expérience acquise. La théorie, quand le courage manque pour la mettre en pratique, demeure lettre morte.

Leviné possédait nombre de qualités qui font un dirigeant révolutionnaire : le savoir, le dévouement désintéressé pour la cause, le courage. Mais la force qui le poussait c'était l'amour, un amour infini, le souci de tous les opprimés et de tous les exploités.

suivie par les communistes, impossible de le dire. Au-delà de 1933, seule une fraction du parti social-démocrate accepte de reconnaître des erreurs dans l'orientation de ce parti. En 1936, seul un courant de gauche (autour de Rudolf Breitscheid) décide d'entamer des négociations avec les communistes en vue d'établir une plate-forme d'action commune contre le fascisme. A ce sujet, voir l'excellent article de René PONTIUS dans la revue *Le Mouvement social* de juillet-septembre 1973, « La Social-démocratie allemande émigrée, 1933-1941 ».

Annexes

I

RAPPORT SUR LE I^{er} CONGRÈS NATIONAL DES CONSEILS *

Camarades,

Le Congrès des conseils s'est achevé il y a deux jours. Vous avez, bien sûr, lu le compte rendu des débats dans les journaux, et je ne vous laisserai pas en vous rapportant une nouvelle fois le contenu des différents discours et discussions que vous connaissez déjà. Je voudrais me limiter, pour le moment, à donner mon appréciation sur le congrès et les conséquences que nous aurons à en tirer pour notre action au sein des conseils d'ouvriers et de soldats. Nous n'avions pas, a priori, fondé de grands espoirs dans ce congrès, comme vous le savez. Nous savions a priori que nous [la gauche de la Ligue spartakiste] n'y aurions qu'une minorité infime ; nous savions également que notre « voisin de droite », les Indépendants, n'aurait également pas la majorité. Malgré tout, il nous était impossible d'imaginer qu'il aurait le caractère désolant qu'il a manifesté dans la réalité. Il nous était

* L'ensemble des documents ici réunis provient d'un choix effectué par Rosa Meyer-Leviné elle-même. Nous avons simplement modifié leur classement par rapport à l'édition allemande, préférant les ordonner chronologiquement.

Quant à ce « Rapport sur le I^{er} Congrès national des conseils », il provient des archives privées de Rosa Meyer-Leviné. Il s'agit d'un texte dactylographié conservé par elle et qui n'a pu être corrigé par Eugen Leviné lui-même.

impossible d'imaginer que la majorité serait composée de secrétaires de partis retors et de permanents syndicaux zélés, tous indifférents aux intérêts des travailleurs, ne songeant qu'à préserver les intérêts limités de leurs fractions et préférant sacrifier les intérêts de la classe ouvrière et de la révolution pour racoler des mandats à l'Assemblée nationale.

Mais quelles étaient les questions qui étaient d'une importance décisive pour les résolutions du congrès ?

En premier lieu, les propositions qui ont été repoussées. A l'instigation des délégués spartakistes, la fraction des Indépendants a déposé une proposition selon laquelle le Congrès des conseils devait se déclarer pouvoir exécutif et législatif suprême. Petit détail intéressant, tout d'abord : cette proposition devait être déposée dès le début du congrès. Les modérés et les Indépendants réussirent à faire traîner les choses en longueur, à obtenir qu'on n'exigeât pas que cette résolution fût présentée dès le début du congrès, mais qu'elle fût associée au point 1 et qu'elle fût par conséquent repoussée. Cette procédure montre déjà que, si nous voulons apprécier le déroulement du congrès, nous sommes contraints d'éclairer les rapports entre les spartakistes et les Indépendants. Vous aurez certainement tous été étonnés en lisant les rapports sur le congrès : où est donc passé le groupe spartakiste ? Vous saviez qu'un certain nombre d'entre nous y était et vous vous êtes demandé en vain : « Mais où sont donc passés nos camarades ? » Ou bien, si vous avez eu ici ou là l'occasion d'entendre un discours, vous vous êtes demandé : « Où sont les principes qui opposent le groupe spartakiste aux Indépendants ? » Il s'est produit un incident mineur qui a mis tout en branle. Tel le petit grain de sable qui entraîne toute l'avalanche, il y a eu une faute d'organisation qui a placé le groupe spartakiste dans une situation désespérée. Je vais commencer par traiter de cette question de fraction pour vous montrer à quel point cette affaire nous a paralysés et nous a privés de la possibilité d'agir.

Nous avons convoqué une réunion de tous les spartakistes avant le Congrès des conseils.

Liebknecht y posa la question de savoir ce que nous ferions si les Indépendants ne présentaient pas nos propositions. A quoi les camarades répondirent : nous les présenterons nous-mêmes, nous nous y engageons. Le lendemain, à huit heures, réunion

de fraction des Indépendants. Grand débat, on tourne autour du pot, et on déclare : certes, nous sommes d'accord avec toutes les propositions de résolution, mais on ne peut pas tout casser, et la proposition qui consiste à ériger le Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats en autorité suprême ne doit pas être présentée dès le début des débats, mais jointe au point 1.

La même chose pour l'appel international. On adopta la proposition selon laquelle nous devons proposer immédiatement l'invitation de Liebknecht et Rosa Luxemburg. Les autres propositions n'avaient pas encore été discutées lorsque la réunion fut levée, car le Congrès commençait à dix heures. Au congrès, les débats se sont déroulés ainsi.

La veille, une commission de travail avait été élue avec Geyer comme secrétaire. En réalité, c'est la tendance du centre qui a dominé les débats et qui a su faire passer les intérêts des Indépendants au premier plan, si bien que le groupe spartakiste a littéralement disparu. Geyer a déclaré : « Nous ne pouvons pas présenter des résolutions qui n'ont pas encore été discutées. — Mais vous vous êtes pourtant engagés à les présenter ! » Et les Indépendants modérés de répliquer : « Certes... au cas où elles seraient repoussées. Mais, comme elles n'ont pas encore été discutées, nous ne pouvons les présenter. » Débat de procédure.

La proposition d'invitation de Liebknecht et Rosa Luxemburg fut repoussée à l'initiative des partisans de Scheidemann.

Enterrée, également, la proposition de l'appel international. Nous ne savons pas ce qu'elle est devenue. Le secrétaire des Indépendants affirme l'avoir remise au secrétaire du congrès. Manœuvre dont le sens s'est dévoilé lors de la séance suivante : « Puisque la proposition a disparu, renouvelons-la ! » Sur quoi les ministres déclarèrent que c'était là un défi jeté à l'Entente. « Si le congrès s'adresse directement aux peuples de l'Entente en faisant fi des gouvernements, ces derniers y verront un motif de déclaration de guerre. » Nous répliquâmes que c'était une plus grave provocation encore que de laisser en poste des personnages comme Solf et Erzberger. Qu'à cela ne tienne. Si nous voulons nous adresser directement aux différents peuples, « ils » nous tomberont sur le poil...

C'est ainsi que toute collaboration productive avec les Indépendants était *a priori* impossible. Tous les débats, chez les

Indépendants, étaient animés par le souci de l'aile droite d'empêcher la gauche d'aller trop loin.

La proposition de reprise des relations diplomatiques avec l'Union soviétique fut confiée aux soins d'un certain Ziegler, que je n'avais jusqu'alors jamais rencontré. Je siégeais à ce moment à la conférence restreinte et j'ignore comment les choses se sont passées. J'ai lu un jour avec surprise dans la *Gazette de Berlin* * que « le camarade Ziegler avait retiré sa proposition de reprise des relations diplomatiques avec l'Union soviétique ».

Transmis et envoyé à la corbeille à papiers. La proposition fut d'ailleurs présentée de manière si raffinée qu'on ne sut même pas qu'elle était à l'ordre du jour. Il était déjà trop tard lorsque nous reçûmes la contre-signature indispensable émanant de la fraction tout entière. Nous poussâmes Brass à parler en notre nom. Il protesta très timidement, de sorte que le congrès repoussa la proposition (qu'il aurait de toute façon rejetée, dans la mesure où tout était décidé à l'avance). Ce simple exemple pour démontrer comment on tirait les ficelles en coulisse.

Bien entendu, nous ne nous attendions pas à avoir gain de cause sur les questions décisives, comme celle de l'Assemblée nationale et celle d'élever le Congrès des conseils en autorité suprême. Nous savions que le principe de l'Assemblée nationale serait adopté. Vous attendiez également beaucoup de la seconde question du premier point — le rapport du gouvernement et du Comité exécutif, mais il était évident, à la lecture de l'exposé sur la socialisation par Hilferding (où la notion de socialisation disparaît sous les hésitations et les attermoissements) qu'il n'en sortirait rien. Mais la question, telle que je l'ai formulée tout à l'heure, n'aurait pas été soulevée : où était donc le groupe Spartakus ?

Nous avons constaté, à l'issue du congrès, qu'il y avait eu douze représentants spartakistes. Il fallait vingt représentants pour constituer une fraction. Nous aurions pu facilement recruter huit personnes parmi les soldats et constituer ainsi une fraction autonome, pouvant déléguer ses propres rapporteurs. Mais ce projet s'est perdu dans le dédale des pourparlers et des discussions avec la fraction des indépendants. Au lieu de pouvoir agir du

* *Berliner Tageblatt.*

haut de la tribune du congrès, nous étions liés à la fraction des Indépendants, que nous traînions comme un boulet qui nous faisait sournoisement trébucher et qui provoquait parfois de petits séismes dans l'ordre de passage des orateurs.

Il est d'autre part extrêmement important de comprendre ce qui s'est passé dans les coulisses, au sein de la fraction. Il est absolument certain que nous ne pouvions en aucune manière prétendre « éclairer » nos partenaires. La situation est tout à fait différente de celle des manifestations de masse organisées par les Indépendants et au cours desquelles les spartakistes, aussi longtemps qu'ils sont présents, peuvent « pousser à gauche », selon l'expression consacrée. Mais ces messieurs qui siègent au sein de la fraction du congrès possèdent une telle dose d'indifférence devant le jeu parlementaire auquel ils sont rompus que nos efforts pour les « pousser à gauche » doivent nécessairement rester sans effet. Dittmann, qui prétend réaliser une fusion entre les Indépendants et les Majoritaires, d'autres qui approuvent la constitution de listes communes par les élections à l'Assemblée nationale, même la camarade Louise Zietz *, qui accepte la constitution de listes non concurrentes, tous sont insensibles à nos efforts. Ils les jugent même très désagréables et sont prêts, par réaction, à virer encore plus à droite.

Cette union contre nature, ce mariage entre chien et chat doit prendre fin. Nous ne voulons pas être l'aiguillon qui force les Indépendants à aller de l'avant. Quel effet peut produire un aiguillon sur un âne qui s'étale par terre de tout son long pour vous dire : « Tu peux me piquer, je n'avancerai pas ! » ? Si nous restons encore longtemps associés aux Indépendants, c'est nous qui jouerons bientôt le rôle de l'âne !

Je voudrais vous prouver combien les égards que nous avons pour les Indépendants entravent notre liberté. Nous espérons les entraîner avec nous et renonçons pour cela à notre action sur les masses. Le résultat est que nous glissons à droite. Est-ce

* *Luisse Zietz*, née *Körner* (1865-1922), membre du parti social-démocrate à partir de 1892. De 1897 à 1913, fut déléguée à tous les congrès de l'Internationale socialiste. En 1914, opposée à la guerre. Adhère au parti socialiste-indépendant en 1917. Au cours de l'été 1917, emprisonnée suite aux soulèvements dans la marine. Adversaire de l'adhésion du parti socialiste-indépendant à l'Internationale communiste.

la fonction de la révolution de tirer ainsi à hue et à dia des milliers d'hommes ?

C'est alors que, pour la première fois, la fraction des Indépendants se ressaisit enfin et décida de ne pas participer aux élections du Conseil central. Lorsque cette décision fut annoncée, Haase et Dittmann s'y opposèrent violemment. Elle fut néanmoins acceptée à une large majorité. Mais, même en cette occasion unique où les Indépendants de gauche se laissèrent entraîner, ils n'eurent pas le courage de tirer les conséquences politiques de leurs propres décisions. Lorsque nous déclarâmes dès le lendemain qu'il était évident, puisque nous ne participions pas aux élections pour le Conseil central, qu'aucun d'entre nous ne pouvait siéger au sein du gouvernement — exigence minimale de notre part —, Haase expliqua qu'« il ne se retirerait que si les instances compétentes l'exigeaient ». Instances bien connues constituées par la direction du parti et le congrès du parti. Et puisque — comme chacun sait — le congrès du parti ne peut être convoqué en dépit de toutes les pressions, et que jusqu'à nouvel ordre Haase lui-même représente à lui seul la direction du parti, il n'y a plus qu'à s'incliner. Nous fûmes au contraire très vivement attaqués. On nous rétorqua que, nous autres spartakistes, étions les moins bien placés pour formuler semblable exigence, dans la mesure où nous nous situions déjà à moitié en dehors du parti. On reprocha à un camarade [Leviné] d'avoir répondu en ces termes à une question qu'on lui posait : « Il est exact que je suis *encore* membre du parti socialiste-indépendant. » La discussion s'envenima : loin d'approfondir le problème — en posant la question de notre participation éventuelle au gouvernement, dans l'hypothèse où les commissaires du peuple recevraient les pleins pouvoirs —, on se perdit en invectives personnelles, les Indépendants nous accusant de vouloir les empêcher de recueillir les fruits de leur politique.

Quel était donc le climat du congrès au vu des relations entre la ligne spartakiste et celle du parti socialiste-indépendant ?

Le jeu était entre les mains des sociaux-démocrates. Après une courte période d'incertitude (qui dura une journée et demie), les soldats du front s'étaient laissés prendre aux discours parlant d'ordre et de paix. On les avait roulés de belle manière. Des

assemblées de soldats s'étaient tenues dans l'enceinte de l'Assemblée.

Les bourgeois étaient tous derrière les sociaux-démocrates, tandis que les Indépendants, au lieu de constituer un front uni contre ces derniers, louvoyaient pour ne pas être obligés de destituer les commissaires du peuple qui étaient des leurs, Haase, Dittmann et Barth ; le groupe Spartakus était muselé par la manière dont on dirigeait les débats, dont on arrangeait l'ordre de passage des orateurs. Ce fut le coup fatal. Les résultats furent les suivants :

Proposition : ériger le Congrès des conseils en Assemblée législative. Proposition rejetée.

Proposition : inviter Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Proposition présentée deux fois, rejetée.

Proposition : lancer un appel aux peuples de France et d'Angleterre. Proposition d'abord oubliée, puis présentée et rejetée.

Proposition : reprendre les relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Proposition d'abord indûment retirée par le rapporteur, puis reformulée et rejetée.

Tout cela était, après tout, normal. Comment aurait-il pu en être autrement ? Le principe premier : l'Allemagne comme République socialiste unifiée. C'est précisément ce que récusent les sociaux-démocrates ! Ils ne souhaitent pas une République socialiste. La revendication présentée par les soldats connut un meilleur sort, d'abord parce qu'elle était appuyée par la force des armes, ensuite parce que le conflit avec le haut commandement s'aggravait. Le haut commandement n'avait pas répondu à la demande des commissaires du peuple. Les relations étaient de plus en plus tendues et les commissaires du peuple avaient besoin de la force armée pour assurer leur propre protection. On reçoit donc les délégués dans la pièce voisine. On engage des négociations sur leur revendication, revendication fondée dans la mesure où les soldats veulent confier le commandement suprême au Conseil des soldats. C'est alors que commencent les manœuvres. Les soldats veulent naturellement que le Conseil central soit érigé en autorité suprême, investi du commandement

supérieur. Mais, au lieu de cela, ce sont les commissaires du peuple qui reçoivent le haut commandement, donc six hommes qui ont sous leurs ordres toutes les forces armées du Reich. La situation est donc exactement la même qu'auparavant : nous avions autrefois un suzerain [Guillaume II], nous en retrouvons six qui peuvent effectivement disposer des troupes selon l'usage ancien, si ces dernières ne sont pas éclairées politiquement. Et nous pensons qu'Ebert est tout aussi disposé à faire assassiner père et mère que Guillaume de Hohenzollern. C'est la raison pour laquelle cette décision représente un très grave danger. C'est alors que la comédie succéda à la tragédie. Les commissaires du peuple qui osaient reprendre le pouvoir aux représentants des travailleurs, au Conseil central, ne montrèrent pas le même courage devant Hindenburg et ses généraux. Ils eurent bien le courage d'expliquer que le Conseil central était déchu de son pouvoir d'autorité suprême, mais ils n'eurent pas le courage d'expliquer à Hindenburg que nous étions les seuls à représenter cette autorité suprême : ils se mettaient « en accord avec le haut commandement militaire ». Toute la situation se trouve d'ailleurs parfaitement résumée dans cette démarche. Les commissaires du peuple comprennent qu'ils n'ont aucune assise, qu'il leur faut s'appuyer soit sur les masses — donc sur le Conseil central —, soit sur la contre-révolution — donc sur le haut commandement militaire. Et Ebert, Scheidemann, Landsbert, avec le concours amical de Haase, Dittmann et Barth, ont préféré fonder leur pouvoir sur la force des baïonnettes, contre la classe ouvrière. C'est là l'un des résultats les plus énormes du congrès. C'est ce dont nous devons tous absolument prendre conscience. Comparée à cela, notre petite victoire — que les conseils locaux d'ouvriers et de soldats partagent la responsabilité du commandement à l'échelon local avec l'autorité militaire — apparaît dérisoire. Ce partage ne peut d'ailleurs se faire qu'en accord avec le haut commandement militaire, ce dernier n'étant pas soumis aux commissaires du peuple, mais se situant au contraire sur un pied d'égalité. C'est donc une fois encore le haut commandement militaire qui représente l'instance décisive.

Jusqu'à la réunion de l'Assemblée nationale, les commissaires du peuple ont donc ainsi acquis le droit de continuer à promulguer des lois destinées à étouffer le système des conseils — enfant

déjà à moitié moribond — sous les coussins douillets de leur sympathie socialiste. Pour dire ensuite : puisqu'il n'y a plus de conseils, l'Assemblée nationale est désormais vraiment le fruit de la révolution. Les dangers qui menacent les organisations de travailleurs sont donc immenses. Le congrès les a accentués. Ce ne sont pas des commissaires du peuple, mais des agents de Hindenburg et Ebert qui sont à la tête du Reich et qui, investis de tous les pouvoirs, peuvent étrangler les conseils d'ouvriers et de soldats, comme à Neukölln. Je ne révélerai pas toutes les manœuvres des sociaux-démocrates. Ne m'intéressent que celles qui eurent lieu durant la période où les indépendants étaient impliqués. Mais le congrès en son ensemble a scellé à une grande majorité cette politique contre-révolutionnaire.

Il est intéressant à un autre titre qu'à la fin de la discussion la question de la socialisation ait été débattue. Ici pointe un second danger, à savoir que l'on cherchera toujours à cacher une activité criminelle sous un pseudo-socialisme. *Le Drapeau rouge* y a fait allusion ces jours derniers. Dans les révolutions passées, le combat était clair, chacun avançait à visage découvert. La contre-révolution se manifestait explicitement en tant que telle, se réclamant ouvertement de la fidélité au roi. Mais aujourd'hui le combat est plus difficile parce que le capitalisme et l'impérialisme se dissimulent derrière le masque des sociaux-démocrates et nous ne trouverons devant nous, jusqu'à ce que la coalition du capitalisme et de l'impérialisme prenne elle-même en main tout le pouvoir, que cet adversaire fantoche. C'est dans ces conditions que nous commençons la lutte, qui n'est pas seulement une lutte électorale, mais véritablement une lutte pour la vie de toutes les organisations de travailleurs et du système des conseils. J'ai déjà, en d'autres circonstances, décrit à grands traits le système des conseils en Russie et esquissé une comparaison avec ce que les conseils allemands ont réalisé pendant la révolution. J'ai essayé de montrer, en m'appuyant sur l'exemple de la Russie, ce que l'on aurait dû faire dès les premiers jours. Nous devons maintenant faire face à une tout autre situation. Si je dois maintenant parler de la tâche des conseils allemands, je ne puis me référer au schéma type. Nous ne pouvons plus dire désormais : les Russes ont fait ainsi, faisons de même « puisqu'ils ont pris le pouvoir ».

A titre d'exemple : un de ces conseils rhénans mis en place suivant un accord entre les sociaux-démocrates et les Indépendants. Notre tâche consiste d'abord à mettre sur pied une organisation des conseils qui n'existe pas simplement sur le papier. Une organisation n'existant que sur le papier peut être déchirée. Notre tâche consiste, dans l'immédiat, à reconstruire tout l'édifice en partant de la base. Je proposerais, dans les grandes entreprises, de suivre le modèle russe. Ne pas élire directement, en assemblée, dix ou douze représentants, car ce sont alors toujours les mêmes acteurs ou chefs de parti qui réapparaissent, et non pas des gens issus véritablement des masses, mais au contraire commencer par constituer un conseil dans chaque atelier. Le fondement de l'organisation des conseils, en Russie, est constitué, à l'intérieur des grandes entreprises, par les conseils d'ateliers. Ce système est précieux dans la mesure où les gens peuvent avoir à l'œil leurs représentants. Ils peuvent à chaque instant leur demander des comptes, les raisons de leur attitude. Et si ces derniers se révèlent incapables en politique, ils peuvent les destituer et les remplacer sur-le-champ. Des conseils d'ateliers sont issus, à un niveau supérieur, les conseils d'entreprises. Nous recommandons ici les mêmes principes, qui permettent d'unifier tous les ateliers et de réintroduire la règle de la révocabilité.

Se pose maintenant la question de savoir s'il faut admettre dans les conseils d'entreprises des personnes étrangères à l'entreprise. Je crois que les délégués doivent tous appartenir à l'entreprise, afin d'éviter le danger d'immixtion des fonctionnaires syndicaux. Mais ce principe doit être assorti d'une autre exigence : liberté absolue des débats avant les élections. Et il n'est pas alors nécessaire d'être membre de l'entreprise pour intervenir dans la campagne : on peut faire appel à d'autres personnes qui expliqueront aux masses la tâche des conseils d'entreprises. On trouvera dans la plupart des entreprises des camarades compétents, mais dans certaines autres nos camarades manquent encore de formation politique. Il faut donc nous réserver la possibilité de faire intervenir dans les assemblées des personnes étrangères à l'entreprise. Les conseils d'entreprises doivent également avoir le droit d'inviter à leur réunion des personnes étrangères, avec voix consultative. Il n'est pas nécessaire que soit élue une personne étrangère à l'entreprise, mais pourquoi ne pourrions-nous pas,

pour une question délicate, inviter par exemple Rosa Luxemburg et Liebknecht ? Et, si dans certains conseils d'entreprises les sociaux-démocrates comptent un nombre important de délégués, laissons venir Ebert, pour que tous puissent apprendre à connaître les projets de cet individu.

Le combat qui nous attend ne pourra être mené à bien que si nous nous appuyons sur les masses et si nous les regroupons au sein d'une organisation solide. Il s'agit maintenant de mettre sur pied les conseils d'entreprises et d'organiser de nouvelles élections là où les conseils ont été constitués un peu au hasard, même au risque de voir des sociaux-démocrates ou des chrétiens entrer dans ces conseils, tout cela afin de permettre l'installation du système. Conseils d'ateliers, conseils d'entreprises, avec comme délégués des membres de l'entreprise exclusivement. Mais liberté absolue de propagande électorale et révocabilité inconditionnelle de chaque délégué.

Ce qui nous sépare essentiellement des sociaux-démocrates, c'est précisément cette possibilité de destituer à tout moment un délégué, au cas où il s'écarte de notre ligne. C'est ce principe qui doit dicter notre activité politique au sein des conseils d'entreprises. Il nous faudra en outre étendre notre contrôle sur les usines, où nos camarades spartakistes devront éclairer les travailleurs, leur expliquer que le socialisme ne signifie pas que l'entreprise devient leur propriété, mais au contraire la propriété de la communauté. Ce qui permettra de franchir une nouvelle étape, les conseils d'ouvriers et de soldats devenant, dans le meilleur des cas, des instances de contrôle. Les conseils d'entreprises sont notre corps de réserve : c'est avec eux que nous devons mener la contre-attaque révolutionnaire. Il est avant tout nécessaire d'introduire les nôtres dans ces conseils d'entreprises. Il nous faut avoir au moins un de nos camarades dans chaque conseil, qui puisse faire admettre notre ligne par les autres membres. Quand cet objectif sera réalisé, nous pourrons passer à la deuxième phase de notre travail : conférences des conseils d'entreprises, par district et secteur d'industrie. Cette étape a une importance capitale. Si nous parvenons à mettre sur pied cette organisation, nous n'aurons plus rien à craindre de l'Assemblée nationale. En quelque endroit qu'elle se réunisse, les conseils d'ouvriers feront ce qu'ils auront à faire.

Se pose maintenant la question de l'attitude que doivent adopter les conseils d'ouvriers au sein des communes. Tout dépend qui y a la majorité. Si un conseil d'ouvriers veut et peut mener le combat pour affirmer sa compétence, tant mieux. Nous savons que nous n'entrons pas dans une période de stabilité. Nous savons que nous sommes à la veille d'une débâcle générale. Nous n'avons donc aucune raison de parler de paix, soi-disant pour nous sauver de la famine. Mais nous ne recommandons pas, dans un combat de ce genre, de faire usage des armes à feu, car le combat opposerait des gens de peuple entre eux. Nous conseillerions plutôt aux conseils d'ouvriers, dans la mesure du possible, de défendre à tout prix leurs droits et, s'ils sont renversés, d'essayer de réélire un nouveau conseil à partir des entreprises. Notre faiblesse a été jusqu'à présent que nos conseils d'ouvriers et de soldats n'étaient pas véritablement ancrés dans les masses.

Haase et Ebert ont promulgué leur décret qui n'accorde aux conseils de soldats qu'une voix consultative. Dans les corps d'armée où les conseils avaient été simplement nommés, ces derniers ont capitulé. Là où ils avaient été élus, ils se sont fait un sang d'encre avec ce décret. Mais là où le conseil d'ouvriers s'appuie effectivement sur les conseils d'entreprises commence le combat.

Vient le point le plus important. Pour suivre ce plan, il vous faut absolument réussir à introduire nos camarades spartakistes au sein des conseils d'entreprises. Nos camarades « à nous », et non pas nos camarades « sociaux-démocrates ».

On a déjà beaucoup parlé de la socialisation. Jamais, à ce sujet, la situation n'a été aussi triste. Lorsqu'on a élu la commission chargée de la socialisation, on n'aurait dû désigner que des gens convaincus que la socialisation est possible et nécessaire, le seul problème étant de savoir comment on la réalise. Mais on a, au contraire, élu des gens qui s'interrogent encore sur la nécessité de la socialisation, des professeurs représentant le capitalisme, comme Lederer, qui explique qu'il est à son avis pratiquement impossible de mettre en œuvre dès aujourd'hui la socialisation. Or arrivent au congrès des gens qui rapportent qu'à Hambourg, par exemple, un tel a déclaré telle et telle chose sur la socialisation des chalutiers, lui qui ne connaît pourtant abso-

lument rien aux chalutiers. Certes, aucun de nous ici présent ne connaît quelque chose aux chalutiers. Pourtant nous pouvons affirmer que les chalutiers doivent, eux aussi, être soumis à la socialisation.

Dans les entreprises prospères, les travailleurs ont une très bonne situation, tandis qu'ils ne disposent pas, dans d'autres entreprises, du minimum nécessaire. Et nous avons déjà observé que les industriels à la tête des entreprises en difficulté se déclareraient prêts à abandonner aux ouvriers le contrôle de l'entreprise. Autre danger pour nous, danger plus immédiat. Nous avons applaudi lorsque les travailleurs ont reçu la possibilité d'intervenir dans le fonctionnement des entreprises. Cependant leur intervention, très souvent, n'a pas été dictée par l'intérêt commun, mais l'intérêt privé de *leur* entreprise particulière, ce qui a engendré la situation suivante : manque de matières premières, un camarade très zélé à la tête du conseil d'entreprise et qui explique que « son premier souci est de faire marcher l'entreprise afin d'assurer du travail à tous ses collègues ». Il fait jouer ses relations et obtient que sa petite entreprise reçoive plus de charbon qu'une autre qui pourtant compte dix fois plus d'ouvriers. Une répartition par tête serait d'ailleurs également injuste. Une entreprise de cent et une entreprise de dix mille ouvriers sont dans un rapport de un à cent. Mais il n'est pas nécessaire d'accorder à la plus petite cent fois moins de charbon : il est au contraire plus rentable de fermer cette dernière et d'intégrer les cent ouvriers dans l'entreprise la plus importante. Le danger est grand, parmi les travailleurs n'ayant encore reçu aucune éducation politique, de voir l'idée de la participation au contrôle de l'entreprise se transformer en un chauvinisme d'entreprise primaire, et ce danger est actuellement particulièrement manifeste là où le conseil d'entreprise a acquis un droit de regard sur la répartition des matières premières et du travail. Il va de soi que cela ne remet pas en cause le système des conseils d'entreprises. La Russie connut une évolution différente pour la simple raison que la révolution d'Octobre éclata juste au moment où les conseils prenaient le contrôle des entreprises, ce qui permit de transformer ces derniers en de nouveaux organismes. Juste au moment où le prolétariat prit le pouvoir, les conseils cessèrent d'être les forces motrices de la révolution pour se transformer en instances administratives

et appareils d'Etat assurant, en liaison avec le gouvernement, la répartition des matières premières. Ils eurent d'autres tâches à assumer. Le problème du contrôle des entreprises disparut dans la mesure où l'on pouvait, dans le cadre de la nationalisation, déterminer le choix de l'entreprise. Les entreprises les plus rentables furent nationalisées en premier. La situation est alors telle que chaque conseil d'entreprise a bien sûr tout pouvoir pour l'organisation interne de l'entreprise, mais l'ensemble du système est commandé par des concentrations suivant chaque secteur d'industrie.

Eugen LEVINÉ

II

SECTION LOCALE DE MUNICH PROJET D'ORGANISATION DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND ADOPTÉ EN SÉANCE DU COMITÉ D'ACTION LE 10 MARS 1919

Principes et fondements de la nouvelle organisation

La section locale du parti communiste, à Munich, est le produit direct du processus révolutionnaire dans lequel s'inscrit le prolétariat depuis ces journées de novembre qui ont mis fin à la guerre.

L'élaboration de l'organisation du parti fut particulièrement délicate et dut passer par un certain nombre de maladies infantiles, cela parce qu'il n'y avait à Munich, et plus généralement dans toute la Bavière, aucune tradition révolutionnaire et que même pendant la guerre le prolétariat n'avait trouvé aucune organisation révolutionnaire pour mener le combat politique.

Les timides tentatives qui se développèrent avant la guerre en réaction contre le vieil appareil réformiste furent presque totalement annihilées le 4 août ; ne subsistèrent que les souvenirs propres à quelques artisans de ce mouvement.

Le parti socialiste-indépendant, qui naquit en 1917 du mécontentement devant la dictature des militaires, n'avait aucun trait d'un parti de classe, révolutionnaire et prolétarien ; il était au contraire inspiré et animé par l'indignation morale, les tendances pacifistes de beaux esprits aspirant à l'harmonie, tels Eisner,

Schröder, Unterleitner, etc. Le parti socialiste-indépendant n'étant pas un parti révolutionnaire se réclamant de la lutte des classes, il ne pouvait éduquer le prolétariat en vue de combattre une contre-révolution utilisant les moyens les plus vils, les violences et la brutalité de la soldatesque, les pressions exercées par une bureaucratie sans scrupule préoccupée de sauver sa propre existence.

Il fallait donc d'abord, pour répondre à cette exigence, forger un nouvel instrument de combat, le parti communiste, surgi littéralement, en l'espace de quelques semaines, du sol munichoïse et bavarois.

La révolution n'est pas une époque de lente maturation, mais au contraire de puissants bouleversements dans la manière de penser, d'agir et de sentir en politique, une surenchère quotidienne des forces, des passions et des idées. C'est la raison pour laquelle ce processus engendre nécessairement illusions et erreurs. Il exige une adaptation quotidienne à de nouvelles situations, à de nouveaux besoins. Ce que l'on a patiemment construit durant des semaines de labeur est renversé en quelques jours. C'est la raison pour laquelle il ne peut y avoir, au milieu du flot de la révolution, aucun modèle définitif, idéal, totalement satisfaisant.

La révolution ne suit pas un développement linéaire, dans la mesure où ce ne sont pas les situations et les méthodes qui dictent son cours, mais dans la plupart des cas la montée de la contre-révolution en tant que force organisée.

Il appartient par conséquent aux forces révolutionnaires de ne jamais relâcher leurs efforts pour remplacer par des nouvelles structures celles qui ont été renversées, de puiser dans l'immense potentiel du prolétariat, de tirer profit du caractère inadéquat des anciennes formes d'organisation — inadéquation engendrée pour l'extension, le développement du mouvement révolutionnaire — pour procéder à un élargissement considérable du système d'organisation, conformément aux besoins nouveaux.

Ce n'est pas dans la dénonciation attristée des fautes, des erreurs et des manques que s'exprime la volonté révolutionnaire, mais au contraire dans l'effort pour reconstruire suivant de nouvelles méthodes et de nouveaux modèles.

Munich, le 14 mai 1919

vement socialiste ; j'ai d'abord appartenu au parti social-démocrate, ensuite au parti socialiste-indépendant et enfin, depuis sa fondation en décembre 1918 à Berlin, au parti communiste. A l'époque où j'étais en Russie — de 1905 à 1908 —, j'étais membre du parti social-révolutionnaire. Je suis venu à Munich pour occuper les fonctions de rédacteur au journal *Le Drapeau rouge*. C'est à l'occasion de l'assemblée des 4 et 5 avril (qui, à l'initiative du ministre Schnepfenhorst, débattit de l'instauration d'une République des conseils) que je me suis pour la première fois concrètement engagé dans la lutte politique. Au cours de cette assemblée, j'ai ouvertement pris position, avec mes amis communistes, contre l'instauration d'une République des conseils telle qu'on l'envisageait alors : ce n'était, à mon avis, ni le moment ni la bonne méthode pour réaliser ce projet. Je n'ai pris part aux journées révolutionnaires des 13 et 14 avril que dans l'exacte mesure où j'ai proposé, lors de l'assemblée des conseils d'entreprises qui se tint à la Brasserie de la Cour dans la nuit du dimanche, le concours du parti communiste dans l'hypothèse où les conseils d'entreprises prendraient le pouvoir. Je n'ai pas participé à la direction des combats des 13 et 14 avril : les masses se sont organisées elles-mêmes, spontanément. Après que les conseils d'entreprises eurent décidé de prendre le pouvoir, j'ai demandé que l'on constitue un comité d'action composé de quinze membres et que l'on vote la grève générale. J'ai considéré que la grève générale était nécessaire pour permettre aux travailleurs de mieux s'organiser et de consolider les conquêtes de la révolution. Suivant ma proposition, le Comité d'action fut constitué ; je fus élu président. Autant que je me souvienne, c'est toute l'assemblée des conseils d'entreprises (et non pas le seul Comité d'action) qui, avant de se séparer, vota la grève générale. Le Comité d'action désigna ensuite un Conseil exécutif composé de quatre membres, dont moi-même (je tairai les noms des trois autres). Ce Conseil exécutif fonctionna jusqu'au 27 avril, date de sa dissolution. J'accepte pleinement de porter la responsabilité de toutes les décisions prises par le Comité d'action durant cette période, mais pas de tout ce qui a été entrepris durant cette même période, par chaque comité, sans que j'en sois informé. Je concède que la finalité ultime de notre République des conseils était la transformation de toutes les structures

juridiques et économiques vers un Etat communiste. Je considère par conséquent que toute notre activité n'était que la suite logique, le développement de la proclamation de la République des conseils, intervenue dès le 5 avril. Le gouvernement Hoffmann, le Parlement et la Constitution n'entraient plus pour nous en ligne de compte, dans la mesure où la République des conseils leur avait enlevé, de fait, tout pouvoir politique. Après mon départ du Comité d'action (le 27 avril), je n'ai plus participé à l'exercice du pouvoir et me suis d'ailleurs totalement retiré de la vie publique à partir du 29 avril. J'ai vécu depuis cette date dans l'appartement du peintre Schmidt, sortant très peu. Je me suis trouvé au lycée Luitpold pour la dernière fois le 29 avril, pour une discussion avec des camarades du parti. Je n'ai participé en aucune manière à l'exécution des otages et j'ignore même qui en a donné l'ordre. Durant tout le temps que j'ai siégé au sein du Comité d'action, personne, à ma connaissance, n'a été arrêté pour servir d'otage. La commission mise en place par le Comité d'action pour combattre la contre-révolution devait au contraire, d'après les directives reçues du Comité, veiller à n'arrêter et déférer devant le tribunal révolutionnaire que les personnes suspectes de menées contre-révolutionnaires. Je ne dirai rien de plus sur les circonstances qui m'ont permis de trouver asile chez le peintre Schmidt. Je soulignerai seulement que Schmidt lui-même ne me connaissait que sous le nom de Geisenberg et qu'il est quant à lui complètement étranger aux préoccupations politiques. De la même manière, je ne révélerai pas quel fut mon domicile avant mon arrivée chez Schmidt. Je me refuse également à toute déclaration sur mes relations avec Wilhelm Zimmer.

« Depuis le 29 avril, je n'ai revu personne parmi mes camarades de parti, pas même le Dr Lewin et Axelrod. J'ignore également où ces derniers se trouvent en ce moment.

« Je voudrais ajouter qu'à l'époque où je siégeais au Comité d'action nous reçûmes un jour, à la suite des combats de Dachau, un délégué des soldats porteur d'une résolution demandant l'exécution d'otages en représaille des pertes subies. Cette demande fut rejetée catégoriquement par le Comité d'action et j'ai moi-même contribué à ce refus, ainsi que le Dr Lewin qui se trouvait à ce moment par hasard parmi nous et qui déclara

que la résolution présentée par ce régiment de soldats était absolument irrecevable (il s'agissait — c'est du moins ainsi que je compris l'affaire — de commencer par désigner les otages qui seraient fusillés !). »

Le prévenu a été ensuite instruit du mandat d'arrêt délivré contre sa personne, sous l'inculpation de haute trahison — en vertu du paragraphe 81 alinéa 2 du Code pénal — et de tentative de fuite.

Avant de signer sa déclaration, Leviné ajouta ceci : « La phrase de la page 1 (verso) : “ Le gouvernement Hoffmann, le Parlement et la Constitution n'entraient plus pour nous en ligne de compte, dans la mesure où la République des conseils leur avait enlevé, de fait, tout pouvoir politique...” ne rend pas exactement ce que j'ai voulu dire. Pour éclairer le problème de la “ haute trahison ” — telle que la définit le paragraphe 81 —, j'ajouterai qu'à mon avis la République des conseils était déjà effectivement installée à Munich au moment où nous sommes entrés au gouvernement et qu'il ne pouvait être par conséquent question, à ce moment, du point de vue du droit, d'une atteinte à la Constitution du 17 mars. Il va de soi que politiquement j'aurais considéré semblable atteinte, de la part des conseils d'entreprises, comme parfaitement justifiée.

Je me réserve la possibilité d'apporter en cette affaire d'autres éléments d'information, le cas échéant par écrit. »

Lu et approuvé : LEVINÉ

Transmis avec les actes au juge pour interrogatoire du prévenu.

S. XVIII 67/19
L'avocat général
à la cour martiale de Munich

Munich, le 25 mai 1919

Affaire :

1. LEVINÉ Eugen, précepteur.
2. Dr SALZ Arthur, chargé de cours à l'université.

3. SCHMIDT Botho, artiste peintre.

4. ZIMMER Wilhelm, architecte.

Inculpation : haute trahison.

Maison d'arrêt de Stadelheim.

A Monsieur le Président de la cour martiale.

Je sollicite la comparution des prévenus devant la cour martiale.

De graves présomptions pèsent sur ces derniers :

1. LEVINÉ Eugen :

d'avoir entrepris, avec des tiers, de renverser la Constitution de l'Etat de Bavière.

2. SALZ Arthur, SCHMIDT Botho et ZIMMER Wilhelm :

d'avoir (par leur action) aidé Leviné dans son entreprise criminelle.

L'Etat libre de Bavière reçut une Constitution — à titre provisoire — par la Loi fondamentale du 17 mars 1919. Cette Constitution fut violée par le Conseil central révolutionnaire de Bavière, avec la proclamation de la première République des conseils à laquelle succéda, à partir du 13-14 avril, la seconde République des conseils et l'instauration de la dictature du prolétariat. A la tête de cette République, assumant les plus hautes fonctions, se trouvait un Comité d'action qui constitua à son tour un Conseil exécutif. Eugen Leviné était à la fois président du Comité d'action et du Conseil exécutif.

Le programme de la seconde République des conseils tient dans l'appel lancé par le Conseil exécutif des conseils d'entreprises aux « Ouvriers et aux soldats de Munich et de toute la Bavière » (déclaration du Conseil exécutif du 5 avril 1919, p. 1) visant à renverser les instances gouvernementales constitutionnelles.

Les agissements de Leviné constituent un crime de haute trahison au titre du paragraphe 81 alinéa 2 du Code pénal.

Les prévenus Salz, Schmidt et Zimmer ont intentionnellement prêté leur concours à Leviné (paragraphe 81, alinéas 2 et 4 du Code pénal) en le soutenant dans son entreprise criminelle et plus particulièrement en cherchant à empêcher son arrestation

en l'hébergeant, à partir du début du mois de mai 1919, au domicile de Botho Schmidt, 10 Schneckenburgerstrasse.

Font foi :

- a) les aveux des prévenus recueillis pendant l'instruction (cf. feuillets 18 et s., 28 et s., 38 et s., 47 et s.)
- b) les décrets du Comité exécutif des conseils d'ouvriers et de soldat (pièces n° 1 à 15)
- c) les témoins :
 1. KIESEWETTER Ernst, laborantin (feuille 53)
 2. PICHLER Hans, préparateur, 14/0, Görrestr. (feuille 10)
 3. KNÖRR, aviateur, première escadrille Schleissheim (feuille 65)
 4. LEITERT Hans, boulanger, 32/111 Adelgundenstr, actuellement incarcéré (feuille 89).

IV

DISCOURS DE LEVINÉ DEVANT LE TRIBUNAL

Il m'est assez difficile de m'expliquer. Dès avant mon premier interrogatoire j'ai déclaré que tous les événements présents, toute cette procédure, n'étaient à vrai dire que la conséquence d'une situation politique et non juridique. Il n'y a haute trahison que parce que la République des conseils a été vaincue. L'éditorial des *Dernières Nouvelles de Munich* a développé la même idée, en affirmant qu'il n'y a crime de haute trahison qu'en cas d'échec, qu'une trahison qui réussit n'est plus un crime. Ce sont des considérations politiques et non juridiques qui font qu'il y a ou non haute trahison.

Je considère ce tribunal comme le représentant de la classe sociale que j'ai jusqu'à ce jour combattue politiquement. Je pourrais peut-être me justifier devant des communistes, mais comment pourrais-je répondre devant des adversaires pour des actes dont ils ne peuvent douter qu'ils étaient dirigés contre eux ? Déjà en Russie, je me suis trouvé placé dans une situation identique ; je me suis refusé à toute déclaration et on m'a remis en liberté, faute de preuve. Si, aujourd'hui, je n'adopte pas la même tactique, c'est pour des raisons dont je veux m'expliquer. Je ne me défends pas dans l'espoir d'obtenir de vous un jugement plus indulgent. Si c'était le cas, il me faudrait me taire immédiatement, car mes avocats, qui, politiquement et humaine-

ment, vous sont plus proches que moi, assureraient ma défense d'une manière beaucoup plus efficace que je ne puis le faire.

Je ne prends maintenant la parole que pour les mêmes raisons qui m'ont conduit, tout au long du procès, à participer activement à la défense. On a répandu dans la presse et l'opinion publique les rumeurs les plus inouïes sur la République des conseils, sur ma personne et sur tous les événements récents, rumeurs que je me dois de démentir : les ouvriers munichoïses n'ont pas eu véritablement le temps de me connaître et il se pourrait que certains d'entre eux soient en ce moment rongés par le doute, en se demandant si celui auquel ils ont accordé leur confiance en était véritablement digne. C'est parce que je ne dispose plus de ma liberté de mouvement que j'ai choisi aujourd'hui ce moyen pour tout révéler.

La seconde raison de ma conduite est que je suis membre du parti communiste et que c'est le parti qui est le plus décrié et le plus calomnié en Allemagne. C'est pourquoi je considère de mon devoir de dire face à l'opinion publique quels sont les mobiles pour lesquels les membres du parti communiste agissent, ambitionnent et essaient d'agir. Je le dois à la mémoire de ces ouvriers du Comité d'action, de ces plus de douze cents conseils d'entreprises avec lesquels j'ai collaboré jour après jour, auxquels je me suis senti étroitement lié, même s'ils m'ont ensuite rejeté ; je leur dois de les réhabiliter, eux aussi.

Je ne plaide donc pas pour obtenir un jugement plus indulgent, mais pour ne pas laisser échapper la possibilité de dire toute la vérité.

La principale différence qui me sépare de l'avocat général est que nous appréhendons sous des points de vue radicalement opposés tous les événements politiques et sociaux, aussi bien en Allemagne que dans le monde. L'avocat général surestime la force et la capacité de ceux qui détiennent l'autorité à exercer une action ou à influencer de quelque manière sur le cours des choses. Il lui semble que le sort du monde dépend du caractère honnête ou malhonnête des dirigeants qui ont en main les dés de l'histoire. C'est oublier que ces « chefs » sont eux-mêmes issus des masses, même s'il s'agit peut-être d'un milieu différent. Ils n'accèdent pas au rang de « chef » parce qu'ils s'élèvent au-dessus de la masse, mais au contraire uniquement parce qu'ils sont

capables d'exprimer les buts auxquels les masses elles-mêmes aspirent intuitivement, mais qu'elles ne peuvent formuler par manque de culture. C'est la raison pour laquelle vous trouverez certes dans les milieux bourgeois qui sont les vôtres un grand nombre de gens qui me sont supérieurs par le savoir, mais je puis vous assurer, Monsieur l'Avocat général, que dans une assemblée d'ouvriers je l'emporterais toujours, non en vertu d'une supériorité personnelle, mais seulement parce que j'exprimerais explicitement ce que les masses ressentent, ce à quoi elles aspirent au fond d'elles-mêmes. Tout le drame du peuple munichois tient au fait qu'il n'avait pas reçu une éducation politique assez solide. Il a bien compris que le prolétariat, pour vaincre, devait faire bloc contre l'adversaire ; mais il a cru que l'on pouvait soutenir, à l'intérieur de ce bloc, des programmes différents et qu'il suffisait simplement que les majoritaires, les Indépendants et les communistes fussent unis par une simple alliance formelle. Ce fut d'ailleurs effectivement l'une des causes de l'échec de la République des conseils. Le prolétariat n'est invincible que lorsqu'il est uni dans ses buts et ses objectifs, et non quand cette unité repose sur des accords purement formels entre diverses organisations. C'est en vertu de tous ces principes que je diffère totalement de l'avocat général dans l'appréciation des points que je vais évoquer. Je ne prétends ni diminuer la peine que l'on me réserve ni rejeter la responsabilité des faits sur le Comité exécutif : je réponds au contraire entièrement de mes actes. J'ai joué d'ailleurs en partie le rôle d'instigateur, j'ai formulé explicitement devant les ouvriers des choses qu'ils ressentaient intuitivement ; mais je peux affirmer que je n'aurais jamais participé à une révolution qui, comme l'a décrit Monsieur l'Avocat général, aurait été imposée aux masses par des dirigeants politiques.

Lorsque, jeune étudiant, je suis parti en Russie, j'étais déjà conscient que le rôle d'un agitateur politique n'était que de formuler la volonté historique des masses et non de faire triompher sa propre volonté envers et contre tous. C'est ce principe qui a dicté ma conduite. Je me suis tourné vers les masses ; chaque fois que j'ai rencontré leurs préoccupations, elles ont répondu ; dans le cas contraire, je fus chaque fois contraint de jouer le rôle qui était le mien et de supporter juridiquement

les conséquences d'une situation dans laquelle d'autres nous avaient fourrés, par leur stupidité. Je ne dis pas cela parce que cela correspond à une conviction personnelle mais parce que c'est la conception fondamentale du parti des communistes. On tient toujours ce dernier, dans l'opinion publique, pour un groupe de gens qui cherche à installer la terreur au profit d'une minorité et à exercer une dictature sur le prolétariat. Or on peut lire à toutes les lignes du programme du parti que le prolétariat ne peut mener une action efficace que par ses propres moyens.

De cette conception, selon laquelle les masses reçoivent non seulement le rôle d'élément moteur, mais toute la responsabilité du mouvement révolutionnaire, découle notre position face au problème de la terreur et de la violence. J'ai déjà eu l'occasion d'expliquer ma position sur la question de la dictature du prolétariat, qui n'est qu'une phase transitoire qui succède immédiatement à la dictature du capital et qui prend fin au moment où s'installe la démocratie parfaite, les travailleurs ne constituant alors qu'une seule classe. Le parti des communistes est convaincu que ce programme pourrait très bien être réalisé sans violence, si la majorité des possédants — proportion infime — n'était pas fermée à la nécessité historique. Mais la lutte armée, que l'on nous reproche si âprement, commence au moment où cette infime minorité prend les armes pour défendre les privilèges de sa caste et de sa classe. « La révolution prolétarienne, pour atteindre ses buts, n'a pas besoin de la terreur ; elle abhorre et exècre le meurtre. Elle n'a pas besoin de ces moyens parce qu'elle combat non des individus, mais des institutions. »

Comment en arrive-t-on à la lutte armée ? Comment se fait-il que nous mettions sur pied une Armée rouge dès que nous prenons le pouvoir ? Parce que l'histoire nous a appris que toutes les classes privilégiées, jusqu'à présent, ont défendu leurs privilèges les armes à la main ; et parce que nous connaissons cette loi, parce que nous ne vivons pas dans les nuages, parce que nous ne pouvons escompter que les rapports de forces soient différents en Bavière, que la bourgeoisie et les représentants du capitalisme se laisseraient déposséder sans réagir, nous avons dû armer les ouvriers pour répondre aux attaques éventuelles des capitalistes déchus. Cela a toujours été ainsi dans tous les pays et nous agissons naturellement toujours de la même manière

partout où nous arriverons au pouvoir. Ce n'est pas pour le plaisir de voir couler le sang que nous avons appelé les ouvriers à prendre les armes, bien au contraire ; nous serions très heureux s'il arrivait que la classe qui a joui jusqu'à ce jour de tous les privilèges se refusait à entreprendre un combat sans issue, car il s'agit bien pour elle, à terme, d'un combat sans issue. J'attire l'attention sur le fait que la victoire du prolétariat, lors des journées de Novembre, ne fit aucune victime, qu'à Berlin par exemple les premiers coups de feu furent tirés vers six heures du soir à partir de l'Ecurie royale, par des officiers qui, mécontents du cours des événements, visèrent des promeneurs sans défense.

Je maintiens que le prolétariat n'a été armé que pour dissuader la bourgeoisie de mener des actions répressives. L'avocat général ou le président du tribunal a lu un extrait d'un communiqué du Comité exécutif qui témoigne de cette crainte et qui précise que toutes les armes qui ne seront pas remises aux autorités seront considérées comme pouvant servir à tirer sur le prolétariat.

Lorsque devant mon appréciation très pessimiste de la situation on m'opposa qu'il en allait tout autrement en Bavière, que le gouvernement bavarois se garderait de faire appel à l'armée prussienne, j'en vins à nourrir l'espoir qu'il nous suffirait peut-être de nous maintenir en place jusqu'à ce que fût proclamée ailleurs une autre République des conseils et que le gouvernement Hoffmann renoncerait à intervenir. Nous avons tous ressenti les événements des premiers jours de mai non pas comme un coup de force du prolétariat, mais comme un bain de sang inutile, provoqué au sein des ouvriers munichoïses par les gardes blancs.

Durant tout le temps que je suis resté à Munich, j'ai eu le bonheur de travailler la main dans la main avec mes amis communistes. Une parfaite entente a toujours régné entre nous, et c'est la raison pour laquelle je ne me suis pas senti étranger, mais au contraire étroitement lié aux ouvriers communistes et à travers eux à tous les ouvriers munichoïses ; je pouvais, à cette époque tout au moins, parler en leur nom.

A cela s'ajoute un autre point, lié lui aussi à toute ma philosophie politique : la possibilité de révoquer et de destituer à

tout instant n'importe quel fonctionnaire de la République des conseils. La République des conseils repose tout entière — c'est là la clé de voûte du système — sur les conseils d'entreprises. On regroupe les ouvriers non pas suivant leur lieu de résidence, mais suivant leur lieu de travail. Là où l'on vit chaque jour côte à côte, où l'on apprend chaque jour à mieux se connaître, où l'on travaille ensemble chaque jour, les élections qui servent à désigner les responsables obéissent à de tout autres principes. Dans ces conditions, les ouvriers savent si leur représentant n'est qu'un beau parleur ou si au contraire il est capable de jouer véritablement son rôle. C'est la raison pour laquelle nous avons considéré que ce système était légitime et naturel, d'autant plus que cette nouvelle organisation ne devait regrouper que les travailleurs. Chaque représentant ouvrier ne resterait à son poste qu'aussi longtemps que le souhaiteraient ceux qui l'avaient élu. Aussi n'était-ce pas de vaines paroles lorsqu'à diverses reprises j'ai remis mon mandat entre les mains des conseils d'entreprises. Aussi suis-je en mesure d'affirmer que moi-même et mes amis du Comité d'action (je peux les appeler ainsi — tous, trente-cinq au total, se sont démis de leur fonction le 27 avril) nous étions prêts à nous démettre sur l'heure de nos fonctions et qu'aucun d'entre nous ne prétendait s'accrocher à tout prix à son mandat ; je puis vous assurer que la vie que nous menions ne présentait pour personne un quelconque attrait, pas même pour les ouvriers qui rentraient fatigués de leur journée de travail. Tous ces gens n'occupaient le poste qui leur avait été confié que par devoir ; ils ressentaient leur fonction comme une lourde charge à assumer, et j'affirme qu'aucun d'entre eux n'a jamais succombé à l'ivresse, à la griserie du pouvoir. Personne ne s'est emparé du pouvoir : nous l'avons tous reçu des mains des ouvriers munichois, et c'est eux-mêmes qui nous ont obligés, à trois reprises en l'espace de deux semaines, à renouveler notre mandat. C'est la raison pour laquelle je démens la thèse selon laquelle il n'y aurait eu, derrière toutes les actions révolutionnaires, que le triumvirat Levien-Leviné-Axelrod ou une coterie d'étrangers.

Aucun de nous trois ne siégeait au sein du tribunal révolutionnaire dans la commission chargée de juguler la contre-révolution. Je tiens également à rejeter un grief formulé par certains

à mon encontre et qui, s'il n'a certes pas été repris par l'avocat général, lui fit dire cependant que « nous étions tous des étrangers ». Je sais très bien que je suis d'origine russe, que je suis juif, que je viens d'ailleurs que la Bavière : comment ai-je pu avoir l'audace d'accepter un poste équivalent, selon les dires de l'avocat, à celui de Premier ministre ? Il faut, pour comprendre cette situation, que vous vous placiez dans la perspective de la classe ouvrière ; le but à atteindre est l'instauration d'une République des conseils à l'échelle de l'Allemagne, qui doit elle-même plus tard se fondre dans une République internationale des conseils. Aussi longtemps que ce projet n'est pas réalisable, la proclamation d'une République des conseils, en un endroit donné, a nécessairement un caractère provisoire et limité. Nous étions naturellement convaincus que chacun devait participer à cette tâche pour autant qu'il se sentît à la hauteur du poste proposé et pour autant que l'on ne disposât de personne d'autre pour remplir cette fonction. Si j'ai accepté le poste que l'on m'a proposé, c'est parce que je me jugeais capable, en raison de mes activités passées, d'apprécier une situation économique et parce que je me sentais autorisé et même moralement obligé d'accepter ce poste jusqu'à ce que l'on trouvât quelqu'un d'autre que moi. Aussi longtemps que j'occupai ma fonction, il me fallut faire mon devoir à l'égard du prolétariat allemand et international, à l'égard de la révolution communiste.

Monsieur l'Avocat général m'a reproché d'avoir provoqué la grève générale qui dura une dizaine de jours en tout.

Il est exact que j'ai proposé de décider cette grève générale. Mais il s'agissait d'une mesure qui allait de soi : il était nécessaire, pour consolider la dictature du prolétariat, que toutes les masses prolétariennes fussent disponibles, fussent prêtes à agir les armes à la main ; il n'y avait plus de police, il fallait empêcher le pillage, etc. Monsieur l'Avocat général s'est demandé comment j'ai pu réussir à distraire pendant une dizaine de jours ces hommes de leur travail, à un moment où précisément il était si impérieux de travailler. Je répondrai que le gouvernement allemand a empêché des millions de prolétaires de travailler, non seulement durant dix jours, mais durant des années et des années.

Le gouvernement allemand voulait rallier Bagdad et Longwy ;

nous voulions, quant à nous, instaurer le communisme. Les moyens que vous ne condamnez pas pour les autres, vous n'avez pas le droit de les condamner pour nous, simplement parce que nous poursuivons d'autres buts. L'avocat général prétend que seuls les fusils ont contraint les travailleurs à se mettre en grève. En réalité, la décision a été prise à l'unanimité par les représentants de toutes les entreprises, y compris par l'ensemble des employés. Les organisations de fonctionnaires, les fonctionnaires des postes, tous étaient d'accord. Peut-on parler, dans ces conditions, d'intimidation, de violence exercée par une minorité ? Pourquoi l'avocat général reprend-il à son compte des légendes qui discréditent les travailleurs munichois ? Pourquoi ne veut-il pas admettre qu'ils ont obéi, dans leur action, à des décisions prises librement et approuvées par la majorité d'entre eux ?

On a par la suite proposé d'arrêter la grève générale le mardi après Pâques, en raison des conséquences économiques qu'elle entraînait. J'ai moi-même fait une contre-proposition. Le dimanche et le lundi étaient pris par les fêtes de Pâques. Si nous avions repris le travail dès le mardi, cela aurait donné l'impression que le mouvement de grève s'épuisait. J'ai donc proposé un mot d'ordre plus digne, plus conforme à la volonté des travailleurs, c'est-à-dire de continuer la grève le mardi — de fermer les portes des théâtres, de ne laisser circuler aucun tramway — afin que l'on se rendît compte qu'il ne dépendait que de la libre volonté des ouvriers de reprendre le travail. Ce mot d'ordre fut accepté à l'unanimité. L'avocat général sait comment il fut exécuté. L'ensemble des travailleurs avec, à leur tête, des centaines d'employés des postes, hommes et femmes, dans leur uniforme bleu ciel, défilèrent jusqu'au palais Wittelsbach pour exprimer leur solidarité avec ceux que l'on présente aujourd'hui comme des terroristes qui ont subjugué le prolétariat munichois.

Il nous a fallu, dans les premiers temps, empêcher les provocations de la presse bourgeoise ; nous n'étions pas en mesure d'exercer sur elle une simple censure, et c'est pourquoi nous avons dû interdire les journaux. On dira qu'il s'agissait là d'une mesure « terroriste » : c'est bien en effet un acte « terroriste », relevant du même « terrorisme » qu'exerce le gouvernement Hoffmann quand il interdit *Le Drapeau rouge*, ce même « terrorisme » qui ne me laisse aujourd'hui d'autre possibilité, pour me

justifier devant mes camarades, que d'en appeler au président du tribunal pour qu'il me laisse parler.

Monsieur l'Avocat général me reproche d'être intervenu personnellement pour réclamer une justice plus intransigeante et il m'accuse en même temps d'être pour une part responsable des pillages qui ont été commis pendant la République des conseils. Je ne comprends pas très bien le rapprochement. De deux choses l'une, en effet : ou bien, comme l'a affirmé le témoin Kämpfer, je n'avais pas le pouvoir de réclamer une plus grande sévérité de la justice, et on ne doit pas, dans cette hypothèse, me reprocher les pillages commis ; ou bien j'avais la possibilité d'instruire le tribunal de ses devoirs, conformément à ce qui m'apparaissait nécessaire dans l'intérêt de nos buts et de nos tâches, et on ne doit pas me reprocher d'avoir agi de la sorte. Quand l'avocat général me reproche également d'avoir envisagé la possibilité d'instituer la peine capitale, il réclame en même temps cette même peine contre moi, moi qui n'ai jamais assassiné personne ni pillé quoi que ce soit.

L'avocat général a prétendu que j'avais menacé la paix intérieure. Je n'ai rien menacé, dans la mesure où il n'y a pas de paix intérieure. Aussi longtemps que le mot « socialisme » ne figurera que sur les papiers officiels des différents gouvernements, il n'y aura pas de paix intérieure ; aussi longtemps qu'il y aura des gens, des actionnaires qui en cinq années de guerre ont doublé leur fortune sans lever le petit doigt, il y aura des ouvriers qui essaieront de réclamer leur part de cette richesse accrue et des actionnaires qui ne toléreront pas cette prétention. Plus la situation économique s'aggrave, sous l'influence de la guerre, avec le retour des prisonniers qui ne trouvent ni emploi, ni logement, ni vêtements, plus il devient évident que le peu de biens qui reste ne sera pas équitablement réparti (dans la mesure où nous n'avons pas une République communiste), plus les luttes sociales se développeront inéluctablement, irrévocablement, même si elles prennent une forme que mes amis et moi n'approuvons pas.

Regardez autour de vous : il y a ici, dans cette enceinte du tribunal, des fonctionnaires qui, dans les conditions présentes, ne gagnent que 150 à 180 marks ; regardez les logements dans les quartiers qu'on appelle aujourd'hui les « repaires sparta-

kistes » et vous comprendrez que nous n'avons pas menacé la paix intérieure : nous avons seulement démontré qu'elle n'existait pas. Le combat continuera tant que cette paix intérieure ne sera pas véritablement installée. Et, s'il se transforme un jour en lutte armée, entraînant désastre et misère tels que ce que nous avons connu à Munich dans les premiers jours de mai, ce n'est pas nous qui en serons responsables, mais ceux qui refusent aux travailleurs le droit de décider eux-mêmes de leur sort.

L'avocat général a déclaré également que je portais la responsabilité morale de l'exécution des otages. Je récusé formellement cette accusation. Les responsables sont ceux qui, dès le mois d'août 1914, ont les premiers pris des otages, sans que la justice allemande les poursuivît ou demandât contre eux la peine capitale ; responsables sont également ceux qui se sont terrés à Bamberg et qui de là ont envoyé à Munich des prolétaires dévoyés accompagnés d'officiers et de nègres ! (*Vives réactions d'indignation parmi les juges ; intervention du président qui interdit à Leviné de continuer sur ce ton.*)

Monsieur le Président, je suis parfaitement conscient des lourdes conséquences de mes paroles. Mais je dois dire que Monsieur l'Avocat général m'a mis hors de moi, comme jamais je ne l'ai été dans toute ma carrière politique. Pour expliquer qu'il requerrait contre moi la peine capitale, il a prétendu prouver, dans sa plaidoirie, ma malhonnêteté, cela en m'accusant de lâcheté, l'une des plus graves accusations que l'on puisse porter contre un homme qui durant seize ans a été mêlé au combat révolutionnaire.

Mais je passerai là-dessus et ne dirai qu'une chose : si l'avocat général m'accuse de n'être pas entré dans les rangs de l'Armée rouge au moment où j'étais disponible — c'est-à-dire après avoir quitté le gouvernement —, je renverrai à ce que mes défenseurs ont déjà dit sur ce point : je devais obéir, dans ma conduite, à la morale en vigueur chez mes camarades. Nous avons eu, le dernier soir, une réunion à laquelle assistaient des ouvriers, des membres de l'Armée rouge et d'autres camarades et au cours de laquelle il fut décidé à l'unanimité que les membres de l'Armée rouge rejoindraient leur poste tandis que les membres du gouvernement devraient disparaître sans laisser de traces. C'est

ce que j'ai fait. Je me suis caché en lieu sûr avec le plein assentiment de mes amis communistes. Non pas pour sauver ma peau.

Messieurs les Juges, certaines de mes paroles vont ont irrités. Nonobstant le ton employé, elles recouvrent une vérité. J'ai moi-même lu dans les journaux qu'il se trouvait des nègres parmi les troupes qui sont entrées dans Munich. Le gouvernement Hoffmann n'a d'ailleurs pas hésité à prendre des mesures bien plus scandaleuses. Chacun reconnaîtra que le blocus de Munich par le barrage des voies ferroviaires et la suspension du ravitaillement, tel qu'il fut exercé dans « l'Etat libre », n'est rien d'autre que la réplique du blocus anglais qui fut considéré comme très répréhensible moralement.

En ce qui concerne l'accusation de lâcheté, je ne peux certes pas empêcher Monsieur l'Avocat général de la formuler, mais je puis peut-être le prier, lui qui a prononcé le réquisitoire, d'assister à l'exécution du jugement. Il conviendra peut-être alors que c'est une erreur de croire que seul a du cran celui qui combat au front dans les rangs de l'Armée rouge. Vous connaissez tous ce pamphlet du journal *En avant!* * écrit après les combats de décembre, à Berlin : « Cent cadavres de prolétaires, tous alignés ; mais Karl, Rosa et toute la belle compagnie, pas un n'y est. » Trois jours plus tard, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg furent abattus, ainsi que les « autres », mes amis Werner Möller et Wolfgang Fernbach : aucun d'entre eux n'était pourtant membre de l'Armée rouge. Messieurs les Juges ! J'ai été deux fois accusé de lâcheté par des représentants du gouvernement bavarois. La première fois par Schneppenhorst, parce que je n'approuvais pas la fondation de la République des conseils ; la seconde par l'avocat général, parce que je ne me suis pas battu les armes à la main, mais à ma manière et selon mes moyens, et parce que j'ai quitté le champ de bataille, en plein accord avec le parti communiste. Je dirai pour conclure que depuis six mois je n'ai pas eu la possibilité d'être avec les miens. Ma femme n'a même pas pu me rendre visite ; je n'ai pas pu voir mon petit garçon de trois ans, parce que des sbires cernaient ma maison. Cette vie que j'ai menée exclut, comme

* *Vorwärts.*

mobile, l'ivresse du pouvoir ou la lâcheté. Et, lorsqu'on m'a encore accusé de couardise, cette fois par la bouche de Toller, qui prétendait me convaincre d'approuver la proclamation de la République des conseils, je lui ai répondu : « Je vois les choses ainsi : les Majoritaires mettent tout en branle, foncent, et nous trahissent ; les Indépendants tombent dans le piège, suivent le mouvement et se ramassent ; et ce sont nous, les communistes, que l'on met au poteau. » Nous autres communistes, j'en suis conscient, sommes tous des morts en sursis. J'ignore si vous allez prolonger mon sursis ou si je vais rejoindre Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. J'attends en tout cas votre verdict avec fermeté et sérénité. Je sais en effet quel sera votre verdict. On ne peut arrêter le cours des événements. Monsieur l'Avocat général croit que ce sont les dirigeants qui ont entraîné les masses. Mais, de même que les dirigeants n'ont pu éviter aux masses de faire des erreurs pendant le simulacre de République des conseils, la disparition de l'un ou l'autre de ces dirigeants n'arrêtera en aucune manière le cours de l'histoire.

Je suis cependant sûr d'une chose : à plus ou moins brève échéance, d'autres juges siégeront dans cette pièce et on accusera alors de haute trahison celui qui se sera opposé à la dictature du prolétariat. Rendez votre jugement si vous estimez qu'il est équitable. J'ai, quant à moi, seulement voulu empêcher que l'on souillât mon travail politique, le nom de la République des conseils, dont je me sens solidaire, la réputation des ouvriers munichoïses. Eux comme moi, nous avons essayé ensemble de faire notre devoir, en toute conscience, vis-à-vis de l'Internationale, de la révolution communiste mondiale.

Eugen LEVINÉ

V

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE LA COUR MARTIALE DE MUNICH

Munich, le 2 juin 1919

JUGEMENT

1. Dr Eugen LEVINÉ, né le 10 mai 1883 à Saint-Pétersbourg, écrivain, actuellement détenu à la maison d'arrêt de Munich, est condamné à mort pour crime de haute trahison.

Il sera déchu de ses droits civiques et condamné aux dépens.

2. Dr SALZ Arthur, né le 31 décembre 1881 à Staab, professeur d'Université, actuellement détenu à la maison d'arrêt de Munich, et Schmidt Botho, né le 12 février 1886 à Munich, artiste peintre, lui aussi actuellement détenu, sont acquittés. Le mandat d'arrêt délivré contre eux le 14 mai 1919 est levé.
3. ZIMMER Wilhelm, né le 10 avril 1887 à Bamberg, architecte, actuellement détenu à la maison d'arrêt de Munich, est déféré devant le tribunal civil pour enquête.

Attendus

I

L'état de siège a été déclaré en Bavière et reste actuellement en vigueur.

La loi martiale a été décrétée. La cour martiale est donc juridiquement compétente dans l'affaire présente.

II

Le paragraphe 81 du Code pénal demeure en vigueur.

1. Par la Loi fondamentale du 17 mars 1919, l'Etat libre de Bavière reçut une Constitution. Le ministère Hoffmann fut chargé du gouvernement par le Parlement convoqué en la circonstance. La Constitution fut renversée le 6/7 avril 1919 par le Conseil central de Munich qui proclama la République des conseils contre l'avis de Leviné. Le ministère Hoffmann émigra à Bamberg tout en préservant expressément son statut de seule instance légale de gouvernement. Le Parlement ne fut pas dissous. La proclamation de la République des conseils n'instaura pas un nouveau régime ; elle ne fut qu'une démonstration d'hostilité à l'égard d'un gouvernement en place conforme à la Constitution.

Dans la nuit du 13 au 14 avril 1919, une partie de la garnison de Munich tenta de restituer le pouvoir aux autorités légales.

C'est à ce moment que Leviné commença à exercer son activité pour imposer par la force un changement de la Constitution bavaroise. Il contribua à la proclamation de la seconde République des conseils et à l'instauration de la dictature du prolétariat. C'est sur sa proposition que se constituèrent un Comité d'action et un Conseil exécutif, dont il prit la présidence. Il déclara immédiatement la grève générale, afin de réunir les masses autour de ses propres objectifs. On distribua des armes dans le prolétariat, on organisa l'Armée rouge, afin de mener le combat contre les troupes gouvernementales. Leviné appela à plusieurs reprises à la résistance acharnée. Une commission juridique fut instituée, chargée de combattre la contre-révolution,

c'est-à-dire de poursuivre, d'exercer une répression à l'égard des partisans du gouvernement légal. C'est à la même fin que servait le tribunal révolutionnaire, qui existait déjà sous la première République des conseils. L'Armée rouge entreprit de multiples actions pour étendre par les armes l'emprise communiste sur les environs de Munich. La finalité ultime de toutes ces mesures était la transformation de toutes les structures juridiques et économiques vers un Etat communiste. Elles ont toutes été prises sous la direction ou l'influence de Leviné. Il en a revendiqué expressément l'entière responsabilité.

Son action tombe sous le coup du paragraphe 81 alinéa 2 du Code pénal, qui définit le crime de haute trahison.

2. Leviné était un étranger réfugié en Bavière qui ne se préoccupait absolument pas des lois de ce pays. Il était venu dans l'intention délibérée de réaliser ses conceptions communistes. Il poursuivit ce but sans aucun égard pour le bien public et bien qu'il sût que le pays avait avant tout besoin de paix intérieure. Il était bien conscient que son action renforcerait les antagonismes sociaux, qu'elle conduirait nécessairement à la guerre civile et provoquerait d'irréparables dommages dans la vie économique. Doué de facultés intellectuelles exceptionnelles, il pouvait pleinement apprécier la portée et les conséquences de ses actions. On peut être sûr que celui qui agit ainsi avec le destin d'un peuple est animé par un esprit infâme. C'est pour toutes ces raisons et en considération que tout ce qui parle en faveur de l'accusé ne pèse rien au côté de la gravité de sa conduite que furent refusées à Leviné les circonstances atténuantes et qu'il apparut au contraire au tribunal que la justice exigeait ici une extrême sévérité.

Conformément à l'article 3 du Code militaire et au paragraphe 81 du Code pénal, le verdict fut la peine capitale.

3. Conformément à l'article 32 du Code pénal, Leviné fut déchu de ses droits civiques.

IV

1. Dans les deux cas du Dr Salz et de Schmidt n'a été retenu aucun indice qui vérifie l'accusation d'assistance au crime de

haute trahison. Aucune preuve suffisante de complicité (paragraphe 257 du Code pénal) n'a été également établie.

2. Les deux accusés ont été acquittés et le mandat d'arrêt à leur encontre levé (paragraphe 123).

V

Dans le cas de Zimmer, aucune preuve d'assistance au crime de haute trahison n'a été établie, mais le tribunal le reconnaît coupable de complicité (au titre du paragraphe 257 du Code pénal).

VI

Les dépens : paragraphe 496 et s.

Stadelmayer, Hoffmann, Horwitz, v. Loeffelholz, Dietz.

Le Conseil ministériel de l'Etat libre de Bavière a arrêté, dans sa séance du 4 juin 1919 à 19 heures 45 minutes :

Le jugement de condamnation à mort rendu par la cour martiale de Munich le 3 juin 1919 contre le Dr Eugen Leviné, né le 10 mai 1883 à Saint-Pétersbourg, écrivain, domicilié récemment à Munich, sera exécuté.

Lu et approuvé :

Segitz, Dr Ernst, Müller, Speck, Freyberg, Frauendorfer,
Endress, Hamm, Schneppenhorst, i. V. Ackermann.

VI

ATTESTATION DE L'EXÉCUTION
DU JUGEMENT RENDU PAR LA COUR MARTIALE DE MUNICH
LE 3 JUIN 1919
A L'ENCONTRE DU DR EUGEN LEVINÉ

1. A onze heures quarante-cinq minutes fut communiquée à Leviné en présence des personnes soussignées la confirmation officielle du jugement établie par le ministère le 4 juin 1919 et l'aval donné par l'autorité militaire de la ville le 5 juin 1919.

Leviné déclara refuser la présence d'un prêtre mais demanda à pouvoir parler à sa mère, à sa femme, à sa sœur et à ses deux avocats, M^e Pestalozza et M^e Santer. Il fut autorisé à parler à sa femme incarcérée elle aussi à la prison de Stadelheim, cela jusqu'à treize heures. On lui laissa ensuite quelque temps — de treize heures à treize heures quarante-cinq minutes — pour régler ses affaires personnelles. On n'accéda pas aux autres volontés de Leviné dans la mesure où l'heure fixée par l'autorité militaire pour l'exécution du jugement aurait été largement dépassée.

2. Le jugement fut exécuté à quatorze heures quarante-cinq minutes, conformément au règlement et aux instructions. La

mort fut constatée par le médecin-chef Geyen, du corps franc Oberland, commis par la cour.

Munich-Stadelheim, le 5 juin 1919

Signature :
Capitaine 1^{er} régiment
de chasseurs

Signature :
Juge de première instance

Repères chronologiques

1917

6-8 avril : fondation du parti socialiste-indépendant à Gotha.

18 septembre : propositions de réforme de l'Etat bavarois exprimées par le parti social-démocrate de Bavière devant la Diète bavaroise.

6-7 novembre : révolution bolchevique en Russie.

25 novembre : à Berlin, Leipzig, Halle, Mannheim, Stettin et dans d'autres villes, manifestations ouvrières en faveur de la paix.

3 décembre : début des négociations qui conduiront au traité de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie soviétique.

1918

8 janvier : le président américain Woodrow Wilson présente un programme de paix en 14 points.

14-22 janvier : mouvements de grève en Autriche-Hongrie.

28 janvier : Kurt Eisner appelle à une grève générale à Munich.

31 janvier : grève des ouvriers de chez Krupp à Munich, afin d'obtenir la paix. Kurt Eisner lance une proclamation aux ouvriers des pays en guerre.

3 mars : signature du traité de Brest-Litovsk par la Russie soviétique.

24 mars : le dirigeant révolutionnaire Leo Jogiches est emprisonné (Berlin).

20 avril : mise en place d'une ambassade de la Russie soviétique à Berlin.

26 juin-24 juillet : mouvements de grève dans les mines de Silésie.

3 octobre : le prince Max de Bade est nommé nouveau chancelier d'Empire. Formation d'un gouvernement avec la participation de sociaux-démocrates.

14 octobre : à Munich, libération de Kurt Eisner, qui se présente comme candidat du parti socialiste-indépendant aux élections législatives partielles à la Diète bavaroise.

16 octobre : manifestations à Berlin réclamant le départ du gouvernement et la libération de Karl Liebknecht.

23 octobre : à Munich, Kurt Eisner tient un discours à la brasserie de Schwabing. A Berlin, accueil enthousiaste de Karl Liebknecht qui vient d'être libéré de prison.

24 octobre : le maréchal Hindenburg lance un appel à continuer le combat jusqu'au bout, estimant inacceptables les conditions de paix proposées par le président Wilson.

2 novembre : formation en Bavière d'un nouveau gouvernement, sous la présidence d'Otto von Dandl.

3 novembre : manifestations de marins, d'ouvriers et de soldats à Kiel. C'est le début de ce qui fut appelé la « révolution de Novembre ». A Munich, manifestations organisées par le parti socialiste-indépendant.

5-9 novembre : extension des manifestations révolutionnaires dans toute l'Allemagne.

7 novembre : les syndicats manifestent pour la paix à Munich, avec le soutien des partis social-démocrate et socialiste-indépendant. Appel de Kurt Eisner à la fondation d'une République de Bavière. Révolte dans les casernes de Munich. Apparition d'un Conseil d'ouvriers et de soldats et fuite du roi de Bavière.

8 novembre : toujours à Munich, formation d'un gouverne-

ment de coalition (parti social-démocrate/parti socialiste-indépendant/Ligue paysanne de Bavière/ministres sans parti) sous la direction de Kurt Eisner comme Premier ministre.

9 novembre : grève générale et manifestations à Berlin. Friedrich Ebert devient chancelier. Parution du premier numéro de l'organe communiste *Die Rote Fahne*.

13 novembre : déclaration du roi de Bavière, qui renonce à son titre.

21 novembre-2 décembre : grève dans les mines de Haute-Silésie : 17 000. grévistes.

22 novembre-26 novembre : Kurt Eisner participe à la conférence des Premiers ministres des divers Etats d'Allemagne. Il attaque la politique extérieure du gouvernement central.

30 novembre : discours de Kurt Eisner à Munich. Il se prononce pour une république « sociale ».

6 décembre : le siège des journaux « bourgeois » est occupé par les révolutionnaires à Munich. Les ouvriers réclament la démission d'Auer, social-démocrate, du gouvernement Kurt Eisner.

9 décembre : le Conseil d'ouvriers et de soldats de Bavière tient ses premières assises.

11 décembre : formation d'un groupe Spartakus à Munich.

14 décembre : publication du programme de la Ligue spartakiste.

16 décembre : 250 000 ouvriers manifestent à Berlin pour que soient respectées, au I^{er} Congrès des conseils, les exigences de la Ligue spartakiste.

16-21 décembre : le I^{er} Congrès national des conseils a lieu à Berlin.

25 décembre : occupation des locaux du journal social-démocrate *Vorwärts* à Berlin et édition d'un *Rote Vorwärts*.

27 décembre : appel à Munich en vue de la formation d'une garde civique. Parmi les signataires, des ministres sociaux-démocrates.

30 décembre : Congrès de fondation du Parti communiste allemand et dissolution de la Ligue spartakiste.

1919

7 janvier : manifestation de chômeurs à Munich.

12 janvier : élections à la Diète bavaroise.

15 janvier : assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht.

18 janvier : ouverture de la Conférence de la paix à Versailles.

25 janvier : manifestations à Berlin lors des obsèques de Karl Liebknecht.

3-11 février : Kurt Eisner, à Berne et à Bâle, prend part à la Conférence internationale socialiste.

4 février : occupation de Brême par la division Gerstenberg.

6 février : élue le 19, l'Assemblée nationale siège pour la première fois à Weimar. Friedrich Ebert est choisi comme président de la République.

16 février : Kurt Eisner prend la tête d'une manifestation contre les ministres sociaux-démocrates de son propre gouvernement.

21 février : Eisner s'apprête à se retirer lors de l'ouverture de la Diète bavaroise à Munich, il est assassiné.

25 février : Congrès des conseils à Munich.

2-6 mars : Congrès de fondation de l'Internationale communiste à Moscou.

3-12 mars : grève générale et combats armés à Berlin.

7 avril : proclamation de la République des conseils sous direction anarchiste et social-démocrate. Le gouvernement Hoffmann ne cède pas, il s'établit en dehors de Munich, à Bamberg.

13 avril : proclamation d'une seconde République des conseils à Munich, sous la présidence de Leviné.

1^{er} mai : les troupes blanches occupent Munich.

5 juin 1919 : exécution de Leviné.

Aperçu bibliographique

En français, les ouvrages de base sur la période concernée sont les suivants :

Gilbert BADIA, *Les Spartakistes*, coll. Archives, Julliard, Paris, 1966.

Id., *Le Spartakisme*, L'Arche, Paris, 1967.

Pierre BROUÉ, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Editions de Minuit, Paris, 1971.

Aucun de ces livres n'examine en profondeur la révolution bavaroise. Le nom de Leviné est néanmoins plusieurs fois cité dans l'ouvrage de Pierre Broué, avec une notice biographique, et il est accordé trois pages à la situation en Bavière (p. 276-279) qui résument bien les problèmes que posent encore les événements.

On peut consulter aussi l'excellente mise au point de Claude KLEIN, *Weimar* (coll. Questions d'histoire, Flammarion, Paris, 1968), notamment p. 24-25 sur la Bavière (« La Crise du fédéralisme et la Bavière »). Toutefois, le nom de Leviné n'est pas cité.

Le témoignage d'Ernst TOLLER, *Eine Jugend in Deutschland* (Amsterdam, 1933), a été traduit par Pierre Gallissaire aux éditions L'Age d'homme, coll. Germanica, Lausanne, sous le titre *Une jeunesse en Allemagne* (1974).

Autre témoin et acteur, Gustav REGLER, dont les mémoires ont paru en français sous le titre *Le Glaive et le Fourreau* (Plon,

Paris, 1960) : sur la révolution bavaroise, voir notamment le chapitre 4.

Certains livres présentent également un intérêt pour comprendre les débats de l'époque :

Denis AUTHIER, Jean BARROT, *La Gauche communiste en Allemagne (1918-1921)*, Payot, Paris, 1976.

Serge BRICIANER, *Pannekoek et les Conseils ouvriers*, E. D. I., Paris, 1969.

Ossip K. FLECHTHEIM, *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, Maspero, Paris, 1972 (trad. franç. par Marcel Ollivier, de *Die K.P.D. in der Weimarer Republik*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt/Main, 1969).

Paul MATTICK, *Otto Rühle et le Mouvement ouvrier allemand*, coll. Spartacus, série B, n° 63, Paris, 1975.

Anton PANNEKOEK, *Les Conseils ouvriers*, Bélibaste, Paris, 1974.

André et Doris PRUDHOMMEAUX, *La Commune de Berlin 1918-1919*, Spartacus, Paris, 1949.

Lionel RICHARD, *D'une apocalypse à l'autre (Sur l'Allemagne et ses productions culturelles de Guillaume II aux années vingt)*, U. G. E., coll. 10-18, Paris, 1976.

A signaler aussi une brochure de Roland LEWIN sur l'un des protagonistes de la révolution en Bavière : *Erich Mühsam* (Recherches libertaires, 1968).

Toujours en français, quelques articles :

Gilbert BADIA, « L'Historiographie allemande depuis la guerre — l'Allemagne de 1918 à 1945 », *Les Annales*, p. 449-463, 1966.

Id., « Allemagne, novembre 1918 : Kurt Eisner devant le Comité exécutif des conseils berlinois », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XV (1968), p. 340-361.

H. CANNE MEIJER, « Le Mouvement pour les conseils en Allemagne 1918-1933 », *Informations, Correspondance ouvrières*, février 1971.

Lionel RICHARD, « L'Allemagne et la Révolution d'Octobre », *Europe*, n° 461-462, sept.-oct. 1967.

Id., « Les Ecrivains allemands et la Révolution spartakiste », *Magazine littéraire*, n° 23, 1968.

Id., « Qui est l'assassin de Rosa Luxemburg ? », *Magazine littéraire*, n° 28, 1969.

D'autre part, la représentation de la pièce de Tankred DORST, *Toller*, au Théâtre de l'Odéon (Paris), a donné lieu à de nombreux comptes rendus ; voir notamment l'article de François TRUAN dans *Travail théâtral*, n° 2, 1970.

En ce qui concerne les ouvrages en allemand, une bibliographie se trouve dans :

Revolution und Räterepublik in München 1918-1919 in Augenzeugenberichten, herausgegeben von Gerhard SCHMOLZE, mit einem Vorwort von Eberhard KOLB, D. T. V., München, 1978.

Rosa Meyer-Leviné : *Vie et mort d'un révolutionnaire*

En octobre 1918, des soulèvements révolutionnaires éclatent dans toute l'Allemagne. Des Conseils de soldats, d'ouvriers et de paysans sont mis en place. La Bavière, notamment, est promue Etat libre et démocratique. L'ancien royaume des Wittelsbach entre ainsi dans une révolution qui ne s'achèvera qu'en mai 1919, écrasée dans le sang par les dirigeants social-démocrates avec l'aide des Corps francs.

Dans cette révolution bavaroise, un rôle de premier plan fut joué par un jeune Allemand d'origine russe : Eugen Leviné. Son activité à Munich lui valut d'être condamné à mort et exécuté en juin 1919, alors que depuis 1848 aucune peine de mort n'avait été prononcée en Allemagne pour des raisons politiques.

En Leviné il est possible de reconnaître, comme l'écrit Lionel Richard dans son introduction, une triple identité symbolique où se retrouvent, depuis que le prolétariat s'est organisé, des milliers d'exemples : jeune bourgeois qui, par idéalisme, rompt avec sa classe ; juif qui, sensible à l'antisémitisme, ne sépare pas le combat pour l'émancipation des juifs d'une révolution du prolétariat mondial ; révolutionnaire professionnel assumant jusqu'à la mort la responsabilité des actions dans lesquelles il a engagé les masses qui pouvaient avoir confiance en lui.

C'est ce révolutionnaire communiste, dont Rosa Meyer-Leviné, sa femme, trace le portrait en des pages émouvantes. Mais son livre est beaucoup plus qu'une biographie : c'est l'histoire vécue de la révolution bavaroise. Une révolution à peine étudiée, à peine connue en France. Racontée avec chaleur par un témoin exceptionnel.

« Dans notre pays d'ignorants, on sait trop peu qu'il y a eu des soviets en Allemagne... », a dit Aragon.

François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris